Commentaires sur les loix angloises de M. Blackstone , traduits de l'anglois par M. D. G., sur la quatrième édition

[...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Blackstone, William (1723-1780). Commentaires sur les loix angloises de M. Blackstone , traduits de l'anglois par M. D. G., sur la quatrième édition d'Oxford. 1774-1776.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

F 1529
46

47350

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

COMMENTAIRES

SUR

LES LOIX

ANGLOISES,

DE M. BLACKSTONE,

*Traduits de l'Anglois par M. D. G***.*

Sur la quatrieme Édition D'OXFORD.

TOME SIXIEME.

A BRUXELLES,

chez J. L. DE BOUBERS, Imprimeur de l'Académie, rue de la Magdelaine.

M. DCC. LXXVI.

Avec Permiſſion.

TABLE

Du contenu dans ce Volume.

CHAPITRE X.

Des Offenses contre la Juſtice publique. Pag. 1

CHAPITRE XI.

Des Offenses contre la Paix publique. 25

CHAPITRE XII.

Des Offenses contre le Commerce public. 44

CHAPITRE XIII.

Des Offenses contre la Santé, la Police & l'Economie publiques. 56

CHAPITRE XIV.

De l'Homicide. 80

CHAPITRE XV.

Des Offenses contre la perſonne des Individus. 120

CHAPITRE XVI.

Des Crimes contre les habitations des individus. 151

CHAPITRE XVII.

Des Offenses contre les Propriétés particulieres des Individus. 166

CHAPITRE XVIII.

Des moyens de prévenir les crimes. 197

CHAPITRE XIX.

Des Cours de juriſdiction criminelle. 209

TABLE.

CHAPITRE XX.

Des Convictions ſommaires. 243

CHAPITRE XXI.

Des Arrêts. 256

CHAPITRE XXII.

De l'Empriſonnement & de la Caution. 266

CHAPITRE XXIII.

Des différentes ſortes de Pourſuites. 274

CHAPITRE XXIV.

De la Procédure ſur accuſation. 298

CHAPITRE XXV.

De l'Ajournement au criminel & de ſes incidens. 304

CHAPITRE XXVI.

Des Plaidoyeries & de l'Inſtruction. 318

CHAPITRE XXVII.

De l'Examen & de la Conviction. 334

CHAPITRE XXVIII.

Du Bénéfice du Clergé. 369

CHAPITRE XXIX.

Du Jugement & de ſes conſéquences. 383

CHAPITRE XXX.

De la Caſſation du Jugement. 409

CHAPITRE XXXI.

Du Délai & du Pardon. 414

CHAPITRE XXXII.

De l'Exécution. 430

CHAPITRE XXXIII.

De l'origine des Loix Angloiſes. 436

Fin de la Table

COMMENTAIRES

SUR LES

LOIX D'ANGLETERRE.

CHAPITRE X.

Des offenſes contre la juſtice publique.

POUR ne pas nous écarter du plan que nous avons adopté, nous devons examiner préſentement quelles ſont les fautes & les crimes qui affectent, le plus eſſentiellement, le bien public. Ces fautes & ces crimes, quoiqu'ils paroiſſent n'intéreſſer que la ſûreté des perſonnes & la vie des citoyens, ſont cependant auſſi des actions criminelles envers le Roi, conſidéré comme *pater familias* de toute la Nation, de laquelle il a reçu l'Office Royal qu'il poſſede, pour protéger, non-ſeulement tous les membres de la Communauté réunis, mais auſſi chacun des individus qui

la compoſent : & cela, en faiſant exécuter les Loix que le peuple, uni à lui, a établies par ſes repréſentans, ou celles même, qui, établies par un uſage immémorial, ſont cenſées avoir été approuvées par toute la Nation.

Les crimes, relatifs au bien public, ſont en ſi grand nombre & de tant d'eſpeces différentes, que, vouloir les examiner tous, ce ſeroit paſſer les bornes que doit avoir un Traité élémentaire, tel que celui-ci. D'ailleurs, comme un grand nombre de ces crimes ſont d'une eſpece bien inférieure aux autres, ce ſeroit expoſer le Lecteur à eſſuyer d'ennuyeux détails. Et pour les éviter, je me bornerai, dans ce Chapitre, à définir & à décrire en général ces crimes, & à parler des punitions que les Loix infligent à ceux qui s'en rendent coupables, en invitant les étudians à lire avec attention les Auteurs qui ont traité de chacun de ces crimes en particulier, & qui, par conſéquent, ont pu le faire d'une maniere plus étendue que nous, eu égard au plan que nous nous ſommes fait.

Les crimes & les fautes qui affectent le plus ſpécialement le bien public, ou ſous un autre nom, la Communauté en général, peuvent être diviſés en cinq eſpeces : ſavoir, ceux contre la Juſtice commune, la paix publique, le commerce général de la Nation, la

ſanté des citoyens, & la politique ou économie publique. Nous traiterons, avec rapidité, chacune de ces eſpeces différentes.

Pluſieurs des offenſes contre la Juſtice publique, ſont félonies, & doivent être expiées par la mort du coupable; les autres ſont des crimes d'une moindre conſéquence, & leur punition eſt auſſi moins grave. Je commencerai par les premiers, & deſcendrai enſuite, graduellement, juſqu'aux autres.

1. Altérer un acte public ou le ſouſtraire, falſifier certaines pieces dans une procédure, ſont des actes de félonie contre la Juſtice publique. Le Statut 8, chap. 12, de Henri VI, dit: que quelque Clerc ou autre, qui s'emparera, ſouſtraira ou cachera quelqu'acte public relatif à une procédure qui ſe ſuivra dans une des Cours de Juſtice ſupérieures de Weſtminſter, ſoit pour en ſuſpendre le jugement, ſoit pour empêcher ſon effet, ſera félon, ſoit qu'il ſoit intéreſſé directement au procès, ou Procureur agent, ou Conſeiller du demandeur ou du défendeur. Le Statut 21, chap. 26, de Jacques I, déclare également félon, & privé du bénéfice du Clergé, celui qui ſouſtraira ou altérera quelqu'acte, dans l'intention d'empêcher la perception d'une amende, d'une rente, &c. Comme auſſi celui qui ſe ſervira de cet acte pour recevoir au nom

de celui auquel il appartiendra, le produit d'un bail ou autre obligation. Le Statut 4, chap. 4, de Guillaume & Marie, déclare auſſi félon celui qui ſe préſentera vis-à-vis quelque Commiſſaire, muni d'une fauſſe procuration, ou d'un acte tiré frauduleuſement des mains d'un tiers, pour faire un bail ou un autre acte qui intéreſſe la propriété de ce même tiers. Car, nulle propriété ne ſeroit en sûreté, ſi les actes ou titres qui la concernent, n'étoient pas à l'abri de la falſification, ou ſi on pouvoit impunément prendre le nom des propriétaires dans les Cours de Juſtice, ou devant les Officiers publics de ces mêmes Cours.

2. La Loi, pour empêcher les abus que les geoliers pourroient faire de leur pouvoir, ordonne, Statut 14, chap. 10, d'Edouard III, que le geolier ſera déclaré félon, qui, à l'inſtigation de quelqu'un, traitera avec trop de dureté ſon priſonnier, dans la vue de le faire agir ou parler ſuivant ſes intentions. Car, comme le remarque Sir Edouard Coke, il eſt illégal d'induire & d'exciter un homme à ſe rendre accuſateur d'un autre, même dans une cauſe juſte. A plus forte raiſon, ſi un geolier emploie pour cet effet, les plus petits détours ou les mauvais traitemens envers le priſonnier qui eſt confié à ſa garde.

3. Une troiſieme eſpece d'offenſe contre la

CONTRE LA JUSTICE PUBLIQUE.

Juſtice publique, c'eſt de mettre obſtacle à l'exécution d'un jugement rendu légalement. Cette action a été de tout temps, miſe au nombre des plus grands crimes, ſur-tout dans les procès criminels ; & dans ce cas, le coupable eſt réputé complice du criminel que la Loi condamne & traité comme tel, même dans les procès de haute trahiſon. La multitude des places ou endroits privilégiés, étoit autrefois un des plus grands obſtacles qui s'oppoſoient à l'exécution des jugemens rendus, tant dans les affaires civiles que dans les criminelles, ſur-tout dans Londres & dans le Bourg de Southwark ; où, ſous prétexte que ces lieux étant la réſidence du Roi, ceux qui s'y retireroient devoient être à couvert des pourſuites de la Juſtice. Ces privileges, favorables à l'impunité, ſont maintenant abolis, & celui qui voudroit, ſous ce prétexte, s'oppoſer à l'exécution des jugemens rendus, ſeroit puni corporellement. Les Statuts 8 & 9, chap. 27, de Guillaume & Marie, les 9, chap. 28 & 11, chap. 22, de George I, ordonnent que quiconque s'oppoſera à l'exécution des ſentences de la Juſtice, ſous le prétexte de quelques prétendus privileges, ou empêchera quelques Officiers publics de faire leurs fonctions, les bleſſera ou les injuriera, ſera déclaré félon & tranſporté pour ſept ans.

4. Celui qui eſt arrêté, qui trompe la vigilance de ſes gardes, & s'échappe avant qu'ils puiſſent mettre à exécution l'ordre qu'ils ont reçu de la Juſtice de l'empriſonner, doit être, ſuivant les Loix, puni par l'amende & l'empriſonnement. Mais ſi l'Officier de Juſtice chargé de faire exécuter la ſentence, facilite par ſa négligence, ou autrement, la fuite du priſonnier, il eſt aux yeux de la Loi, bien plus coupable encore, & elle condamne cet Officier à l'amende : car l'amour de la liberté eſt une excuſe pour celui qui s'échappe, quoique la Loi, dans toute ſa rigueur, lui défende de ſe ſouſtraire à ſa détention, juſqu'à ce que les Cours de Juſtice ayent porté ſur ce qui le regarde, un jugement définitif. Mais s'il eſt prouvé que l'Officier de Juſtice ait conſenti à la fuite du priſonnier & l'ait même facilitée ; ſon crime eſt bien plus grave, & il eſt puni comme l'auroit été le priſonnier, ſoit qu'il fût coupable de trahiſon, de félonie ou d'autres crimes. Mais, au préalable, cet Officier eſt arrêté & détenu, juſquà ce que le coupable, qui étoit commis à ſa garde, ſoit repris, examiné, qu'il ait confeſſé ſon crime, & reçu ſon jugement. Ce n'eſt même qu'après ce jugement, que l'Officier peut être puni : parce que s'il l'étoit auparavant, comme coupable de félonie ou de trahiſon,

il pourroit arriver que celui qu'il a laiſſé échapper, ne ſe trouvant pas coupable de ces crimes, ſeroit déclaré innocent & déchargé de l'accuſation. La décharge de l'accuſé, & même ſon élargiſſement n'empécheroient pourtant pas que l'Officier ne fût puni, à cauſe de ſa négligence, ou malverſation, par l'amende & l'empriſonnement.

5. La Loi commune déclare félon, & punit comme tel, l'Officier de juſtice, chargé de quelque commiſſion, qui fait ouvrir les priſons, ou qui ſe trouve ſeulement complice de ceux qui les ouvrent, pour faciliter l'évaſion d'un priſonnier. Cette ſévérité de la Loi fut portant adoucie par le Statut de *frangentibus priſonam*, d'Edouard II, qui ordonne, qu'à l'avenir, perſonne ne pourra être privé de la vie, ni même d'aucun de ſes membres, pour avoir fait une brêche à une priſon & facilité l'évaſion d'un priſonnier : à moins que celui-ci ne fût coupable de trahiſon ou de haute félonie. Car, dans ce cas, celui qui force la priſon & facilite l'évaſion du coupable, doit être traité comme félon, ainſi que le porte la Loi commune. Mais, ſi le priſonnier n'eſt pas coupable d'un crime capital, l'Officier de juſtice, qui aide à ſon évaſion, ne doit, ſuivant le Statut, ſubir d'autre peine que celle de l'amende & de l'em-

priſonnement : ſon action étant une malverſation, & non pas un crime capital.

6. Uſer de violence pour faire relâcher un priſonnier, eſt un acte qui rend coupable celui qui le fait, d'un crime de la même eſpece que celui pour lequel le priſonnier étoit détenu. Ainſi, s'il l'étoit pour ſimple félonie, ſon libérateur ſeroit puni comme félon; & la punition qu'il ſubiroit, ſeroit celle de la trahiſon, ſi le priſonnier en étoit coupable; & ſi celui-ci étoit puni pour malverſation, celui qui lui auroit rendu la liberté, le ſeroit auſſi. Mais il faut obſerver que pour que le dernier ſoit puni, il faut que le premier ſoit auparavant atteint & convaincu du crime pour lequel il auroit été arrêté : car, ſans cela, il pourroit arriver que le priſonnier, après l'examen, ſeroit déclaré innocent, & dès-lors la punition qu'auroit ſubi ſon libérateur ſeroit contraire à la Loi, qui veut qu'elle ſoit la même que celle du priſonnier. Le Statut 16, chap. 11, de George II, condamne à la tranſportation, pour ſept ans, celui qui aidera un priſonnier accuſé de félonie ou de trahiſon, en lui fourniſſant des armes, des inſtrumens pour forcer la priſon, des déguiſemens pour cacher ſa fuite ; & cela quand même le priſonnier n'auroit pas pû effectuer ſon entrepriſe. Le Statut 25, chap. 27, & le 27, chap. 15,

de George II, déclare félon, & privé du bénéfice du Clergé, celui qui contribuera à la fuite d'un priſonnier détenu pour meurtre, ou pour quelqu'un des crimes compris dans l'acte appellé l'*Acte noir*, donné la neuvieme année de George I.

C'eſt une offenſe capitale contre la juſtice publique, que de réparoître en Angleterre, avant que le terme pour lequel on a été tranſporté dans les colonies, ſoit expiré. Celui qui commet cette offenſe eſt déclaré félon, & privé du bénéfice du Clergé, par le Statut 4, ch. 11 & 6, de George I, & par celui 8, chap. 15, de George II.

8. Exiger du propriétaire d'un effet volé, une récompenſe, ſous le prétexte de le lui faire retrouver, eſt une offenſe contre la juſtice publique. L'uſage en fut établi au commencement du regne de George I. Les voleurs, alors, vendoient eux-mêmes, à vil prix, à ceux qu'ils avoient volés, les effets dont ils s'étoient emparés; & par ce moyen ils empêchoient qu'on ne les pourſuivît en juſtice.

Le célebre Jonatham Wild avoit ſous ſes ordres une troupe conſidérable de voleurs, tellement ſoumis à ſes loix, qu'aucun d'eux ne retenoit pour lui-même le moindre des effets qu'il avoit volés, & que tout lui étoit

remis avec la plus grande exactitude : de maniere que Wild étoit une eſpece d'officier public, auquel on pouvoit avoir recours pour recouvrer les effets qu'on avoit perdus ; & ſon uſage étoit de les rendre, moyenant la moitié de leur valeur. Pour prévenir cette odieuſe pratique & y mettre fin, on fit, ſous George I, le Statut 4, chap. 11, qui ordonna, que quiconque exigeroit une récompenſe quelconque, pour faire rendre un effet volé, ſeroit déclaré félon & eſſuyeroit le même châtiment que le voleur même : après, toutefois, que le voleur auroit été arrêté, examiné & convaincu, & qu'il l'auroit déclaré être ſon complice. Ce fut en vertu de ce Statut que Wild, ayant été arrêté, & convaincu d'avoir depuis, comme auparavant, tenu la même conduite, fut condamné & exécuté.

9. Quiconque reçoit des effets, ayant connoiſſance qu'ils ont été volés, ſe rend coupable envers la juſtice publique. Nous avons fait voir, dans un des Chapitres précédens, que la Loi commune déclaroit cette action une action ſeulement criminelle. Mais les Statuts 3 & 4, chap. 9, de Guillaume & Marie, & celui 5, chap. 31, en ont fait une offenſe acceſſoire à la félonie, & ont déclaré celui qui la commettoit, complice du

voleur. Cependant, comme le complice devoit être confronté avec le principal agent du crime, & n'être jugé qu'après que celui-ci auroit été convaincu; il arrivoit que les receleurs des vols échappoient à la juſtice. Et pour remédier à cela, on établit le Statut 1, chap. 9, d'Anne, qui ordonna, que tous les receleurs pourroient être pourſuivis comme tels, empriſonnés & condamnés à l'amende, quand même celui qui auroit volé l'effet, dont on les trouveroit ſaiſis, ne ſeroit point arrêté & convaincu. Le Statut 29, chap. 30, de George II, condamne à la tranſportation, pour 14 ans, tout receleur de plomb, de cuivre, ou autres métaux volés. Ainſi, maintenant, celui qui pourſuit en juſtice le receleur peut, ou demander qu'il ſoit puni ſuivant le Statut de George II, avant que le voleur ſoit arrêté, ou attendre que celui-ci ſoit jugé; & alors le receleur eſt puni comme étant ſon complice & félon. Mais, ſuivant les Statuts, le receleur ne peut ſubir que l'une ou l'autre punition : de maniere que, s'il eſt jugé avant que le voleur ſoit arrêté, il ne peut eſſuyer un nouveau jugement, après que le voleur aura été convaincu. Suivant le même Statut de George II, il eſt ordonné, que quicon-
que eſt accuſé d'être receleur de cuivre, de plomb ou d'autres métaux, & ne pourra pas

prouver celui qui les lui aura remis, ſera mis en priſon, & condamné à l'amende.

10. Une offenſe qui differe peu des deux dernieres, dont nous venons de parler, eſt celle que commet celui qui, ayant connoiſſance d'un vol, & ſachant celui qui l'a commis; fait avec lui une convention pour ne pas le pourſuivre en juſtice. Cette action étoit autrefois placée parmi les actions féloniques, & le coupable étoit déclaré complice du voleur. Aujourd'hui, elle n'eſt punie que par la priſon & l'amende. La rigueur de nos anciennes Loix étoit conforme à celle de la Loi Salique, qui dit : *Latrocinum ſimilem habuit qui furtum celare vellet & occultè, ſine judice compoſitionem ejus admittere.* Le Statut 25, chap. 36, accorde une récompenſe à celui qui procurera le recouvrement des effets volés, & qui n'auront pas été publiquement réclamés; mais condamne à 50 liv. ſterl. d'amende, celui qui donnera avis à celui qui demandera cette récompenſe, de l'endroit où ſeront les effets, ainſi que l'Imprimeur qui imprimeroit cet avis.

11. Semer la diſcorde entre les ſujets du Roi, les exciter à plaider les uns contre les autres, & faire revivre entr'eux d'anciennes querelles; c'eſt ſe rendre coupable d'une offenſe envers la juſtice publique, dont la punition

eſt l'empriſonnement & l'amende, ſi c'eſt une perſonne privée : mais ſi c'eſt un homme de Loi, il eſt déclaré incapable d'exercer aucune fonction, étant conſidéré comme un citoyen dangereux. Une offenſe de la même eſpece, eſt celle d'intenter un procès, ſans aucun motif qui ſoit fondé. La punition en eſt laiſſée à la diſcrétion des Juges, dans les Cours ſupérieures du Roi ; mais elle eſt déterminée pour les Cours inférieures, par le Statut 8, d'Eliſabeth, chap. 2, qui condamne celui qui intente, dans ces Cours, un procès, ſans en avoir une raiſon valable, à ſix mois de priſon & à payer à la partie adverſe, injuſtement attaquée, de triples dommages & intérêts.

12. Il eſt encore une eſpece d'offenſe, contre la Juſtice publique : c'eſt lorſque, par argent, ou autrement, on ſuſcite un procès, ſoit en demandant, ſoit en défendant, & dans lequel on n'a aucun intérêt direct. L'uſage de cette pratique s'introduiſit avec celle des uſages ou des jouiſſances, & en partant de la Loi Romaine, qui enviſageoit comme *crimen falſi*, de s'unir & de faire quelques actes, ſoit par argent, par témoins ou autrement, dans un procès qui étoit tout-à-fait étranger à celui qui agiſſoit ainſi. Ce n'eſt pas, cependant, que la Loi défende qu'on aide &

qu'on ſecoure ſon parent, ſon ſerviteur ou ſon voiſin pauvre, en leur donnant les moyens de ſoutenir un procès. Mais excepté pour tout autre motif que ceux de la charité, de l'amitié & de la bienfaiſance, la Loi commune condamne celui qui prend part à un procès qui lui eſt perſonnellement étranger, à une amende, & veut même qu'il ſoit empriſonné. Le Statut 32, chap. 9, de Henri VIII, fixe cette amende à 10 liv. ſter.

13. On punit de même, celui qui donne à un autre les moyens d'intenter & de ſuivre un procès, ſous condition de partager avec lui l'objet de la conteſtation : *campum partire.* Dans la langue Françoiſe, le mot *champart*, ſignifie partager annuellement avec un autre les produits de la terre, ſuivant l'accord qui a été fait entre le Seigneur immédiat & le poſſeſſeur de ladite terre, ou ſuivant que le veut la Coutume du pays où elle eſt ſituée. Dans notre langue, ce même mot *champart*, ſignifie l'achat qu'on fait d'un procès ou des droits d'un autre ſur une choſe conteſtée. Nos Loix ont en horreur cette pratique, & la Loi commune ne veut pas qu'on diſpoſe, & par conſéquent qu'on faſſe aucun accord pour une choſe dont on n'a pas la poſſeſſion actuelle : attendu que ces acheteurs de procès & du droit des autres, ſont des peſtes publiques

toujours disposées à troubler la paix & la tranquillité des citoyens, & que les Loix Romaines punissoient très-sévérement : *qui improbè coeunt in alienam litem, ut quidquid excommunicatione in rem ipsius redactum fuerit, inter eos communicaretur, lege Julia de vi privatâ tenentur*; sur quoi la troisieme partie de leurs biens étoit confisquée, & eux-mêmes notés d'une infamie perpétuelle. Le Statut 32, chap. 9, de Henri VIII, dit, que quiconque vendra ou achetera quelque droit ou titre sur une terre, dont le vendeur n'aura pas recueilli les fruits pendant une année entiere, sera également puni par la confiscation de la terre, au profit du Roi & de celui qui les poursuivra en Justice.

14. Il en est de même des Traités ou des Compositions faites sur les informations commencées, en vertu des Loix criminelles. C'est une offense envers la Justice civile : parce que leur résultat peut être de rendre les Loix odieuses au peuple. Aussi celui qui commet cette offense, doit-il être rigoureusement poursuivi. Le Statut 18, chap. 5, d'Elisabeth, ordonne, que quiconque fera des informations sous prétexte de quelques Loix criminelles, & traitera sans le consentement de la Cour de Justice rélativement à ce procès, recevra quelqu'argent ou promettra d'en don-

ner, ſoit pour ſauver l'accuſé ou pour le faire condamner, ſera condamné à une amende de 10 liv. ſterl. & attaché pendant deux heures au pilori; de plus, déclaré incapable d'intenter, à l'avenir, aucune action criminelle.

15. Accuſer une homme de félonie lorſqu'il n'en eſt pas coupable, eſt une offenſe contre la Juſtice publique; & l'accuſé, déclaré innocent, peut intenter une action civile: en conſéquence, attaquer l'accuſateur & l'inſtigateur. Comme nous avons parlé des faux accuſateurs, dans le Volume précédent; nous ajouterons ſeulement que, pour agir, il faut qu'ils ſoient au moins deux, & que la Loi commune les condamnoit à perdre leur *liberam legem* : c'eſt-à-dire, les déclaroit incapables d'être ni jurés ni témoins; que leurs biens mobiliers & immobiliers devoient être confiſqués, leurs maiſons raſées & eux-mêmes conſtitués priſonniers : mais qu'aujourd'hui, leur peine eſt bornée à l'amende, à la priſon & au pilori. On peut ranger ſous la même claſſe le crime d'envoyer à quelqu'un une lettre pour demander ou de l'argent, ou l'abandon de certains biens, ſoit terres, ſoit Châteaux, avec menace, en cas de refus, de porter contre le ſommé, une accuſation capitale de quelque genre que ce ſoit. L'auteur de ces ſortes de lettres doit être puni, ſuivant

le

le Statut 30, chap. 24, de George II, par l'amende, le fouet, l'empriſonnement, le pilori ou par la tranſportation pour ſept ans, à la diſcrétion des Juges.

16. Une offenſe plus grande encore envers la juſtice publique, eſt celle de celui qui, lorſque le procès eſt commencé, perſiſte dans ſa fauſſe dépoſition, lorſqu'on en eſt à l'examen juridique des témoins. Suivant Sir Edouard Coke, c'eſt le crime de celui, qui, admis dans quelque procédure juridique à faire ſerment, en fait un abſolument faux. Mais attendu que le ſerment peut être admis dans les affaires civiles comme dans les affaires criminelles, c'eſt pourquoi le parjure ne doit pas toujours être également puni; parce que l'effet du crime du parjure, peut n'être pas toujours le même. D'ailleurs, il peut arriver qu'un homme ſoit parjure involontairement, & qu'il ſoit coupable en apparence, quoique innocent, *in foro conſcientiæ*. Pour être véritablement parjure, il faut que celui qui fait le ſerment ſoit convaincu d'avoir été inſtruit de la fauſſeté du fait qu'il jure être véritable; & que nonobſtant cette connoiſſance, il s'obſtine à ſoutenir le fait vrai. Il faut auſſi, que ce ſerment ſoit relatif au point principal de la queſtion, & non pas ſeulement à quelques-unes de ſes parties: car, dans ce dernier cas,

il n'eſt pas plus coupable que celui qui fait un faux ſerment dans ſa propre cauſe & pour ſa propre défenſe. Engager un autre à faire un faux ſerment, eſt un crime auſſi grand que ſi on le faiſoit ſoi-même. La punition de l'un, comme celle de l'autre, a variée dans la Loi commune. Autrefois, ce crime étoit puni de mort; enſuite par le banniſſement; depuis la peine fut changée : on arracha la langue du parjure, & l'on confiſqua ſes biens. Aujourd'hui la punition du parjure eſt bornée à l'amende, à l'empriſonnement & à l'incapacité d'être reçu en témoignage. Le Statut 5, chap. 9, d'Eliſabeth, condamne à l'amende de 20 liv. ſterling, & note d'infamie le coupable, ou à être attaché au pilori. Mais l'affaire eſt ordinairement portée devant le tribunal de la Loi commune, où le coupable eſt condamné ſeulement à l'amende. Le Statut 2, chap. 25, de George II, donne pouvoir aux Juges d'envoyer le coupable pour 7 ans, dans une maiſon de correction, ou de le condamner à être tranſporté pour le même nombre d'années, en le déclarant félon & privé du bénéfice du Clergé. On a ſouvent ſouhaité que les faux témoins, ſur-tout dans les accuſations graves qui pouvoient intéreſſer la vie d'un homme, fuſſent condamnés à la peine du Talion, ainſi qu'on en uſe en Fran-

ce. Il eſt vrai que ſi les ſuites cruelles du faux témoignage, paroiſſent juſtifier la rigueur de la Loi Françoiſe, il eſt pourtant bon d'obſerver que l'uſage de France, pour forcer l'accuſé d'avouer le crime, donne encore plus de force aux dépoſitions des témoins, leſquels, d'ailleurs, ne ſont pas comme chez nous, en préſence des accuſés. D'où l'on peut inférer qu'il eſt peut-être plus néceſſaire en France, que par-tout ailleurs, de retenir, par la crainte d'une punition capitale, la méchanceté des témoins, d'où dépend preſque toujours le ſort de l'accuſé. Et c'eſt ainſi qu'une Loi trop cruelle, en produit une encore auſſi cruelle.

Au reſte, les peines corporelles, les amendes, l'exil, l'infamie perpétuelle, ſont toutes des punitions plus analogues avec le génie de nos Loix, ainſi qu'à l'uſage qu'elles nous preſcrivent, d'entendre les témoins des deux parties. Au moyen de quoi, ceux que produit le priſonnier peuvent balancer les dépoſitions de ceux de ſon adverſaire.

Le faux témoin, qui ſeroit cauſe de la mort d'un innocent, ſeroit aujourd'hui puni, comme la Loi commune veut que ſoit puni le crime même pour lequel cet innocent auroit été condamné. Mais lorſque la vie de l'accuſé n'eſt pas en danger, & qu'un faux

ſerment ne pourroit que lui faire un tort civil, il ne ſeroit pas juſte que la mort fût la punition du parjure. D'ailleurs, en multipliant trop les punitions capitales, on affoiblit leur effet: car quelque ſoit la noirceur du crime de parjure, il ne peut raiſonnablement, être mis en comparaiſon avec ceux qui ſont punis de mort: à l'exception, cependant, du faux ſerment, qui fait condamner à la mort un innocent. La maxime de Cicéron, qui eſt conforme à la Loi des douze tables, eſt: *perjurii pœna Divina, exitium humana dedetur.*

17. Se laiſſer corrompre par des préſens, eſt une offenſe très-grave contre la juſtice publique, de la part du Juge ou de quelque perſonne que ce ſoit qui a part à l'adminiſtration de la juſtice. Dans l'Orient, il eſt d'uſage de ne préſenter des requêtes à quelque Juge que ce ſoit, & même au Souverain, qu'elle ne ſoit accompagnée d'un préſent. Et cet uſage eſt une ſuite du deſpotiſme qui regne dans ces climats, où les vrais principes du Gouvernement ne ſont pas connus, où le Supérieur croit n'avoir aucuns devoirs à remplir vis-à-vis de l'inférieur, & où celui qui gouverne croit n'avoir aucune obligation à remplir à l'égard de celui qui eſt gouverné. Quoique la Loi Romaine fut très-ſévere, tant contre ceux qui recevoient des préſens,

que contre ceux qui, par ce moyen, achetoient des voix dans les assemblées publiques; elle permettoit pourtant, ou du moins toléroit, que les Officiers de justice reçussent des présens, pourvu que leur valeur n'excédât point la valeur de cent écus, chaque année. Elle sembloit même oublier qu'elles pouvoient être les suites naturelles d'une pareille indulgence qui, en permettant les petits présens, devoit essentiellement introduire l'usage d'en recevoir de plus grands. Platon, plus sage & plus conséquent, ordonnoit dans le plan chimérique de son Gouvernement, que ceux qui recevroient des présens pour remplir les fonctions de leurs charges, fussent punis de la façon la plus sévere. Les Loix d'Athenes vouloient, que ceux qui recevoient des présens, ainsi que ceux qui les faisoient, fussent également punis : les Officiers inférieurs par une amende & l'emprisonnement, de même que ceux qui leur offriroient le présent.

Mais chez les Juges supérieurs, recevoir un présent, a toujours été regardé comme un crime de la plus grande atrocité : au point même que, parmi nous, le chef de justice Thorpe fut, (sous le regne d'Edouard III) condamné à être pendu, pour avoir été convaincu de ce crime. Le Statut 11, de Henri IV, ordonne, que tout Juge ou Officier

du Roi, qui recevra un préſent, payera une amende de la triple valeur de ce préſent, & en outre, ſera puni ſuivant la volonté du Roi, & déclaré incapable de pouvoir jamais remplir aucunes fonctions dans le ſervice de S. M. On a auſſi fait pluſieurs exemples de ceux qui, dans le Parlement, avoient eu la foibleſſe de recevoir des préſens; & les perſonnes de la plus grande conſidération, n'ont pas été exemptes de la punition.

18. Celui qui cherche à prévenir un juré en ſa faveur, ou en faveur d'un autre, par promeſſes, diſcours, prieres, don d'argent, ou même par tous autres moyens, eſt condamné à payer une amende & à être empriſonné; & le juré qui ſe ſera laiſſé ſéduire par ces ſortes de moyens, (ſur-tout s'il a reçu de l'argent) doit être, ſuivant le Statut du regne d'Edouard III, déclaré à jamais infâme, mis en priſon pour un an, & condamné à payer une amende de dix fois la valeur de ce qu'il aura reçu.

19. Anciennement, ſi le juré qui s'étoit laiſſé prévenir, faiſoit, en conſéquence, un faux rapport, il étoit puni auſſi exemplairement, que s'il eût été atteint & convaincu de quelque crime.

20. Une autre offenſe contre la juſtice publique, eſt la négligence des Officiers de

juſtice, comme les Schériffs ou les Coroners, &c. à remplir les devoirs de leurs charges. Dans certains cas, ils ſont condamnés à l'amende, & dans d'autres ils perdent leurs Offices. Si ces Officiers négligent d'arréter ceux, qui leur ſont dénoncés comme vendeurs de plomb, de cuivre ou de tous autres métaux volés, ils ſont punis comme ayant mal verſé dans leur office & mis en priſon, conformément au Statut 29, chap. 30, de George II.

21. Il eſt encore un autre offenſe contre la juſtice publique, qui eſt conſidérée comme un crime très-grave, dont l'atrocité eſt proportionnée à l'avantage qu'en retire celui qui le commet, & ſur-tout à la crainte qu'on peut avoir du crédit ou de la puiſſance de l'oppreſſeur, & qui empêche la partie lézée de le pourſuivre. Ce crime, conſiſte dans les actes d'oppreſſion & de partialité, dont ſe rendent coupables les Juges & les Officiers chargés de l'adminiſtration de la juſtice, dans l'exercice de leurs fonctions. En les attaquant, ſoit au Parlemenr, ſoit à la Cour du Banc du Roi, (ſuivant leur rang & condition,) ils ſont punis par la perte de leurs offices, par l'amende, par l'empriſonnement, ou par autres peines, eu égard au degré & à la nature de leur offenſe.

22. Enfin, toute eſpece d'extorſions eſt un abus de la juſtice publique, de la part de celui qui, ſous prétexte d'exercer l'office dont il eſt revêtu, oblige qui que ce ſoit à lui donner ou de l'argent ou autre choſe de valeur qui ne lui eſt pas due, ou plus qu'il ne lui eſt légitimement dû. La peine de ce crime eſt l'amende, l'empriſonnement & quelquefois la perte de l'office même..

CHAPITRE II.

Des Offenses contre la Paix publique.

NOUS allons examiner, dans ce Chapitre, quelles ſont les offenſes contre la paix publique, dont la conſervation eſt confiée au Roi & à ſes Officiers, de la maniere & pour les raiſons que nous avons ci-devant détaillées. Ces offenſes ſont de deux eſpeces : celles qui ſont une infraction actuelle de la paix publique, & celles qui tendent à produire cette rupture. L'une & l'autre peuvent être félonies, ou ne l'être pas; & les différens Statuts qu'on a faits par rapport à elles, déterminent l'eſpece des qualifications qu'elles doivent avoir.

1. Toute aſſemblée de débauche (*), compoſée de douze perſonnes, qui, ſur la ſommation qui leur en eſt faite, ne ſe ſéparent pas, rend coupables ceux qui la compoſent, du crime de haute trahiſon, ſuivant les Statuts 3 & 4, chap. 5, d'Edouard VI, qui

(*) Le mot *débauche* ne rend pas, en François, l'idée du mot *riotous* de l'Anglois. Ce mot, je crois, veut dire ici, dans notre langue, *Aſſemblée* tumultueuſe, illicite, ou formée pour commettre quelques excès.

qualifient de même toutes les assemblées tendantes à produire quelque changement dans la Religion. Ils furent abrogés sous le regne de la Reine Marie, par le Statut 1, chap. 1, & ces offenses furent mises au nombre des simples trahisons; ainsi la peine qu'on infligea aux coupables fut bien moins rigoureuse qu'auparavant: car il met ces offenses au rang des simples félonies. Au reste, ces Statuts distinguoient encore celles de ces assemblées qui devoient être prohibées avec le plus de soin: telles, par exemple, que celles qui se formoient dans l'intention de faire violence aux membres du Conseil-Privé, & de faire changer les Loix établies. Si les personnes qui composoient ces assemblés ne se retiroient pas, après en avoir été averties, le Statut les déclaroit félons, sans pourtant les priver du droit de réclamer le bénéfice du Clergé; & s'il arrivoit que les Juges de paix & ceux qui les aidoient, venoient à tuer quelques personnes du peuple, lorsqu'ils s'efforçoient de dissiper ces assemblées, le Statut les déclaroit innocens du meurtre. Sous le regne sanguinaire de Marie, on crut devoir prendre ces précautions: parce que le rétablissement du Papisme, qu'on projettoit, excitoit un mécontentement général, dont on craignoit les suites. Il ne fut d'abord donné, que pour

avoir ſon effet pendant une année, & reſta pourtant dans toute ſa vigueur tant que cette Princeſſe occupa le Trône : mais lorſque, ſous le regne d'Eliſabeth, la Réformation fut établie, on donna le Statut 1, chap. 16, du regne de cette Princeſſe. Depuis l'acceſſion de Jacques I au Trône, juſqu'à la mort de la Reine Anne, on ne penſa pas à le faire revivre; mais dans la premiere année de George I, on jugea néceſſaire de le rétablir & de le rendre même perpétuel, avec nombre d'additions qu'on y fit. Le Statut 1, chap. 5, de George I, dit, que ſi douze perſonnes s'aſſemblent illégalement, pour troubler la tranquillité publique, elles ſeront obligées de ſe ſéparer, ſur l'ordre que leur en donneront ou les Juges de paix ou les Scheriffs & leurs délégués, ou le Maire de la ville; & que s'ils ne le font point, une heure après avoir reçu cet ordre, ils ſeront regardés comme félons, ſans bénéfice du Clergé. On y déclare auſſi félons, tous ceux qui, ayant droit de le faire, & ayant connoiſſance de ces aſſemblées, ne les diſſiperont pas. On rétablit auſſi, par ce Statut, ce qui concernoit les meurtres involontaires, faits par les Officiers de Juſtice, conformément à ce qui avoit été ſtipulé par le Statut de Marie On déclara également félons, ſans bénéfice du Clergé,

par le Statut de George I, tous ceux qui, en s'attroupant, inſulteroient une Egliſe, une chapelle, une maiſon d'aſſemblées religieuſes ou ſes dépendances. quand même ils n'auroient pas reçu ordre auparavant de ſe ſéparer.

2. Chaſſer de nuit & maſqué dans un parc, une forêt, une garenne, dont on n'a pas reçu du Roi la propriété, fut déclaré une ſimple félonie, par le Statut 1, chap. 7, de Henri VII. Aujourd'hui, & depuis, le Statut 9, chap. 22, de George I, ſe trouver armé & déguiſé dans quelqu'endroit que ce ſoit, y chaſſer, tuer, ou ſeulement y bleſſer quelques bêtes fauves, eſt une félonie, ſans bénéfice du Clergé; de même que de tendre des pieges dans une garenne, & pêcher du poiſſon dans une riviere. Cette offenſe n'eſt pas ici placée relativement au dommage qu'elle peut cauſer aux vrais propriétaires; mais à cauſe du trouble qu'elle apporte, par le déguiſement de ceux qui la font aux ſujets du Roi, & par conſéquent doit être conſidérée comme une violation de la paix publique.

3. Envoyer une lettre anonyme ou ſignée d'un nom imaginaire, pour menacer d'incendie, de meurtre ou d'autres maux, celui qui, ſur cette lettre, n'enverroit pas l'argent demandé, le gibier ou toute autre choſe, eſt

déclaré félonie, avec privation du bénéfice du Clergé. Les Statuts 9, chap. 22, & 27, chap. 15, de George I, & le Statut 8, chap. 6, de Henri V, avoient mis cette action dans la classe des crimes de haute trahison.

4. Abattre une porte, une barriere ou toute autre clôture, est une offense contre la paix publique, dont la punition est, suivant le Statut 2, chap. 19, de George II, le fouet & l'emprisonnement pour trois mois. Détruire la maison où se paie un péage, soit sur terre, soit sur une riviere navigable, est une félonie punissable par la transportation pour sept ans. Le Statut 8, chap. 20, du même Prince, déclare félon, & privé du bénéfice du Clergé, celui qui rompt les barrieres sur les grands chemins, & brise les chaînes mises sur les rivieres. Le même Statut veut, que le coupable soit poursuivi devant la Cour du Comté le plus prochain de l'endroit où se sera commis le délit. Les autres actes, dont il nous reste à parler, ne sont considérés que comme des fautes ou simples délits, qui ne sont point placées au rang des félonies; savoir:

5. Les combats de deux ou plusieurs personnes dans une place publique, qui peuvent jetter la terreur parmi le peuple. Mais si ces mêmes combats ne sont que particuliers, ils

ne ſont plus regardés comme pouvant occaſionner du tumulte & cauſer des émeutes. Toute perſonne privée peut s'entremettre pour arrêter & faire finir les premiers combats, & c'eſt même un devoir ; mais qui regarde plus ſpécialement les Juges des paix & tous les autres Officiers prépoſés pour la conſervation de la paix publique : leſquels, pour cet effet, peuvent faire enfoncer les portes des maiſons où il y a tumulte, & y ſaiſir ceux qui le cauſent. Ils doivent après les avoir arrêtés, les conduire devant le Juge de paix, & même les mettre en priſon : mais pour un certain temps ſeulement, juſqu'à ce que la fureur des combattans ſoit appaiſée, & qu'ils ayent recouvré leur ſang froid. Alors, & avant de les relâcher, on peut exiger d'eux qu'ils donnent caution pour l'avenir, d'une conduite plus ſage & plus modérée. La punition de ceux qui cauſent du tumulte, eſt l'amende & l'empriſonnement, & l'une & l'autre peine doivent être réglées ſuivant les circonſtances : car ce ſont les circonſtances qui aggravent ou affoibliſſent l'offenſe. Deux perſonnes qui, de propos délibéré, ſe battent en duel, étant conſidérées comme ayant l'intention de commettre un meurtre, doivent auſſi être regardées comme coupables d'un grand mépris envers la juſtice nationale, &

bien plus répréhenſibles que s'ils n'euſſent occaſionné qu'un tumulte ordinaire, quand même leur combat n'auroit aucunes ſuites fâcheuſes. Troubler les Officiers préposés pour la conſervation de la tranquillité publique, dans leurs fonctions, eſt une offenſe plus grave que toutes celles dont nous avons déja parlé, ſur-tout ſi les Officiers ſont membres des Cours de juſtice du Roi. Cauſer du tumulte dans une Egliſe ou dans un Presbitere, eſt une offenſe fort grave : attendu que ces lieux ſont regardés, comme conſacrés à Dieu ; de maniere qu'une querelle & des paroles indiſcrettes qui peuvent y donner lieu, ſont punis par des peines corporelles ; tandis que, par-tout ailleurs, ces mêmes actions ne ſont conſidérées que comme de ſimples offenſes. Auſſi le Statut 5, chap. 4, d'Edouard VI, dit-il, que ſi quelques perſonnes ſe querellent, ſeulement, des paroles dans une Egliſe, l'entrée de cette Egliſe lui ſera interdite par l'Evêque, ſi c'eſt un laïc, *ab ingreſſu Eccleſiæ* ; & que ſi cette perſonne eſt dans les ordres, elle ſera ſuſpendue de ſes fonctions, pour le temps que voudra ſon Supérieur. Que ſi une perſonne en frappe une autre dans une Egliſe, elle ſera excommuniée, *ipſo facto* ; & ſi c'eſt avec une arme, ou qu'elle paroiſſe ſeulement vouloir l'en frapper, elle ſera, en ou-

tre, pourſuivie en juſtice devant un juré, & aura, ſi elle eſt convaincue, les oreilles coupées; & que s'il arrivoit que le coupable n'eût pas d'oreilles, il ſeroit marqué de la lettre F, avec un fer chaud, ſur la joue. Un tumulte ſimple, peut être excité par deux perſonnes.

6. Mais pour qu'une aſſemblée illicite ſoit regardée comme telle, il faut qu'elle ſoit compoſée de trois perſonnes au moins. Ce nombre, ou un plus grand encore, aſſemblé pour faire une action illégale, forme une aſſemblée condamnable: comme ſi, par exemple, ces perſonnes veulent abattre une clôture, détruire une garenne, &c. ou même ne feroient que le tenter, & ſe ſéparoient ſans avoir exécuté leur deſſein. Si on s'attroupe, ſous prétexte d'un droit de Commune, pour rompre une clôture, ou une barriere ſur un chemin; c'eſt commettre un déſordre: & c'eſt commettre un excès, que de s'aſſembler pour faire un acte de violence, lors même qu'aucun intérêt commun n'y engage. Telle eſt l'action de maltraiter un homme, de chaſſer & tuer quelques bêtes fauves dans un parc, ou de tuer du gibier dans une garenne qui appartient à un autre. C'eſt un acte de la même nature, que d'agir avec violence pour empêcher qu'une choſe, préjudiciable même, ne ſe faſſe. La punition de ceux qui ſe trouvent à ces aſ-

ſemblées

ſemblées illégales, lorſqu'elles ſont compoſées de douze perſonnes, peuvent être, comme nous l'avons dit, capitales, eu égard aux circonſtances. Mais ſi ces aſſemblées ne ſont que de trois juſqu'à onze excluſivement, l'amende & l'empriſonnement, ſont les ſeules punitions qu'on inflige à ceux qui les compoſent. C'eſt auſſi la punition, ſuivant la Loi commune, de ceux qui font quelques excès, qui occaſionnent quelque déſordre, & pour leſquels, on a cependant ajouté la peine du pilori, dans les cas les plus graves. Le Statut 13, ch. 7, de Henri IV, déclare, que deux Juges de paix, avec le Shériff ou ſon délégué, ſont en droit de raſſembler les habitans d'un canton, &, s'il eſt néceſſaire, d'aller à leur tête, pour forcer ceux qui ſe ſont aſſemblés dans le deſſein de cauſer quelqu'émeute ou tumulte, à ſe retirer, ſinon de les arrêter & les mettre en priſon. Lorſqu'on réforma ce Statut de Henri IV, il fut ordonné que toutes perſonnes, nobles & autres, les hommes âgés, les enfans au-deſſus de quinze ans, (les femmes & les Eccléſiaſtiques exceptés,) ſeroient obligés d'obéir aux Juges de paix, lorſque ceux-ci ſe préſenteroient pour faire ſéparer ceux qui ſe ſeroient aſſemblés illégalement, & cela ſous peine d'amende & d'empriſonnement. Il eſt auſſi dit, que ſi quelqu'un, dans le cas de réſiſtance,

tue ou bleſſe un de ceux qui compoſent ces aſſemblées, il ne ſera pas repréhenſible. Nos anciennes Loix avoient pris un ſoin particulier de conſerver la tranquillité publique contre les aſſemblées tumultueuſes formées ſous le prétexte d'obtenir le redreſſement de quelques griefs, ou pour détruire quelque clôture; & ſur-tout contre ceux qui vouloient faire réſiſtance contre les forces que le Roi employoit pour réprimer ces ſortes d'excès: car, ſuivant ces Loix, cette réſiſtance devoit être punie comme crime de haute trahiſon, & de même nature que celui de prendre les armes ouvertement contre le Roi.

7. Une offenſe ſemblable à celle dont nous venons de parler, eſt de s'aſſembler tumultueuſement pour préſenter au Roi une requête. Cette action étoit regardée comme un crime très-grave, dans les temps qui précéderent celui de la grande rebellion; & c'eſt pour cet effet qu'on fit les Statuts 1, chap. 5 & 13, ſous Charles II, leſquels ordonnent qu'aucune requête ou pétition, pour être préſentée au Roi ou au Parlement, ne ſera ſignée de plus de vingt perſonnes, lorſque cette pétition ſera pour demander la réforme de quelques uſages établis par la Loi, concernant l'Egliſe ou l'Etat. Les mêmes Statuts veulent auſſi, que ces pétitions ſoient ſignées, avant que d'être

préſentées, par trois Juges de paix de la Contrée & par un grand Juré convoqué par les Aſſiſes. Et, ſi cette pétition eſt préſentée par la ville de Londres, qu'elle doit être ſignée par le Lord Maire, les Aldermans & les Membres du Conſeil commun de la Cité. Ils veulent auſſi que cette pétition ne ſoit préſentée que par dix perſonnes, & cela ſous peine d'une amende, laquelle ne doit pourtant pas excéder 100 liv. ſterl. & d'être empriſonné pour trois mois.

8. Se mettre, par force, en poſſeſſion d'une terre, ſans y être autoriſé par la Loi; la conſerver, ſoit en menaçant ceux auxquels elle appartient, ſoit en les repouſſant avec violence, eſt auſſi une offenſe contre la paix publique. Autrefois, cependant, cette maniere de rentrer dans un bien qu'on avoit abandonné, étoit permiſe, comme nous l'avons fait voir dans le premier Volume de ces Commentaires. Mais, après avoir conſidéré combien ces actes de violence étoient contraires à la paix publique, on fit différens Statuts pour empêcher qu'aucune perſonne ne ſe fit, à l'avenir, juſtice à elle-même. De maniere qu'aujourd'hui, il n'eſt pas plus permis de ſe mettre en poſſeſſion de ſon bien par les armes, que de les employer pour s'en conſerver la jouiſſance. Les Statuts 5 & 1, chap. 8,

de Richard II, ordonnent, que tous ceux qui employeront la violence pour ſe mettre en poſſeſſion d'un bien, ſeront punis comme perturbateurs du repos public, par l'empriſonnement & par une amende, à la volonté du Roi. Les Stat. 15, ch. 2, de Richard II; 8, de Henri VI; 31, chap. 11, d'Eliſabeth, & 21, chap. 15, de Jacques I, ordonnent, que ſi une perſonne emploie la force pour ſe mettre en poſſeſſion d'une terre ou d'un bénéfice, ou pour s'y maintenir, après en avoir eu la jouiſſance paiſible pendant quelque temps, lorſque la Loi lui aura ordonné d'en ſortir; les Juges de paix du canton aillent, accompagnés du *poſſe Comitatus* du Comté, pour obliger le prétendu poſſeſſeur à ſe retirer, de même que ces Juges de paix feroient pour diſſiper une aſſemblée illicite & tumultueuſe. Ces Statuts veulent également, que les Juges de paix puiſſent arrêter & faire empriſonner le coupable juſqu'à ce qu'il ait payé au Roi une amende. Les Juges de paix ſont auſſi autoriſés à aſſembler un Juré, pour examiner ſi l'accuſation portée contre le défendeur eſt fondée. Alors, outre l'amende qu'il devra payer, les Juges de paix le condamneront à reſtituer le bien détenu, & chargeront les Schériffs de faire faire cette reſtitution, ſans même qu'il ſoit néceſſaire que le droit de

celui qui réclame le bien ſoit prouvé: attendu que le pouvoir de ces Juges ne s'étend pas ſur ce qui regarde le droit, mais qu'ils ont celui de réprimer l'acte de violence employé pour le faire valoir. Cet acte de juſtice proviſionnel ne peut pourtant avoir lieu contre ceux dont les ancêtres ont joui paiſiblement de la poſſeſſion, ou quand la jouiſſance du poſſeſſeur, antérieure à la réclamation, eſt de trois ans.

9. C'eſt une offenſe contre la paix publique, que d'aller à cheval & armé, ſans néceſſité, dans l'intention de jetter la terreur parmi le peuple. Le Statut de Northampton, donné ſous Edouard III, veut que les armes ſoient ſaiſies & confiſquées, & celui qui les portera, empriſonné pour le temps qu'il plaira au Roi. Et c'eſt ainſi que la Loi de Solon condamnoit à l'amende, tous ceux qui marchoient armés dans la ville d'Athènes.

10. La Loi commune condamne à l'amende & à la priſon, quiconque répand de fauſſes nouvelles, dans l'intention de ſemer la diſcorde entre le Roi & la Nobleſſe, ou d'indiſpoſer le peuple contre quelques perſonnes conſidérables. Et les Statuts 1, de Weſtminſter, 3, chap. 34, d'Edouard I, & 2, chap. 5, & 12, chap. 11, de Richard II, ont établi les mêmes peines pour cette offenſe.

11. C'eſt une offenſe fort grave contre la juſtice publique, que de faire de fauſſes prophéties qui puiſſent produire le trouble parmi le peuple, altérer la tranquillité publique & ſemer la jalouſie parmi les citoyens. Il en eſt de même des nouvelles publiques, qui, répandues parmi le peuple, ſans la permiſſion des Magiſtrats, peuvent produire de dangereux effets. Chez les anciens Gaulois, au rapport de Céſar, cette offenſe étoit capitale: *Habent Legibus ſanctum, ſi quis quid de Republicâ à finitimis rumore aut famâ acceperit, uti ad Magiſtratum deferat, neve cum alio communicet: quod ſæpè homines temerarios atque imperitos falſis rumoribus terreri, & ad facinus impelli & de ſummis rebus conſilium capere, cognitum eſt.* Elle fut auſſi déclarée telle par le Statut 1, chap. 12, d'Edouard VI, qui fut abrogé ſous le regne de Marie. Maintenant, & conformément au Statut 5, chap. 15, d'Eliſabeth, la peine de celui qui ſeme dans le public de fauſſes propliéties, eſt une amende de 100 liv. ſterl. & une année de priſon; & pour ceux qui répandent des nouvelles dangereuſes, la confiſcation de leurs biens mobiliers & immobiliers, & la priſon perpétuelle.

12. Actuellement, on regarde comme une action tendante à troubler la paix publique;

l'envoi d'un défi ou cartel, ſoit par lettres, ſoit autrement; & celui qui envoie ce défi doit être puni par une amende & par la priſon, plus ou moins forte, & plus ou moins longue, ſuivant les circonſtances qui accompagnent cette action. Si ce défi a pour principe le paiement d'argent gagné au jeu, le Statut 9, chap. 14, d'Anne, ordonne que les biens de celui qui le fera, ſoient confiſqués, au profit du Roi, & qu'il garde priſon pendant deux ans.

13. On peut placer au même rang que les cartels, les libelles, (*libelli famoſi*,) ce qui comprend, non-ſeulement les écrits, mais encore les tableaux, eſtampes, chanſons, tendant à diffamer ou à ridiculiſer quelques perſonnes, ſur-tout les Magiſtrats ou gens en places, dans l'intention de les rendre odieux au peuple & de l'exciter contre eux. La publication des uns comme des autres, eſt conſidérée comme une infraction de la paix publique : attendu qu'il peut en arriver des troubles conſidérables, & peut-être même des meurtres. Au jugement de la Loi, communiquer ſeulement un libelle à un autre, équivaut à la publication même de ce libelle; de même que le cartel, envoyé à un autre, eſt conſidéré comme plus criminel, que ſi le défi qu'il contient étoit fait publiquement. De

même auſſi le libelle qu'on fait paſſer à une perſonne contre laquelle il a été fabriqué, rend plus coupable ſon auteur, que s'il l'avoit rendu public : par la raiſon, que la choſe, dut-elle être vraie ou fauſſe, ce même libelle eſt, dans ce cas, une eſpece de provocation faite à celui qui le reçoit, & que cette provocation eſt réputée un crime, & doit être punie comme tel, avec plus ou moins de rigueur, ſuivant que les circonſtances ſont plus ou moins graves. Si le fait contenu dans le libelle eſt faux, c'en eſt aſſez pour rendre ſon auteur coupable. Mais s'il ne contient que des choſes vraies, celui contre lequel il eſt fait, n'eſt pas en droit de ſe plaindre, & moins encore de demander des dédommagemens.

La ſeule action qu'il puiſſe alors intenter, eſt une action civile & non pas une action criminelle. Mais la pourſuite que fait la juſtice criminelle du libelliſte, n'eſt faite que relativement au trouble & au déſordre public qu'il occaſionne. Ainſi, ce que la juſtice conſidere dans le libelle : 1°. C'eſt ſa publication. 2°. Si la matiere du libelle eſt criminelle, relativement à ſon auteur ; auquel cas le libelle eſt regardé comme une offenſe contre la paix publique. La punition de l'Auteur, pour avoir compoſé, fait imprimer &

vendu le libelle, eſt l'amende ou telle peine corporelle que juge à propos le Magiſtrat d'infliger, en conſidérant non-ſeulement la nature du libelle, mais encore la qualité du plaignant. Suivant la Loi des douze tables de Rome, les libelles qui affectoient la réputation d'un citoyen, étoient placés au rang des crimes capitaux ; mais ce fut peu de temps avant le regne d'Auguſte que la punition corporelle fut établie contre le libelliſte :

. . . . . Quin etiam Lex
Pœnaque lata, maloque nollet carmine quenquam
Deſcribi . . vertere modum formidine fuſtis.
HOR. AD AUG. 152.

Sous le regne de l'Empereur Valentinien, le crime de libelliſte fut encore rendu capital. Mais nos Loix ont adopté la douceur de celles de Rome, lorſque la liberté y ſubſiſtoit encore, plutôt que la rigueur de celles qui furent faites lorſque les Romains l'eurent perdue.

C'eſt pour cela que, comme nous l'avons dit précédemment, le blaſphémateur, le libertin, le traître, le ſchiſmatique, le ſéditieux & le libelliſte ſcandaleux, ſont punis avec plus ou moins de rigueur, ſuivant les circonſtances. Il ne faut pas croire, cependant, que la punition du libelliſte, détruiſe chez nous

la liberté de la preſſe, qui eſt inhérente à celle de la Nation & à celle de chacun des individus. Elle conſiſte à ne pas gêner la publication des écrits, mais non pas à laiſſer l'Auteur impuni, ſi cet écrit contient des choſes contraires à la tranquillité publique. Chaque homme libre a un droit indubitable de publier ſes opinions; l'en empêcher, ſeroit détruire la liberté de la preſſe. Mais ſi ce même homme a rendu publics des ſentimens dangereux, il doit en être puni. La liberté de la preſſe fut attaquée chez nous, devant & depuis la révolution de 1689, lorſqu'on aſſujettit la preſſe au pouvoir d'un Cenſeur, & qu'on ſoumit les ſentimens & les opinions des citoyens à la cenſure d'un homme, qui pouvoit arbitrairement condamner ou approuver les ſentimens des autres ſur la Religion & le Gouvernement. Mais cette même liberté ſubſiſte en ſon entier, quoique la Loi condamne & faſſe punir, après la publication des écrits, les auteurs de ces mêmes écrits, s'ils contiennent des aſſertions dangereuſes & offenſives, ſoit contre la Religion, ſoit contre le Gouvernement; & cette punition doit être conſidérée, comme étant eſſentiellement néceſſaire pour la conſervation de l'une & de l'autre, qui eſt inſéparable de celle de la liberté civile. Cette punition, au

reſte, ne gêne en rien la liberté de penſer, ni n'empêche, en aucune façon, la recherche de la vérité : mais la Loi punit la publicité qu'on donne à ſes ſentimens, lorſque cette publicité peut nuire au bien de la ſociété. Et pour faire mieux ſentir la force de notre façon de penſer à cet égard, diſons, qu'il en eſt de l'Ecrivain, comme de celui qui ayant la liberté d'avoir ſur lui du poiſon, ne peut ni ne doit le vendre ni le donner. A quoi l'on pourra répondre, ainſi qu'on le fit autrefois, lorſqu'on voulut donner chez nous, atteinte à la liberté de la preſſe : qu'il étoit cependant auſſi prudent que ſage d'en prévenir les abus ? Mais il ſuffit, que la Loi ait pris ſoin de les prévenir, par les peines qu'elle inflige à ceux qui abuſent de la liberté de la preſſe.

CHAPITRE XII.

Des Offenses contre le Commerce public.

LEs offenses contre le commerce public, sont de deux sortes : les unes sont félonies, les autres ne le sont pas.

1. Transporter, nuitamment, des laines ou des moutons hors du Royaume, est défendu, tant par la Loi commune que par le Statut 11, chap. 1, d'Edouard III, comme étant un acte destructif des étapes & des manufactures d'Angleterre. Cette défense de transporter nos laines au dehors, a été faite lorsque nos manufactures de laine ont commencé à se multiplier ; & ce fut pour qu'elles ne manquassent pas de matiere, qu'on a encore donné depuis plusieurs autres Statuts pour le même objet : notamment sous le regne d'Elisabeth. Le Statut 8, chap 3, du regne de cette Princesse, ordonne, pour la premiere fois, la confiscation des biens & l'emprisonnement, pour un an, de celui qui transportera sur un vaisseau des moutons vivans. Que l'année de son emprisonnement révolue, il ait la main gauche coupée dans un marché ou place publique, & que cette main, ainsi coupée, soit & reste attachée dans l'en-

droit le plus expoſé à la vue. Que, pour la ſeconde fois, le coupable ſoit déclaré félon & puni comme tel. Les Statuts 12, chap. 32, de Guillaume, 7 & 8, chap. 28, bornent la peine de celui qui tranſporte des moutons & de la terre à foulon, à la confiſcation du vaiſſeau qui ſervira à cette tranſportation illicite, ainſi que de toute ſa cargaiſon, & à celle des biens du Capitaine du vaiſſeau; lequel, en outre, gardera priſon, ainſi que ſes matelots & autres gens de l'équipage, pendant trois années. Le Statut 4, chap. 11, de George I, qui fut enſuite corroboré & même changé par celui 19, chap. 34, de George II, ajoute, que ſi la confiſcation n'a pas lieu, le coupable ſera tranſporté pour ſept ans.

2. Une autre eſpece de fraude, qui va ordinairement de pair avec la premiere, eſt de faire entrer dans le Royaume des marchandiſes, ſans payer les droits impoſés par les Loix de l'Exciſe & de la Douane. Cette ſorte de fraude eſt défendue par quantité de Statuts, qui infligent des peines pécuniaires, ainſi que la confiſcation des marchandiſes importées clandeſtinement, & qui attachent le crime de félonie, & la tranſportation pour ſept années aux pratiques plus ouvertes, plus hardies & plus publiques : mais

le dernier de tous ces Statuts, le 19, de George II, chap. 24, eſt, à cet égard, le plus rigoureux de tous : car tout acte d'importation, ſoit ouverte, ſoit clandeſtine, eſt déclarée félonie, ſans que l'on puiſſe profiter du bénéfice du Clergé. Il porte que, ſi trois, ou un plus grand nombre de perſonnes, s'aſſemblent avec des armes à feu ou autres offenſives, dans la vue de favoriſer l'exportation ou l'importation illégale des marchandiſes, ou de les recouvrer après leur confiſcation, ou de procurer l'élargiſſement des coupables détenus pour fraude, ſi elles font entrer ces marchandiſes en cachette, bleſſent, faſſent feu, ou inſultent quelques-uns des Officiers du revenu dans l'exercice de leur emploi ; que les coupables ſeront déclarés félons & exclus du privilege du Clergé. Quant à l'article du Statut qui obligeoit une perſonne accuſée de fraude, par ſerment, de ſe rendre, ſous peine de mort, au temps de la proclamation, il paroît n'être plus en uſage ; d'autant que les Statuts ſuivans, ne partent que de ce qui a rapport à la punition des coupables, & non à la méthode extraordinaire de les arrêter ou de les obliger à ſe rendre. On ne ſauroit donc être trop ſur ſes gardes lorſqu'il s'agit de prononcer la peine de mort, pour des fautes de cette eſpece, & dont la pu-

nition, quoique néceſſaire, ne le devient que par la faute des Loix : puiſque les impôts exorbitans qu'elles ont mis ſur les marchandiſes, expoſe à la tentation de s'y ſouſtraire,

3. Les banqueroutes frauduleuſes, ſont encore miſes au rang des offenſes contre le commercé public. Nous en avons amplement parlé dans le premier Volume de ces Commentaires, où nous avons examiné avec ſoin tout ce qui pouvoit y avoir rapport. C'eſt pourquoi je me bornerai, ici, à quelques incidens particuliers : tels que la négligence du banqueroutier à donner un état exact de ſes affaires à ſes créanciers, conformément aux diſpoſitions des différens Statuts qui ont été faits pour cet objet; comme auſſi la diſſipation ou la ſouſtraction qu'il feroit d'effets montant à une valeur de 20 liv. ſterl. ou bien encore le ſoin qu'il auroit pris, avant que de faillir, de tenir ſes livres de commerce d'une façon capable de tromper ces mêmes créanciers. Toutes ces actions, ſuivant nos Loix, & pour l'intérêt de notre commerce, ont été déclarées autant de félonies, ſans bénéfice du Clergé. Mais cette rigueur, quelque grande qu'elle paroiſſe, ne l'eſt pas en effet, ſi l'on conſidere combien eſt ſouvent atroce la conduite du banqueroutier. Suivant le Statut 32, chap. 8, de George II, tout priſonnier pour

dette au-dessous de 100 liv. sterl. & qui, sur la demande de son créancier, refuse de lui donner connoissance de sa fortune, ainsi que de lui remettre les effets qui la composent, doit être transporté pour sept ans. Telles sont les offenses que nos Loix ont regardées comme félonies. Celles qui ne le sont pas, sont,

4. L'usure, c'est-à-dire, un contrat illégal fait pour prêt d'argent, & portant, pour la somme prêtée, un intérêt exorbitant. Nous avons eu occasion d'en parler fort au long, dans le premier Volume de ces Commentaires: de maniere que nous ne nous contenterons d'observer ici, que par le Statut 37, chap. 4, de Henri VIII, l'intérêt de l'argent fut fixé à dix pour cent, par année; que sous Elisabeth, on donna le Statut 13, chap. 8, qui en confirmant les précédens, ajoute que tous les courtiers de ces prêts usuraires, seront déclarés coupables du crime de *præmunire;* & que les actes faits pour transporter un contrat usuraire, seront déclarés nuls. Le Statut 21, chap. 17, de Jacques I, réduit l'intérêt à huit pour cent. En 1650, on le réduisit à six, & cette réduction fut confirmée après la Restauration, par le Statut 12, chap. 13, de Charles II. Enfin les Statuts 12 & 16, d'Anne, fixerent l'intérêt à cinq pour cent; déclarerent nul tout contrat qui porteroit

teroit un intérêt plus fort, & condamnerent le prêteur à payer trois fois autant qu'il aura prêté; ainſi que le notaire qui auroit fait le contrat, ou l'obligation, & reçu plus de douze ſols, à 20 liv. ſterl. d'amende, aux frais du procès & à l'empriſonnement pour ſix mois.

5. Tromper, eſt une offenſe qui intéreſſe immédiatement le commerce public: car la mauvaiſe foi d'un particulier à l'égard d'un autre, doit être regardée comme une inſulte faite à l'honnêteté publique. C'eſt pour cet effet, que l'on a donné pluſieurs Statuts pour prévenir les fraudes dans le commerce de particuliers à particuliers. La légiſlation a toujours eu la plus grande attention pour empêcher les pratiques indiſcrettes qui pouvoient s'introduire dans quelques branches du commerce, & a même ſtatué des peines contre ceux qui s'en rendroient coupables. Comme, par exemple, pour la vente du pain; les Statuts qui ont été faits, ont eu pour but d'empêcher les boulangers de violer ce que ces mêmes Statuts leur preſcrivoient. Notamment le 31, chap. 29, de George II, & le Statut 3, chap. 11, de George III, qui en fixent le poids & le prix. Anciennement, tous boulangers qui s'écartoient de la regle que la Loi leur preſcrivoit, étoient condamnés au pilori, conformément au Statut 51, chap. 6 de Hen-

ri III. Le même Statut condamnoit les braſſeurs qui vendoient de mauvaiſe biere, à être mis dans une cage remplie d'immondices : nous en trouvons la preuve dans le cadaſtre de la Cité de Cheſter, fait ſous le regne d'Edouard le Confeſſeur : *malam cerviſiam faciens, in cathedrâ ponebatur ſtercoris.* La peine que ſubiſſent maintenant tous ceux qui fraudent dans les ventes quelconques, lorſqu'on les cite au tribunal de la Loi commune, eſt l'amende, & l'empriſonnement. Les différens actes que le Parlement a faits pour prévenir ces fraudes, ont ordonné la confiſcation de la choſe frauduleuſement vendue. Parmi ces offenſes, eſt auſſi placée celle de ſe ſervir au jeu de faux dez : le coupable doit être puni par l'amende, l'empriſonnement & le pilori. Les Statuts 33, chap. 1, de Henri VIII, & 30, chap. 24, de George II, diſent, que celui qui, à l'aide de témoins, & de faux titres, veut s'emparer d'une choſe poſſédée par un autre, ſubira la peine de la priſon, de l'amende, du pilori, de la tranſportation, du fouet, ou autre peine corporelle, à la volonté des Juges.

6. C'eſt une offenſe contre le commerce public, regardée telle par la Loi commune, & déclarée puniſſable par les Statuts 5 & 6, chap. 14, d'Edouard VI, que d'aller

au-devant des marchands qui apportent leurs denrées dans les marchés, de les en diſſuader ou de les engager à en hauſſer les prix ; au moyen de quoi il arrive que ces denrées ſont plus rares ou plus chères dans ces mêmes marchés.

7. Les mêmes Statuts que nous venons de citer, déclarent offenſe contre le commerce public, l'achat qu'on fait dans un marché du bled ou autres commeſtibles, & qu'on vend enſuite dans d'autres marchés, à quatre mil-les à la ronde : par la raiſon que cette manœuvre fait renchérir les denrées, & qu'en paſſant par pluſieurs mains, leur prix doit augmenter à proportion du bénéfice que fait chaque acheteur.

8. C'eſt encore une offenſe de la même nature, ſuivant le même Statut, que d'aller acheter dans les maiſons, villages ou hameaux, les denrées, volailles, beſtiaux, &c. afin de ſe rendre maître du prix de ces mêmes objets dans les marchés. La peine de ceux qui ſe rendent coupables des trois offenſes dont nous venons de parler, eſt la confiſcation des denrées achetées, & deux mois d'empriſonnement, pour la premiere fois ; pour la ſeconde, ſix mois d'empriſonnement, & une amende du double de la valeur de la denrée confiſquée. Si le coupable eſt pris une troiſieme

fois, tous ſes biens ſont confiſqués, il eſt mis en priſon & au pilori, à la volonté du Roi. La Loi Romaine puniſſoit par l'amende, tous ceux qui, par de mauvaiſes pratiques, contribuoient au renchériſſement des denrées : *Pœna vigenti aureorum ſtatuitur adversùs eum qui contrà annonam fecerit, ſocietatemve coierit, quo annona carior fiat.*

9. Le monopole eſt encore une offenſe de la même eſpece, différente cependant, en ce qu'elle ſe fait en vertu d'un privilege excluſif, obtenu du Roi pour exercer une branche de commerce : au moyen de quoi, celui qui a obtenu ce privilege peut ſeul vendre, acheter, & faire manufacturer une choſe quelconque qui, auparavant, pouvoit l'être par tous les citoyens. Ces ſortes de privileges ſe multiplierent tellement, ſous le regne d'Eliſabeth, que Sir Edouard Coke s'éleva fortement contre cet abus, au commencement du regne de Jacques I; & que ce fut pour y remédier, que ce même Prince donna le Statut 21, chap. 3, qui déclare ces monopoles contraires à la Loi, ainſi que le privilege obtenu par le monopoleur : à l'exception, cependant, de ceux dont la durée ne ſeroit que de quatorze ans. Le même Statut les condamne à une amende de trois fois la valeur de l'objet, & aux triples dépens, au

profit de ceux qui les attaqueroient en juſtice ; & dans le cas où le monopoleur voudroit ſe prévaloir d'un ordre d'une autre Cour de juſtice que celle vis-à-vis de laquelle il ſeroit cité, il ſubiroit la peine de *præmunire*. Les menées du monopoleur, non-ſeulement pour les commeſtibles, mais encore pour tout ce qui regarde les productions des arts, & même le travail des artiſans, doivent être très-ſévérement punies, conformément aux différens Statuts qui ont été faits, pour ces différens objets. Les Statuts 2 & 3 chapitre 15 d'Edouard 6, condamnent le monopoleur à 10 livres d'amende, ou à vingt jours de priſon au pain & à l'eau, pour la premiere fois ; à 20 liv. ou au pilori, pour la ſeconde ; à 40 liv. ſterl. ou au pilori, ainſi qu'à la perte d'une oreille, pour la troiſieme. Nous avons une Loi de l'Empereur Zénon, qui ordonne que tous ceux qui, par leur monopole, contribueront à l'augmentation du prix des denrées, des marchandiſes, & des proviſions de toute eſpece, ſeront bannis à perpétuité & leurs biens confiſqués.

10. Exercer le commerce dans quelques Villes, ſans avoir, auparavant, été en apprentiſſage pendant ſept ans, eſt conſidéré comme très-préjudiciable au commerce public : parce qu'on ſuppoſe qu'un tel commerçant doit

manquer de capacité, & que ce défaut peut être très-nuisible au bien du commerce. Ainsi, le Statut 5, chap. 7, d'Elisabeth, ordonne que quiconque exercera quelque profession, ou fera quelque commerce, sans avoir été en apprentissage pendant le temps requis par la Loi, payera une amende de 40 sch. par mois.

11. Pour prévenir la ruine des manufactures, le Statut 5, chap. 27, de George I, ordonne, que quiconque engagera, par promesse, récompense ou autrement, un artisan à quitter le Royaume & à passer chez l'étranger, payera une amende de 100 liv. sterl. & sera emprisonné pour trois mois, si c'est pour la premiere fois; mais si c'est pour la seconde, l'amende sera telle que le jugeront à propos les Juges, & la prison d'une année. Quant aux artisans ou ouvriers quelconques, qui seront surpris & arrêtés en passant chez l'étranger, ou qui, après y avoir passé, ne reviendront pas dans les six mois suivans, ils perdront tous leurs biens, soit meubles ou immeubles, lesquels seront confisqués au profit du Roi, & en outre seront déclarés incapables de recevoir les legs ou dons qui pourroient leur être faits. Le Statut 23, chap. 13, de George II, est beaucoup plus rigoureux que celui de George I. Il condamne à 500 liv. d'amende & à une année de prison, pour la

premiere fois, ceux qui débaucheront ou séduiront des ouvriers, pour les faire passer chez l'étranger; & pour la seconde, l'amende sera de 1000 liv. sterl. & deux ans de prison. Si quelque personne exporte des outils ou autres ustenciles propres aux manufactures de soie, il payera une amende de 200 liv. sterl. les outils seront confisqués; & le Capitaine du vaisseau, qui aura contribué à cette exportation, payera une amende de 100 liv. sterl. & si cette exportation a été favorisée par un Officier de la Douane, outre les 100 liv. d'amende, il perdra son emploi, & sera déclaré incapable d'en posséder aucun pendant toute sa vie.

CHAPITRE XIII.

Des offenſes contre la ſanté, la police & l'économie publique.

LA quatrieme eſpece d'offenſes, conſiſte dans celles qui affectent ſpécialement l'Etat, en ce qu'elles intéreſſent la ſanté de tous les membres de la Nation : ce qui a toujours été conſidéré comme de la plus grande importance, & digne de l'attention la plus grande. Auſſi, dans pluſieurs contrées, a-t-on chargé des Magiſtrats particuliers de veiller à ſa conſervation.

1°. La premiere de ces offenſes, eſt félonie; & l'on s'en rend coupable ſi, lorſqu'on eſt attaqué de la peſte, ou qu'on habite une maiſon qui en eſt infectée, on en ſort, au mépris de l'ordre donné par le Magiſtrat, de ne la point quitter. Le Statut 1, ch. 31, de Jacques I, ordonne, d'employer la force pour contraindre à obéir à cet ordre. Par le même Statut il eſt ordonné, que ſi quelqu'accident arrive à ceux qui ſont chargés de la garde des maiſons peſtiférées, ils en ſoient amplement dédommagés; & que ceux qui ſortiront de ces maiſons, ſoient traités comme vagabonds, en conſéquence fouettés publiquement & obligés de donner caution,

quand même ils ne seroient point attaqués de la maladie, & qu'en conversant avec d'autres personnes, il n'en seroit résulté aucun accident. Mais que s'ils sont attaqués de la peste où n'en sont point parfaitement guéris lorsqu'ils paroîtront en public, ils doivent être traités comme coupables de félonie. Pour préserver le pays de ce fléau, le Statut 26, chap. 6, de George I, fortifié depuis par le 29me. chap. 8, du même Prince, établit d'une maniere plus efficace & plus réguliere que par le passé, tout ce qui regarde la quarantaine que doivent faire les vaisseaux qui viennent des pays où regne la peste. Ces Statuts déclarent coupables du crime de félonie, les Capitaines ou Maîtres des vaisseaux qui venant des pays pestiférés, ou ayant la peste sur leur bord, ne le déclarent pas; & ordonnent qu'ils soient punis comme félons, & sans qu'ils puissent réclamer le bénéfice du Clergé. La même peine doit être infligée à ceux qui sortent du Lazaret ou autres endroits marqués pour la quarantaine. Ainsi qu'aux Officiers prépposés pour veiller à l'exécution des Statuts, s'ils négligent leurs devoirs, & aux personnes qui transportent des vaisseaux en quarantaine, ou des effets, ou même de simples lettres,

2°. Une seconde offense, mais d'une moin-

dre conſéquence que la premiere, c'eſt de vendre des denrées gâtées. Et pour empêcher que cela n'arrive, le Statut de Henri III, 51, Statut 6, & l'Ordonnance qui fut enſuite publiée pour les boulangers, chap. 7, défendent le débit des vins gâtés, de même que de la viande corrompue, ou qui auroit été achetée d'un Juif; ſous peine d'une amende pour la premiere fois, d'être mis en outre au pilori pour la ſeconde, empriſonné pour la troiſieme, & banni de la ville pour la quatrieme. Le Statut 12, ch. 25, de Charles II, ordonne que le marchand de vin en gros, qui braſſera ou frélattera ſon vin, ſera condamné à 100 liv. ſterl. d'amende, que ſon vin ſera confiſqué, & que le tavernier ou détailleur, ſubira l'amende de 40 liv. ſterl. avec la confiſcation de ſa marchandiſe.

V. La derniere de ces eſpeces ſont celles qui troublent la tranquillité & l'économie publique; c'eſt-à-dire, les actions qui ſont contraires à la police intérieure : attendu que tous les membres d'un Etat doivent, ainſi que ceux qui compoſent une famille, régler leur conduite publique ſuivant les mêmes regles, relativement à la propriété, être bons voiſins, être décens dans leurs actions, honnêtes dans leurs travaux, enfin ne point s'offenſer reſpectivement dans les différens poſtes qu'ils occupent. Mais

toutes les offenſes relatives à ces différens objets, en comprenant tous les crimes contre la ſociété publique, forment une eſpece de confuſion, parce qu'ils ne ſont pas compris dans ceux de la quatrieme eſpece, dont nous avons ci-devant parlé, & que quelques-uns d'eux ſont portées juſqu'à la félonie, tandis que les autres ne ſont que de ſimples fautes, ou plutôt des inconduites. Au nombre des premiers ſont,

1°. Les mariages clandeſtins. Le Statut 26, chap. 33, de George II, défend, 2°. de célébrer aucun mariage dans toute autre Egliſe que celle où ſera faite la publication des bans; à moins que d'en avoir obtenu la diſpenſe; déclare nul tout mariage qui ſera fait ſans cette publication; coupable de félonie le Miniſtre qui les aura célébrés, & comme tel, le condamne à une tranſportation de quatorze ans. Celui de George II, ajoute, que que tous ceux qui aideroient à cette célébration, ſeroient condamnés à 100 liv. ſterl. d'amende. 3°. Par le même Statut, ſont déclarés félons & privés du bénéfice du Clergé, tous ceux qui inſcriront ſur les regiſtres de mariage quelques fauſſetés, qui altéreront ce qui y auroit été inſcrit auparavant, qui fabriqueront une fauſſe diſpenſe, ou aideront ſeulement à faire l'un ou l'autre, affirmeront

la vérité d'un acte qu'ils ſauront être faux, détruiront, ou contribueront à la deſtruction d'un regiſtre, ou le ſouſtrairont, afin de rendre nul un mariage légitime, pour faire ſubir à quelqu'un la peine portée par les Statuts.

2. Il eſt une ſeconde offenſe relative au mariage, & qui eſt qualifiée par la Loi de félonie : c'eſt la bigamie, qui ſignifie, à la lettre, être deux fois marié. Mais la poligamie, ou la pluralité des femmes, eſt priſe, parmi nous, dans la même acception.

Suivant nos Loix eccléſiaſtiques, le ſecond mariage, célébré du vivant du premier mari ou de la premiere femme, eſt déclaré nul. Mais nos Loix civiles le déclarent une félonie : attendu qu'elles le regardent comme contraire à l'ordre & à la décence qui doit regner dans un Etat bien policé. Ce qui eſt d'autant plus raiſonnable, qu'il ne peut y avoir de poligamie ſans quelque rapport aux établiſſemens civils, qui par-là ſe trouvent bleſſés. Chez les Orientaux, on a ſoutenu la légitimité de la poligamie, comme choſe néceſſaire eu égard au climat : mais les écrivains qui ont écrit ſur cette matiere, ont prouvé ſolidement combien cette raiſon étoit peu admiſſible dans les pays du Nord, où

ce motif ne pouvoit avoir lieu. Jamais la poligamie n'a été autoriſée, pas même chez les Germains nos ancêtres : *Propè ſoli*, dit Tacite, *barbarorum ſingulis uxoribus contenti ſunt.* Les Loix anciennes & modernes des Suédois, condamnent même les poligames à la mort. Et chez nous, le Statut 1, chap. 11, de Jacques I, porte, que ſi quelqu'un, étant déja marié, ſe marie de nouveau du vivant de ſa femme, ou une femme du vivant de ſon mari, c'eſt ſe rendre coupable de félonie, ſans bénéfice du Clergé. Mais, dans ce cas, ce n'eſt pas la premiere femme qui a droit d'actionner le mari, mais la ſeconde : par la raiſon qu'elle n'eſt pas ſa femme. Cet acte porte cinq exceptions, dans un ſecond mariage de cette eſpece, parmi leſquelles, quoique nul dans les 3 premieres, on ne tombe point dans le cas de la félonie. 1°. Si l'un des conjoints a été bannidu Royaume ſans interruption, pendant 7 ans, & que celui qui y ſera reſté n'ait pu avoir de nouvelles certaines de la vie ou de la mort de l'autre. 2°. Si l'un des conjoints, ſans être ſorti du Royaume, a été abſent de l'autre pendant ſept ans, ſans lui avoir donné de ſes nouvelles. 3°. Lorſqu'il y a ſentence de la Cour Eccléſiaſtique qui prononce le divorce, *à menſâ & thoro.* 4°. Si le premier mariage eſt prononcé abſolument nul par

une ſentence qui déclare les conjoints dégagés de toute eſpece de liens. 5°. Si, lors de la célébration du mariage, une des parties n'étoit pas dans l'âge requis par la Loi: car, dans ce cas, le mariage eſt ſans effet, puiſqu'une des deux parties eſt incapable d'y donner ſon conſentement. Mais ſi, au contraire, les deux parties avoient l'âge compétent pour donner leur conſentement & rendre valable leur contrat, alors je craindrois fort que le bigame ne fût ſujet aux peines portées par ce même acte.

3°. Une troiſieme eſpece de félonie contre l'ordre public, c'eſt lorſque des ſoldats, ou des matelots oiſifs ou libertins, parcourent en vagabonds le Royaume; de même que ceux qui ſe diſent dans les troupes de mer ou de terre, ou employés ſur des vaiſſeaux, & qui abuſant de cette fauſſe qualité, troublent la tranquillité publique.

Tous ceux de cette eſpece qui ſont pris ſans être munis d'un paſſeport ou certificat d'un Juge de paix, ou quatorze jours après l'expiration de l'un ou de l'autre, ſont déclarés félons, même ſi, en tombant malades, ils ne peuvent pas ſe rendre à leur deſtination avant l'expiration de leur paſſeport. Cette Loi, auſſi cruelle que ſanguinaire, qui fut donnée par Eliſabeth, Statut 27, chap. 17, n'eſt

pas aujourd'ui mise à exécution, mais ne subsiste pas moins. Il est vrai, que pour mitiger sa rigueur, il est dit, que le coupable recouvrera sa liberté, si un des francs-tenanciers du canton où il sera arrêté, veut le prendre à son service. Mais alors il faut, pour être déchargé, qu'il y reste un an entier, après quoi il sera obligé de se rendre au lieu de sa destination, où il lui sera retenu sur ses appointemens, 10 liv. sterl.

4°. Les étrangers qui se font appeller Egyptiens, ont été l'objet de plusieurs de nos Statuts anciens, qui n'ont été ni changés ni abolis; mais qu'aujourd'hui, l'on ne fait pas exécuter à la rigueur. Ils parurent, pour la premiere fois, en Allemagne dans le 16me. siecle, d'où ils se sont répandus dans tout le reste de l'Europe. Il est vrai que Munster, dans sa cosmographie, & après lui Spelman, dans son glossaire, fixent à l'année 1417, leur premiere apparition en Europe. Mais c'est une erreur: car on n'a connu ce que nous appellons les Egyptiens, qu'en 1524; & il est probable que dans Munster & Spelman, c'est une faute d'impression, & qu'au lieu d'un 5, les Imprimeurs auront mis un 4, & qu'il faut lire 1517, au lieu de 1417. Ce qui pourra cadrer alors avec ce qu'ont dit les Historiens, qui rapportent que le Sultan Selim, ayant

fait la conquête de l'Egypte, en 1517, plusieurs habitans de ce pays refuserent de se soumettre; & que les Turcs, les ayant traité en rebelles, ils furent bannis de leur pays natal. Ces malheureux émigrans se répandirent dans les parties les moins peuplées du monde; & on les supposa de grands Magiciens, parce que l'ignorance & la superstition étoient alors portées au point, qu'on prenoit leurs tours d'adresse pour l'effet des profondes connoissances qu'on leur supposoit. Ils eurent, en peu d'années, beaucoup de prosélites qui se joignirent à eux, apprirent leur jargon, vécurent comme eux, & exercerent avec succès l'art de chiromancie. Ils mandioient, voloient, & se rendoient même redoutables, au point que dans plusieurs Etats de l'Europe on fit des Loix expresses pour les en chasser: comme en France, & en Espagne en 1560, ainsi qu'on en avoit fait trente ans avant contre eux, en Angleterre. Le Statut 22, chap. 10, de Henri VIII, les qualifie de peuples étrangers, qui se nomment Egyptiens, qui n'exercent aucun métier, ne font aucun commerce, vont de Comté en Comté, de ville en ville, & réunis en troupes fort nombreuses; qu'ils sont fins & rusés, mettent en usage toutes sortes de moyens pour tromper le peuple; que faisant usage de la chiromancie, ils disent

ſent la bonne aventure aux hommes, comme aux femmes, qu'au moyen de leurs ruſes, ils tirent beaucoup d'argent du peuple, qu'ils commettent beaucoup de vols & autres actions odieuſes : & que c'eſt, pourquoi le Roi leur ordonne de vuider le Royaume & de ne jamais y revenir, ſous peine d'empriſonnement & de confiſcation de tous leurs biens meubles & immeubles; & que, dans le cas où ils ſeroient accuſés de félonie, ils ſeroient jugés par un Juré, *medietate linguæ*. Depuis ce temps, on fit encore deux Statuts contre eux & beaucoup plus ſéveres. L'un eſt le 1 & 2, chap. 4, de Philippe & Marie, l'autre le 5, chap. 20; d'Eliſabeth, leſquels ordonnent que ceux qui ameneroient ſur leurs vaiſſeaux, dans le Royaume, quelques Egyptiens, & qui y reſteroient plus d'un mois, à compter du jour de leur arrivée, ainſi que les perſonnes âgées de quatorze ans accomplis, ſoit qu'elles fuſſent natives ou étrangeres, qui ſeroient trouvées dans leur compagnie, habillées & vivant comme eux, ſeroient déclarés félons, ſans bénéfice du Clergé. Nous apprennons de Sir Matthieu Halle que, dans une des Aſſiſes du Comté de Suffolck, treize de ces Egyptiens furent mis à mort, en vertu des Statuts faits contre eux; & que cela arriva quelques années avant la Reſtauration.

Mais, à l'honneur de l'humanité Angloiſe; on n'a plus fait uſage, depuis ce temps, des Statuts qui avoient été faits contre ces vagabonds.

5. Examinons maintenant les offenſes pour leſquelles la peine de mort n'eſt pas infligée aux coupables.

Les torts publics ſont des actions contre la police & l'économie générale de l'Etat, & qui portent préjudice à tous les ſujets du Roi; ou bien ce ſont des actes d'omiſſion de choſes que le bien public demande qui ſoient faites. Nous avons expoſé, dans le précédent Volume, en quoi les torts particuliers différoient des torts publics, & en conſidérant quelle eſt la nature des premiers, nous avons fait voir qu'ils étoient des offenſes civiles faites aux individus en particulier; au lieu que les torts publics attaquent également tous les individus en général, réunis en Communauté, & doivent par conſéquent être pourſuivis par elle. Il eſt vrai qu'il ſembleroit raiſonnable d'accorder à chacun de ceux qui la compoſent, le droit d'actionner en ſon nom le coupable. Mais attendu qu'il en réſulteroit une multitude de procès, ſi chacun des offenſés pouvoit demander la réparation de ces eſpeces d'offenſes, on a raiſonnablement établi que les intérêts d'un chacun devoient être

confondus avec ceux de la généralité. 1°. Ainſi les dommages faits aux grands chemins, aux ponts, aux rivieres, ſoit qu'on les rende dangereux à paſſer, ſoit qu'on embarraſſe leurs paſſages, ſoit qu'on néglige de faire les réparations néceſſaires pour qu'on puiſſe continuer à s'en ſervir, ſont regardés comme des offenſes publiques. De maniere que celui qui obſtrue le paſſage d'une riviere, le particulier, ou la paroiſſe qui doivent la nettoyer, ou réparer les ponts, ſont également pourſuivis pour qu'ils rempliſſent leurs obligations, & condamnés à l'amende pour y avoir manqué. Si on bâtit une maiſon, ſi on fait un enclos dans quelqu'un des domaines du Roi, ſur un grand chemin, dans une rue hors de l'alignement donné & de ſon propre terrein; dans tous ces cas, c'eſt empiéter ſur le terrein du Roi. 2. l'Etabliſſement d'un commerce ou d'une manufacture, au préjudice des intérêts particuliers d'un individu, s'il nuit au même temps à ceux du public, doit être puni par le public, & celui qui le cauſe condamné à une amende proportionnée au dommage qu'il occaſionne tant au particulier qu'à tous les membres de la ſociété réunis. C'eſt ainſi que celui qui, dans quelque ville ou Cité, garde chez lui des pourceaux, eſt puni pour avoir fait une action préjudiciable au public. 3. Tou-

tes les tavernes ou hôtelleries, les cabarets à biere, les mauvais lieux, les maisons où l'on donne à jouer, & les théatres qui ne sont pas autorisés par le Magistrat, les maisons où se tiennent les danseurs de corde & les charlatans qui peuvent être préjudiciables au bien public, peuvent être supprimés, & ceux qui les tiennent, condamnés à l'amende. Attendu que les hôtelleries sont des maisons publiques établies pour recevoir & loger les étrangers, ceux qui les tiennent peuvent être poursuivis en justice, leurs maisons fermées, & eux-mêmes condamnés à l'amende, s'ils refusent de recevoir un étranger sans une raison légitime. Les Loix de Norwége ordonnent même que l'aubergiste, qui refusera un logement à un étranger à un prix raisonnable, soit puni sévérement. 4. Les Statuts 10 & 11, de Guillaume & Marie, chap. 17, déclarent toute espece de lotteries contraire au bien public, & toutes les lettres patentes, permissions ou privileges accordés pour les établir, contraires aux Loix. 5. Toutes cabanes ou chaumieres érigées dans la campagne sans objet d'utilité réelle, sont réputées nuisibles au bien public; en ce qu'elles peuvent servir de refuge aux voleurs ou d'azile à la débauche. C'est pourquoi le Statut 31, chapitre 7, d'Elisabeth, en défend l'établissement, à moins qu'il n'y

ſoit joint une dépendance de quatre acres de terre tenus en franc-alleu, & provenant d'héritage. Le même Statut veut auſſi, que la cabanne ſoit occupée, ſous peine de confiſcation au profit du Roi, auquel il ſera en outre payé lors de l'établiſſement dix livres ſterl. & tous les mois ſuivans quarante. Ce même Statut défend également au propriétaire de la cabanne de la laiſſer habiter par plus d'une famille, ſous peine de 100 ſch. par mois d'amende, au profit du Seigneur foncier. Il eſt pourtant vrai que cette Loi paroît aujourd'hui auſſi dure que peu politique, parce qu'elle ſemble contraire à la population du pays, en privant ſes habitans d'un plus grand nombre d'habitations. Cependant en la conſidérant du côté de la police, tant générale que particuliere, elle peut être en effet de quelqu'utilité. Et d'ailleurs, elle n'eſt point aujourd'hui exécutée à la rigueur. 6. Faire & vendre des feux d'artifice & des fuſées, & les jetter dans les rues; c'eſt ſuivant les Statuts 9 & 10, chap. 7, de Guillaume & Marie, une action contraire au bien public, vu les dommages qu'ils peuvent cauſer en tombant ſur un toît, & dès-là, puniſſable par une amende. 7. Ceux qui montent ſur les toîts, ou ſur les fenêtres des maiſons pour épier ce qui s'y fait, & enſuite forger des hiſtoires ſcandaleuſes ou fauſ-

ſes, peuvent être attaqués devant la Cour fonciere, pour y être condamnés à une amende, & à donner caution de tenir à l'avenir une meilleure conduite. 8. Finalement, la femme querelleuſe, (car le latin de la Loi ne parle que des femmes) qui par ſon humeur & ſon babil cauſe quelque dommage à ſes voiſins, ſera condamnée à être miſe dans le *trebuchet*, qu'on nommoit en langue Saxone, *cuiking ſtool*, (cage ou chaiſe de querelle) & enſuite plongée dans l'eau.

6. L'oiſiveté & la pareſſe ont toujours été regardées comme préjudiciables au bien public. Les Chinois ont même pour maxime, que s'il ſe trouve dans tout l'Empire, ou un homme qui ne travaille pas, ou une femme qui ſoit pareſſeuſe, il doit s'enſuivre néceſſairement que quelques autres membres de l'Empire ſouffrent alors du froid & de la faim. Ce qui eſt fondé ſur l'opinion qu'ont les Chinois, que le produit de la culture de la terre eſt plus que ſuffiſant pour ſubvenir à la ſubſiſtance d'un pays. L'Aréopage d'Athènes ne pardonnoit jamais l'oiſiveté, & la puniſſoit ſévérement. Il examinoit avec attention, quelle étoit la conduite que chaque particulier tenoit, il veilloit même ſur l'emploi qu'il faiſoit du temps. Il en réſultoit que les Athéniens, ſachant qu'ils étoient ſurveillés par le

Miniſtere public, & qu'ils lui devoient compte de ſes occupations, ne s'adonnoient qu'à celles qui étoient honnêtes & louables. Quant à notre Loi, elle qualifie de méchans & de vagabonds tous ceux qui veillent la nuit & dorment le jour, fréquentent les tavernes & les cabarets à biere, ainſi que toutes les perſonnes déſœuvrées & qui n'ont pas de domicile permanent. Le Statut 17, chap. 5, de George II, diviſe les vagabonds en trois claſſes : les perſonnes de mauvaiſe vie, les filoux, & les vagabonds incorrigibles, que l'on doit regarder comme perturbateurs du repos public, & la honte de quelque eſpece de Gouvernement que ce ſoit. Auſſi le Statut ordonne-t-il qu'ils ſoient punis : les perſonnes de mauvaiſe vie & de mœurs déréglées, par un mois de ſéjour dans une maiſon de correction, les filoux & les vagabonds, par le fouet & ſix mois de priſon, & ceux qui, après avoir été déja punis ; ſont encore coupables des mêmes fautes, au fouet & à une plus longue détention, qui ne doit pourtant pas durer plus de deux ans. S'il arrive qu'un débauché ou un filou s'échappe de ſa priſon & qu'il ſoit repris, il eſt traité comme celui qui eſt puni pour la ſeconde ou la troiſieme fois : c'eſt-à-dire, déclaré félon & condamné à la tranſportation pour ſept ans. Ceux

qui donnent asyle aux vagabonds doivent, suivant nos Loix, payer une amende de quarante schellings, & tous les dommages que ces vagabonds auront pu causer dans la paroisse. Suivant nos anciennes Loix, ceux qui recevoient chez eux des étrangers, & les y gardoient plus de deux mois, étoient responsables envers le public des faits de leurs hôtes, & même des mauvaises actions qu'ils pouvoient commettre.

7. Parmi les Loix économiques d'un Etat, on doit placer les somptuaires, faites pour réprimer le luxe des habits, de la table, &c. Mais quant aux effets du luxe, relativement aux maux qu'il occasionne & aux avantages qu'en retire un Etat, les écrivains politiques, qui ont écrit sur ce sujet, ne sont guères d'accord entre eux. Montesquieu croit que le luxe est nécessaire dans les Monarchies, comme en France, & nuisible dans les Démocraties, comme en Hollande. Quant à l'Angleterre, qui est un Etat mixte, on peut mettre en question si le luxe des particuliers n'est pas nuisible au public; & c'est sur quoi nos Législateurs ont beaucoup varié. Anciennement, on fit chez nous plusieurs Loix, même pénales, pour réprimer le luxe, & surtout celui des habits, des souliers brodés & pointus, des pourpoints courts & des lon-

gues jupes ; & ces Statuts furent détruits par le 1, chap. 25, de Jacques I. Mais on laiſſa ſubſiſter le Statut 10 d'Edouard III, qui défend de faire ſervir ſur la table, ſoit pour le dîner, ſoit pour le ſouper, plus de deux ſervices, excepté les jours de grandes fêtes que la Loi en permet un troiſieme.

8. Le luxe entraîne preſque toujours après lui les excès du jeu, que la plupart de ceux qui s'y livrent enviſagent comme une reſſource, pour ſe dédommager des dépenſes extraordinaires qu'engendre ce même luxe; & qui dès-là doit être regardé comme très-dangereux pour le public, vu les ſuites qu'il peut avoir & les maux qu'il occaſionne. Parmi le peuple, où il produit ſouvent le vol & la débauche à laquelle il ſe livre ; & chez les perſonnes d'une condition plus élevée, la ruine de leur fortune & la déſolation dans les familles les plus anciennes & les plus opulentes. Et, ce qui eſt encore un plus grand mal, en ce qu'il les force ſouvent à renoncer à tout principe d'honneur & de vertu, quelquefois même à ſe donner la mort. Pour réprimer les excès du jeu, parmi le peuple, le Statut 33, chap. 9, de Henri VIII, défend à tous autres qu'aux Gentilshommes & à ceux qui vivent noblement, les jeux de paume, de billard, de cartes, de dés, de

boules, & autres jeux prohibés par les Loix; excepté dans les fêtes de Noël ſeulement, ſous peine d'amende & d'empriſonnement. Le même Statut, & celui 30, chap. 24, de George II, inflige les mêmes peines à tous ceux qui ſouffriront que leurs domeſtiques jouent dans leur maiſon. Mais aujourd'hui, ce n'eſt point la paſſion du jeu qui doit le plus allarmer le Magiſtrat; puiſqu'elle eſt devenue ſi générale, qu'on diroit que tous les individus de la Nation ont hérité de leurs ancêtres, les Germains, le goût effréné des jeux de haſard. Les Germains, dit Tacite, ont une ſi grande paſſion pour le jeu de dés, qu'après avoir perdu juſqu'à leurs armes & leurs habillemens, ils jouent leur liberté & leurs propres perſonnes; & que, s'ils perdent, ils ſe font un point d'honneur de ſe ſoumettre à l'eſclavage, quand même ils ſeroient plus forts & plus vigoureux que leurs antagoniſtes : *ea eſt in re pravâ pervivacia, ipſi fidem vocant.* En liſant ce paſſage, on ſeroit tenté de croire que ce ſont des Anglois d'à préſent que Tacite a voulu parler. Lorſque les hommes ſe livrent avec tant de fureur à une paſſion quelconque, les Loix produiſent peu d'effet : car les mêmes principes d'honneur, qui les déterminent à ſe ſacrifier eux-mêmes, les empêcheront d'avoir recours aux Magiſtrats.

Le Statut 16, chap. 7, de Charles II, ordonne, que celui qui perdra au jeu dans une ſeule fois 100 liv. ſterl. ne ſera pas obligé de payer; & que ſi, au contraire, il les gagne, il ſera condamné à une amende de 300, dont la moitié pour le Roi & l'autre pour le dénonciateur. Le Statut 9, chap. 11, de la Reine Anne, déclare nulles toutes obligations de quelque nature qu'elles ſoient faites pour dettes de jeu, & que toutes les hypothéques formées pour ce même objet ne pourront gréver les terres lorſqu'elles paſſeront à l'héritier de celui qui les aura accordées. Le même Statut autoriſe celui qui perdra dix livres ſterl. au jeu, à les redemander à celui qui les lui aura gagnées, & de la même maniere que ſi c'étoit une dette; Et qu'au cas que le perdant s'y refuſe, tout autre pourra, non-ſeulement la faire à ſa place, mais demander au gagnant le triple de la ſomme. Le Statut même ajoute, que dans le cas où celui-ci viendroit à nier le gain, le demandeur pourroit le prendre à ſerment, ſans qu'aucun privilege, même du Parlement, pût le mettre à l'abri d'une pourſuite de cette eſpece. Le même Statut condamne celui qui ſera convaincu d'avoir friponné au jeu, à payer cinq fois la valeur de ſon gain, & à ſubir telle peine corporelle que le Magiſtrat jugera à propos de

lui infliger ; Et enfin qu'il ſera déclaré infâme, comme le ſeroit un parjure. Par différens Statuts de George II, tous jeux de hazard, de cartes ou de dés, particuliérement le Pharaon, la Baſſette & autres jeux de la même eſpece, ſont défendus, ſous peine de 200 liv. ſterling d'amende pour celui qui tiendra le jeu, & de 50 pour chacun des joueurs. Autrefois toutes les lotteries & autres jeux d'argent équivalant aux lotteries, s'ils n'étoient autoriſés par acte du Parlement, étoient rigoureuſement défendus, & les Statuts infligeoient des peines pécuniaires très-conſidérables à ceux qui les tranſgreſſoient. Mais on s'eſt beaucoup relâché depuis ; & quoique la défenſe des jeux de hazard ait toujours ſubſiſtée, on a trouvé moyen d'éluder les Loix par des ruſes ſans nombre ; & de maniere que ſans les enfreindre en apparence, on ne les enfreint pas moins en effet. C'eſt ce qui fit donner le Statut 13, ch. 19, du regne de George II, pour empêcher que les gageures qui ſe faiſoient aux courſes de chevaux, ne devinſſent trop conſidérables ; & qu'il y eſt dit, que ſous peine de 200 liv. ſterl. d'amende, le prix des courſes ſera toujours au-deſſous de 50 liv. ſterl. Le Statut 18, chap. 34, de George II, ajouta encore au premier, & de façon que le prix perdu dans

ces courses peut même être révendiqué dans une Cour d'Equité. Aujourd'hui, celui qui seroit accusé, & convaincu d'avoir perdu aux courses de chevaux dans l'espace de vingt-quatre heures, une somme de 10 ou 20 liv. sterl. seroit condamné à payer une amende de cinq fois la valeur de sa perte. Tout ceci prouve donc combien nos Loix ont été attentives à prévenir les maux qui peuvent résulter du jeu, & en même temps combien nos Magistrats chargés de faire exécuter ces mêmes Loix, ont été & sont encore négligens.

9. On a donné un si grand nombre d'actes du Parlement concernant le Braconage, & le braconage par lui même est si peu nettement déterminé, que je n'arrêterai pas inutilement le Lecteur sur cette matiere. Les Partisans de la chasse, croyant, chez nous, qu'il est de la plus grande importance de veiller à la conservation du gibier, l'imaginent si intéressante pour le bien général de toute la nation, qu'ils ont souvent formé des associations pour empêcher les progrès de la destruction de ce même gibier. Il est vrai que, suivant les principes de nos anciennes Loix forestieres, c'étoit un crime d'en tuer, si l'on n'avoit pas reçu de la Couronne le droit de garenne, ou si l'on n'avoit pas en propre la jouissance d'un fief. Et que le gibier étant ainsi regardé comme une

propriété vraiment Royale, les Loix ont joint aux défenses de chaſſer, des punitions contre ceux de quelque condition qu'ils fuſſent, qui chaſſeroient, & ſur-tout des amendes conſidérables. On a même rendu ce crime encore plus grave à l'égard des infortunés qui, ſans titre quelconque, comme ſans aucune propriété, le commettent, & que le motif de cette rigueur de la Loi à leur égard, a été d'aſſurer la conſervation du gibier.

Il eſt pourtant vrai que les Statuts faits pour la chaſſe, quoiqu'en grand nombre, ſont ſi différens les uns des autres, ſur-tout ſi obſcurs, & par conſéquent ſi difficiles à entendre, que j'ai remarqué dans le ſeul Statut 5, chap. 14, de la Reine Anne, ſix erreurs grammaticales, ſans compter celles d'une autre eſpece, qui toutes ont été faites par l'ignorance ou l'inattention des Greffiers. Sur quoi je me contenterai de remarquer, pour le préſent, que pour pouvoir chaſſer, & ne pas encourir les peines portées par les Statuts, il faut, 1°. Etre franc-tenancier d'un bien, rapportant par an au moins 100 liv. ſterl. De maniere que, pour tuer une perdrix, il faut avoir cinquante fois plus de bien que pour donner ſa voix dans l'élection d'un Chevalier du Comté; 2°. Ou bien être poſſeſſeur d'un bien, pendant 99 années, rapportant par an 150 liv.

ſterl. 3°. Ou bien encore, être fils ou héritier apparent d'un Ecuyer ou d'un homme d'un rang qui lui ſoit ſupérieur; 4°. Sinon, être le propriétaire ou conſervateur d'une forêt, d'un parc ou d'une garenne, Tous ceux qui ne poſſedent pas un de ces biens, tranſgreſſent les Loix, toutes les fois qu'ils tirent ſur une piece de gibier, ou qu'ils ont chez eux des armes à feu ou des inſtrumens de chaſſe, ou s'ils conſervent chez eux du gibier. Quant aux perſonnes qui, ayant le droit de chaſſe, l'exercent dans les ſaiſons défendues par la Loi, elle prononce contre elles diverſes peines, ſoit corporelles, ſoit pécuniaires, & elles peuvent être pourſuivies lorſqu'elles ſont priſes ſur le fait, devant le tribunal des Aſſiſes de la Province. Par le Statut 24, chap. 12, de George I, nulle perſonne, quoî qu'ayant le droit de chaſſe, ne peut faire le commerce de gibier, ni le vendre dans les marchés ou publiquement, ſous les mêmes peines.

CHAPITRE XIV.

De l'Homicide.

DANS les précédens Chapitres, nous avons examiné, premiérement, les crimes & les offenſes contre Dieu & la Religion; ſecondement, ceux qui ſont des tranſgreſſions de la Loi des Nations; troiſiemement, ceux qui affectent le plus ſpécialement le Roi, conſidéré comme pere & repréſentant de ſon peuple; quàtriemement, ceux qui attaquent les droits du public, c'eſt-à-dire, tous les membres de la ſociété, pris collectivement. Il nous reſte maintenant à parler de ceux qui affectent d'une maniere plus particuliere les individus, pris chacun en particulier, & qui peuvent leur être préjudiciables.

Si les injures faites à chaque individu, n'étoient conſidérées que rélativement aux torts qu'elles font à chacun de ces individus, elles ne ſortiroient point de la claſſe des torts privés, dont la ſatisfaction ne ſeroit due qu'à ceux qui auroient été injuriés; & nous avons déja examiné, dans le précédent Volume de ces Commentaires, la maniere dont la ſatisfaction de ces torts particuliers pouvoient s'obtenir. Mais les offenſes dont il nous reſte à traiter,

traiter, ſont, par leur nature, d'une bien plus grande conſéquence.

1°. Parce qu'aucune de ces offenſes ne peut être commiſe ſans violer les Loix de la nature, ainſi que celles de la morale & de la politique. 2°. Parce qu'elles ſont autant de violations de la paix & de la tranquillité publique. 3°. Parce que l'effet qu'elles produiſent, tend toujours au renverſement de toute ſociété civile. Il s'enſuit néceſſairement de ces obſervations, qu'outre la ſatisfaction & réparation que l'offenſé a droit de demander, & qu'on ne peut lui refuſer, le Gouvernement a & doit avoir celui de pourſuivre la punition publique de l'offenſeur, comme criminel envers le public, & que la pourſuite doit en être faite au nom du Roi, en qui, ſuivant notre Conſtitution, réſide le *Jus gladii*, ou le pouvoir exécutif de la Loi. Nos Loix anciennes vouloient que les coupables fuſſent pourſuivis, non-ſeulement relativement au tort que leurs offenſes faiſoient aux individus en particulier, mais auſſi comme ayant offenſé le Roi par la violation des Loix; & enfin comme criminelle envers le public, par le mauvais exemple qui en réſultoit. Chez les Germains, au rapport de Tacite, les coupables étoient punis par une amende : *pars mule-*

tæ Regi vel civitati, pars ipſi qui vendica-tur vel propinquis ejus exſolvitur.

Les offenſes envers les ſujets du Roi, ſont de trois eſpeces différentes : celles qui ſont commiſes contre leurs perſonnes, celles qui ſont faites contre leurs habitations, & celles qui intéreſſent leurs propriétés.

Le plus grand des crimes que l'on puiſſe commettre contre leurs perſonnes, c'eſt celui de leur ôter la vie, laquelle étant un don immédiat du Créateur, & dont nul homme n'a pas même le droit de ſe priver lui-même, à plus forte raiſon, l'homme ne peut-il pas avoir celui de diſpoſer de celle d'un autre. C'eſt pourquoi nous examinerons, dans ce Chapitre, tout ce qui peut regarder ce crime, & les circonſtances qui peuvent ou l'aggraver ou le rendre moins odieux.

Tuer une créature humaine, (ce que nous appellons homicide,) peut être conſidéré comme une action, qui peut être ou juſtifiée ou excuſée, ou puniſſable. Au premier cas, cette action ne porte aucun caractere de crime, au ſecond, elle n'en a que très-peu ; mais au troiſieme, elle les renferme tous, & viole toutes les Loix de la nature.

1. L'homicide, peut être juſtifié, dans divers cas. 1°. Lorſqu'on ſe trouve dans la néceſſité indiſpenſable de commettre l'action,

& qu'on la commet ſans en avoir eu auparavant le deſſein; ſans qu'il y ait eu aucun point de notre faute, ſoit du côté de la négligence ou de l'étourderie. Comme, par exemple, dans le cas où un homme donne la mort à un autre, lorſque la Loi lui ordonne de le faire.: car alors il ſe trouve dans la néceſſité abſolue d'agir ainſi; & c'eſt même un devoir de donner la mort à celui qui, tel qu'un malfaiteur, y a été condamné par la Loi. Mais il faut que cette action ſoit exactement preſcrite par la Loi; ſans quoi elle ne pourroit être juſtifiée. Car celui qui tueroit inconſidérément le plus criminel des malfaiteurs, ou le félon le plus avéré, dut-il être atteint & convaincu, ſe rendroit coupable envers la juſtice du crime de meurtre. C'eſt ſur quoi Bracton obſerve, avec raiſon, que : *iſtud homicidium ſi ſit ex livore, vel delectatione effundendi humanum ſanguinem, licet juſtè occidatur, iſte tamen occiſor peccat mortaliter, propter intentionem corruptam.* Si un homme eſt mis à mort par la ſentence d'un Juge qui, n'étant pas revêtu d'une commiſſion légale, n'auroit pas le pouvoir de la rendre, ce Juge eſt coupable du crime de meurtre. Et Sir Matthieu Hale, quoiqu'il eût accepté pendant le Protectorat de Cromwel, une place de Juge dans le tribunal des

Plaids communs, (ſans doute parce qu'il croyoit que, quelle que fût l'illégitimité de la Puiſſance dont il recevoit ſa commiſſion, il étoit important, pour le bien de la ſociété, que les affaires civiles ne reſtaſſent pas indéciſes,) ne penſoit pas que cette même commiſſion pût autoriſer les Juges des Aſſiſes à examiner les criminels & à prononcer contr'eux aucune ſentence. Au reſte, quelle que ſoit la force de cette diſtinction, il n'en eſt pas moins vrai, que de la punition des crimes dépend la conſervation de la ſociété : tant parce que par-là on aſſure & les perſonnes & les propriétés de ceux qui la compoſent, que parce que la ſociété eſt intéreſſée à la punition de ceux qui commettent quelques actions qui lui ſont nuiſibles. Il faut auſſi, quand les jugemens ſont légaux, qu'ils ſoient exécutés par un Officier public ou par ſon Délégué, pour que celui qui eſt chargé de la faire ne ſoit point réputé homicide. Si, au contraire, une autre perſonne qu'un Officier légal de la juſtice, faiſoit faire cette exécution, elle ſeroit coupable de meurtre. L'exécution doit même ſe faire, *ſervato Juris ordine* : car ſi l'Officier, chargé de faire exécuter une ſentence, fait décapiter celui qu'elle condamne à être pendu, il ſe rend coupable du crime de meurtre ; attendu que cet Officier n'eſt,

dans cette occaſion, que le miniſtre de la juſtice, & qu'il n'eſt juſtifié de l'action qu'il fait, que parce qu'il y eſt autoriſé par la Loi. Ainſi un Schériff qui change le genre de mort portée par la ſentence, n'eſt pas cenſé agir par l'autorité de la Loi, mais en vertu de la ſienne propre, qui ne lui donne jamais le droit de faire mourir quelqu'un: car s'il pouvoit exercer ce droit, il s'en enſuivroit des grands abus. Le Roi peut remettre au coupable une partie de la peine à laquelle la ſentence de la Cour de juſtice le condamne: comme, par exemple, dans le cas de haute trahiſon, le Roi peut borner la peine du coupable à avoir la tête tranchée. Si, pour crime de félonie, le coupable eſt condamné à être pendu, le Roi peut ordonner qu'il ſoit décapité; ſur-tout ſi le coupable eſt Pair du Royaume. Et c'eſt ce que nous examinerons avec plus de ſoin dans le Chapitre ſuivant.

Il ſe trouve encore pluſieurs cas où l'homicide peut être juſtifié: comme quand la Loi l'ordonne & le permet formellement, pour le maintien de la juſtice publique, qui, ſans cela, pourroit n'avoir pas toute la vigueur néceſſaire pour prévenir quelques crimes atroces.

2. Les homicides autoriſés ou ordonnés par la Loi, pour le maintien de la juſtice pu-

blique, ſont, 1°. lorſqu'un Officier, exerçant ſes fonctions, ſoit pour affaire civile, ſoit pour affaire criminelle, donne la mort à une perſonne qui l'attaque ou qui lui réſiſte. 2°. Lorſqu'un Officier, ou même une perſonne privée, veut arrêter un félon déclaré tel. Ce qui eſt conforme à nos anciennes Loix, qui diſent, (au rapport de Stiernhook,) *furem ſi aliter capi non poſſet, occidere permittunt.* 3°. Lorſque les Officiers publics, chargés de diſſiper une aſſemblée de mutins, tuent quelques-uns d'entre eux qui leur réſiſtent ou les attaquent. La Loi commune & le Statut des émeutes, donné ſous George I, déclarent innocens ceux de ces Officiers qui commettent ces ſortes de meurtres. 4°. Il en eſt de même des Officiers chargés de la conduite des priſonniers, ainſi que du geolier auquel leur garde eſt confiée, qui peuvent également tuer ceux de ces priſonniers qui, pour s'échapper, oſent employer la violence. 9°. Il en eſt de méme pour ceux qui étant chargés de la garde des forêts & des garennes, trouvent de la réſiſtance dans ceux qui y commettent quelque déſordre; ce qui eſt conforme au Statut *De malefactoribus in parcis*, 21, chap. 2, d'Edouard I, & à ceux de Guillaume & Marie, 3 & 4, chap. 10. Mais dans tous les cas dont nous venons de par-

ler, les Officiers ne peuvent qu'à la derniere extrémité & dans une néceſſité abſolue, donner la mort à ceux qui refuſent d'obéir à la Loi.

6. Donner la mort, dans un combat judiciaire à ſon adverſaire, ce n'eſt pas être homicide : parce que ce combat eſt ordonné par la Loi ; parce que l'iſſue de ce combat eſt conſidérée comme un jugement de Dieu, qui eſt cenſé s'être déclaré en faveur de la vérité, en permettant la mort d'un ou de pluſieurs champions.

3. L'homme eſt juſtifié, non-ſeulement aux yeux de la Loi de Nature, mais auſſi de celle d'Angleterre, qui, pour prévenir l'exécution d'un crime, donne la mort à celui qui veut le commettre. Dans ce cas, l'homicide eſt conſidéré comme n'étant point un crime. Du temps de Bracton, & depuis le Statut 24, chap. 5, de Henri VIII, il a été déclaré que ſi quelqu'un entreprenoit d'en voler un autre, de le tuer, d'ouvrir de force, ſa maiſon, la nuit, ou de la brûler, & étoit tué par celui qu'il auroit attaqué ; celui-ci ſeroit déclaré innocent du crime d'homicide, & renvoyé abſous. Mais qu'il n'en ſeroit pas de même, ſi on donnoit la mort à un voleur qui, en plein jour, voudroit ouvrir une maiſon, quand même ce voleur par-

viendroit à y entrer, & ſeroit pris ſur le fait. La Loi des Juifs, qui ne puniſſoit pas de mort les voleurs, ne regardoit cependant pas comme homicide celui qui donnoit la mort à un voleur qui vouloit forcer, nuitamment, une maiſon. Si un voleur, dit la Loi des Juifs, ſurpris ouvrant une maiſon, eſt maltraité & meurt de ſes bleſſures, nul ſang ne ſera verſé pour venger le ſien. Mais ſi la choſe arrive après le ſoleil levé, ſon ſang ſera vengé par celui de ſon meurtrier ; parce qu'on auroit pu le forcer à reſtituer le bien qu'il auroit volé. Exod. XXII, 2. A Athenes, on pouvoit tuer légitimement un voleur qui, de nuit, étoit pris ſur le fait. La Loi des douze tables permettoit l'homicide du voleur, tant de nuit que de jour, ſi le voleur étoit armé : ce qui ſe rapproche beaucoup de notre Loi Angloiſe.

La Loi Romaine permet auſſi de donner la mort à un homme qui attente à la chaſteté : *Divus Hadrianus, reſcripſit eum qui ſtuprum ſibi, vel ſuis inferentem occidit, dimittendum* ; & la même Loi ſe trouve, ſuivant Selden, parmi celles des Juifs. Nos Loix autoriſent une femme à tuer celui qui veut uſer de violence pour lui ravir l'honneur, & le mari, ainſi que le pere, à donner la mort à celui qui veut violer ſa femme ou ſa fille. Mais

dans le cas de l'adultere volontaire, il n'eſt pas permis de donner la mort au coupable : par la raiſon que celui-ci n'a pas uſé de force & de violence, ainſi que celui-là. Il n'eſt pas douteux, qu'entreprendre de ſe procurer, par la force, la poſſeſſion d'une femme, ne ſoit une action de la plus grande atrocité, & qu'il ne ſoit permis, pour l'empêcher, de donner la mort à l'agreſſeur : car il eſt de principe, non-ſeulement ſuivant nos Loix, mais auſſi ſuivant celles de toutes les Nations, que pour empêcher l'exécution d'un crime capital, quand la force y eſt employée, on peut donner la mort à celui qui veut l'exécuter. Mais on ne doit pas donner à ce principe, la même extenſion que Locke lui a donnée, lorſqu'il a dit : „ Qu'une action de „ violence faite par un homme contre un au- „ tre homme, met celui-ci dans un état de „ guerre ; de maniere qu'il peut légalement, „ tuer celui qui l'attaque." Cela pourroit être juſte dans une ſociété non civiliſée ; mais la Loi d'Angleterre, ainſi que celles de tous les Etats bien réglés, qui ont été établies, tant pour la conſervation de la paix publique, que pour celle de la vie des ſujets, n'ont pu adopter un ſyſtême, dont les conſéquences pourroient être auſſi dangereuſes que le ſeroient celles qui réſulteroient de l'impunité des ac-

tions criminelles, indiſtinctement, & dont le but ſeroit uniquement de prévenir, par la mort d'un autre, un crime, qui cependant, ſeroit puni par la mort de celui qui le commettroit au cas qu'il en fût convaincu.

Dans le cas où l'homicide peut être juſtifié, il eſt bon d'obſerver que celui qui en tue un autre, n'eſt en aucune façon coupable, & que, non-ſeulement il doit être déchargé de l'accuſation, mais même être loué plutôt que blâmé. Mais il n'en eſt pas de même de l'homicide qui peut être excuſé, & dont le nom ſeul ſuppoſe quelque eſpece d'erreur, ou de faute, ſi légere, à la vérité, que la Loi la diſtingue de la félonie, & ſe contente de lui infliger des peines beaucoup moins conſidérables.

II. Il y a deux ſortes d'homicides excuſables: celui qui ſe commet, *per infortunium*, par malheur; l'autre, *pro ſe defendendo*, pour ſa propre conſervation.

1. L'homicide, *per infortunium*, ſe commet, lorſqu'un homme en faiſant une action qui eſt permiſe par la Loi, & ſans aucune intention de bleſſer ou d'offenſer un autre, vient par malheur, à le tuer. Comme, par exemple, ſi un ouvrier, en travaillant avec une hache, en frappe un paſſant, & lui briſe la tête. Ou, ſi celui qui a le droit de porter des armes à

feu, donne, en tirant en blanc, la mort à un autre homme. Cette action, en elle-même, n'étant point condamnable, l'effet par conſéquent ne ſauroit l'être. Si un pere, en corrigeant, avec modération, ſon fils, un maître ſon valet, un Précepteur ſon écolier, un Officier ſon ſoldat, il s'enſuit de cette correction, la mort de celui qui l'a reçue; cette mort ne peut être regardée que comme un accident : attendu que la Loi permet la correction. Mais dans le cas où la correction excede les bornes de la modération, ſoit par la maniere dont elle eſt faite, ſoit par l'inſtrument dont on ſe ſert, ſoit enfin par ſa durée, & qu'il s'enſuive la mort du corrigé; elle eſt alors conſidérée comme un meurtre, plus ou moins grave, eu égard aux circonſtances qui l'ont accompagnée : attendu que la Loi n'autoriſe jamais les corrections immodérées. Pour adoucir ſa rigueur à l'égard des eſclaves, l'Empereur Conſtantin donna une Loi, qui permettoit à un maître de le faire battre de verges, & de le mettre en priſon; & ſi la mort de l'eſclave étoit la ſuite de cette punition, le maître n'étoit pas conſidéré comme coupable d'un crime. Mais ſi, au lieu de verges, ce maître ſe fût ſervi d'un bâton, ou qu'il eût jetté une pierre à la tête de ſon eſclave, & qu'il l'eût tué; il étoit déclaré

homicide : *immoderatè ſuo jure utatur, tunc reus homicidii ſit.*

Si nous voulions nous conformer aux uſages que le goût de nos ancêtres pour la guerre avoient fait établir ; que, comme eux, nous vouluſſions avoir des Tournois & des combats de Gladiateurs ; & que dans ces combats, (s'ils n'étoient point autoriſés par la Loi) quelqu'un vînt à périr par les mains d'un adverſaire ; ce dernier, ſeroit juſtement regardé comme coupable d'homicide : ce qui, au cas contraire, n'étoit pas à Rome & à Athenes ; car celui qui tuoit un autre dans le *Paneratium*, où ces jeux publics étoient autoriſés par la Loi, n'étoit pas regardé comme homicide. De même celui qui, en fouettant le cheval d'un autre, eſt cauſe de la mort d'un enfant, ſe rend coupable du crime d'homicide, & le cavalier eſt reputé innocent : par la raiſon que celui-ci n'a rien fait d'illégal, au lieu que l'action de l'autre eſt puniſſable, puiſqu'il en eût dû prévoir les ſuites dangereuſes. Il en eſt de même des jeux d'amuſement dont il peut réſulter quelque mal : comme de jetter des pierres dans les rues, ou dans les combats barbares des coqs. Si l'une de ces pierres donne la mort à quelqu'un, celui qui l'a jettée eſt réputé homicide, attendu l'illégalité de ſon action.

2. L'homicide, *ſe defendendo*, peut plutôt, ſuivant la Loi Angloiſe, être excuſé que juſtifié. Et cette eſpece de différence perſonnelle, doit être diſtinguée de celle dont nous venons de parler. Car l'homicide, *per infortunium*, n'eſt commis que pour empêcher l'accompliſſement d'un crime capital qui intéreſſe toute la ſociété; au lieu que l'homicide *pro defendendo*, n'a pour but que la propre défenſe de celui qui le commet, & c'eſt pourquoi celui-ci peut être excuſé, mais que celui-là eſt non-ſeulement excuſable, mais juſtifiable. L'homicide, *pro defendendo*, ſe commet lorſqu'on ſe trouve expoſé à perdre ſoi-même la vie, ſoit par une attaque imprévue, lorſqu'on ſe trouve involontairement expoſé dans une émeute, ou dans une querelle imprévue qui met en péril de la vie celui qui s'y rencontre. La Loi appelle cette eſpece de meurtre *Chance Medley*, meurtre accidentel : ce qui peut s'entendre également d'un meurtre occaſionné par un tumulte inattendu, ou d'un meurtre commis dans un tumulte, par le mouvement impétueux d'une paſſion aveugle. Le Statut 24, chap. 5, de Henri VIII, & tous nos anciens livres de Loix, conſidéroient le meurtre, *ſe defendendo*, comme un acte de défenſe naturelle, & non comme un acte pour venger une injure paſſée, qui

ſeroit condamnable : puiſque la façon de ſa venger, la ſeule qui ſoit légitime, c'eſt d'avoir recours aux tribunaux de la juſtice ; ce qui ne peut avoir lieu dans le cas d'une attaque ſubite, ou lorſqu'on ſe trouve expoſé à quelque acte de violence. Car s'il n'eſt point poſſible, alors, d'être ſecouru par la Loi, il s'enſuit que, pour que l'homicide ſoit regardé comme un homicide *pro ſe defendendo*, il faut néceſſairement que celui qui l'a commis n'ait pu trouver d'autre moyen d'échapper à l'agreſſeur, que celui de lui donner la mort.

Il eſt des cas où le meurtre accidentel, commis, *pro ſe defendendo*, rend coupable du crime d'homicide. Comme, par exemple, celui qui donne la mort à un autre, en combattant réguliérement avec lui. Mais ſi le combat n'eſt pas encore commencé, & que celui qui y eſt provoqué par quelqu'inſulte, faſſe tous ſes efforts pour éviter d'en venir aux mains, qu'il y ſoit cependant forcé, & qu'il donne la mort à ſon adverſaire ; il eſt excuſable aux yeux de la Loi, qui ne voit plus le meurtre qu'il a commis, que comme une défenſe naturelle à celui-là, & faite pour prévenir ſa propre deſtruction. Mais, pour que la Loi porte ce jugement de ſon action, il faut qu'il ſoit prouvé qu'il a réellement fait tous ſes efforts pour éviter le

combat, ſoit en s'éloignant de ſon adverſaire, ſoit en ne le combattant que lorſqu'il s'eſt trouvé dans l'impoſſibilité de pouvoir faire autrement. Car elle ne regarderoit pas l'importunité de l'agreſſeur, comme une raiſon ſuffiſante pour excuſer celui qui, en cédant à cette importunité, ſe battroit avec lui & répandroit ſon ſang. En temps de guerre, on peut regarder comme une lâcheté de prendre la fuite, en préſence de l'ennemi; mais la Loi ne conſidere pas comme un déshonneur, d'éviter de combattre ſon compatriote : par la raiſon que le Roi & les Cours de juſtice, étant *vindices injuriarum*, l'injurié peut obtenir une ſatisfaction légale de l'inſulte qu'il aura reçue. La Loi Romaine eſt, en cela, d'accord avec nos Loix. Elle dit poſitivement : *Qui cum aliter tueri ſe non poſſunt, damni culpam dederint, innoxii ſunt.* Ainſi l'attaqué doit, avant d'en venir au combat, faire tous ſes efforts pour ſe mettre à couvert des coups que pourroit lui porter ſon ennemi, ſoit en ſe retirant derriere un mur, un foſſé, &c. Mais s'il étoit attaqué de façon à ne pouvoir ſe retirer, que ſa vie fût en danger, ou qu'il eût déja reçu une bleſſure; alors il pourroit, ſans être coupable, donner la mort à ce même ennemi : ce qui eſt conforme au droit naturel qu'ont tous les hommes, & qui eſt

reſpecté également par toutes les Nations. Mais ſi, dans le tumulte occaſionné par une émeute, la perſonne attaquée ne porte aucun coup à l'agreſſeur, & que ce ne ſoit que lorſque celui-ci prend la fuite, qu'elle le pourſuit & lui donne la mort; alors, n'étant plus dans le cas de la défenſe naturelle permiſe par la Loi, le meurtre qu'elle commet eſt conſidéré comme un aſſaſſinat volontaire & de propos délibéré. Si deux perſonnes, A & B, étant convenues de ſe battre en duel, A donne le premier coup, que B ſe retire, & qu'en ſe retirant, il ſoit obligé de ſe défendre, & donne la mort à A; B eſt toujours conſidéré comme homicide: par la raiſon, qu'ayant accepté le combat qu'il pouvoit refuſer, il a lui-même, donné, méchamment, occaſion au meurtre qu'il a commis. Mais ſi A a une querelle avec B, & en ſe voyant attaqué, prend la fuite, *bonâ fide*, & ſoit obligé, étant pourſuivi par B, de le combattre, & qu'il vienne à le tuer; il n'eſt alors conſidéré que comme homicide, *ſe defendendo*. Tel eſt le ſentiment de pluſieurs de nos auteurs, dont quelques-uns exigent cependant, qu'il n'ait donné, auparavant, aucun lieu à la querelle. On peut conſidérer de même, le meurtre commis par ceux qui ont quelque relation, ſoit civile, ſoit naturelle, avec

avec celui qui eſt attaqué. Ainſi le maître & le ſerviteur, le pere & l'enfant, le mari & la femme, qui donnent la mort à celui qui les attaque reſpectivement, ſont mis au nombre des homicides, *ſe defendendo* : attendu que le maître & le ſerviteur, le pere & l'enfant, le mari & la femme, ſont réputés ne faire qu'une même perſonne.

On doit mettre auſſi au nombre des homicides, *ſe defendendo*, ceux qui ſe commettent pour aſſurer la conſervation de l'une des deux perſonnes, deſquelles il faut abſolument que l'une périſſe : parce qu'alors, chacune des deux a un droit égal de faire tout ce qui dépend d'elle pour la conſervation de ſa perſonne, droit que tous les hommes tiennent de la nature, & en vertu duquel ils doivent tous préférer leur conſervation à celle de tout autre. Ainſi, ſi deux perſonnes, dit le Lord Bacon, ayant fait naufrage, ſe jettent ſur la même planche, pour ſe ſauver, & que cette planche ne puiſſe pas les porter toutes deux ; celle qui jette l'autre à la mer, & la noye, n'eſt pas coupable de meurtre : quand même (ajoute-t-il) cet acte de violence ne ſeroit pas de néceſſité abſolue. Parce qu'il ſuffit, pour qu'il ſoit légitime, que le danger ſoit apparent par la foibleſſe ou le peu d'étendue de la planche, qu'elle croiroit incapable de pou-

voir les ſoutenir, & dès-là les expoſer toutes deux à périr.

Examinons, maintenant, les circonſtances qui peuvent rendre coupables les homicides, *per infortunium* & *pro defendendo*; & quelle eſt leur punition, relativement à ces mêmes circonſtances. Car la Loi met une ſi grande valeur à la vie d'un homme, qu'elle préſume toujours quelque faute dans celui qui la lui ôte, lors même qu'il y eſt autoriſé par elle. Dans le cas de *per infortunium*, elle ſuppoſe qu'il y a eu quelque négligence ou manque d'attention, de la part du meurtrier. S'il eſt dans celui de *pro defendendo*, le Lord Bacon qualifie ſon action, de *neceſſitas culpabilis*, pour la diſtinguer de celle de donner la mort à un voleur ou à un malfaiteur, qui étant d'abſolue néceſſité, n'a aucun caractere de crime: au lieu que la Loi craint toujours qu'il n'y ait quelques torts cachés de la part de celui qui commet l'homicide *pro defendendo*, & que la querelle, ou l'attaque qui l'a occaſionné, n'ait été provoquée par quelques actions ou par quelques paroles: d'autant qu'il eſt preſque impoſſible que, dans une querelle, il n'y ait pas quelques torts de la part des deux parties, lorſqu'on vient à en examiner avec attention l'origine. De maniere, que la Loi ne regarde point comme par-

faitement innocent celui qui ſurvit à l'autre! au lieu que celui qui tue un voleur qui veut forcer, de nuit, ſa maiſon, ne peut, en aucune maniere, être ſoupçonné d'avoir aucun tort. La Loi, au reſte, ne donne une ſi grande attention à tout ce qui peut avoir rapport au meurtre, & n'eſt ſi rigoureuſe à l'égard de l'homicide, que pour empêcher que les hommes, en ſe rendant Juges dans leur propre cauſe, ne s'arrogent le droit de donner la mort à un autre homme; & c'eſt pour cela qu'elle veut que le meurtrier, s'il n'en a pas reçu l'ordre ou la permiſſion de la Loi, ne ſoit jamais, (pour quelque raiſon que ce puiſſe être) conſidéré comme entiérement innocent.

Au reſte la Loi Angloiſe eſt encore moins ſtricte ſur ce ſujet, que celle des Juifs, qui regarde comme impurs tous ceux qui verſent le ſang d'un autre homme; & qui exige qu'ils ſe faſſent purifier ſolemnellement. Anciennement, elle avoit même déſigné certaines villes, où les meurtriers étoient obligés de ſe refugier. *Marquez des villes* (dit-elle) *qui devront ſervir de refuge aux fugitifs qui auront répandu, contre leur volonté, le ſang d'un homme.* Nomb. *chap.* 39. *Si celui qui, s'en étant allé avec un autre homme en une forêt pour couper du bois, & que ſa coignée lorſqu'il vou-*

loit couper un arbre, ſe ſoit échappée de ſa main & en ſortant du manche où elle étoit attachée, ait frappé ſon ami & l'ait tué; qu'il ſe retire dans une des trois villes de refuge, & ſa vie ſera en sûreté. Deuter. chap. 19. Cette même Loi des Juifs étoit encore plus rigoureuſe que la Loi Angloiſe, puiſqu'elle permettoit de venger le ſang répandu : *le parent de celui qui aura été tué tuera l'homicide, & il le tuera auſſitôt qu'il l'aura pris.* Nomb. chap. 39. *Il pourra auſſi tuer l'homicide, quand même il ſeroit innocent, s'il le trouve hors de ſon azile, ou ayant qu'il s'y ſoit rendu.* Nomb. 39. *Parce qu'il ne pourra ſortir de ſon azile avant la mort du Souverain Pontife.* Idem. Sous les Empereurs Romains, la Loi permettoit aux Princes d'accorder des lettres de grace à l'homicide ; ſans quoi ſon crime étoit puni, de quelque nature qu'il fût. Chez les Grecs, l'homicide, même *per infortunium*, mettoit le coupable dans la néceſſité de ſe bannir volontairement pour un an. La Loi Saxonne obligeoit le meurtrier à payer aux parens du mort une ſomme d'argent. La même choſe s'obſervoit chez les Goths, même pour l'homicide volontaire ; & le meurtrier n'obtenoit jamais de lettres de grace, s'il n'avoit auparavant ſatisfait les parens du mort, donné une ſomme d'argent aux pauvres, & fait quel-

que fondation, à l'effet de faire prier pour le repos de l'ame du défunt.

Sir Edouard Coke dit, qu'anciennement, la peine de mort étoit toujours infligée au meurtrier. Des juriſconſultes plus modernes, ſoutiennent le contraire : ſuivant eux, la confiſcation des biens du meurtrier, étoit la ſeule peine qu'il ſubiſſoit ; & les auteurs ſont encore aſſez peu d'accord ſur ce ſujet. Les uns prétendent que cette confiſcation étoit totale, tant des biens mobiliers que des immobiliers ; les autres la bornent à une certaine partie de ces biens, & diſent que le produit de cette confiſcation étoit préalablement, comme en France, employé à quelques œuvres pies, *in pios uſus*, dans l'intention de purger l'ame du mort, des fautes que le meurtrier ne lui avoit pas laiſſé le temps d'expier. Mais ce motif de Religion ayant ceſſé de ſubſiſter, l'amende du meurtrier devint plus conſidérable, à proportion de l'augmentation de la valeur des propriétés. Nous trouvons, dans notre hiſtoire, des faits qui prouvent que le meurtrier, moyennant une ſomme d'argent, non-ſeulement obtenoit le pardon de ſon crime, lorſqu'il étoit homicide *per infortunium*, ou *per ſe defendendo*, mais auſſi ſa reſtitution de tous ſes biens.

III. Les homicides qui ne ſont pas de l'eſ-

pece de ceux dont nous venons de parler, ſont conſidérés comme coupables de la plus grande atrocité, ſoit que celui qui les commet ſe tue lui-même, ſoit qu'il donne la mort à ſon ſemblable, de quelque âge & de quelque ſexe qu'il ſoit.

L'homicide de ſoi-même, placé par les Stoïciens au nombre des actions héroïques, eſt plutôt l'action d'un lâche que celle d'un homme vraiment courageux; car il y a plus de courage à ſupporter un mal qu'à s'en délivrer par ce moyen. La Loi civile ſemble cependant autoriſer le ſuicide, lorſqu'elle dit : *Si quis impatientiâ doloris, aut tœdio vitæ, aut morbo, aut furore, mori maluit, non animadvertentur in eum*; tandis que la Loi des Athéniens, moins indulgente, ordonnoit que l'on coupât la main de celui qui ſe ſeroit donné volontairement la mort. Mais les nôtres ont ſagement & religieuſement conſidéré, que nul homme n'a le pouvoir de s'ôter la vie qu'il a reçue de Dieu; & c'eſt d'après ce principe, que nos Loix regardent le ſuicide comme coupable tant envers Dieu, ſur les droits duquel il attente, & devant qui il oſe ſe préſenter ſans y avoir été appellé; qu'envers le Roi, qui a un intérêt ſenſible, comme Chef de la ſociété, à la conſervation de tous ceux qui la compoſent. D'après cela,

nos Loix, en plaçant le ſuicide au rang des crimes les plus graves, l'ont mis au nombre des félonies, & ont qualifié le coupable de *félo de ſe*. Tous ceux qui employent quelques moyens pour mettre fin à leur exiſtence: comme, par exemple, ſi un homme, en ſe battant avec un autre, ſe précipite volontairement ſur l'épée de ſon adverſaire; ou ſi, en chargeant à deſſein une arme à feu au-delà de la portée de cette arme, il en fait créver le canon & tombe ſans vie ſous le coup. Mais pour que ces actions ſoient conſidérées comme criminelles, il faut que celui qui les a faites ſoit en âge de diſcrétion & dans ſon bon-ſens; ſans quoi il ne ſeroit pas regardé comme *felo de ſe*. Mais il ne faut pas, qu'en abuſant de ce principe, nos *Coroners*, Jurés pour examiner les cadâvres de ceux qui périſſent par mort violente, reçoivent comme une excuſe du ſuicide, que celui qui s'eſt donné la mort volontairement, doit être réputé frénétique, & privé de ſon bon ſens: car une action inſenſée, n'eſt pas une raiſon ſuffiſante pour en induire que celui qui l'a faite étoit abſolument privé de l'uſage de ſa raiſon. Si cette excuſe étoit admiſe en faveur du ſuicide, il faudroit auſſi l'admettre pour tous les autres crimes, & regarder comme inſenſés tous ceux qui s'en rendroient cou-

pables. Auſſi la Loi n'a-t-elle pas qu'un mélancolique ou hypocondriaque, qui ſe donne la mort, ſoit un homme hors d'état de diſtinguer le juſte de l'injuſte, ainſi que ce qui eſt permis, d'avec ce qui eſt défendu par les Loix. D'après ce principe, ſi un lunatique ſe donne la mort, dans un intervalle de bon-ſens, la Loi le déclare *felo de ſe*, ainſi que tous autres dont la raiſon n'auroit ſouffert aucune altération.

Voyons, maintenant, quelle eſt la punition que les Loix peuvent infliger à celui qui ſe donne volontairement la mort, contre la défenſe expreſſe que la Loi en a faite. Le coupable n'exiſtant plus, & par conſéquent ne pouvant ſubir aucune peine en expiation de ſon crime, ce ſont ſes biens & ſa réputation qui la ſubiſſent. Sa réputation, par la ſépulture ignominieuſe du cadâvre du coupable; qui, ſuivant la Loi, doit être traîné ſur une claie juſqu'au grand chemin, où il ſera enterré; & quant à ſes biens, tant mobiliers qu'immobiliers, ils ſont confiſqués au profit du Roi. Le motif de la Loi, en établiſſant cette punition pour le crime du ſuicide, a été que la crainte d'avoir ſa réputation ternie, après ſa mort, & celle de ſavoir ſes enfans ou ſes parens fruſtrés de ſon héritage, ſe-

roient des motifs assez puissans pour détourner de commettre ce crime. Il est bon d'observer, que cette confiscation a une relation directe avec l'action qui a rendu coupable celui sur les biens duquel cette confiscation est faite. Aussi, si un mari & une femme possedent une terre, dont la jouissance doit passer, en cas de survivance, à la femme, & que le mari se jette à la riviere & se noye; sa terre est confisquée au profit du Roi, & la femme perd son droit de survivance: attendu que le Roi entre en possession des droits du mari, & que ce droit, dans la personne du Roi, ne mourant jamais, celui de survivance de la femme ne peut avoir lieu, puisqu'elle ne pouvoit l'exercer qu'à l'extinction de celui de son mari. Il faut pourtant avouer que, dans cette occasion, la Loi Angloise peut être considérée comme bien sévere; mais il faut également observer que cette sévérité est mitigée par le pouvoir que la Loi donne au Roi de faire grace au coupable, ou du moins d'adoucir la rigueur du jugement porté contre lui par la Loi.

L'autre espece d'homicide est celui que l'on commet, lorsqu'on donne la mort à un autre homme. Ce qui est, ou un meurtre simple, ou un assassinat de dessein prémédité. L'un est l'effet de la méchanceté & de

la dureté du cœur, l'autre eſt produit par un mouvement impétueux des paſſions.

1°. Le meurtre eſt défini, l'action illégale de donner la mort à un autre, ſans malice & ſans méchanceté ; laquelle peut être faite dans l'effervescence d'une grande paſſion, ou involontairement, à la ſuite de pluſieurs actions illégales. Nos anciennes Loix les définiſſent ainſi : *Homicidia vulgaria quæ, aut caſu, aut etiam ſponte committuntur, ſed in ſubitaneo quodam iracundiæ calore & impetu.* D'où il s'enſuit que, pour que l'homicide puiſſe être conſidéré comme un meurtre ſimple, il faut qu'il ne ſoit accompagné d'aucunes circonſtances qui puiſſent faire croire qu'il ait été projetté.

Si deux perſonnes prennent querelle, ſe battent ſur-le-champ, & que l'une des deux ſoit tuée par l'autre, le cas eſt regardé par la Loi comme un homicide. Il en eſt de même ſi ces deux perſonnes, en pareille occaſion, ſortent de la ville, & vont ſe battre dans un champ : attendu que, par indulgence pour la foibleſſe humaine, la Loi regarde leur combat comme la ſuite d'un mouvement trop impétueux, pour qu'ils aient pu le retenir. Il en eſt encore de même, ſi un homme qu'on inſulte, ſoit en le touchant, ſoit en le frappant, tue celui qui l'a offenſé :

quoique, dans le vrai, on ne puiſſe placer cet homicide parmi ceux qui ſe commettent, *ſe defendendo*, puiſque l'inſulte reçue ne mettoit pas la vie en danger : mais, attendu que l'action n'a pas été préméditée, elle ne peut être qualifiée que de ſimple meurtre. Il n'en ſera pas de même, s'il ſe trouve un intervalle entre l'inſulte & la vengeance : parce qu'alors, on doit préſumer que la raiſon a pu avoir le temps de réprimer le mouvement de la paſſion. Donc, ſi celui qui a été inſulté ne s'eſt pas vengé dans l'inſtant même de l'inſulte, ſon action eſt conſidérée comme un aſſaſſinat.

Si un mari, ſurprenant ſa femme en adultere, donne la mort à l'amant ; la Loi Angloiſe ne place pas ſon action parmi les homicides qui peuvent être abſolument juſtifiés, comme elle le ſeroit ſi elle étoit commiſe pour cauſe de rapt avec violence, qu'elle ne qualifie que de meurtre. Les Loix de Solon différoient, ſur ce point, des nôtres : en ce qu'elles permettoient au mari de donner la mort à l'adultere. Les Loix Romaines le permettoient auſſi, lorſque l'adultere étoit ſurpris dans la maiſon du mari ; & il en étoit de même chez les Goths. Dans le cas du meurtre pour cauſe d'adultere, que les Cours de juſtice placent au plus bas de-

gré, elles ordonnent que le coupable ſoit marqué à la main d'un fer chaud, n'imaginant pas qu'on puiſſe infliger une plus grande peine pour une action de cette eſpece. Au reſte, le meurtre, occaſionné par une attaque imprévue, differe de l'homicide, *ſe defendendo*: en ce que, dans l'un, notre propre conſervation ſemble nous impoſer la néceſſité de tuer notre agreſſeur; au lieu que, dans l'autre, où cette néceſſité n'eſt pas abſolue, le meurtre ne peut être conſidéré que comme un acte de vengeance ſoudaine.

Le meurtre involontaire differe de l'homicide *per infortunium*, en ce que le meurtre, dans ce cas, eſt toujours la ſuite d'une action permiſe par la Loi. Comme ſi, par exemple, deux perſonnes combattent avec l'épée & le bouclier, à moins que ce ne ſoit par ordre du Roi, & qu'il arrive que l'une des deux ſoit tuée par l'autre; cet homicide eſt réellement, un meurtre: attendu que l'action qui y a donné lieu, étoit par elle-même illégale; mais non pas un aſſaſſinat: attendu que l'intention des combattans n'étoit pas de donner la mort à ſon adverſaire. Une action légale en elle-même, peut être faite d'une maniere illégale: comme, par exemple, ſi un ouvrier laiſſe tomber une pierre ou un morceau de bois du haut d'un bâtiment où il travaille, & que cette

pierre ou ce morceau de bois, donne la mort à un homme qui paſſe dans la rue. Cet ouvrier peut être homicide *per infortunium*, ou meurtrier, ou aſſaſſin, & cela relativement aux circonſtances qui accompagnent ſon action. Il eſt homicide *per infortunium*, ſi le bâtiment eſt ſitué dans la campagne, ou dans un endroit peu paſſager, & ſi l'ouvrier avertit les paſſans de s'écarter : ſi au contraire, il travaille à Londres, dans un lieu très-paſſager, il eſt coupable du crime de meurtre, quand même il auroit averti les paſſans de s'éloigner ; mais ce même ouvrier eſt coupable du crime d'aſſaſſinat, s'il néglige d'avertir les paſſans de ne point s'expoſer à paſſer ſous ce bâtiment : parce qu'alors il eſt réputé avoir commis ſon action par méchanceté. C'eſt ainſi que, tuer un homme involontairement, en faiſant une action illégale, peut rendre coupable l'homicide de meurtre ou d'aſſaſſinat, & que celui qui a commis cette action, ſi quelques circonſtances peuvent le faire ſoupçonner de mauvaiſe intention, eſt pourſuivi comme aſſaſſin, & au cas contraire uniquement comme meurtrier.

Conſidéré comme meurtrier, l'homicide doit ſubir la peine de mort. Cependant, comme il peut réclamer le bénéfice du Clergé, ſa peine eſt commuée en celle d'être marqué à la main

d'un fer chaud : mais ſes biens ſont confiſqués.

Il eſt une eſpece de meurtre qui eſt puni comme l'aſſaſſinat, ſans que le coupable puiſſe réclamer le bénéfice du Clergé. C'eſt lorſqu'il a poignardé celui qui l'avoit attaqué. Le Statut 1, chap. 8, de Jacques I, dit, que ſi celui qui eſt attaqué ſubitement, n'ayant pas alors d'armes, poignarde, ſix mois après, l'agreſſeur ; il ſera réputé aſſaſſin, jugé comme tel & privé du bénéfice du Clergé. Ce Statut fut donné à l'occaſion des fréquentes querelles qui s'élevoient après ſon acceſſion au trône, entre les Anglois, & les Ecoſſois, qui s'attaquoient les uns les autres avec le poignard. Mais cet uſage ayant été inſenſiblement abandonné, la force du Statut s'eſt auſſi affoiblie, à proportion que le mal même auquel il vouloit remédier, s'eſt affoibli. Quoi qu'il en ſoit, il eſt certain que la maniere de donner la mort à un autre homme : comme de le poignarder, ou de l'étrangler, peut avec juſtice, aggraver ou affoiblir le crime ; ſi ce n'eſt dans le cas de celui qui empoiſonne un autre, & qui doit avec raiſon être préſumé en avoir formé le projet. Quoi qu'il en ſoit, le Statut, à l'occaſion de l'homicide commis par le poignard, eſt fait de façon qu'il ne differe point de ce que la Loi ſtatue en pareil cas.

Ainſi, ſans répéter ici ce que nous avons dit plus haut; celui qui poignarde l'adultere, eſt conſidéré, par le Statut, comme dans la commune Loi, ſeulement coupable de meurtre. Depuis, il s'eſt élevé un doute à l'occaſion du Statut de Jacques I, ci-devant cité; & on a demandé ſi, un coùp donné par celui qui ſeroit poignardé, avant qu'il le fût, ne ſeroit pas une raiſon ſuffiſante pour que celui qui lui a donné la mort, ne fût pas dans le cas du Statut? Mais l'opinion la plus ſuivie eſt celle de ceux qui penſent que l'homicide, dans ce cas, ne doit pas être jugé d'après le Statut. Il en eſt de même de celui qui, ayant jetté un marteau, ou un autre outil, a occaſionné la mort d'un autre; comme auſſi de l'homicide fait par un piſtolet. Mais s'il arrivoit que le mort eût un bâton à la main, eût jetté un pot ou une bouteille, ou déchargé un piſtolet contre celui qui l'a poignardé; c'eſt alors le cas prévu par le Statut.

2. Nous allons, maintenant, examiner ce qui concerne l'homicide commis de propos délibéré, & en conſéquence, qualifié d'aſſaſſinat: crime qui fait horreur à la nature, & que, dans tout l'Univers, on punit par la mort du coupable. La Loi des Juifs, ordonnoit que le ſang verſé fût vengé par le ſang répandu de l'homicide: *Quiconque aura ré-*

pandu le ſang de l'homicide, ſera puni par l'effuſion de ſon propre ſang : car l'homme a été créé à l'image de Dieu. Gen. chap. 9, ℣. 6 ; & ſuivant la même Loi, il eſt défendu de faire remiſe de la peine à l'homicide : *Vous ne recevrez point d'argent de celui qui veut ſe racheter de la mort qu'il a méritée pour avoir répandu le ſang, mais il mourra auſſitôt lui-méme.* Nomb. chap. 35, ℣. 31. *De peur que vous ne ſouilliez la terre que vous habitez, & qu'elle ne demeure impure par le ſang des innocens, répandu ; & qu'elle ne peut être autrement purifiée que par l'effuſion du ſang de celui qui aura verſé le ſang.* Id. ℣. 33. Nos Loix conſidérant l'énormité de ce crime, & pour empêcher que nos Rois, à l'exemple l'un de ceux de cette Monarchie ſi vantée pour ſa politeſſe, & qui, au rapport de Puffendorf, s'attribuoit le droit de remettre aux Gentils-hommes la peine d'homicide, en vertu du prétendu droit qu'il avoit de modérer la rigueur des Loix Divines : *nos Divini juris rigorem moderantes*, &c. nos Loix, dis-je, leur ont ôté le pouvoir de faire grace à l'aſſaſſin. Conſidérons maintenant quelle définition on peut faire de ce crime.

Anciennement, le nom de *murder*, aſſaſſin, étoit ſeulement donné à celui qui tuoit un autre homme, ſans être vu de perſonnne ; du

du mot Teuton, *moërda*, qui étoit employé pour exprimer l'action cachée de l'homicide. Nos anciennes Loix le définiſſoient : *homicidium quod nullo vidente, nullo ſciente, clàm perpetratur.* Toute la Communauté du village où l'homicide ſe commettoit, en étoit reſponſable : ſi elle étoit trop pauvre pour payer l'amende, la Centaine entiere étoit condamnée à la payer, & cette amende ſe nommoit *murdrum* : ce qui étoit auſſi d'uſage chez les Goths qui habitoient la Suede & le Dannemack. La Loi ſuppoſoit, que l'aſſaſſin n'étant pas connu, toute la Communauté pouvoit en être complice. Et ſuivant Bracton, ce même uſage fut introduit parmi nous, par Canut, afin de mettre à couvert les Danois qu'il avoit amenés avec lui, & qui s'étoient établis parmi nous, d'être aſſaſſinés par les naturels du pays, qui les haïſſoient à mort. Guillaume le Conquérant maintint ce même uſage, & par le même motif. Mais cela ne s'obſervoit pas, ſi celui qui étoit aſſaſſiné étoit un Anglois : car, alors, la Communauté du canton où l'aſſaſſinat ſe commettoit, ne payoit pas l'amende. Cette diſtinction odieuſe fut abolie par le Statut 14, chap. 4, d'Edouard III : de maniere, que, comme l'a remarqué Staundforde, l'aſſaſſinat commis clandeſtinement, ne doit plus être aujourd'hui diſtingué de celui

qui ſe fait publiquement, ni celui de l'étranger de celui du naturel du pays.

Edouard Coke définit l'aſſaſſinat : un homicide commis par une perſonne ayant l'uſage de ſa raiſon, & étant d'âge compétent, contre quelque créature humaine, vivant ſous la protection du Roi, & qui commet cet homicide de propos délibéré. Examinons, ſéparément, les différens points de cette définition.

Ce crime doit être commis par une perſonne ayant l'uſage de ſa raiſon, & l'âge de diſcrétion : car un lunatique & un enfant, ne ſont & ne peuvent jamais être réputés capables de commettre aucun crime, ainſi que nous l'avons déja obſervé ; à moins qu'il ne ſe rencontre quelques circonſtances qui puiſſent faire croire qu'ils ſont en état de diſtinguer le mal d'avec le bien.

Celui-là eſt aſſaſſin, qui donne la mort à un autre, lorſqu'il ne peut pas prouver qu'il y a été autoriſé par la Loi, ou s'il ne peut juſtifier ou excuſer l'attentat qu'il a commis contre le ſujet du Roi : car, ce n'eſt pas un aſſaſſinat que d'attaquer un autre, & que de lui chercher querelle, quand même ce ſeroit dans le deſſein de le tuer ; ce qui, quoiqu'un grand crime, n'eſt cependant pas celui de l'aſſaſſinat. De toutes les manieres dont on peut commettre ce crime, comme en frappant, en pri-

vant de la nourriture, en précipitant qu'el-
qu'un d'un lieu haut, ou dans la riviere, &
en l'empoiſonnant ; c'eſt cette derniere qui
eſt la plus atroce : par la raiſon qu'on peut
prévenir les autres, & y apporter obſtacle,
au lieu qu'il n'eſt aucun moyen de ſe ſouſ-
traire à celle-ci. C'eſt pourquoi le Statut 22,
de Henri VIII, chap. 9, l'a rangée dans la
claſſe des trahiſons, & lui a infligé un genre
de mort plus lent, & plus douloureux que
celui auquel la Coutume le condamnoit : qui
étoit de faire bouillir le coupable, juſqu'à ce
que mort s'enſuivit. Mais cet acte ne ſubſiſta
pas long-temps, & fut annullé par le Statut 1,
d'Edouard VI, chap. 12. Suivant l'ancienne
Coutume, on puniſſoit, dans ce cas, les té-
noins, les Juges & la partie : *peculiari pœ-
na judicem puniunt ; peculiari teſtes, quorum
des judicem ſeduxit ; peculiari denique, &
aximâ auctorem, ut homicidam.* Les Loix
omaines & notamment la Loi, *Cornelia, de
icariis*, puniſſoit les faux témoins comme
oupables d'aſſaſſinat : & dans le vrai, leur
rime eſt un aſſaſſinat, *in foro conſcientiæ*, & de
a même nature que s'ils euſſent commis l'ho-
icide avec une épée. Les Loix modernes,
ui ont craint qu'en expoſant les témoins à
e trop grands dangers, elles ne les détour-
aſſent de faire leurs dépoſitions dans les pro-

cès criminels, & pour les crimes capitaux; n'ont plus traité les faux témoins avec la même rigueur que les Loix anciennes. Mais elles ont déclaré, que tout homme qui feroit une action quelconque qui pourroit donner la mort à ſon ſemblable, quand même cette action ne ſeroit pas celle de lui donner la mort, feroit regarder ſon auteur comme aſſaſſin. Comme, par exemple, ſi un fils expoſoit ſon pere malade, malgré ſa volonté, au grand air, & qu'il en réſultât la mort; le fils, alors, ſeroit coupable envers ſon pere du crime d'aſſaſſinat; ainſi qu'une fille qui expoſeroit ſon enfant. Un homme eſt également pourſuivi pour crime de meurtre, ſi ayant un chien ou une autre bête dangereuſe, & qu'il en ſoit inſtruit, il la laiſſe ſortir, & que cette bête vienne à cauſer la mort de quelqu'un. Mais ſi le maître du chien, le lâche méchamment, ne fuſſe que pour épouvanter le peuple, & qu'il morde quelqu'un; il eſt pourſuivi comme aſſaſſin, de même que celui qui lâcheroit un dogue ou autre bête féroce. Il en étoit de même, chez les Juifs.

Si un Médecin fait prendre à un malade une potion qui lui occaſionne ſa mort; ſi un Chirurgien met ſur une plaie un emplâtre qui tue le bleſſé; le Médecin, & le Chirurgien ne peuvent être punis ni comme meurtriers,

ni comme assassins, & ne peuvent être poursuivis devant les tribunaux de la justice criminelle. Autrefois ils étoient attaqués au civil, pour fait de négligence ou d'ignorance : mais s'ils n'ont point été reçus dans la faculté de Médecine, ni agrégés dans un College de Chirurgie, ils peuvent être poursuivis pour crime de meurtre. Sur cela Sir Matrhieu Halle fait la remarque : que la Médecine & la Chirurgie étoient exercées avant qu'on eût établi des Colleges de Chirurgie, & des facultés de Médecine. Sur quoi, il regarde la Loi qui les condamne dans ce cas-ci, comme fort peu fondée en raison, & uniquement faite pour flatter l'amour-propre des Docteurs en Médecine. On peut cependant envisager cette Loi, par rapport aux Médecins & aux Chirurgiens, comme sagement établie, pour empêcher les ignorans de s'adonner inconsidérément à ces deux professions aussi utiles que difficiles à exercer. Au reste, cette espece d'homicide doit être poursuivie dans l'an & jour, à compter de celui qu'il aura été commis.

De plus, la personne tuée doit être *une créature raisonnable, & sous la protection du Roi & de la Loi*, au moment où le meurtre se commet. Ainsi, donner la mort à un Juif, à un étranger, même à un proscrit, lesquels sont tous également sous la protection de la

Loi, eſt un crime auſſi grand que ſi on la donnoit à un Anglois : à moins que celui qui ne l'eſt pas, ne ſoit d'une Nation pour lors en guerre avec le Roi. Donner la mort à un enfant dans le ventre de la mere, n'eſt pas aujourd'hui conſidéré comme un aſſaſſinat, mais comme un grand crime. Cependant ſi l'enfant, étant né & ayant vie, meurt de la potion qui aura été donnée à la mere, ou d'une meurtriſſure qu'il aura reçue, ayant que de naître ; l'homicide, alors, ſera pourſuivi comme aſſaſſin. Mais, comme il eſt difficile de prouver que l'enfant ſoit né ayant vie, ſur-tout dans le cas d'une mere qui a fait périr ſon enfant ; le Statut 21, chap. 7, de Jacques I, veut que la mere d'un enfant bâtard, qui cacheroit la naiſſance ainſi que la mort de cet enfant, & l'enterreroit en ſecret, ſoit punie de mort, comme coupable d'aſſaſſinat : à moins qu'elle ne puiſſe produire un témoin, qui certifie que ſon enfant étoit mort né. Quelque ſévere que ſoit cette Loi envers les meres, elle a été aſſez généralement adoptée par toutes les Nations ; ſurtout chez les Danois, les Suédois & les François. Je vois pourtant que, depuis quelques années, la coutume s'eſt introduite parmi nous, dans les Examens de ces ſortes de crimes, d'exiger une eſpece de preuve préſomp-

tive que l'enfant eſt né vivant, avant que la préſomption forçée ſoit admiſe pour convaincre le priſonnier : je veux dire, la preuve que l'enfant, dont la mort eſt cachée, avoit été détruit par ſa mere. L'homicide, en un mot, doit avoir été commis avec malice & de deſſein prémédité, pour être conſidéré comme un aſſaſſinat; & c'eſt aujourd'hui ce qui diſtingue le plus eſſentiellement, chez nous, l'aſſaſſinat d'avec le meurtre. Ce qu'on appelle, *malitia præcogitata*, n'eſt pas prouvé par la haine de l'homicide envers celui auquel il donne la mort : car la méchanceté & la dépravation du cœur, eſt une préſomption bien plus forte de la diſpoſition du coupable à faire le mal. Suivant la Loi, le deſſein prémédité du coupable, de donner la mort à ſon ſemblable, peut être ou exprès ou implicite. Il eſt exprès, ſi des circonſtances extérieures découvrent une intention intérieure, ainſi que la réſolution priſe, de ſang-froid, de faire périr un autre : telles que des menaces, qui ayant précédé l'action, dénotent une haine couverte & le plan formé de faire le mal pour la ſatisfaire. Tel eſt le cas de deux hommes qui ſe battent, ayant chacun l'intention de donner la mort à ſon adverſaire; & cela, parce qu'ils penſent tous deux, qu'il eſt du devoir d'un Gentilhomme d'expoſer ſa vie

& la perpétuité de ſa race, pour venger une injure, ſans même y être autoriſé par la Loi, & au mépris des Loi divines & humaines. Auſſi la Loi qualifie-t-elle d'aſſaſſins ceux qui ſe battent en duel, ainſi que ceux qui leur ſervent de ſeconds. Ce préjugé, qualifié de point d'honneur, a tant de force dans l'Europe entiere, que tout ce que les Loix les plus ſéveres ont fait pour le détruire, s'eſt juſqu'ici trouvé impuiſſant. Il faudroit, je crois, pour y parvenir, que l'on obligeât l'agreſſeur à donner une ſatisfaction entiere à l'offenſé, & que l'on pût regarder cette ſatisfaction comme auſſi complette que celle d'avoir immolé ſon ennemi à ſa vengeance, en expoſant ſa vie & ſa fortune pour la ſatisfaire. Si, ſans avoir l'intention de donner la mort à un autre, on le maltraite juſqu'au point qu'il ne ſurvive pas aux ſuites des excès commis envers lui; ſon adverſaire eſt regardé comme coupable d'un aſſaſſinat, de deſſein prémédité. Comme, par exemple, lorſqu'un garde-chaſſe, en ſurprenant un braconier, le lie, l'attache à la queue d'un cheval, le traîne ſur le pavé, & que la mort du braconier en ſoit la ſuite. Comme, lorſqu'un maître corrige ſon domeſtique avec une barre de fer, & un maître d'école ſon diſciple, de maniere à lui donner la mort : par la raiſon que la correc-

tion ; dans l'un & l'autre cas, ſe trouvant exceſſive, peut faire préſumer que le correcteur avoit formé le deſſein de ſe défaire du corrigé. Il en eſt auſſi de même de celui qui pouſſe ſon cheval avec vigueur, au milieu d'une populace ; ou décharge un fuſil, au riſque de tuer ceux qui ſe trouvent aſſemblés près de lui. Si un homme, qui en rencontre un autre, lui donne la mort, c'eſt un aſſaſſinat prémédité, quand même il ſeroit prouvé que l'aſſaſſin n'eût pas connu celui qu'il auroit aſſaſſiné. Si deux perſonnes, ou un plus grand nombre, s'aſſemblent pour faire une action contraire à la paix publique & de laquelle il puiſſe réſulter la mort de quelqu'un : comme d'en battre un autre, de chaſſer ouvertement dans un parc, ou de couper du bois dans une forêt ; celui des deux qui donne la mort à un autre, eſt réputé aſſaſſin de deſſein prémédité : attendu que l'acte illégal eſt cenſé n'avoir été fait que de deſſein prémédité.

Il eſt des cas, où l'action n'eſt accompagnée d'aucunes circonſtances qui puiſſent faire juger qu'elle a été faite de deſſein prémédité, & dans leſquels la Loi ſuppoſe ce deſſein implicitement formé. Comme, ſi un homme en empoiſonne un autre volontairement : la Loi préſume que cette action abominable n'a pu être faite qu'après en avoir formé le

deſſein; & cela, quand même elle n'auroit aucune preuve de haine entre l'empoiſonneur & l'empoiſonné. Elle porte le même jugement de l'homicide, commis ſubitement & ſans provocation de la part du mort : car nulle perſonne ne peut en venir au point de tuer ainſi ſon ſemblable, ſans une grande perverſité de cœur, & qu'il n'y a qu'un excès de méchanceté qui puiſſe porter un homme à en tuer un autre, ſans en avoir reçu aucune eſpece d'inſulte. Mais ſi l'homicide a été inſulté, ou ait éprouvé queiques actes de violence, & qu'alors il batte l'agreſſeur, au point même de cauſer ſa mort; l'homicide alors n'eſt plus conſidéré que comme aſſaſſin, & la Loi ne le pourſuit que comme ſimple meurtrier. Elle déclare auſſi coupable d'aſſaſſinat, celui qui tué un Officier de juſtice civile ou criminelle, rempliſſant les fonctions de ſa charge, ou quelques-uns de ceux qui l'aident à conſerver la paix, ou quelques perſonnes privées, cherchant à calmer une émeute ou voulant arréter un félon. Mais dans ce cas, la Loi veut que l'homicide ait eu connoiſſance de l'autorité dont l'Officier de juſtice étoit revétu, ainſi que des intentions des autres perſonnes. Elle punit auſſi, comme aſſaſſin, celui qui, aidant un autre homme à faire une action de félonie, donne la mort à

quelqu'un. Ainſi, ſi, en tirant un coup de fuſil ſur A, il le manque & tue B; c'eſt un aſſaſſinat à l'égard de B: par la raiſon que, quoique l'intention du coupable n'ait pas été de tuer B, il avoit celle de donner la mort à A. Il en eſt de même du poiſon préparé pour A, & pris par B: celui qui a préparé le poiſon, eſt regardé comme aſſaſſin de B.

Nous ne finirions pas ſi nous voulions rapporter ici tous les cas, où la Loi admet dans l'homicide un deſſein prémédité, ſoit exprès, ſoit implicite: les ſeuls exemples que nous venons de rapporter, ſont je crois ſuffiſans pour faire connoître à nos lecteurs la vraie doctrine de nos Loix. Mais il eſt une regle générale, & dont on ne peut jamais s'écarter: c'eſt que l'homicide doit toujours être conſidéré comme aſſaſſin, lorſque ſon action n'eſt pas juſtifiée ou excuſée par le commandement exprès de la Loi, ou par un accident imprévu, ou par le droit naturel de ſa propre conſervation, ou par quelque cas fortuit qui ne lui a pas permis d'agir autrement qu'il n'a fait.

Anciennement, la punition du meurtrier, & de l'aſſaſſin, étoit la même; l'un comme l'autre, pouvoit réclamer le bénéfice du Clergé. De maniere que, pour le meurtre & pour l'aſſaſſinat, ceux qui ne ſavoient pas lire étoient les ſeuls qui ſubiſſoient la peine de mort. Mais

le Statut 23, chap. 1, de Henri VIII, & le 1, chap. 12, d'Edouard VI, ont ôté à l'assassin la réclamation du bénéfice du Clergé; & quelquefois, dans le cas des assassinats les plus atroces, la Cour de justice ordonnoit que le cadâvre du meurtrier, après avoir été ôté de la potence, seroit attaché avec une chaîne de fer à une autre potence, qui seroit dressée à l'endroit où le crime s'étoit commis. Les Juifs y étoient autorisés par la Loi; qui en donnoit pour raison, non-seulement le bien qu'il en pouvoit résulter pour intimider les autres, mais encore la consolation que les parens & les amis pouvoient recevoir de la vengeance toujours présente que la justice avoit faite de l'attentat commis dans la personne de celui qui lui étoit cher : *famosos latrones, in his locis, ubi grassati sunt, furca figendos placuit, ut, & conspectu deterreantur alii, & solatio sit cognatis interemptorum, eodem loco pœna reddita, in quo latrones homicidia fecissent.* Maintenant, on observe en Angleterre, depuis le Statut 25, chap. 37, de George II, de faire exécuter la sentence contre l'assassin, le lendemain du jour où elle a été rendue; & que si c'est le dimanche que cette exécution doit se faire, elle soit remise au lundi; que le corps de l'assassin, après être descendu de la potence, soit remis aux Chi-

rurgiens pour être disséqué, & servir à leurs Ecoles d'anatomie; & de ne pas souffrir que le cadâvre soit enseveli & mis en terre, avant cette dissection; que dans l'intervalle du jugement & de l'exécution, l'assassin doit être gardé, sans souffrir qu'il parle à qui que ce soit; & que sa nourriture, ne doit être que le pain & l'eau. Il est cependant permis aux Juges, sur de bonnes raisons, d'accorder un répi qui suspende l'exécution, & même d'adoucir la rigueur de la Loi, pour tout ce qui y est accessoire. La Loi Romaine punissoit le parricide, & généralement l'homicide des proches parens, d'une maniere beaucoup plus sévere que toutes les autres especes d'homicide. Le coupable, après avoir été frappé de verges, étoit enfermé dans un sac avec un dogue vivant, un cocq, une vipere, un singe, & jetté à la mer. Solon, ne voulant pas qu'un tel crime fût censé pouvoit exister, ne statue rien sur le parricide. D'après les mêmes principes, les Perses déclaroient bâtard, quiconque donnoit la mort à son pere; & c'est sans doute par la même raison qu'on ne trouve rien de particulier dans nos Loix, concernant cet horrible crime : car, le parricide n'y est puni que comme l'assassin : à l'exception, cependant, du cas où l'enfant seroit le serviteur du parent qu'il auroit assassiné.

Car, quoique la violation d'une relation naturelle ne ſoit pas aggravante pour le crime, cela n'empêche pas que la violation des connexions civiles & ſpirituelles, ſi elle eſt jointe au meurtre, ne forme une offenſe d'une eſpece particuliere, que nos Loix appellent, *parva proditio*, ou petite trahiſon ; & que cette violation ne rende plus grave le crime de l'aſſaſſin. Dans notre ancienne Conſtitution, la violation des relations civiles & naturelles, étoient même placées au même rang que les crimes contre l'Etat & le Souverain : *Omnium graviſſima cenſetur vis facta ab incolis in patriam, ſubditis in Regem, liberis in parentes, maritis in uxores, (& vice verſâ) ſervis in Dominos, aut etiam ab homine in ſemetipſum.* On peut ſe rendre coupable, de trois manieres, du crime de petite trahiſon, *parva proditio*, ſuivant le Statut 35, ch. 2, d'Edouard III : lorſque le ſerviteur tue ſon maître ; lorſque la femme donne la mort à ſon mari ; & lorſqu'un inférieur, ſoit Eccléſiaſtique, ſoit ſéculier, aſſaſſine ſon ſupérieur, s'il lui a promis foi & obéiſſance. Un domeſtique qui tue ſon maître, pour ſatisfaire la haine qu'il a conçue contre lui depuis qu'il eſt à ſon ſervice, eſt coupable de la petite trahiſon : attendu qu'il en a formé

le deſſein pendant que la relation civile qui étoit entré lui & ſon maître étoit ſubſiſtante, & que ſon action perfide n'a été que l'exécution du deſſein formé pendant la durée de cette même relation. Si une femme divorcée, *à menſâ & thoro*, & qui, cependant, eſt, malgré ce divorce, dans les liens du mariage, *vinculum matrimonii*, donne la mort à ſon mari; elle eſt punie comme coupable de trahiſon. Un Eccléſiaſtique doit une obéiſſance canonique à ſon Evêque qui lui a conféré les ordres, & à celui dans le Diocèſe duquel il exerce ſes fonctions, ou poſſede un bénéfice, de même auſſi à l'Archevêque. S'il donne la mort à l'un des deux, il ſe rend coupable du crime de petite trahiſon, & il eſt puni comme aſſaſſin: excepté que ſon exécution ſe fera, comme elle ſe faiſoit avant le Statut de Guillaume III.

Celui qui eſt convaincu du crime de petite trahiſon, doit être traîné à la potence ſur une claie, & être pendu à cette potence: ſi c'eſt une femme, on la traîne de même juſqu'au lieu où elle doit être brûlée. Nous avons pris l'idée de ce dernier ſupplice, des Druides, qui faiſoient brûler la femme coupable de la mort de ſon mari; & c'eſt aujourd'hui le ſeul qu'on faſſe ſubir à toutes les perſon-

du ſexe, coupables & convaincues de trahiſon, de quelque nature qu'elle puiſſe être. Il eſt encore bon d'obſerver que, depuis le Statut 12, chap. 7, de Henri VII, toute perſonne coupable des crimes qui ſont qualifiés de trahiſon, eſt privée du bénéfice du Clergé.

CHAPITRE

CHAPITRE XV.

Des Offenſes contre la Perſonne des Individus.

APRÈS avoir examiné, dans le précédent Chapitre, les offenſes principales & publiques qui pouvoient ſe commettre contre les perſonnes privées, & principalement le crime d'homicide; tout ce qui peut être fait contre la sûreté de la perſonne, ayant vie, ſera l'objet du préſent Chapitre.

Pluſieurs des attentats commis contre cette sûreté, ſont félonies, & par leur nature, crimes capitaux; les autres ne doivent être conſidérés que comme petite félonie, & puniſſables avec bien moins de ſévérité que ceux qui ſont placés dans la claſſe de la grande. De ce nombre eſt le crime que nous appellons *mayhem*, c'eſt-à-dire, la mutilation, ou la bleſſure par laquelle un homme perd l'uſage d'un membre qui pourroit lui ſervir dans un combat.

Dans le précédent Volume de ces Commentaires, nous avons conſidéré la mutilation, relativement au civil; dans celui-ci, nous l'enviſagerons relativement au criminel, comme contraire à la tranquillité publique; puiſqu'en privant le Roi de l'aide & aſſiſtance

qu'il eſt en droit d'attendre & de demander à ſes ſujets, elle ôte en même temps à celui qu'elle mutile ou bleſſe, l'uſage de ſes membres, & le rend incapable, non-ſeulement de combattre pour l'Etat, mais encore de ſe défendre lui-même contre ceux qui pourroient l'offenſer. Ainſi, couper la main, ou ſeulement un doigt de la main d'un autre, ou quelqu'autre membre dont il peut ſe ſervir pour ſa défenſe ; ou ſeulement même encore, lui en ôter l'uſage, par une bleſſure qui le rend plus foible; c'eſt ſe rendre coupable du crime de mutilation (*mayhem*). Car dans les animaux même, ainſi que dans l'homme, la privation d'un de leurs membres, leur ôte non-ſeulement la puiſſance, mais même la volonté de ſe défendre, puiſque c'eſt affoiblir leur courage. Mais, ſuivant la Loi commune, couper le nez, arracher l'oreille ou crever l'œil, n'eſt pas réputé mutilation : parce que c'eſt défigurer & non pas affoiblir, ni mettre hors d'état de ſe défendre, celui qui ſouffre ces actes de violence.

Notre ancienne Loi condamnoit celui qui privoit ſon ſemblable d'un de ſes membres, à perdre le même membre : *membrum pro membro*. Ce qui s'obſerve encore en Suede, & n'eſt preſque plus d'uſage parmi nous ; parce qu'on a jugé que la peine du talion étoit une

punition ſouvent au-deſſous du crime qu'elle devoit expier. Pendant long-temps, la Loi commune borna le châtiment de celui qui mutiloit ſon ſemblable, à une amende & à l'empriſonnement, & la caſtration ſeule étoit appellée mutilation. Nos anciens auteurs plaçoient pourtant au nombre des félonies, cette ſorte de mutilation : & *ſequitur aliquando pœna capitalis, aliquando perpetuum exilium, cum omnium bonorum ademptione.* Et cela, quand même le coupable donneroit pour excuſe, qu'il y a été provoqué par la plus grande inſulte. Sir Edouard Coke a tranſcrit un regiſtre, du temps de Henri III, par lequel il paroît qu'un Gentilhomme du Comté de Sommerſet & ſa femme avoient été pris & mis en priſon, étant accuſés d'en avoir agi ainſi avec Frere Jean, moine, qui avoit été ſurpris en flagrant délit avec la femme.

Les Statuts qu'on a fait depuis, ont déterminé d'une maniere préciſe, le crime de la mutilation. Le 5, chap. 8, d'Henri IV, pour réprimer l'uſage où les voleurs étoient de crever les yeux, & d'arracher la langue à ceux qu'ils attaquoient, bleſſoient & voloient, dans l'intention d'empêcher qu'ils ne les reconnuſſent, & ne dépoſaſſent contre eux ; déclara cette action atroce, & une félonie, ſurtout lorſqu'elle étoit faite de deſſein prémédité ;

c'eſt-à-dire, ſuivant Sir Edouard Coke, volontairement, quoique ſubitement, & ſans avoir précédemment été concertée. Le Statut 37, chap. 6, dit, que ſi un homme coupe, par méchanceté, une oreille à un autre homme qui ſoit ſujet du Roi; le coupable payera de triples dommages à la partie plaignante, conformément aux diſpoſitions de la Loi commune, pour la ſatisfaction civile; & de plus, une amende de 10 liv. ſterl. au Roi, pour la criminelle. Le Statut 22 & 23, chap. 1, de Charles II, appellé l'acte de Conventry, eſt encore plus rigoureux. On le nomma l'acte de Conventry, à l'occaſion de Sir Jean de Conventry, à qui on avoit coupé le nez dans une des rues de Londres, pour le punir de ce qu'il avoit tenu, dans le Parlement, des diſcours qui n'avoient pas plû. Ce Statut veut, que ſi une perſonne, de deſſein prémédité, coupe la langue, creve un œil, fend le nez ou le coupe, ainſi qu'une lévre ou toute autre partie du corps à une autre perſonne, avec intention de la mutiler ou de la défigurer, le coupable ſoit déclaré félon & puni comme tel, ſans pouvoir réclamer le bénéfice du Clergé.

On doit placer parmi les crimes de mutilation, l'action d'un homme qui jette volontairement & méchamment à la tête d'un autre une choſe qui peut le bleſſer, le tuer ou le

mutiler. Cette offenſe rend celui qui la commet coupable de félonie, ſans pouvoir réclamer le bénéfice du Clergé; & cela quand même ſon action n'auroit aucune ſuite fâcheuſe. Conformément au Statut 9, chap. 22, de George I. Le nommé Arnold, pour avoir bleſſé de cette maniere, le Lord Onslow, fut traduit en juſtice & condamné à la mort. Mais ſur ce qu'il fut prouvé que cet Arnold n'étoit point toujours dans ſon bon ſens, on l'enferma dans l'hopital des foux, où il mourut 30 ans après.

II. La ſeconde offenſe qui affecte plus immédiatement la ſûreté perſonnelle des individus, ne concerne que les perſonnes du ſexe, ſujettes de Sa Majeſté. Elle conſiſte à employer la force pour épouſer malgré elle, une femme ou une fille, dans la vue de s'approprier ſon bien. Ce crime, par le Statut 39, chap. 9, d'Eliſabeth, eſt déclaré félonie, & ſans que le coupable puiſſe réclamer le bénéfice du Clergé, qui ne ſeroit accordé qu'à ſes complices.

Suivant ce même Statut, 1°. L'accuſation doit porter, que l'accuſé n'a agi que par un motif d'intérêt, 2°. Et pour que cela paroiſſe évident, il eſt eſſentiel que la femme poſſede des biens mobiliers ou immobiliers, ou qu'elle ſoit l'héritiere apparente de quelqu'un qui

en poſſede. 3^8^. Que ce ſoit contre ſa volonté qu'elle ait été enlevée ; & qu'il ſoit conſtant qu'elle ait été mariée, ou violée. Mais quand méme la femme, gagnée par les careſſes & les flatteries de l'homme, auroit conſenti à l'épouſer ou à s'abandonner à lui ; cet homme, ſuivant le Statut, n'en ſeroit pas moins coupable de félonie, ſi l'enlevement forcé a précédé le mariage ou la jouiſſance. Si la femme, de ſon propre mouvement, ſuit un homme, qu'elle veuille enſuite quitter, & que cet homme uſe de violence pour l'en empêcher ; elle eſt, alors, réputée avoir été enlevée de force, & comme ſi elle n'eut jamais donné ſon conſentement. 5. Une femme enlevée, & marié enſuite contre ſon gré, peut porter témoignage contre ſon mari, malgré les diſpoſitions ordinaires de la Loi ; qui, dans ce cas, regarde le coupable comme étant ſon mari, *de facto*, mais non pas *de jure*, parce que le mariage a été contracté contre la volonté de la femme. Sir Matthieu Halle, ſemble douter que le témoignage de la femme puiſſe être admis, lorſque ſon conſentement au mariage l'a rendu valide. Mais un grand nombre de Juriſconſultes penſent que, dans ce cas, la femme peut rendre témoignage contre ſon mari : eſtimant qu'il ſeroit abſurde que le raviſſeur tirât avantage de ſon propre crime ; & d'autant moins, que le mariage qu'il a con-

tracté, n'en eſt que la ſuite & n'en étoit que le principal but. Que d'ailleurs, enfin, ce même mariage, & contre lequel on récla-me, mettroit le témoin le plus eſſentiel dans l'impoſſibilité d'agir contre le coupable.

Une offenſe d'un degré inférieur, eſt l'enlevement d'une femme, ſans acte de force ni de violence. Les Statuts 4 & 5, de Guillaume & Marie, chap. 8, établiſſent, que ſi un homme, ayant quatorze ans accomplis, enleve de chez pere, mere ou tuteurs, une fille légitime ou bâtarde, qui ait l'âge de ſeize ans, il ſoit empriſonné pour deux ans, & paye une amende à la diſcrétion des Juges. Que ſi le raviſſeur, ou jouit de cette fille, ou l'épouſe ſans le conſentement de ſes parens ou tuteurs, la durée de ſa priſon ſera de cinq ans, ſon amende à la diſcrétion des Juges, & que le bien de la fille ſera confiſqué au profit de ſon plus prochain parent, lequel en jouira pendant toute la vie du mari. La Loi, par cette diſpoſition, a voulu punir le ſéducteur: attendu qu'elle a préſumé que ſon but, en contractant ce mariage illicite, pouvoit être principalement d'acquérir la jouiſſance du bien de la femme. Mais cette derniere partie de l'acte a été rendue inutile, par le Statut 26, chap. 33, de George II, qui annulle ces ſortes de mariages.

III. Une offenſe envers les femmes ſujettes de Sa Majeſté, c'eſt le crime de rapt, *raptus mulierum.* Ce crime eſt beaucoup plus grave que celui du mariage ; & ſous le nom de rapt, eſt auſſi compris le viol. La Loi Juive condamnoit à la mort celui qui le commettoit : *Si un homme trouve dans un champ une fille, & que, lui faiſant quelque violence, il la déshonore, il ſera ſeul, puni de mort.* Deut. chap. 22, ℣. 25. *Si un homme trouve,* dit encore la même Loi, *une fille vierge, qui n'a point été fiancée, & qui lui faſſe violence & la déshonore ; les Juges ayant pris connoiſſance de cette affaire, condammeront le coupable à donner au pere de la fille 50 ſicles d'argent, & il la prendra pour ſa femme, parce qu'il en a abuſé, & de ſa vie il ne pourra la répudier.* Deut. chap. 22, ℣. 28 & 29.

La Loi civile condamne à la mort celui qui, contre le gré de ſes parens, épouſe, de force, ou par ſéduction, une fille, l'enleve ou la viole. Elle ordonne auſſi que les biens du coupable ſoient confiſqués, & pour ſubir ce châtiment, il ſuffit de l'enlevement ; il n'eſt pas même néceſſaire qu'il ſoit accompagné du viol. La même Loi ne regarde même pas le conſentement de la fille, dans le cas d'un mariage fait contre le conſentement des parens, comme capable d'excuſer le coupable :

ſive volentibus, ſive nolentibus mulieribus, tale facinus fuerit perpetratum. La Loi Romaine n'eſt ſi rigoureuſe envers ceux qui commettent quelques offenſes, de quelque nature que ce ſoit envers les femmes, que parce qu'elle ſuppoſe que la fragilité du ſexe n'eſt que la ſuite de la ſéduction employée par les hommes; & qu'elle a cru qu'en traitant avec ſévérité toute eſpece de ſéduction, & même les ſollicitations faites par les hommes, pour porter les femmes à ſatisfaire leurs deſirs, c'étoit vraiment venir au ſecours de l'honneur du ſexe. *Si enim*, dit-elle, *ipſi raptores metu, vel atrocitate pœnæ, ab hujuſmodi facinore ſe temperaverunt, nulli mulieri, ſive volenti, ſive nolenti peccandi locus relinquetur; quia hoc ipſum* velle *mulierum, ab inſidiis nequiſſimi hominis, qui meditatur rapinam, inducitur. Niſi etenim eam ſollicitaverit, niſi odioſis artibus circumvenerit, non faciet eam velle in tantum dedecus ſeſe prodere.* Notre Loi Angloiſe, qui n'a pas eu de ſi ſublimes idées des femmes, n'a pas cru qu'il fût juſte de charger de toute l'iniquité de la faute, une ſeule des parties qui s'en rendoit coupable. C'eſt pourquoi elle ne punit dans le rapt, que le rapt même, & non les moyens de ſéduction employés pour le commettre. De maniere, que ſa rigueur ceſſe envers celui qui

le commet, ſi la femme y a donné ſon conſentement.

Par les Loix Saxonnes, le crime de rapt étoit puni de mort; & ſur-tout par celles d'Aitelſtan, ainſi que par les Loix anciennes des Goths. Sous Guillaume le Conquérant, la peine du rapt fut adoucie; le raviſſeur ne fut plus condamné qu'à la caſtration, ou à la perte de ſes yeux. Ce qui ſubſiſtoit encore du temps que Bracton écrivoit; c'eſt-à-dire, ſous le regne de Henri III. Mais alors, pour prévenir les fraudes, il fut ordonné que, pour que l'accuſation en crime de rapt pût avoir ſon effet, il falloit qu'elle fût faite immédiatement après qu'il auroit été commis; *dum recens fuerit maleficium*, à la ville la plus prochaine où il auroit été commis, & que cette action de violence fût venue à la connoiſſance de pluſieurs perſonnes dignes de foi. La Loi veut même que le Chef du canton en ſoit inſtruit, ainſi que le Coroner & le Schériff. Celles d'Ecoſſe & d'Arragon, exigeoient que la plainte, pour être valable, fût faite dans les vingt-quatre heures. Le Statut 1, chap. 13, de Weſtminſter, étendit ce délai juſqu'à quarante jours. Et maintenant, la plainte peut être portée en tout temps: *nullum tempus occurrit Regi*, dit la Loi. Sur cette plainte, dans quelque temps

qu'elle ſoit faite, le Juré doit être raſſemblé pour juger de ſa validité. La Loi avoit ſtatué, anciennement, que la femme plaignante, qui avoit été enlevée, pouvoit, avec l'agrément du Juge & de ſes parens, empêcher l'exécution de la ſentence portée contre le raviſſeur, en conſentant à le recevoir pour ſon mari.

Dans la premiere année du regne d'Edouard I, on fit des changemens conſidérables ſur ce qui concernoit le rapt. Le Statut 1, chap. 13, de Weſt. ordonna qu'il ſeroit, à l'avenir, regardé comme une ſimple offenſe, au cas que la femme ne portât pas ſa plainte dans les quarante jours qui ſuivroient ſon enlevement; & que, dans ce cas, la punition du coupable ſeroit bornée à deux années de priſon, ainſi qu'à une amende au profit du Roi & à ſa volonté. Mais dès qu'on s'apperçut des ſuites fâcheuſes que pouvoit avoir cette indulgence, on replaça, dix ans après, (la treizieme année du même regne) le rapt au rang des félonies, & le coupable fut déclaré ne pouvoir réclamer le bénéfice du Clergé. On établit auſſi le même traitement pour celui qui abuſeroit d'une fille qui n'auroit pas dix ans accomplis, quand même elle & ſes parens y auroient donné leur conſentement: la Loi n'enviſageant, en ce cas, que l'inca-

pacité de la fille. Sir Matthieu Halle penſoit que cette action, commiſe avec un enfant au-deſſous de l'âge de douze ans, du conſentement même de l'enfant, étoit un crime tout-à-fait ſemblable à celui de rapt, & devoit être puni de même. Ce ſentiment eſt même conforme à la doctrine de la Loi commune; mais, ſous la Reine Eliſabeth, l'âge de la fille fut fixé à dix ans.

Suivant la Loi, un homme au-deſſous de quatorze ans, eſt incapable de commettre un rapt, &, s'il le commet, ſon action ne doit être conſidérée que comme une ſimple offenſe. Pour les autres actions criminelles, *malitia ſupplet ætatem*, ainſi que nous l'avons déja dit; mais quant au crime de rapt, attendu que la Loi ſuppoſe qu'il ne peut être commis ſans l'uſage néceſſaire d'une force corporelle acquiſe; elle n'a pu admettre l'axiome de, *malitia ſupplet ætatem.*

La Loi civile ne ſuppoſe pas que le rapt d'une femme publique ſoit une action qui mérite d'être conſidérée comme celui d'une autre femme: attendu qu'une femme publique, n'ayant aucune eſpece de pudeur, on ne peut, en aucun cas, lui faire injure. Mais la Loi Angloiſe ne traite pas avec tant de rigueur & de mépris ces infortunées créatures; parce qu'elle ne les ſuppoſe pas incapables de réfor-

mer leurs mœurs : de maniere qu'elle déclare félon celui qui enlevera de force une femme de cette eſpece, à laquelle on ne doit pas ôter tous les moyens de pouvoir changer de vie. *Licet meretrix*, dit Bracton, *fuerit antè, certè tunc temporis non fuit cum reclamando nequitiæ ejus conſentire noluit.*

Quant aux faits importans requis pour être donnés en preuve dans une accuſation de rapt, ils ſont tels que bien qu'il ſoit néceſſaire de les connoître, & de les établir pour convaincre le coupable, & juſtifier l'innocent, & qu'on puiſſe les trouver dans les traités criminels, où ces ſortes de matieres ſont traitées en détail ; on ne peut, néanmoins, les diſcuter en public, ſi ce n'eſt dans une Cour de juſtice. Ainſi, je me contenterai d'ajouter, à cet égard, quelques remarques de Sir Matthieu Halle.

Dans un procès intenté pour crime de rapt, la partie offenſée peut être admiſe au ſerment ; elle eſt même conſidérée par la Loi, comme témoin. Mais le degré de crédibilité que peut avoir ſon témoignage, doit être déterminé par le Juré, d'après les circonſtances qui ont rapport à ce même témoignage. Les témoins produits, doivent jouir d'une bonne réputation. Si l'offenſeur eſt en fuite, cette circonſtance ajoute à l'évidence de ſon cri-

me. Mais ſi la fille eſt mal famée, & de maniere à n'être avouée de perſonne; ſi elle avoit fait myſtere pendant quelque temps de l'injure qu'elle auroit reçue, ſans que rien l'eût empêchée de porter plutôt ſa plainte; ſi, lorſque le rapt a été commis, la perſonne enlevée, (ayant pu le faire) n'a point tâché, par ſes cris, de ſe procurer du ſecours; toutes ces circonſtances réunies, ſont de fortes préſomptions contre ſon témoignage, qu'elles rendent tout au moins ſuſpect.

Si le rapt a été commis contre une petite fille au-deſſous de 12 ans, elle peut être produite en juſtice comme témoin. Mais la Loi, exige, pour cet effet, qu'elle ſoit en état de connoître quelle eſt la nature & l'obligation du ſerment. Sir Matthieu Halle penſe que, dans le cas contraire, elle doit toujours paroître devant le tribunal pour y être interrogée, mais non pas comme partie capable de ſervir, par ſon témoignage, à la conviction de l'accuſé. Ce ſentiment eſt fondé, 1°. Sur ce que l'offenſe ayant été ſecrette, il n'eſt pas poſſible d'avoir d'autre preuve, qu'elle a été faite; mais que pour que cette preuve ſoit ſuffiſante pour conſtater le fait, il faut qu'elle ſoit accompagnée de circonſtances, & d'autres preuves plus légales qui, corroborant le témoignage de l'enfant, lui donnent la force

& la conſiſtance néceſſaire. 2°. Sur ce que la Loi admet ce que la jeune fille en a déclaré à ſa mere, & aux autres relations civiles, qui peuvent donner quelqu'évidence de l'action commiſe contre elle; & cela eſt d'autant plus néceſſaire, qu'il eſt plus naturel d'ajouter foi au récit du fait partant de la bouche de la jeune fille même, que de toute autre perſonne à qui elle pourroit l'avoir raconté. Auſſi eſt-il d'uſage, à préſent, dans nos tribunaux, de faire comparoître les enfans, quelqu'âge qu'ils ayent; pourvu qu'ils ſoient en état de connoître quelle eſt la véritable valeur d'un ſerment, ſes conſéquences & ſes effets. D'ailleurs, l'expérience prouve que ce ſont les dépoſitions des enfans qui ſont les plus claires, les plus préciſes, & qu'elles ſe trouvent preſque toujours conformes à la vérité. D'où il doit s'enſuivre, que quand même l'enfant ne ſeroit pas pourvû d'un diſcernement ſuffiſant pour être admis au ſerment, on doit toujours l'entendre: parce que ce qu'il dit peut ſervir à donner un plus grand poids aux dépoſitions des témoins, & plus d'effet aux circonſtances relatives au fait. Ajoutons à ceci, qu'il ſert à découvrir quels peuvent avoir été les témoins de ce fait, quels ſont ceux qui doivent être ouis, quels doivent être rejettés: ce qui eſt d'une grande importance dans les procès

examinés par les Jurés, pour qu'ils ſachent quel degré de croyance ils doivent accorder aux témoins.

Il eſt vrai, dit Sir Matthieu Halle, que le rapt eſt un crime déteſtable; & que l'on doit, par conſéquent, condamner à mort le raviſſeur, ſans partialité & ſans indulgence. Mais il faut pourtant ſe rappeller que c'eſt une accuſation auſſi aiſée à faire, que difficile à prouver, & plus difficile encore à la partie accuſée de s'en défendre, quoiqu'elle puiſſe en être innocente. Il rapporte enſuite deux exemples fort extraordinaires, qui ont ſervi de fondement à ſes remarques, & ſur leſquels il conclut ainſi : je ne fais mention de ces exemples, qu'afin de prémunir les Juges dans les Examens de ces ſortes de crimes, où il eſt ſi aiſé de ſe laiſſer prévenir, s'ils ne ſe tiennent ſur leurs gardes. Car, l'averſion naturelle qu'il inſpire, excite ſouvent, dans l'ame des Juges, ainſi que dans celle des Jurés, une ſi grande indignation, qu'en accordant trop aux dépoſitions des témoins ſouvent faux & gagnés, ils ſe rendent coupables de la perte de la perſonne accuſée.

IV. Si, plus le crime eſt atroce, plus on doit donner d'attention à l'inſtruction du procès de celui qui en eſt accuſé, combien ne doit pas être grande celle des Juges, & des

Jurés lorſqu'on pourſuit devant eux celui qui eſt le plus contre le vœu, ainſi que contre les Loix de la nature, dont le nom ſeul ne peut qu'inſpirer l'horreur à toute ame honnête, & qui, par conſéquent, doit être auſſi clairement prouvé, que rigoureuſement puni, quelque puiſſe être le coupable. Mais ſans m'appeſantir ſur les détails qui concernent ce crime, & en me conformant à la délicateſſe de notre langue; je le qualifierai ſeulement comme elle : *peccatum illud horribile, inter Chriſtianos non nominandum*, & en ajoutant ce que dit l'édit de Conſtantin & de Conſtance : *ubi ſcelus eſt id quod non proficit ſcire, jubemus inſurgere leges, armari jura gladio ultore, ut exquiſitis pœnis ſubdantur infames qui ſunt vel qui futuri ſunt rei*; je me contenterai de parler de la punition qui doit être infligée au coupable.

Notre Loi ancienne, voulant l'aſſimiler à celle qu'avoient ſubi les habitans de Sodôme & de Gomore, le condamnoit également au feu. Sa punition aujourd'hui eſt la même que celle des autres actes de félonie capitale, c'eſt-à-dire, la corde. Ce qui n'a pourtant lieu que depuis la deſtruction du Papiſme, qui n'infligeoit pour ce crime, que la correction ſpirituelle. Mais le Stat. 25, ch. 6, de Henri VIII, ordonna que le coupable ſeroit condamné à

la mort, ſans pouvoir réclamer le bénéfice du Clergé ; & le Statut 5, chap. 17, d'Eliſabeth, ſoumet à la même peine & celui qui fait l'acte & celui qui le ſouffre, ſi tant eſt que l'un & l'autre ſoient parvenus à l'âge de diſcrétion : *agentes & conſentientes, pari pœnâ plectantur.*

Telles ſont les offenſes capitales contre la sûreté perſonnelle des ſujets du Roi. Les offenſes inférieures, dont il nous reſte à parler, ſont bien moins graves : comme, par exemple, celle que d'attaquer quelqu'un, de le battre, de le bleſſer, de l'empriſonner injuſtement, ou de l'enlever forcement de chez lui.

V. VI. VII. Quant aux trois premieres de ces offenſes, je n'ajouterai rien ici à ce que j'en ai dit précédemment, lorſque j'ai traité des torts privés, ou des injures civiles. Mais ces mêmes offenſes conſidérées, relativement au public : c'eſt-à-dire, la violation de la paix publique, l'inſulte faite au Gouvernement, les dommages cauſés aux ſujets du Roi, doivent être punis. Auſſi ceux, qui s'en rendent coupables ſont-ils condamnés à l'amende, à la priſon, à d'autres peines corporelles, & même flétriſſantes, quand ces offenſes ſont accompagnées de circonſtances qui les rendent atroces. Comme, lorſque l'on commande à quelqu'un d'en attaquer un autre, &

la, dans l'intention de faire périr un enne-
i, ou de faire commettre quelques-uns des au-
res crimes, dont nous avons parlé plus haut.
ans ces fortes de cas, l'intention a droit de
xer l'attention du Juré & des Juges, bien
lus que le fait même qui a occasionné le cri-
ie. Les coupables convaincus sont punis par
'amende, l'emprisonnement, & quelquefois
ar le pilori.

Frapper un homme qui est dans les Or-
res sacrés, est une offense plus grave, & qui
oit être punie plus sévérement, que si c'é-
oit un séculier : par la raison, qu'on doit du
espect au caractere du Prêtre. Le Statut ap-
ellé *articuli cleri*, de la neuvieme année du
gne d'Edouard II, chap. 3, dit, que si une
ersonne porte la main sur un Prêtre, dans
intention de le maltraiter, elle sera con-
amnée à payer la même amende que celui
ui trouble la paix publique : attendu que la
oi considere le Ministre du Seigneur, comme
être intermédiaire entre Dieu & les Créa-
res. Le coupable, dans ce cas, peut être
ursuivi non-seulement dans les Cours de
stice séculiere, mais encore dans celle de
vêque ; où il est puni par l'excommunica-
on, ou par quelqu'autre punition corporelle ;
moins que le coupable ne rachete la peine
r l'argent qu'il donne à l'Evêque, ou à la

partie offenſée. Mais comme, en demandant une réparation civile dans une Cour de juſtice ſpirituelle, c'eſt ſe mettre dans le cas de pouvoir être pourſuivi comme réfractaire au *præmunire* qui le défend; l'argent que l'offenſeur paye à ſa partie eſt conſidéré, dans la Cour ſpirituelle, comme une commutation de peine: attendu que la pauvreté, ſuivant les moraliſtes, eſt le plus sûr médicament, *pro ſalutæ animæ.*

VIII. Les deux autres eſpeces d'offenſes, contre la perſonne des ſujets du Roi, ſont celles qui concernent leur liberté. La premiere de ces offenſes, eſt l'action d'empriſonner quelqu'un ſans en avoir le droit; ſur quoi, je renvoye mes lecteurs à ce que j'ai déja dit ſur cet objet dans le Volume précédent, en parlant de cet acte de violence conſidéré comme injure civile. Reſte maintenant à parler de la ſatisfaction qui eſt due au public par l'infracteur de la paix publique; de celle qui eſt due à l'Etat pour le tort qu'il a pu ſouffrir de la détention d'un de ſes membres qui, étant privé de ſa liberté, n'a pas pu lui être utile; enfin de la ſatisfaction que le coupable doit pour avoir troublé l'ordre, & la tranquillité de la ſociété. Nous avons dit, précédemment, que l'offenſe la plus grave de cette eſpece, étoit d'obliger un ſujet du

Roi à ſortir du Royaume, & à paſſer les mers : parce que cette violence prive l'offenſé de l'aſſiſtance & de la protection des Loix qu'il auroit pu réclamer, pour recouvrer ſa liberté. Cet acte de violence eſt puni par les peines de *præmunire* ; & celui qui le commet eſt déclaré incapable de poſſéder aucun office, ſans eſpérance de pardon. La même offenſe peut être pourſuivie en juſtice, comme les attaques & les coups donnés ; & le coupable eſt puni par l'amende & par la priſon. D'ailleurs, il n'eſt pas douteux que toutes les eſpeces d'offenſes qui intéreſſent le public, qui y jettent du trouble & y occaſionnent du déſordre, que toute eſpece d'actes de violence enfin, ou d'actions mauvaiſes en elles-mêmes, ne puiſſent être pourſuivies en juſtice par le Roi.

IX. La derniere offenſe dont il nous reſte à parler, c'eſt l'enlevement forcé d'un homme, d'une femme ou d'un enfant, pour les aller vendre dans un pays étranger. La Loi des Juifs condamnoit à mort celui qui commettoit cette violence ; & la Loi civile, qui qualifie cet enlevement de *plagium*, & ceux qui le commettent de *plagiarii*, condamne auſſi les coupables à mort. Car ce crime eſt d'autant plus horrible, qu'en privant le Roi d'un ſujet, il bannit ce même ſujet de ſa patrie : ce

qui eſt, tout à la fois, auſſi cruel qu'injuſte. Auſſi la Loi Angloiſe punit-elle cette offenſe par l'amende, l'empriſonnement & le pilori.

Le Statut 11 & celui 12, chap. 7, de Guillaume III, (faits principalement contre les pirates) ordonne, que ſi des Capitaines de vaiſſeaux ſouffrent ſur leurs bords quelques perſonnes ainſi enlevées de force, ſans leur laiſſer la liberté de retourner à terre, au cas qu'elles le deſirent, ils ſubiront trois mois de priſon.

CHAPITRE XVII.

Des Crimes contre les Habitations des Individus.

LEs crimes qui ſe commettent contre les habitations des citoyens, ſont de deux eſpeces : celui d'y mettre le feu ; & celui d'enfoncer les portes pour y voler.

1°. On appelle, en Anglois, *Arſon*, (*) *de ardendo*, celui qui, de propos délibéré & malicieuſement, met le feu à une maiſon ou à ſes dépendances. C'eſt un crime atroce, & d'une plus dangereuſe conſéquence pour la ſociété publique, que le vol même : puiſqu'il attaque le droit ſacré de l'habitation, que la Loi de nature donne à tous les hommes, & qu'ils tiennent également des Loix comme membres de la ſociété civile. Ce crime qui eſt accompagné de tumulte & de déſordre, produit le trouble & la confuſion, repand la terreur & la crainte, & fait par conſéquent beaucoup plus de mal à la ſociété que le vol ; puiſque l'effet volé n'en prive que celui auquel il appartenoit, mais que cet effet reſte toujours dans la maſſe générale ; au lieu que

(*) Ce mot peut ſe rendre en François, par celui d'incendiaire.

ce que le feu consume, en est ôté pour toujours. Si l'on considere attentivement l'action de l'*Arson* ou incendiaire, on la trouvera même plus atroce que celle du meurtrier : car celui-ci ne donne la mort qu'à celui dont il a résolu la perte ; au lieu que celui-là occasionne souvent celle de plusieurs personnes, qui même lui sont tout-à-fait inconnues, & auxquelles il n'avoit ni ne pouvoit avoir dessein de nuire, C'est même à cause des effets funeste qu'occasionne ordinairement l'incendie par rapport à la société, que la Loi Romaine distinguoit l'incendie d'une maison isolée & tout-à-fait séparée des autres maisons, de celle d'une maison contigue & attenante à plusieurs autres. Elle condamnoit à la mort l'incendiaire de l'une ; mais étoit moins sévere à l'égard de l'autre. Cependant la Loi Angloise apporte encore plus de soin à distinguer les circonstances qui accompagnent l'incendie. Ainsi j'examinerai 1°. Le crime de l'incendiaire, relativement à l'espece de maison qu'il brûle. 2°. Relativement aux maisons qui lui sont contigues, 3°. Quelle est la punition infligée au coupable, dans ces différens cas.

1°, On est *Arson* ou incendiaire, si l'on met le feu à une maison, ou à quelques bâtimens qui en dépendent, quand même ces bâtimens ne seroient pas contigus à une mai-

ſon, & qu'ils en ſeroient tout-à-fait ſéparés : comme, par exemple, à une grange conſtruite au milieu d'un champ, & qui ſeroit remplie de foin & de grains appartenant au maître d'une maiſon, ſoit voiſine ſoit éloignée. Anciennement, il en étoit de même d'une meule de bled établie au milieu d'un champ. Nos livres de droit ſont remplis de ces différentes diſtinctions, par rapport au crime de l'incendiaire ; mais tous les doutes qui en pouvoient naître ne ſubſiſtent plus aujourd'hui, que nombre de Statuts, dont nous parlerons dans le Chapitre ſuivant, ont été donnés pour cet effet, & qui déterminent que quelques circonſtances qui puiſſent accompagner le crime de l'incendiaire, il doit toujours être puni de la même maniere, toutes les fois qu'il agit par malice, de propos délibéré, & ſur-tout, nuitamment. Auſſi, un homme qui brûle ſa propre maiſon, en doit-il être aujourd'hui puni comme *Arſon*, s'il eſt prouvé qu'il l'ait fait malicieuſement, pour brûler celle de ſon voiſin. Mais ſi la maiſon eſt conſumée ſans porter aucun préjudice aux maiſons voiſines, alors ſon action ne va pas juſqu'à la félonie, quand même il n'y auroit aucun doute ſur la mauvaiſe intention qu'il auroit eue en mettant le feu à ſa maiſon. Et cela, parce que ſuivant la Loi commune, l'in-

tention ne peut être prise pour le crime, ni le coupable être puni en conséquence. C'est en quoi cette Loi differe de plusieurs de nos Statuts, qui ont ordonné la punition de l'intention, comme l'eût été le crime même. Mais celui qui met le feu à sa maison est condamné à une amende, à l'emprisonnement, même au pilori, suivant les circonstances, & toujours à donner caution de sa conduite pour l'avenir. Si celui qui a vendu sa maison, à vie, ou l'a louée par bail, y met le feu; il est condamné au tribunal de la Loi comme incendiaire: attendu qu'il n'en est pas regardé comme possesseur actuel.

2°. Avoir formé le projet de brûler une maison, agir même en conséquence pour y parvenir, n'est pas un crime qu'on puisse exprimer par les mots *incendit & combussit*, desquels on se servoit autrefois dans les accusations portées contre les *Arsons* ou incendiaires. C'est seulement une faute, une mauvaise action. Mais c'est un crime atroce, que de mettre volontairement & de dessein prémédité, le le feu à la maison d'un autre ou à quelques-unes de ses dépendances, quand même l'incendie seroit arrêté dans son principe, & qu'il n'en résulteroit aucun dommage. Mais si un homme, quand même il n'auroit pas le droit de porter des armes, tiroit un coup de fusil,

& mettoit par malheur le feu au toît de chaume d'une maiſon, il ne pourroit être attaqué en juſtice comme incendiaire. C'eſt le ſentiment de Sir Matthieu Halle : mais pluſieurs autres juriſconſultes penſent autrement. Le Statut 6, chap. 31, de la Reine Anne, condamne un domeſtique qui met le feu à la maiſon de ſon maître, par négligence, à 100 liv. ſterling d'amende, & à défaut de payement à être enfermé pendant dix-huit mois dans une maiſon de correction. La Loi Romaine dit : *eos qui negligenter ignes apud ſe habuerint, fuſtibus vel flagellis cædi.*

3°. Suivant nos anciennes Loix Saxones, les incendiaires devoient être punis de mort. Sous le regne d'Edouard I, on leur infligea la peine du Talion : uſage qui avoit été ſuivi du temps que ſubſiſtoient les Loix Gothiques. Le Statut 8, chap. 6, déclaroit l'incendiaire auſſi criminel que le coupable de haute trahiſon, lorſqu'il étoit accompagné de quelques circonſtances particulieres, dont le Statut faiſoit mention. Sous le regne d'Edouard VI. Ce crime fut remis au nombre des félonies; ce qui fut confirmé ſous le regne de Marie; & aujourd'hui qu'il eſt conſidéré de même, tous ceux qui s'en rendent coupables doivent être pendus : parce que la corde eſt la punition de toute eſpece de fé-

lonie capitale. La ſeule différence qu'il y ait, c'eſt que l'incendiaire eſt privé, ſuivant le Statut de Henri VIII, du droit de pouvoir réclamer le bénéfice du Clergé. Le Statut de Henri VIII, que je viens de citer, fut détruit par le 1, chap. 12, d'Edouard VI, & le principal agent ſeulement, fut privé du bénéfice du Clergé. Mais par les Statuts 4 & 5, de Ph. & Marie, confirmés enſuite par le Statut 4, chap. 22, de George I, les complices furent auſſi privés de ce droit.

Le *Burglar*, eſt un voleur qui enfonce une porte, pour entrer dans une maiſon. Ce crime fut toujours regardé comme très-grand, tant par l'épouvante qu'il cause, que par la violence qui le caractériſe, & par l'infraction du droit d'habitation que tous les hommes tiennent de la nature. Les Loix autoriſent à repouſſer la violence du *Burglar* par la force, & même à le tuer s'il ſe trouve le plus fort: ce qui eſt fondé ſur le droit que tous les individus tiennent de la nature, de défendre leur perſonne contre toute eſpece d'attaques; & c'eſt ce qui a été prouvé dans un des Chapitres précédens de ces Commentaires. La Loi de la ſociété, non-ſeulement reconnoit la légitimité de la défenſe perſonnelle; mais veut même que dans le cas où l'attaqué eſt plus foible que l'attaquant, ſes Miniſtres ail-

lent au ſecours du premier, le protégent & même le défendent par la force. Au reſte, les Loix Angloiſes reſpectent tellement la sûreté & l'immunité des habitans, qu'elles ne ſouffrent jamais qu'un homme puiſſe être attaqué impunément dans ſa propre maiſon. Il en étoit de même chez les Romains : *quid enim ſanctius, quid omni religione munitius, quam domus unius cujuſque civium.* En Angleterre, les Miniſtres même de la Loi ne peuvent entrer de force dans la maiſon d'un ſimple particulier, pour mettre à exécution une ſentence, en matiere civile : ils n'ont ce droit qu'à l'égard des malfaiteurs, & pour les affaires criminelles. Et cette exception eſt fondée ſur ce que l'intérêt public doit être préféré à l'intérêt particulier. C'eſt encore par une ſuite du reſpect que les Loix Angloiſes ont pour l'habitation des citoyens, qu'elles puniſſent ceux qui écoutent aux fenêtres, qui y cauſent quelques dommages, qui excitent quelque tumulte. La Loi défend encore, expreſſément, d'ameuter ou d'attrouper le peuple; à moins que ce ne ſoit pour demander du ſecours, attendu les violences commiſes contre les habitations : pourvu que ce ſoit avec circonſpection, & de maniere à ne pas occaſionner de troubles.

Celui-là eſt *Burglar*, dit Sir Edouard

Coke, qui s'introduit de nuit & par quelques actes de violence, dans une maiſon, ou qui en enfonce les portes, avec l'intention de commettre quelques crimes. D'après cette définition, on conſidere quatre choſes, 1°. Le temps où ſe fait l'action, 2°. La place où elle eſt faite, 3°. La maniere dont elle eſt faite, 4°. Quelle eſt l'intention de celui qui l'a faite.

1°. L'action doit être faite, de nuit. Si c'eſt de jour, elle n'eſt pas réputée celle d'un *Burglar*. En traitant du crime d'homicide, nous avons remarqué quelle différence la Loi mettoit entre celui qui ſe commettoit le jour & celui qui ſe commettoit la nuit; & il doit en être de même pour tous les autres crimes. Mais pour jetter ſur cet objet plus de clarté, il ſera bon de déterminer quelle eſt l'étendue que la Loi donne à ce qu'on appelle le jour. Anciennement, chez nous, ſa durée étoit fixée par le temps que le ſoleil éclairoit l'horiſon; c'eſt-à-dire, que le jour commençoit au ſoleil levant, & finiſſoit au ſoleil couchant. Mais elle eſt aujourd'hui prolongée : il eſt cenſé durer tant que dure le crépuſcule. De maniere que, pour qu'on puiſſe dire qu'il fait jour, il ſuffit qu'on puiſſe diſtinguer les traits du viſage d'un homme. Ainſi donc, celui, qui tandis qu'il fait jour, force

la porte de la maiſon d'un autre homme, n'eſt pas réputé *Burglar*; au lieu qu'il ſeroit regardé comme tel, s'il la forçoit pendant la nuit. Il faut encore obſerver, que la Loi ne prend pas pour le jour, la clarté que jette la lune. L'une des raiſons qui rend la Loi Angloiſe ſi ſévere à l'égard de ceux qui commettent le vol, avec effraction, pendant la nuit; c'eſt que les hommes ſont alors, ainſi que les animaux, plongés dans le ſommeil; qu'ils ne ſont par conſéquent point ſur leurs gardes, ni en état de ſe défendre, & que, dans ce cas, c'eſt au public à pourvoir à leur sûreté.

2°. Quant à ce qui concerne la place où ſe commet l'acte de violence; il faut, pour que celui qui s'en rend coupable, ſoit regardé par la Loi comme *Burglar*, que la maiſon où il s'introduit de nuit, ſoit habitée. C'eſt le ſentiment de Sir Edouard Coke, qui, ayant prévu qu'on pourroit regarder le vol avec effraction dans une Egliſe, comme n'étant pas une action de *Burglar*, a dit: que l'Egliſe étoit toujours habitée, parce que c'eſt la maiſon de Dieu: *domus manſionalis Dei.* Il en doit être de même de l'acte de violence que le voleur commet, lorſqu'il briſe la porte d'une ville: car la ville, dit Sir Edouard Coke,

eſt la maiſon de ſa garniſon, ainſi que de toute les corporations qu'elle renferme. Voici comme Spelman définit le crime de *Burglary*: *Nocturna diruptio alicujus habitaculi vel Eccleſiæ, etiam murorum portarumve Burgi, ad feloniam perpetrandam.* D'après quoi, il ne faut appliquer la qualification de maiſon habitée, qu'à celles des particuliers, qui ſont auſſi celles qui ſont les plus expoſées aux entrepriſes violentes des voleurs. Une grange, un magaſin iſolé ſéparés d'une maiſon, ne ſont plus cenſés des maiſons habitées, ni expreſſément régardées comme l'habitation d'un homme, & c'eſt principalement l'habitation de l'homme que la Loi protege. C'eſt même auſſi à cauſe des circonſtances qui accompagnent l'acte de violence formé contre cette habitation, que la Loi eſt ſi ſévere contre ceux qui le commettent. Le voleur, qui entre dans une maiſon non habitée, ne cauſe ni épouvante ni terreur. Mais il faut remarquer que la Loi Angloiſe regarde comme habitée la maiſon dont le proprietaire s'eſt abſenté, pour quelque temps. Si la maiſon, alors, eſt forçée par un voleur, celui-ci eſt *Burglar*. Il en eſt de même d'une grange, d'une étable, d'un magaſin dépendant d'une maiſon habitée, quand même les uns & les autres ne ſeroient pas contigus à cette maiſon.

ſon. Car cette grange, cette étable, ce magaſin, ſont ſous la protection de la maiſon où réſide un homme, ou plutôt ſont partie de cette même maiſon. Les chambres particulieres d'un college, les différens appartemens d'un hôtel garni, & ceux d'une maiſon occupée par différens locataires, ſont regardés, chacun en particulier, comme faiſant une maiſon particuliere : de façon qu'il n'eſt pas néceſſaire que le voleur ait forcé la porte principale de la maiſon, & qu'il ſuffit qu'il ait uſé de violence pour entrer dans un de ces appartemens ou chambres, pour être réputé *Burglar.* On peut en dire de même d'une maiſon où une Corporation s'aſſemble : quand elle ne ſeroit pas réellement habitée, elle eſt cenſée l'être toujours par la Corporation à laquelle elle appartient. Une boutique louée dans une maiſon, ne fait point partie de la maiſon : elle eſt regardée comme une maiſon particuliere; & ſi elle n'eſt habitée que le jour & qu'elle ſoit fermée la nuit, le voleur n'eſt pas alors regardé comme *Burglar.* Il en eſt auſſi de même pour la loge d'une foire, ou pour une tente élevée dans un marché public, quand même l'une & l'autre ſeroient habitées le jour comme la nuit : la Loi ne les mettant point au nombre des habitations

ordinaires, & que d'ailleurs elles ne ſont que médiocrement fermées.

3°. Quant à ce qui touche la maniere dont ſe commet l'acte du voleur, elle eſt expliquée par la Loi. Il faut, dit-elle, pour que ce ſoit *Burglary*, que le voleur faſſe une ouverture, & qu'il entre enſuite dans la maiſon; qu'il n'eſt pas néceſſaire qu'il s'y introduiſe auſſitôt que le trou auroit été fait, & qu'il ſuffit qu'il en faſſe uſage le lendemain, pour être regardé comme voleur avec effraction: mais qu'il faut que ce ſoit lui-même qui ait fait l'ouverture; car ſi elle eût été faite par un autre, ſon vol ne ſeroit plus regardé que comme un vol ordinaire. Il y a effraction, ſi le voleur ôte un verroux d'une porte par laquelle il veut entrer; s'il ouvre celui d'une fenêtre ou en briſe les carreaux; s'il arrache la ſerrure d'une port avec une fauſſe clef, ou s'il en enleve les gonds. Mais ſi le maître de la maiſon, ſoit par négligence ou autrement, en laiſſe la porte ouverte & que le voleur s'y introduiſe; alors il n'eſt plus voleur avec effraction. Mais ſi, étant entré dans la maiſon de cette maniere, il commet quelque violence pour ouvrir la porte d'une chambre, celle d'une armoire ou d'un tiroir fermé à clef; alors il y a effraction. Il eſt encore cenſé y avoir effraction, s'il entre par une cheminée; parce que c'eſt l'endroit de la mai-

ſon qui eſt cenſé le mieux fermé. Il eſt des ruſes qui ſont cenſées effractions : telle eſt celle d'un homme qui heurteroit à une porte & qui, quand on viendroit à l'ouvrir, uſeroit de violence pour s'introduire dans la maiſon ; celle de demander à loger dans une maiſon, & enſuite d'y commettre un acte de violence ; celle de ſe faire accompagner d'un Commiſſaire, ſous prétexte d'arrêter un malfaiteur, & enſuite de voler dans la maiſon. Dans le vrai, ces ruſes ne ſont pas des actes de violence abſolue, mais la Loi les regarde comme telles : parce qu'elle ne veut pas qu'on ſe ſerve de ſon autorité pour faire le mal. Si un domeſtique entre dans la chambre de ſon maître, ou dans tout autre endroit de la maiſon, & qu'il y vole, ou faſſe une autre mauvaiſe action, il eſt regardé comme *Burglar*. De même, ſi, de connivence avec le voleur, il lui prête la main pour s'introduire dans la maiſon, ſoit en lui en ouvrant la porte ou la fenêtre, ſoit en lui fourniſſant les outils néceſſaires pour exécuter ſon deſſein, ou ſi enſuite il le cache & facilite ſa ſortie. Cette action du domeſtique rend celle du voleur plus criminelle : parce qu'elle rend le vol d'une plus facile exécution. Préſenter un piſtolet pour intimider celui duquel on veut obtenir de l'argent, eſt encore l'action

d'un *Burglar.* Le Statut 12, chap. 7, de la Reine Anne, dit, que celui-là doit être regardé comme *Burglar*, qui entre dans la demeure d'un autre, ſoit de jour ſoit de nuit; & qui s'y cache, dans l'intention de commettre une violence, quand même il n'en commettroit pas. Avant ce Statut, les Juriſconſultes n'étoient pas d'accord entre eux ſur ce point. Bacon étoit pour l'affirmative, & Sir Matthieu Halle pour la négative; mais, depuis ce Statut, l'action du voleur eſt qualifiée de vol avec effraction.

4°. Entrer de nuit & par violence dans une maiſon, ſuppoſe un deſſein prémédité de commettre une mauvaiſe action; & ſi l'on pouvoit ſuppoſer que ce deſſein n'exiſtât point, alors l'action du voleur ſeroit regardée comme un vol ordinaire: mais il faut que l'intention ſoit prouvée; & la Loi Angloiſe exigeoit même, autrefois, qu'il y eût quelques actes qui la déſignaſſent: comme un vol, un meurtre, un rapt, &c. Mais, aujourd'hui, l'intention du voleur eſt prouvée par l'acte de violence qu'il commet, pour s'introduire dans la maiſon. Ainſi, comme nous l'avons dit, entrer de nuit avec violence dans une maiſon, eſt une action capitale de félonie. Suivant la Loi commune, le coupable pouvoit réclamer le privilege du Clergé; mais

le Statut 18, chap. 7, d'Eliſabeth, lui a ôté ce droit; & les Statuts 3 & 4, chap. 9, de Guillaume & Marie, l'en privent de même, ainſi que ſes complices. La Loi d'Athènes, qui ne condamnoit à la mort aucun voleur, infligeoit pourtant auſſi cette peine à ceux qui voloient la nuit avec effraction.

CHAPITRE XVII.

Des Offenses contre les Propriétés particulieres des Individus.

LA derniere offenſe contre les particuliers, eſt celle qui affecte le plus immédiatement leurs propriétés. Cette eſpece d'offenſe ſe diviſe en deux autres, & chacune eſt également conſidérée comme infraction de la paix. L'une eſt le larcin ; l'autre le dommage qu'on fait malicieuſement & par méchanceté. Il eſt encore une troiſieme eſpece d'offenſe, également injurieuſe au droit de la propriété : c'eſt celle du fauſſaire, laquelle n'eſt accompagnée d'aucun acte de violence. Nous conſidérerons ſéparément & ſuivant leur rang, ces trois eſpeces d'offenſe.

1. Le larcin (*latrocinium*) eſt l'action par laquelle on s'empare d'une choſe qui appartient à un autre. La Loi diſtingue deux ſortes de larcins. Elle nomme l'un, larcin ſimple, c'eſt-à-dire, qui n'eſt accompagné d'aucune action atroce ; l'autre, larcin mixte ou compoſé, à cauſe des circonſtances qui l'accompagnent, lorſqu'on vole une perſonne, ou dans une maiſon.

On qualifie le vol de grand larcin, quand

la choſe volée eſt au-deſſus de douze ſch. ſi elle eſt au-deſſous de cette valeur, c'eſt un petit larcin. Mais cette diſtinction n'eſt que relative à la punition du coupable, & non pas à l'action même : car l'une comme l'autre ſont également un larcin. Examinons d'abord quelle eſt, en général, la nature du ſimple larcin, après quoi nous examinerons quelles ſont les punitions qu'inflige la Loi au coupable, pour l'une comme pour l'autre de ces eſpeces.

Le ſimple larcin, eſt l'action de voler & d'emporter les biens perſonnels d'un autre. Ce crime eſt auſſi ancien que *le tien & le mien*, ou pour mieux dire, que l'établiſſement des ſociétés politiques. Avant ce temps, & dans l'état de pure nature, il conſiſtoit à troubler ſon ſemblable dans la poſſeſſion de la choſe dont il s'étoit emparée pour ſon uſage & dont il jouiſſoit. Depuis la formation des Communautés ſociales, & qu'il a été néceſſaire, comme nous l'avons déja démontré, d'établir des propriétés particulieres ; violer le droit de propriété, c'eſt encourir les châtimens que les Loix des ſociétés ont établis pour la conſervation de ces mêmes propriétés. Mais il eſt difficile de déterminer quelle doit être l'étendue de ces châtimens. Nous nous bornerons, quant à préſent, à examiner la nature du larcin, en nous en te-

nant à la définition que nous venons d'en donner.

1. Ce qui conſtitue le larcin, c'eſt l'action de prendre, à l'inſu & ſans le conſentement du propriétaire de la choſe priſe. Car s'emparer d'une choſe confiée par ſon propriétaire, ne doit pas être conſidérée comme un larcin. Ainſi, ſi A prête un cheval à B, & que B emmene ce cheval & ne le rende pas ; ſon action n'eſt pas un larcin. Si j'envoie des marchandiſes par un voiturier, & que ce voiturier ne les rende point à leur deſtination ; il n'eſt pas conſidéré comme coupable de larcin. Mais il le ſera, s'il ouvre les balots, ou perce même un tonneau pour en tirer la liqueur qui y eſt renfermée. Il en ſera de même, ſi le voiturier, après avoir rendu à leur deſtination les marchandiſes, les enleve & s'en empare : par la raiſon qu'il a manifeſté ce qu'on appelle, *animus furandi* ; puiſqu'il n'avoit aucune raiſon d'ouvrir ces balots, & que le dépôt avoit pris fin avec la livraiſon qu'il avoit faite des choſes qui le compoſoient & qui lui avoient été confiées ; au lieu que le défaut de livraiſon ne ſuppoſe pas toujours un deſſein de voler : attendu qu'il peut être occaſionné par pluſieurs accidens qu'on peut ſuppoſer. La Coutume ne jugeoit pas coupable de larcin le domeſtique

qui s'évadoit avec l'effet qui lui avoit été donné en garde, & elle n'enviſageoit ſon action que comme la violation d'un dépôt civil. Mais le Statut 33, de Henri VI, chap. 1, ordonne, que les domeſtiques, dont les maîtres ſeront décédés, & qui ſeront accuſés d'avoir diverti les effets de ces mêmes maîtres, ſeront pourſuivis par un *writ* expédié en Chancellerie ſur l'avis des Juges, & ſommés, par une proclamation, de comparoître en perſonne devant le Banc du Roi, pour y répondre aux accuſations portées contre eux par les exécuteurs teſtamentaires de leur maître; & s'ils manquent à y comparoître, dit le Statut, ils ſeront déclarés atteints & convaincus de félonie. Le Statut 21, de Henri VIII, chap. 7, déclare félon le domeſtique qui aura diverti des effets de ſon maître, pour la valeur de quarante ſch. mais non pas les apprentifs & les domeſtiques au-deſſous de l'âge de dix-huit ans.

Cependant, ſi ces biens n'étoient pas en la poſſeſſion du domeſtique, qu'ils ne fuſſent que confiés à ſa garde & à ſes ſoins : comme la vaiſſelle à un maître d'hôtel, un troupeau à un berger, &c. ſi le domeſtique les divertit, il commet un vol, ſuivant la Loi commune. Si une perſonne dérobe une piece de vaiſſelle dans l'auberge où elle eſt logée, c'eſt

un larcin : attendu qu'il n'en a que l'uſage ; & non la poſſeſſion. Il en eſt de même par les Statuts 3 & 4, de Guillaume & Marie, chap. 9, à l'égard de toute perſonne qui emporte des meubles d'une chambre garnie qu'elle occupe actuellement. Il eſt auſſi des circonſtances où un homme pourroit être coupable de félonie, en prenant ſon propre bien : comme s'il le prend à un engagiſte ou uſurier, ou à quelqu'autre, auquel il l'a livré ou donné en dépôt, dans l'intention de rendre le dépoſitaire reſponſable de leur valeur ; ou s'il vole ſon propre meſſager ſur un grand chemin, dans l'intention de rendre le canton reſponſable de ſa perte, conformément au Statut de Wincheſter.

2. Non-ſeulement il faut qu'il y ait action de prendre, mais encore celle d'emporter : *cepit & aſportavit* ; telle étoit l'ancienne expreſſion latine. La ſimple tranſpoſition des effets eſt une exportation ſuffiſante, quoique le voleur ne les emporte pas tout-à-fait. Comme, ſi un homme emmene le cheval d'un autre hors d'un clos, & qu'il ſoit pris ſur le fait ; ou ſi une perſonne logée dans une auberge y vole quelques effets, & qu'elle les deſcende de ſa chambre ; ces tranſportations ont été jugées ſuffiſantes pour conſtituer le larcin. Ou ſi un voleur, dans l'intention de

voler de la vaiſſelle, la tire d'un buffet, & la poſe ſur le plancher, & qu'il ſoit pris avant que d'avoir pu s'enfuir avec, c'eſt un larcin.

3. Cette action de prendre & d'emporter, doit être félonieuſe, c'eſt-à-dire, commiſe, *animo furandi*, ou ſelon l'expreſſion du droit civil : *lucri causâ*. Cette condition requiſe, outre qu'elle excuſe les perſonnes dépourvues de bon ſens & de jugement; (deſquelles il a été ſuffiſamment parlé au commencement de ce Livre) devient également favorable à de ſimples délinquans & autres petits coupables. Comme ſi un domeſtique prend le cheval de ſon maître à ſon inſu, & le ramene enſuite au logis; ſi un laboureur prend la charrue qu'un voiſin a laiſſée dans ſon champ, & qu'après s'en être ſervi, il la remette où il l'a priſe; ſi, ſous prétexte d'arrérages, quand il n'en eſt point dûs, je fais ſaiſir le bétail d'un autre, ou m'en empare : tous ces cas ne ſont que des délits, & non pas des félonies. La marque à laquelle on reconnoît que la partie a une intention criminelle, c'eſt lorſqu'elle agit clandeſtinement, ou qu'étant accuſée du fait, elle le nie. Ce n'eſt pourtant pas toujours le ſeul moyen de reconnoître l'intention du coupable : car, dans les cas qui peuvent conſtituer le larcin, la variété des circonſtances eſt ſi grande, & elles ſont ſou-

vent ſi compliquées, qu'il eſt impoſſible de détailler toutes les différentes méthodes de prouver une intention criminelle, ou *animum furandi.* C'eſt pourquoi il faut, dans ces occaſions, s'en rapporter à la diſcrétion de la Cour & des jurés.

4. Il faut que les biens pris & emportés, ſoient perſonnels. Car ſi ce ſont des biens réels, ou qui tiennent de la nature de ces biens, il ne peut y avoir de larcin, en coutume. Les terres, les tenemens & les héritages, ſoit corporels, ſoit incorporels, ne ſont point de nature à être pris & emportés. Dans les regles de la Coutume, on ne pouvoit pas non plus commettre de larcin ſur des choſes attenantes au franc-fief, comme le bled, le foin, les arbres, &c. ou le plomb de la couverture d'une maiſon. Mais en couper une partie, étoit enviſagé, & l'eſt encore aujourd'hui, en pluſieurs cas, comme un ſimple délit : ce qui dépendoit de la ſubtilité des notions légales de nos ancêtres. Ces ſortes de choſes faiſoient partie du bien réel ; & en cette qualité continuée, ils ne pouvoient devenir la matiere d'un larcin, étant abſolument fixes & inamovibles. Et qu'en ſuppoſant qu'ils fuſſent coupés par violence, de maniere à être changés en mobiliers, & que, dans le même temps, ils fuſſent, par un ſeul & même acte

emportés par la perſonne qui les auroit coupés; on ne pourroit même pas dire, qu'ils euſſent été enlevés au propriétaire, dans cette nature de biens mobiliers qu'ils ne venoient que d'acquérir : ce qui eſt eſſentiel pour conſtituer le larcin; car ils ne peuvent, comme tels, être cenſés dans la poſſeſſion actuelle, que de celui qui a commis le délit. Ainſi, à la rigueur, on ne peut donc pas dire qu'il ait pris ce qui étoit, pour lors, biens perſonnels d'un autre, puiſque ce n'eſt qu'en les prenant qu'il les a rendus tels. Mais ſi le voleur les coupe dans un temps, qui convertit les biens réels en perſonnels, & qui ſont déſormais cenſés être dans la poſſeſſion de celui ſur le champ duquel ils ont été laiſſés; que, dans un autre temps, il revienne les enlever, après avoir été ainſi convertis en biens perſonnels : alors c'eſt un larcin; & il en eſt de même, ſoit qu'ils aient été coupés par le propriétaire ou par un autre. Mais aujourd'hui le Statut 4, de George II, chap. 32, déclare félon, & condamne à être tranſporté pour ſept ans, quiconque dérobe ou détache, dans l'intention de dérober, ſoit du plomb, ſoit du fer attaché à une maiſon, ou dans une Cour, ou dans un jardin dépendant de cette maiſon. Les Statuts 43, d'Eliſabeth, chapitre 7, 15, de Charles II, chapitre 2, 23

de George II, chap. 26, & 31, de Georges II, chap. 35, pourſuivent criminellement & condamnent au fouet, à de légeres amendes, à la priſon, & à une ſatisfaction envers l'offenſé, conformément à la nature de l'offenſe, toute perſonne qui dérobe des taillis hayes, les fruits des vergers ou des jardins, &c. qui vole ou détruit, de quelque maniere que ce ſoit, les racines de garance, quand elles ſont en croiſſance. De plus, le Statut 6, de George III, chap. 36, déclare coupables de félonie, les voleurs & acheteurs d'arbres, de racines, buiſſons ou plantes, de la valeur de ſix ſchel. volés pendant la nuit; & par le Statut 6, de George III, chap. 48, tout vol d'arbres de charpente qui s'y trouvent mentionnés, de racines, de buiſſons ou de plantes, commis, ſoit de jour, ſoit de nuit, eſt puni par des peines pécuniaires pour les deux premieres fois, & pour la troiſieme eſt déclaré félonie, ſujette à la tranſportation pour ſept ans. Le vol des minéraux fait dans les mines, n'eſt pas non plus un larcin, ſur le même principe d'adhérence au franc-fief. Il faut pourtant en excepter les mines de plomb noir, où tout vol de minéral eſt déclaré félonie par le Statut 25, de George II, ch. 10, ſans privilege du Clergé. C'eſt à-peu-près ſur le même principe, que le vol de papiers

relatifs à un bien réel, n'eſt point félonie, mais un ſimple délit : parce qu'ils concernent laterre, ou (pour parler notre langage technique) parce qu'il *favourent la réalité*, que la Loi les conſidere comme en faiſant partie, & qu'ils paſſent à l'héritier avec la terre qu'ils concernent.

Les obligations, les promeſſes & les billets qui concernent des choſes purement en action, étoient auſſi regardées en Coutume comme des biens qui ne pouvoient fournir matiere au larcin, comme n'ayant aucune valeur intrinſéque, & ne comportant aucune propriété en poſſeſſion dans la perſonne à qui ils ſont dérobés. Mais le Statut 2, de George 2, chap. 25, les a mis reſpectivement ſur le même pied que l'argent même, dont ils tiennent lieu. Le Statut 7, de George III, chap. 50, déclare coupable de félonie, ſans bénéfice du Clergé, tout Officier ou Commis des poſtes, qui cachera, divertira ou décachettera quelque lettre ou paquet renfermant un billet de banque ou autres papiers de conſéquence, particuliérement ſpécifiés dans l'acte; & que s'il détruit quelque lettre ou paquet envoyé par la poſte, & qu'il cache l'argent qu'il a reçu, il ne le ſera que de ſimple félonie. Il ne pouvoit pas non plus, en Coutume, ſe commettre de larcin ſur un

tréſor trouvé ; ou ſur des débris de vaiſſeaux ; juſqu'à ce que le Roi, ou celui qui en avoit la franchiſe, s'en fuſſent emparés ; puiſqu'avant cela, perſonne n'y pouvoit avoir une propriété déterminée. Mais, par le Statut 26, de George II, chap. 19, tout pillage ou vol fait dans un vaiſſeau, en détreſſe, (ſoit naufragé ou non,) eſt déclaré félonie, ſans bénéfice du Clergé. Le Droit civil punit auſſi cette inhumanité, comme le vol le plus atroce.

Le larcin ne peut non plus ſe commettre eu égard aux animaux ſur leſquels il ne peut y avoir de propriété abſolue ni qualifiée : tels que les bêtes *feræ naturæ*, ou que perſonne ne réclame : comme les cerfs, les lievres, les lapins dans une forêt, un bois ou une gareune, le poiſſon dans une riviere, ou vivier public, & les oiſeaux ſauvages dans leur état de liberté naturelle. Mais s'ils ſont réclamés ou enfermés, & qu'ils ſervent à la nourriture, le cas eſt différent, même en coutume. Car le larcin peut ſe commettre ſur des cerfs enfermés dans un parc, de maniere à pouvoir être pris quand on veut ; ſur du poiſſon dans un réſervoir ; & ſur des faiſans ou perdrix dans une mue. Aujourd'hui même par le Statut 9, de George I, ch. 22, tuer ou dérober un cerf dans une forêt ou ailleurs,

ailleurs, des lapins dans une garenne, ou du poiſſon dans une riviere ou un vivier, (ſurtout étant armé ou deguiſé) ſont autant d'actes de félonies, ſans privilege du Clergé. Par le 13, de Charles II, chap. 10, il y a 20 liv. d'amende, pour la premiere fois, pour le vol des cerfs dans une forêt, quoique non cloſe; & par le 10 de George II, chap. 32, tranſportation pour ſept ans, la ſeconde fois: la même punition s'inflige auſſi, pour la premiere fois, à ceux qui viennent y chaſſer, avec des armes offenſives. Le Statut 5, de George III, chap. 14, condamne de même à être tranſportée pour ſept ans, toute perſonne qui dérobe ou prend du poiſſon dans une eau enfermée, dans un parc, dans un verger ou dans une Cour; ainſi que les receleurs, les fauteurs & les complices. Le fouet, l'amende ou la priſon, eſt la peine de ceux qui tuent ou prennent des lapins dans des garennes ouvertes. L'amende eſt de cinq livres envers le propriétaire de la pêcherie, payables par quiconque prend ou détruit (ou ſe met en devoir de prendre ou détruire) du poiſſon dans une riviere, ou autre eau enfermée dans un enclos, qui eſt une propriété particuliere. Le vol des faucons, étant une contravention aux regles preſcrites par le Statut 37, d'Edouard III, chap. 19, eſt auſſi

félonie. On tient auſſi pour félonie, le vol des cignes marqués légalement, quoiqu'ils ſoient dans une riviere publique; ainſi que de ceux qui ne le ſont pas, ſi le vol ſe commet dans une riviere ou vivier particulier; ſans quoi, ce n'eſt qu'un délit. Mais le larcin peut ſe commettre ſur tous les animaux domeſtiques de prix, comme les chevaux, &c. & ſur-tout les animaux, *domitæ naturæ*, qui ſervent à la nourriture, comme les porcs, les moutons, la volaille, &c. ainſi que ſur la chair de ceux qui ſont *feræ naturæ*, quand ils ſont tués. Quant aux animaux qui ne ſervent point à la nourriture, & que la Loi conſidere comme n'ayant aucune valeur intrinſéque : comme les chiens de toute eſpece, & autres animaux que l'on nourrit pour le plaiſir, (quoiqu'un homme ait ſur eux une propriété, & qu'il puiſſe intenter une action civile, dans le cas où il vient à les perdre) on n'en fait pourtant point aſſez de cas pour que le crime de les voler ſoit regardé comme un larcin.

Quoiqu'il ne puiſſe y avoir de larcin ſans propriété ſur la choſe volée, & ſans qu'elle ait un propriétaire : néanmoins dût le propriétaire être inconnu, pourvu qu'il y ait propriéte, il y a larcin; & l'accuſation aura lieu pour vol des biens d'un inconnu. C'eſt

ainſi que, chez les Romains, la Loi *hoſtilia de furtis*, portoit : qu'un voleur pouvoit être pourſuivi, ſans l'intervention du propriétaire de la choſe volée. Tel eſt le vol d'un drap mortuaire dans un tombeau, lequel appartient, quels qu'ils ſoient, à ceux qui ont enterré le cadâvre. Mais le vol du cadâvre même, qui n'a point de propriétaire (quoique l'action ſoit de la plus grande indécence) n'eſt point une félonie, à moins qu'on n'ait pris en même temps le linge où le drap qui avoit ſervi à l'enſevelir. Loi bien différente de celle des Francs, qui ſembloient enviſager du même œil ces deux offenſes, quand elle ordonnoit que la perſonne qui auroit déterré un cadâvre pour le dépouiller, ſeroit bannie de la ſociété, & qu'il ne ſeroit permis à perſonne de la ſecourir dans ſes beſoins, juſqu'à ce que les parens du mort euſſent conſenti à ſa réhabilitation.

Après avoir ainſi conſidéré la nature du ſimple larcin en général, je parlerai de ſa punition. Le vol, chez les Juifs, n'étoit puni que par une amende pécuniaire, & par une atisfaction envers la partie léſée. Le droit civil ne lui inflige, que depuis peu, une punition capitale. Les Loix de Dracon, à Athenes, condamnoient les voleurs à la mort : mais on diſoit de ces Loix, qu'elles avoient

été écrites avec du ſang ; & Solon, depuis, commua la peine de mort en une amende pécuniaire. Ainſi les Loix d'Athenes, en général, perſiſterent, dans cette nouvelle diſpoſition, & ne s'en écarterent que dans un temps de diſette, où elles condamnerent à mort quiconque faiſoit brêche dans un jardin, pour y voler des figues. Mais cette Loi, ainſi que les dénonciateurs de cette offenſe, devinrent ſi odieux, que le titre de Sycophante fut donné à tous ceux qui, à leur exemple, dénonçoient malicieuſement les délinquans : titre qui s'employe encore aujourd'hui, mais dans un ſens bien éloigné de ſa ſignification primitive. D'après ces exemples, nombre de Juriſconſultes auſſi habiles que ſcrupuleux, ont révoqué en doute la légalité de la punition capitale, pour un ſimple larcin. Et certes la punition des injures faites à la propriété, ſemble devoir être la perte de la propriété de l'offenſeur ; c'eſt même ce qui devroit ſe pratiquer univerſellement, ſi toutes les fortunes étoient égales. Mais attendu que ceux qu'n'ont pas de propriétés ſont aſſez généralement les premiers à attaquer celle des autres, on a jugé qu'il étoit néceſſaire de ſubſtitue une punition corporelle à la punition pécuniaire. Mais de ſavoir juſqu'où cette punitio doit s'étendre, eſt juſtement ce qui form

l'objet du doute. Sir Thomas More, & le Marquis Beccaria, (à plus de deux ſiecles l'un de l'autre,) ont propoſé d'une maniere ſenſible cette eſpece de punition corporelle, qui approche le plus d'une ſatisfaction pécuniaire : ſavoir un empriſonnement à terme, avec l'obligation de travailler d'abord au profit de la partie volée, & enſuite pour le public, à des ouvrages les plus ſerviles ; afin d'obliger l'offenſeur de réparer par ſon induſtrie & ſes peines, les torts qu'il a commis contre la propriété particuliere & l'ordre public. Mais, malgré toutes les remontrances des politiques moraliſtes, on continue encore, dans la plus grande partie de l'Europe, à infliger au vol une punition capitale. Puffendorf, ainſi que Sir Matthieu Halle, ſont d'avis qu'il faut toujours s'en rapporter à la prudence de la Législation ; & que c'eſt aux Juges à décider du degré d'énormité des crimes qui exigent ces réparations ſanguinaires, leſquelles ne doivent jamais être infligées qu'avec précaution & ſans une extrême néceſſité.

Les Loix de nos anciens Saxons puniſſoient de mort le larcin, s'il étoit au-deſſus de douze ſch. mais le criminel pouvoit racheter ſa vie, par une rançon pécuniaire : comme parmi les Germains, leurs ancêtres, un voleur pouvoit la racheter par un nombre déter-

miné de beſtiaux. Mais dans la neuvieme année de Henri I, ce pouvoir de ſe racheter fut ſupprimé, & il fut ordonné que toute perſonne coupable de larcin au-deſſus de douze ſch., ſeroit pendue; & cette Loi ſubſiſte encore aujourd'hui. Car, quoique l'eſpece inférieure de vol ou petit larcin, ne ſoit, en Coutume, puni que du fouet, ou que par le Statut 4, de George I, chap. 11, cette punition puiſſe s'étendre juſqu'à la tranſportation de ſept ans; cependant la punition du grand larcin, ou du vol de plus de douze ſch. (ſomme qui fut fixée du temps d'Athelſtan, il y a 800 ans) eſt réguliérement celle de mort, en Coutume. Conſtitution, ſans contredit très-rigoureuſe, ſi l'on conſidere le grand changement qui s'eſt fait dans le prix ou la dénomination de l'argent: ce qui a donné lieu à Sir Henri Spelman, (il y a environ un ſiecle, époque où l'argent avoit la valeur du double de celle d'aujourd'hui) de ſe plaindre, que tandis que toutes les autres choſes augmentoient en valeur nominale & hauſſoient de prix, la vie de l'homme devenoit de plus en plus à meilleur marché. Il eſt vrai que l'indulgence des Jurés les porta ſouvent à étendre la diſpoſition de la Coutume; & à déclarer un larcin au-deſſous de douze ſch. quand il étoit réellement d'une va-

leur plus conſidérable. Mais ce n'eſt pas moins une eſpece de parjure pieux qui, loin de ſervir d'excuſe à la ſévérité de la Coutume à cet égard, ne ſert au contraire qu'à appuyer plus fortement l'imputation qui lui eſt faite. Il eſt pareillement vrai, que par les extenſions indulgentes du privilege du Clergé, accordées par nos Statuts modernes, la perſonne qui commet un ſimple larcin de la valeur de treize ſch. ou de treize cens livres, encore bien qu'elle ſoit coupable d'un crime capital, ne ſubira point la mort. Mais ce pardon n'a lieu que pour la premiere fois; & dans pluſieurs cas de ſimple larcin, le Statut retire le privilege du Clergé. Par exemple, pour vol de chevaux, d'étoffes de laines encore aux crocs, de toille dans les manufactures, de moutons ou autres beſtiaux ſpécifiés dans les actes; pour vol commis ſur des rivieres navigeables, d'une valeur au-deſſus de quarante ſchel. pour pillage fait dans des vaiſſeaux en détreſſe, ou qui ont fait naufrage; pour vols de lettres envoyées par la poſte, ainſi que de cerfs, de lievres & de lapins, dans les circonſtances particulieres mentionnées dans l'acte noir de Waltham. Lequel ſurcroît de ſévérité dut ſon origine à la grande méchanceté & aux déſaſtres que cauſoit le vol dans quelques-uns de ces cas; ainſi que pour pré-

venir les difficultés qu'on auroit à conſerver des biens qui s'enlevent ſi aiſément. C'eſt ſur ce dernier principe, que le Droit Romain puniſſoit plus ſévérement que d'autres voleurs, les *abigei*, voleurs de beſtiaux ; & les *balnearii*, ceux qui voloient les vêtemens des perſonnes qui fréquentoient les bains publics : leſquelles Conſtitutions ſemblent avoir été tirées des Loix d'Athenes. Les anciens Goths puniſſoient auſſi avec la plus grande ſévérité, les vols de bétail ou de bled coupé & laiſſé dans les champs ; parce que cette eſpece de propriété, (que toute l'induſtrie humaine ne peut ſuffiſamment garder) eſt cenſée être ſous la protection particuliere du Ciel.

Le larcin mixte ou compoſé, a toutes les propriétés du premier ; mais il eſt accompagné de l'une ou des deux circonſtances aggravantes, de prendre dans la maiſon, ou ſur la perſonne de quelqu'un. Nous parlerons d'abord du larcin commis dans les maiſons, & de-là de celui qui ſe commet ſur la perſonne.

1. Quoique le larcin, commis dans une maiſon, ſemble, par les raiſons déduites dans le Chapitre précédent, plus criminel que le ſimple larcin, la Coutume n'y met cependant aucune différence : à moins qu'il ne ſoit ac-

compagné de la circonſtance de violence nocturne; &, dans ce cas, nous avons vu qu'il étoit compris dans la claſſe de *Burglary*, (le vol avec effraction). Mais, aujourd'hui, différens actes de Parlement, (dont l'hiſtoire eſt très-ingénieuſement déduite par un ſavant Auteur moderne, qui a démontré comment nos progrès dans le commerce & dans nos finances y avoient ſucceſſivement donné lieu,) retirent, preſque dans tous les cas, le privilege du Clergé pour les larcins commis dans une maiſon. Il eſt vrai que la multiplicité de ces mêmes actes, peut cauſer quelque confuſion; mais en les comparant avec ſoin, on reconnoîtra que c'eſt preſque toujours dans les circonſtances aggravantes du larcin domeſtique, que le privilege du Clergé eſt déclaré n'avoir plus lieu. Comme pour tous les larcins de la valeur au-deſſus de douze ſch. commis dans une Egliſe, ou dans une maiſon ou cabanne habitée. 2. Pour tous les larcins de la valeur de cinq ſchel. commis par l'effraction d'une maiſon, quoiqu'inhabitée. 3. Pour tous les larcins de la valeur de quarante ſchel. commis ſans effraction, dans une maiſon ou dans ſes dépendances, ſoit que la maiſon fût habitée ou non. 4. Dans tous ceux de la valeur de cinq ſchellings, commis dans une boutique, magaſin, remiſe ou

écurie, habitée ou inhabitée, avec ou ſans effraction : dans ces différens cas qui ſurviennent, ſoit de nuit ſoit de jour, les offenſeurs ne peuvent prétendre au privilege du Clergé.

2. Le larcin qui ſe commet ſur la perſonne, ſe fait ou en dérobant ſecrettement, ou en lui faiſant violence : ce qui s'appelle ordinairement, *robbery*.

Le larcin qui ſe commet ſecrettement ſur la perſonne de quelqu'un, comme en fouillant dans ſa poche, &c. ſans qu'elle s'en apperçoive, fut exclu du privilege du Clergé, par le 8me. Statut d'Eliſabeth, chap. 14. Mais il faut que ce larcin ſoit de nature à avoir beſoin du privilege du Clergé, c'eſt-à-dire, qu'il excede la valeur de douze ſch. ; autrement l'offenſeur ne ſera point condamné à mort. Car le Statut ne crée point une nouvelle offenſe ; mais il retire le privilege du Clergé, qui étoit une grace, & laiſſe le voleur au jugement regulier de l'ancien droit. Cette ſévérité, (car cette Loi eſt certainement très-dure !) ſemble être cauſée par la facilité avec laquelle ces crimes ſe commettent, & par la difficulté de s'en garantir ; outre cela, que c'eſt donner atteinte à la propriété qui eſt entre les mains, ou dans la poſſeſſion corporelle du propriétaire : ce qui étoit un crime, même dans l'état de nature. C'eſt pourquoi les *laccularii*, ou

coupeurs de bourſe, étoient plus ſévérement punis que les voleurs ordinaires par les Loix de Rome & d'Athenes.

Le larcin ouvert & violent commis ſur la perſonne ou le *robbery*, conſiſte à enlever de force les biens, ou l'argent de quelqu'un, en quelque quantité que ce puiſſe étre, en lui inſpirant la terreur. 1. Il faut qu'il y ait action, de prendre, autrement il n'y a point de *robbery*. La ſimple tentative de voler de cette maniere, étoit regardée comme criminelle, juſqu'au temps de Henri IV : mais on ne l'enviſagea depuis que comme une malverſation, & on ne lui infligeoit d'autre punition qu'une amende ou la priſon; juſqu'au Statut 7, de Georges II, chap. 21, qui déclare félons ces ſortes des voleurs, & les condamne à être tranſportés pour ſept ans. Quand même le voleur qui a pris une bourſe, la rendroit, il ne laiſſe pas d'y avoir *robbery*, ſoit que la choſe ait été priſe ſur la perſonne même, ſoit en ſa préſence ſeulement : comme quand un voleur fait peur à un homme, ou par violence, ou par menaces, & qu'il emmene ſon troupeau en ſa préſence. 2. Il importe peu de quelle valeur ſoit la choſe priſe : un ſch. extorqué, de la ſorte, conſtitue le vol tout auſſi-bien qu'une livre ſterl. 3. Enfin, il faut qu'il y ait violence, ou menaces; ce

qui rend l'offenſe faite à la perſonne plus atroce que la filouterie : car, ſuivant la maxime du droit civil, *qui vi rapuit fur improbior eſſe videtur.* Les menaces faites auparavant, ſont ce qui diſtingue le *robbery* des autres larcins. Car ſi quelqu'un dérobe, en ſecret, ſix ſchel. à un autre, & qu'enſuite il les garde, en le menaçant, il n'y a plus de *robbery*, car les menaces ſont ſubſéquentes : ce n'eſt point non plus un crime capital, comme la filouterie; parce que le vol eſt au-deſſous de douze ſchel. Ces menaces néanmoins n'impliquent point qu'il faille un grand degré de force, ou de terreur dans la partie volée, pour conſtituer le crime; il ſuffit que par des paroles, ou par des geſtes, on y employe une force, ou des menaces ſuffiſantes pour cauſer une appréhenſion aſſez grande, pour obliger un homme à abandonner ſa propriété, ſans ſon conſentement. C'eſt ainſi, que ſi l'on terraſſe un homme ſans qu'il y penſe, & qu'on le dépouille de ſa propriété, dans le temps qu'il eſt privé du mouvement, (quoiqu'à la rigueur, on ne puiſſe pas dire, qu'il ait été menacé,) c'eſt cependant, ſans contredit, un *robbery.* Ou ſi une perſonne demande l'aumône, l'épée à la main, & que je la lui donne, par appréhenſion de violence; c'eſt un brigandage criminel. De même, ſi ſous prétexte

de vente, un homme extorque de l'argent d'un autre; ce ſubterfuge ne l'excuſera point. Mais on doute, ſi en forçant un coquetier, ou autre revendeur, à vendre ſes marchandiſes, & en lui en payant la valeur, on ſe rend coupable de ce crime.

Le Statut 23, de Henri VIII, chap. 1, & les Statuts ſuivans, privent cette eſpece de larcin du privilege du Clergé, lorſqu'il ſe commet ſur les grands chemins & routes royales. En conſéquence, un larcin commis dans un champ éloigné, ou dans un ſentier, n'étoit pas puni de mort, puiſqu'il avoit droit au privilege du Clergé, juſqu'à ce que le Statut 3 & 4, de Guillaume & Marie, ch. 9, eût exclu tout vol quelconque de ce privilege.

II. Le mal fait à autrui, par méchanceté, eſt la ſeconde eſpece d'injure faite à la propriété publique, & que la Loi conſidere comme crime public : c'eſt celui qui ſe commet, non pas, *animo furandi*, ou dans l'intention de gagner par la perte d'un autre, (ce qui feroit une excuſe, quoique foible) mais par un pur eſprit de cruauté, ou de vengeance réfléchie : en quoi il reſſemble, de bien près, au crime de l'*Arſon*. Car, celui-ci concerne l'habitation, & celui-là les autres propriétés des individus. C'eſt pourquoi, quan-

tité de Statuts condamnent aujourd'hui à des peines capitales tous les dommages qui réſultent de ces actes de méchanceté, quoiqu'ils ne ſoiént regardés, en Coutume, que comme de ſimples délits. Je vais extraire le contenu de ces Statuts, ſuivant l'ordre des temps.

Premiérement, par le 22me. de Henri VIII, chap. 11, c'eſt félonie que d'abattre, & détruire malicieuſement le *Powdike*, dans les marais de Norfolk & d'Ely. Par le 43, d'Eliſabeth, chap. 13, (pour prévenir les rapines ſur les frontieres du Nord) c'eſt une félonie, ſans privilége du Clergé, que de brûler une grange, ou un tas de bled ou d'autres grains, de piller, ou ravager les perſonnes ou les biens de quelqu'un, par haine de famille, dans les quatre Comtés de Northumberland, de Weſtmorland, de Cumberland & de Durham; & de donner ou prendre de l'argent en contribution, (ce qui s'appelle *Blackmail*) pour garantir ces mêmes biens du pillage. Par le Statut 22, & 23, de Charles II, ch. 7. C'eſt félonie que de brûler des tas de bled, de foin ou de grain, des granges, des maiſons, des bâtimens, des fours; ou de tuer, par malice, de propos délibéré & injuſtement, des chevaux, des moutons, ou autres beſtiaux, pendant la nuit: mais l'offenſeur peut obtenir d'être transporté pour ſept ans; de bleſ-

ser ces mêmes bestiaux, est un délit pour lequel il y aura de triples dommages. Le Statut 1, d'Anne, Statut 2, chap. 9, déclare félons & exclus du privilege du Clergé, les Capitaines & Mariniers qui, au préjudice des propriétaires, détruiront leurs vaisseaux; & le Statut 4, de George I, chap. 12, ajoute, au préjudice des Assureurs également. Par le Statut 12, d'Anne, chap. 18, c'est une félonie exclue du privilege du Clergé, que de faire un trou dans un vaisseau en danger, ou de voler ses pompes, ou de faire volontairement quelque chose qui tende à la perte immédiate du vaisseau.

Par le Statut 1, de George I, chap. 48, c'est une félonie simple de mettre le feu à un taillis, à un bois, &c. Par le 6me. de George I, chap. 23, de déchirer malicieusement & volontairement, de couper, endommager, brûler ou tacher les vêtemens ou hardes des personnes qui passent dans les rues ou sur les grandes routes. Celui-ci fut occasionné par l'insolence de certains tisserands & autres personnes, qui, lorsqu'on introduisit certaines étoffes des Indes préjudiciables à leurs manufactures, prenoient à tâche de jetter de l'eau forte sur ceux qui en portoient. Par le Statut 9, de George I, chap. 22, vulgairement appellé l'*Acte noir de Waltham*, occa-

ſionné par les brigandages commis dans la forêt d'Epping, près de Waltham, dans le Comté d'Eſſex, par des perſonnes déguiſées ou maſquées en noir. Ces perſonnes paroiſſoient reſſembler aux ſuppôts de Robert Hood, qui, ſous le regne de Richard I, commit de grands ravages ſur les frontieres d'Angleterre & d'Ecoſſe. Ce Statut porte, en outre, qu'il y a félonie, ſans privilege du Clergé, lorſqu'injuſtement & par malice, on met le feu à une maiſon, grange ou appentis, à une cabane, à un monceau de bled, de paille, de foin ou de bois, ou lorſqu'on démolit l'écluſe d'un vivier pour faire ſortir le poiſſon; ou lorſqu'on tue, bleſſe ou eſtropie quelques beſtiaux; lorſqu'on abat ou qu'on détruit des arbres plantés dans une avenue ou qui croiſent dans un jardin, verger ou plantation, pour l'ornement, l'abri ou le profit; & rend le canton reſponſable des dommages, à moins que l'offenſeur ne ſoit pris & convaincu. Les Romains puniſſoient de même ceux qui abattoient les arbres, & particuliérement les vignes. Par les Statuts 6, de George II, chap. 37, & le 10, de George II, chap. 32, c'eſt auſſi félonie, ſans privilege du Clergé, que de détruire malicieuſement les bords de la mer ou d'une riviere, dans la vue d'inonder les terres adjacentes; de couper des tiges de

de houblon dans une houblonniere, & de mettre le feu par malice ou de propos délibéré, à une mine de charbon. Le 28me. de George II, chap. 19, condamne à une amende de cinq liv. toute perſonne qui met le feu à des genets ou fougeres, croiſſant dans les bois ou les forêts. Le 6me. de George III, chap. 36 & 48, condamne à des peines pécuniaires, pour les deux premieres fois; & pour la troiſieme fois, ſi c'eſt de jour, & même pour la premiere, ſi c'eſt de nuit, il déclare coupable de félonie, & condamne à être tranſporté pour ſept ans, quiconque endommagera, ou détruira des arbres de charpente ou autres, des racines, des buiſſons ou des plantes.

III. Le faux, (*crimen falſi*) eſt un crime qui dans le droit civil étoit puni par le banniſſement, & quelquefois par la mort. On peut parmi nous le définir, en coutume: » la confection, ou altération frauduleuſe d'un écrit, au préjudice du droit d'une autre perſonne; & dont la punition eſt, ou une amende, ou la priſon, ou le pilori. Il eſt nombre de cas particuliers, pour leſquels pluſieurs Statuts infligent à l'offenſeur une punition plus ſévere. Mais ils ſe ſont tellement multipliés, depuis peu, qu'ils ſont devenus preſque généraux. Ainſi je me contenterai d'en rappor-

ter les principaux exemples. Par le Statut 5, d'Eliſabeth, chap. 14, quiconque contrefait & produit en preuve, un contrat, regiſtre ou teſtament faux, dans l'intention de donner atteinte au droit de la propriété réelle ; eſt puni par la confiſcation, les doubles dépens, & des dommages envers la partie léſée ; de-là, eſt attaché au pilori, doit avoir les deux oreilles coupées, les narines fendues, perdre les revenus de ſes terres par confiſcation au profit de la Couronne, & doit ſubir une priſon perpétuelle. Pour toute fauſſeté enfin relative à un terme d'années, à une promeſſe, obligation, quittance décharge de quelque dette, ou demande de quelques biens perſonnels ; la même confiſcation eſt accordée à la partie léſée, & l'offenſeur eſt condamné au pilori, à la perte d'une de ſes oreilles, à ſix mois de priſon ; & la récidive dans les deux cas eſt déclarée félonie, ſans privilege du Clergé.

Outre cet acte général, une infinité d'autres, ont été donnés depuis la Révolution, [quand le papier de crédit commença à s'établir] qui ont infligé une punition capitale à l'altération des billets de banque, ou aux autres sûretés de billets de crédit expédiés à la Cour de l'Echiquier, &c. des billets de lotterie, de ceux qui aſſurent le payement des troupes, & gens de mer, des obligations

des Indes orientales, des écrits cachetés de l'aſſurance de Londres ou de l'échange Royal, d'une procuration, ou autre pouvoir de recevoir ou transférer des fonds ou annuités, ou afin d'agir au nom du propriétaire, de recevoir ou transférer ces annuités, fonds ou dividendes. A quoi l'on peut ajouter, quoiqu'à la rigueur, elle ne ſoit point relative à cet article, la contrefaction de paſſe-ports de la méditerrannée, ſignés des Lords de l'Amirauté, pour garantir quelqu'un des pirates de Barbarie, la contrefaction des marques pour fruſtrer le Contrôle, & des extraits de mariage. Toutes ces fraudes ſont déclarées félonies exclues du privilege du Clergé, par différens actes de Parlement; & par le Statut 31, de George II, chap. 32, la contrefaction de l'empreinte ou marque pour le titre de la vaiſſelle d'or ou d'argent, & certaines autres fraudes qui tendent au même but, ſont déclarées félonies, mais ne ſont pas exclues du privilege du Clergé.

Il eſt encore deux autres Loix générales, relatives au crime de faux : l'une eſt la ſeconde de George II, chap. 35, qui déclare coupable de félonie, ſans privilege du Clergé, toute perſonne qui, pour la premiere fois, & dans l'intention de tromper quelqu'un, altere ou publie, ſoit un contrat faux, ſoit un

teſtament, un écrit obligatoire, une lettre de change, une promeſſe, une quittance, ou un reçu d'argent ou d'effets. Et par le Statut 7, de George II, chap. 22, la peine eſt la même pour quiconque altere ou trafique l'acceptation contrefaite d'une lettre de change, qui change le chiffre d'une ſomme donnée à compte d'une note, billet ou autre sûreté pour argent, ou qui contrefait un ordre de payement ou de livraiſon d'effets. Mais, vu la quantité prodigieuſe de ces diſpoſitions générales & ſpéciales des Statuts, il ſeroit, je crois, impoſſible de concevoir aujourd'hui un cas où la fauſſeté qui tend à tromper, ſoit au nom d'une perſonne réelle ou factice, ne ſoit pas déclaré crime capital.

Nous avons déja examiné la nature de toutes les offenſes contre le public ; contre le Roi ou Magiſtrat ſuprême, Pere & Protecteur de cette Communauté; contre le Droit univerſel de toutes le Nations civiliſées, ainſi que quelques-unes des offenſes les plus atroces & de la conſéquence la plus pernicieuſe pour le publie; ainſi que celles contre Dieu & ſa ſainte Religion. Et ces différens Chapitres comprennent toute la chaîne des crimes & des malverſations, ainſi que des punitions qui y ſont attachées par les Loix de l'Angleterre.

CHAPITRE XVIII.

Des moyens de prévenir les Crimes.

NOUS voici parvenus à la cinquieme branche générale, ſous laquelle je me ſuis propoſé de conſidérer le ſujet du préſent Livre de nos Commentaires : c'eſt-à-dire, les moyens de prévenir les crimes & les malverſations. C'eſt, en effet, un honneur pour les Loix Angloiſes, & qui leur eſt, pour ainſi dire, particulier, que celui de fournir un titre de cette eſpece. Car une juſtice qui prévient le crime, mérite à tous égards, en bonne politique, & ſelon tous les principes de la raiſon & de l'humanité, d'être préférée à celle qui le punit. Et quoique l'exécution de ſes jugemens ſoit devenue néceſſaire, & que les conſéquences en ſoient avantageuſes à la république, elle n'en eſt ſouvent pas moins accompagnée de circonſtances fâcheuſes & toujours déſagréables.

Cette juſtice que nous appellerons Préventive, conſiſte à obliger les perſonnes, que l'on a lieu de ſoupçonner de malverſations futures, à ſtipuler avec le public, & à lui donner une entiere aſſurance que le mal que

l'on craint, n'arrivera pas : c'eſt-à-dire, en donnant des garans ou des sûretés, pour le maintien de la paix, ou de leur bonne conduite future. Il a été déja pluſieurs fois queſtion de cette réquiſition de garans, qui faiſoit même partie de la peine impoſée aux perſonnes coupables de malverſations groſſieres. Mais dans le cas dont il s'agit ici, on doit plutôt l'enviſager comme une précaution que l'on prend pour prévenir la récidive, que comme une peine ou punition immédiate. Que l'on conſidere, en effet, toutes les punitions humaines, ſous un point de vue général; on verra que le but des Loix a toujours été plutôt de prévenir les crimes à venir, que de punir les offenſes paſſées. C'eſt même une remarque qui a été faite dans un des Chapitres précédens : que toutes les punitions infligées par les Loix temporelles, peuvent ſe ranger ſous trois chefs : celles qui tendent à l'amendement de l'offenſeur; celles qui vont à lui ôter, pour l'avenir, les moyens de faire le mal; ou enfin celles qui par la punition du coupable, ſe propoſent de détourner les autres du crime. Toutes ces punitions, comme on le voit, concourent au même but; celui de prévenir le crime, ou par la voie de l'amendement, de l'incapacité de le commettre,

ou de l'exemple. Mais la précaution dont il s'agit ici, n'a uniquement pour but, que de prévenir le mal : la partie n'eſt actuellement coupable d'aucun crime, elle eſt ſeulement ſoupçonnée d'avoir intention d'en commettre ; & en conſéquence on n'y attache pas la moindre idée de punition, à moins qu'on ne regarde comme telle l'imprudence d'avoir donné lieu à un ſoupçon qui paroît fondé.

Les sûretés ou les garans ſe trouvoient toujours prêts dans la conſtitution Saxonne, au moyen de la ſage inſtitution que fit le Roi Alfred, des *Decennaries* ou *Frankpledges:* par laquelle, ainſi qu'on l'a déja plus d'une fois obſervé, tous les voiſins (ou le *tithing*) des hommes libres, étoient mutuellement garans de leur bonne conduite. Or, comme cette sûreté infaillible & générale eſt aujourd'hui en diſcrédit, elle a été remplacée par la méthode d'obliger les perſonnes ſuſpectées à trouver des cautions ſpéciales, & particulieres de leur conduite future. Il en eſt même fait mention dans les Loix d'Edouard le Confeſſeur : *tradat fidejuſſores de pace & legalitate tuendâ.* Examinons donc 1°. La nature de cette sûreté ; 2°. Quelles ſont les perſonnes qui peuvent la recevoir ou l'exiger ; & enfin comment la caution peut être déchargée.

1°. Cette sûreté consiste à passer conjointement, & solidairement, avec un ou plusieurs garans, une reconnoissance ou obligation envers le Roi; laquelle doit être enregistrée, & passée dans une Cour de justice, ou pardevant quelque Officier de justice. Par cette obligation, les parties reconnoissent qu'elles sont redevables envers la Couronne de la somme requise, (de 100 liv. par exemple) sous la condition que cette obligation sera nulle, si la partie comparoît au jour marqué, & qu'en même temps elle n'enfreigne point la paix, ni généralement, envers le Roi, ou ses vassaux, ni particulierement, envers la personne qui demande la sûreté. Si la sûreté regarde la bonne conduite future; l'obligation pour lors, se passe sous la condition que la partie se conduira bien, (ou tiendra une bonne conduite) soit généralement, ou spécialement, pendant le temps stipulé : comme par exemple, pour une ou plusieurs années, ou pour la vie entiere. Si cette reconnoissance est passée par-devant un Juge de paix, il faut qu'elle soit certifiée aux sessions suivantes, conformément au Statut 3, de Henri VII, chap. 1; & si la condition de cette reconnoissance est enfreinte, soit par infraction de paix dans le premier cas, ou par quel-

que malverſation dans l'autre, la reconnoiſſance devient confiſquée & abſolue. Pour lors, on l'extrait des regiſtres, on l'envoye à l'Échiquier, & la partie & ſes sûretés, actuellement devenues les débitrices abſolues du Roi, ſont pourſuivies pour les différentes ſommes auxquelles elles ſe ſont reſpectivement obligées.

2. Tout Juge de paix, en vertu de ſa commiſſion, ou ceux qui ſont, *ex officio*, Conſervateurs de la paix, (comme on l'a dit dans un des Volumes précédens,) peuvent demander cette caution de sûreté, quand ils le jugent à propos: elle peut auſſi s'accorder à la requête de tout ſujet ſur de bonnes raiſons, pourvu que le ſuppliant ſoit ſous la protection du Roi. C'eſt pourquoi on a douté d'abord ſi les Juifs, les Payens, ou les perſonnes convaincues de *præmunire*, pouvoient y avoir droit. Ou ſi le Juge, refuſant d'agir, cette sûreté peut s'accorder par un *writ* de *mandatory*, ou d'un *ſupplicavit*, qui s'expédie à la Cour du banc du Roi ou en Chancellerie: lequel *writ* obligera le Juge d'agir en qualité d'Officier *miniſteriel*, & non pas judiciaire. Il faut, alors, qu'il faſſe ſur ce *writ*, un rapport qui témoigne ſon obéiſſance; que ce rapport ſoit ſigné de ſa main, &

ſcellé de ſon Sceau. Mais on a rarement recours à ce *writ* : car lorſqu'on préſente requête aux Cours ſupérieures, c'eſt ordinairement par-devant elles que ſe paſſent les reconnoiſſances, conformément au Statut 21, de Jacques I, chap. 8. Il eſt vrai qu'un Pair, ou la femme d'un Pair, ne peuvent paſſer d'obligation que dans les Cours du banc du Roi, ou de Chancellerie, quoiqu'un Juge de paix ſoit autoriſé à requérir les sûretés de toute perſonne *compos mentis*, & au-deſſous du degré de la nobleſſe, pour ſavoir s'il eſt membre d'une Cour de juſtice, ou d'une autre Magiſtrature, ou s'il n'eſt qu'un ſimple particulier. Les femmes ſéparées peuvent la demander contre leurs maris, ou les maris, ſi la choſe eſt néceſſaire, contre leurs femmes. Mais les femmes en puiſſance de mari, & les enfans mineurs, ne ſont obligés de trouver des sûretés que par leurs amis, & ne peuvent s'obliger perſonnellement : comme étant incapables de s'engager pour répondre d'une dette, laquelle, ainſi que nous l'avons obſervé, forme la nature de ces reconnoiſſances, ou obligations.

3. Une reconnoiſſance de cette eſpece peut être déchargée, ſoit par la mort du Roi à qui la reconnoiſſance eſt faite; ou par celle de la partie principale qui a paſſé l'obligation,

ſi elle n'a pas été confiſquée auparavant ; ou par ordre de la Cour, à laquelle cette reconnoiſſance eſt certifiée par les Juges [telles que les ſeſſions de quartier, les Aſſiſes, ou la Cour du banc du Roi] ſi elles y voient une cauſe ſuffiſante ; ou ſi celui à la requête duquel elle a été accordée, [ſuppoſé qu'elle l'ait été pour une raiſon particuliere,] veut bien ſe déſiſter, ou manque à comparoir pour demander qu'elle ſoit continuée.

Tout ce que l'on vient de dire peut s'appliquer aux deux eſpeces de reconnoiſſances, pour la paix, & pour la bonne conduite, *de pace & legalitate tuendâ*, comme il eſt exprimé dans les Loix du Roi Edouard. Mais comme ces deux eſpeces de sûretés ſont différentes en quelques points ; ſpécialement ſur ce qui regarde la cauſe pour laquelle on les accorde, ou ſur les moyens de les confiſquer ; je vais les conſidérer ſéparément. Je ferai voir, d'abord, pour quelle cauſe on peut accorder une reconnoiſſance, avec des sûretés pour la paix ; & enſuite, comment elle peut être confiſquée.

1. Tout Juge de paix peut, *ex officio*, exiger une obligation de garder la paix, de tous ceux qui, en ſa préſence, commettent quelque déſordre, ou qui menacent quelqu'autre ou de coups ou de la mort ; qui

diſputent enſemble avec chaleur, ou qui marchent armés & ſuivis d'une eſcorte propre à allarmer le peuple; de tous ceux qu'il connoît pour chicaneurs & hargneux, de tous ceux qui ſont traduits à ſon tribunal par le Connétable, pour l'infraction de la paix, en ſa préſence, & enfin de toute perſonne qui ayant auparavant paſſé obligation de maintenir la paix, a enfreint & confiſqué ſa reconnoiſſance. De même, quand un particulier a de bonnes raiſons pour craindre qu'un autre ne brûle ſa maiſon, ou ne lui faſſe une injure corporelle, ou qu'il ne procure aux autres le moyen de le faire; il peut demander sûreté de la paix contre cette perſonne, & tout Juge de paix eſt obligé de l'accorder, ſi celui qui la demande, offre de prêter ſerment qu'il a réellement lieu de craindre qu'on n'en veuille à ſa vie, ou qu'on n'ait deſſein de nuire à ſa perſonne, qu'il prouve que ſa crainte eſt fondée, & qu'il affirme, en outre, qu'il ne requiert point cette sûreté par malice ou par pure vexation. Cela s'appelle prêter ſerment de la paix contre un autre; & ſi la partie accuſée ne trouve point de caution telle que le Juge la requiert, elle peut être immédiatement miſe en priſon, juſqu'à ce qu'elle en ait trouvé.

2. Cette obligation de maintenir la paix,

quand elle eſt paſſée, peut être confiſquée par une violence actuelle, ou même par une ſimple attaque ou menace faite à la perſonne de celui qui a demandé l'obligation, ſi cette même obligation eſt ſpéciale. Si elle eſt générale, elle peut être confiſquée par une action illégale quelconque, dès qu'elle trouble ou tend à troubler la paix; ou plus particuliérement, par une des différentes eſpeces d'offenſes dont on a parlé dans l'onzieme Chapitre de ce Livre, & que l'on a enviſagées comme des crimes contre la paix publique; ou par quelque violence particuliere, commiſe contre quelqu'un des ſujets de Sa Majeſté. Mais un ſimple délit ſur les terres ou biens d'un autre, qui fournit matiere à une action civile, à moins qu'il ne ſoit accompagné d'une infraction volontaire de la paix, n'entraîne point la confiſcation de l'obligation; ni de ſimples reproches, ni les noms de coquin ou de menteur donnés à quelqu'un, ne ſont pas une infraction de la paix, capable de confiſquer une obligation: parce qu'on n'enviſage ces propos que comme l'effet de la chaleur & de la paſſion, à moins qu'ils ne ſoient accompagnés d'un défi.

L'autre eſpece d'obligation, avec ſûreté, eſt pour la bonne conduite future. Celle-ci ren-

ferme sûreté pour la paix & quelque chose de plus. Nous allons donc l'examiner de la même maniere que l'autre.

1°. D'abord, les Juges sont autorisés, par le Statut 34 d'Edouard III, chap. 1, de faire passer une obligation de bonne conduite envers le Roi & son peuple, à tous ceux qui ne jouissent pas d'une bonne réputation, quelque part qu'on les trouve: dans la vue d'assurer la tranquillité du peuple & le maintien de la paix, & de faire que les marchands & autres, qui voyagent sur les grandes routes, ne soient point troublés ou exposés au danger que peuvent faire encourir de tels offenseurs. Sous les termes généraux de cette expression, *qui ne jouissent pas d'une bonne réputation*, on tient qu'un homme peut être obligé de passer une obligation de bonne conduite, pour cause de scandale, *contra bonos mores*, aussi-bien que *contra pacem*. Par exemple, pour fréquentation de mauvais lieux, avec des femmes de mauvais renom; pour tenir ces sortes de femmes dans sa maison; pour des propos qui tendent à décrier le Gouvernement, ou à insulter les Officiers de Justice, particuliérement dans l'exécution de leur office. Un Juge peut aussi exiger cette obligation de tous les coureurs de nuit, de ceux qui écoutent aux portes, de ceux qui fréquentent

mauvaiſe compagnie, ou qui paſſent pour eſcrocs; de ceux qui dorment le jour & rodent la nuit; des ivrognes d'habitude; des intriguans malhonnêtes; des peres putatifs de bâtards, des félons, des vagabonds & fainéans; en un mot, de toutes perſonnes que leur mauvaiſe conduite peut raiſonnablement faire comprendre dans les termes généraux du Statut, comme perſonnes de mauvais renom : expreſſion dont l'acception eſt, à la vérité, ſi étendue, qu'elle laiſſe beaucoup à faire à la diſcrétion du Juge! Mais s'il empriſonne un homme, faute par lui de trouver des cautions, il doit exprimer la cauſe de l'empriſonnement avec une certitude convenable, & prendre garde que cette cauſe ſoit bien fondée.

2. Une obligation pour la bonne conduite future, peut être confiſquée par tous les mêmes moyens que celle pour la sûreté de la paix, & par quelques autres encore. Par exemple, pour marcher armé & ſuivi d'un cortege extraordinaire, propre à jetter la terreur parmi le peuple; pour tenir des propos qui tendent à une ſédition; ou pour commettre quelques-uns de ces actes de mauvaiſe conduite, que l'effet de l'obligation devoit prévenir : mais non pas pour donner ſimple-

ment une cauſe récente de ſoupçonner ce qui peut-être n'arrivera pas. Car, quoiqu'il ſoit juſte d'obliger les perſonnes ſuſpectes de donner sûreté au public contre la mauvaiſe conduite dont on a des preuves, il ſeroit pourtant trop dur de les punir ſur des ſoupçons, par la confiſcation de leur reconnoiſſance.

CHAPITRE

CHAPITRE XIX.

Des Cours de Juriſdiction criminelle.

NOus terminerons ces recherches par la méthode dont s'infligent les punitions que la Loi a attachées aux offenſes particulieres, & que j'ai conſtamment eu ſoin de joindre à la deſcription des crimes mêmes. Je ſuivrai, dans cette diſcuſſion, à-peu-près la méthode générale que j'ai ſuivie dans le Livre précédent, relativement à la réparation des des injures civiles : en commençant d'abord par indiquer les différentes Cours de juriſdiction criminelle, où les offenſeurs peuvent être pourſuivis; de-là je déduirai & expliquerai les différentes procédures de ces mêmes Cours, dans leur ordre naturel.

Dans l'énumération des différentes Cours de juriſdiction criminelle, je commencerai, comme dans le premier cas, par le détail de celle dont la juriſdiction eſt publique & générale par tout le Royaume, & enſuite j'en viendrai à celles dont la juriſdiction n'eſt que particuliere, ſpéciale & reſſerrée dans des parties particulieres de l'Angleterre.

1. Dans les recherches où m'engageront les Cours de juriſdiction générale & pu-

blique, je ſerai, à certain égard, obligé d'adopter un ordre différent de celui dans lequel j'ai enviſagé les tribunaux civils : car comme ces différentes Cours étoient graduellement ſubordonnées les unes aux autres, & que celle d'entr'elles qui eſt ſupérieure corrige & redreſſe les erreurs de l'inférieure ; je croyois devoir commencer par les plus baſſes, & remonter ainſi par degrés juſqu'aux Cours d'appel. Mais comme il répugne au génie, & à l'eſprit de la Loi d'Angleterre, de permettre qu'un homme ſubiſſe deux Examens au criminel pour la même offenſe, ſurtout s'il a été renvoyé abſous au premier, on peut dire de ces Cours criminelles qu'elles ſont indépendantes les unes des autres : du moins en ce que la ſentence d'une Cour inférieure ne peut jamais être annullée par la juriſdiction la plus haute du Royaume, ſi ce n'eſt pour erreur en fait de droit, & manifeſtée par le regiſtre, quoique ſouvent les cauſes avant l'Examen puiſſent ſe porter de l'une à l'autre. Ainſi, comme ces Cours criminelles n'ont pas entr'elles les mêmes liaiſons, & la même dépendance que les autres, je les rangerai ſuivant leur dignité, & je commencerai par la plus haute de toutes, ſavoir :

1. Par la haute Cour de Parlement, qui eſt la Cour ſuprême du Royaume, non-ſeu-

lement par le pouvoir de créer, mais encore par celui de faire exécuter les Loix, pour l'Examen des grands offenſeurs, ſoit membres de la Chambre haute, ſoit de la baſſe, conformément à la méthode des informations Parlementaires. Pour ce qui eſt des actes du Parlement relatifs à la conviction de certains particuliers, pour le cas de trahiſon ou de félonie, ou à l'impoſition des peines pécuniaires, ou des amendes portées au-delà de la coutume, dans certains cas particuliers; ils ne feront point l'objet de mes recherches, étant à tous égards de nouvelles Loix portées *pro re malâ*, & non l'exécution de celles qui exiſtoient déja. Mais une accuſation portée par-devant les Pairs, par les Communes de la Grande Bretagne en Parlement, eſt une pourſuite de la Loi qui eſt déja connue & établie, & qui a ſouvent été miſe en pratique; puiſque c'eſt une dénonciation faite à la Cour ſuprême de juriſdiction criminelle, en vertu de l'enquéte la plus ſolemnelle du Royaume. Un membre de la Chambre des Communes ne peut néanmoins être déféré devant les Pairs pour quelque crime capital que ce ſoit, mais ſeulement pour de grands forfaits: mais un Pair y peut être déféré pour toutes ſortes de crimes. Dans le cas où un Pair eſt déféré pour trahiſon, les autres s'adreſſent ordinairement

au Roi, qu'ils ſupplient de nommer un grand Sénéchal, pour donner plus de dignité, & de régularité à leurs procédures. Ce grand Sénéchal étoit élu autrefois par les Pairs mêmes, quoique ce fût du Roi qu'il reçût généralement ſa commiſſion. Mais, depuis quelques années, on a ſoutenu vigoureuſement que la nomination d'un grand Sénéchal, en pareil cas, n'eſt point indiſpenſablement néceſſaire, & que la Chambre peut s'en paſſer. Les chefs d'accuſation ſont une eſpece de bills de dénonciations faites par la Chambre des Communes, & enſuite examinées par les Pairs qui, dans le cas de *mis demeſnors* ou malverſations, ſont regardés non-ſeulement comme leurs propres Pairs, mais encore comme les Pairs, de toute la Nation. Cette Coutume nous vient de la conſtitution des anciens Germains; qui dans leurs grandes aſſemblées, jugeoient quelquefois les accuſations capitales, relatives au public: *licet apud concilium accuſare quoque, & diſcrimen capitis intendere.* Elle a même une propriété particuliere dans la conſtitution Angloiſe, qui a été depuis très-perfectionnée ſur l'ancien modele apporté ici du continent. Car, quoiqu'en général, l'union des pouvoirs législatifs & judiciaires doive être ſoigneuſement évitée; cependant il peut arriver, qu'un ſujet chargé de l'adminiſtration des affaires publi-

ques, puiſſe enfreindre les droits du peuple, & ſe trouve coupable de crimes qu'un Magiſtrat ordinaire ne peut ou n'oſe punir. Ces crimes ne pouvant proprement être jugés par les repréſentans du peuple, ou membres de la Chambre des Communes, parce que leurs conſtituans ſont les parties léſées; dans quelle Cour ces accuſations ſeront-elles examinées? Ce ne ſera point par-devant les tribunaux ordinaires, leſquels ſeroient naturellement dominés par l'autorité d'un accuſateur ſi puiſſant. La raiſon dicte donc, que cette branche de législation, qui repréſente le peuple, doit porter ſon accuſation par-devant l'autre branche qui eſt compoſée de la Nobleſſe, laquelle n'a pas les mêmes intérêts, ni les mêmes paſſions que les aſſemblées du peuple. Telle eſt la grande ſupériorité que la conſtitution de cette Isle a ſur les Républiques des Grecs & des Romains, où le peuple étoit tout à la fois accuſateur & Juge. Il convient donc, que ce ſoit la Nobleſſe qui juge, pour aſſurer la juſtice aux accuſés; & il eſt à propos que l'accuſation ſe faſſe par le peuple, pour aſſurer la juſtice due à la République. Entr'autres circonſtances extraordinaires, qui accompagnent l'autorité de cette Cour, il en eſt une, d'une nature fort ſinguliere, & ſur laquelle la Chambre des Com-

munes a fort insisté dans l'affaire du Comte de Danby, sous le regne de Charles II : sur quoi il fut porté par le Statut 12 & 13, de Guillaume III, ch. 2, que nul pardon sous le grand Sceau, ne pourra être proposé contre une accusation intentée par la Chambre des Communes de la Grande Bretagne en Parlement.

2. La Cour du grand Sénéchal de la Grande Bretagne, est une Cour instituée pour l'Examen des Pairs, accusés de trahison, ou de félonie, ou de (*) *misprision*. L'office de ce grand Magistrat est d'une date très-ancienne; il étoit héréditaire autrefois, ou du moins étoit donné à vie, *dum benè se gesserit*. Mais ce n'est qu'à cette derniere condition quelle s'accorde ordinairement aujourd'hui; & depuis plusieurs siecles, ça été une pratique constante, [qui par conséquent semble être devenue nécessaire] d'en revêtir un Seigneur du Parlement, sans quoi il se trouveroit incapable de juger un Pair. Quand donc une accusation de cette espece est formée par une grande assemblée de francs-tenanciers à la Cour du banc du Roi, ou aux Assises par-devant les Juges, d'*oyer & de terminer*,

(*) Crime d'une personne qui sait qu'on trame une conspiration contre le Roi, & qui garde là-dessus le silence.

elle doit être portée par un *writ* de *certiorari*, à la Cour du grand Sénéchal, qui ſeul a le pouvoir de la juger. Un Pair peut plaider ſon pardon à la Cour du banc du Roi, & les Juges ont le pouvoir de l'accorder, afin d'épargner la peine de nommer un grand Sénéchal, uniquement pour entendre cette plaidoyerie. Mais il ne peut, dans cette Cour inférieure, plaider ſur aucun autre cas : comme, qu'il eſt, ou n'eſt pas coupable de l'accuſation; parce qu'en conſéquence de cette plaidoyerie, il ſeroit poſſible que la ſentence de mort pourroit être prononcée contre lui. C'eſt pourquoi, lorſqu'un Pair eſt accuſé de trahiſon, de félonie, ou d'avoir gardé le ſilence ſur la connoiſſance qu'il auroit d'une conſpiration; le Roi crée un grand Sénéchal, *pro hâc vice*, en vertu d'une commiſſion du grand Sceau : laquelle comporte l'accuſation formée, & donne à ſon Excellence le pouvoir de la recevoir, & de l'examiner, *ſecundùm legem & conſuetudinem Angliæ*. Pour lors, & quand l'accuſation eſt réguliérement portée par un *writ* de *certiorari* à la Cour inférieure, à laquelle il eſt enjoint de la certifier au grand Sénéchal, il envoie ordre à un ſergent d'armes de convoquer les Pairs, pour examiner le Pair qui eſt accuſé. Cet ordre s'expédioit autrefois, pour convoquer ſeu-

lement dix-huit, ou vingt Juges choisis dans le corps de la Pairie. Le nombre ensuite en fut indéterminé ; & de-là la coutume s'établit, d'en convoquer autant que le grand Sénéchal le jugeoit à propos ; & peu de temps après, ce nombre ne put être moindre de vingt-trois : ce qui augmenta considérablement le pouvoir de la Couronne, ainsique celui de son grand Sénéchal, puisqu'on pouvoit ne choisir que les Pairs, dont le parti dominant pour lors, avoit droit d'attendre le plus. Ce fut, même en conséquence, que, lorsque le Comte de Clarendon tomba dans la disgrace de Charles II, il y eut un dessein formé de proroger le Parlement, afin de le faire examiner par un nombre choisi de Pairs : parce que l'on doutoit que la Chambre entiere voulût se prêter aux vues de la Cour. Mais aujourd'hui, par le Statut 7, de Guillaume III, chap. 3, dans tous les Examens des Pairs sur la trahison, ou sur le silence à cet égard, tous les Pairs qui ont droit de siéger & de voter en Parlement, sont sommés, au moins vingt jours avant l'Examen, de comparoir pour donner leur suffrage ; & tout Pair qui comparoîtra, pourra voter à l'Examen de ce Pair, après avoir d'abord prêté serment de fidélité & de suprématie, & ensuite souscrit à la déclaration contre le Papisme.

Durant la ſeſſion du Parlement, l'Examen d'un Pair accuſé n'eſt pas proprement à la Cour du grand Sénéchal, mais par-devant la Cour ci-deſſus mentionnée, *du Roi notre Seigneur, en Parlement.* Il eſt vrai qu'en ce cas, le grand Sénéchal eſt toujours nommé, pour rendre les procédures régulieres, & leur donner crédit : mais il y fait plutôt la fonction d'un Orateur, *pro tempore*, que celle de Juge : car lorſque le corps des Pairs eſt aſſemblé, ils ſont à la fois Juges du droit & du fait, & le grand Sénéchal n'a comme les autres Pairs que droit de ſuffrage, en vertu de ſa qualité de Pair. Mais à la Cour du grand Sénéchal, laquelle ſe tient à la ſéparation du Parlement, il eſt ſeul Juge en fait de droit, comme les Pairs examinateurs le ſont du fait; & attendu qu'ils ne peuvent concourir avec lui pour rendre les procédures de la Cour régulieres, auſſi n'a-t-il pas le droit de ſe mêler avec eux pour voter à l'Examen. De ſorte que, quand un Pair eſt convaincu de meurtre, ou condamné pour meurtre en plein Parlement, il a été réglé par les Juges, que dans le cas où le jour nommé dans la ſentence pour l'exécution, ſeroit paſſé avant que cette exécution ne fût faite, il ſeroit fixé un nouveau jour pour cette même exécution, ou par la Chambre haute du Parlement, durant ſa

ſeſſion, quoiqu'il n'exiſtât point de grand Sénéchal, ou à la ſéparation du Parlement, par la Cour du Banc du Roi, où le regiſtre ſeroit porté.

Il s'eſt élevé quelques conteſtations pour ſavoir ſi les Evêques ont aujourd'hui le droit de ſiéger à la Cour du grand Sénéchal, pour examiner les accuſations de trahiſon ou de ſilence ſur ce ſujet. Quelques-uns penchent à croire qu'ils ſont compris ſous les termes généraux du Statut du Roi Guillaume, portant ces mots : *tous les Pairs qui ont droit de ſiéger & voter en Parlement.* Mais il n'y auroit point eu d'obſcurité, s'il y avoit eu : *tous les Seigneurs*, & non pas, *tous les Pairs.* Car quoique les Evêques, en vertu des Baronnies annexées à leurs Evêchés, ſoient inconteſtablement Seigneurs du Parlement; cependant leur ſang n'étant point ennobli, on ne les regarde pas univerſellement comme Pairs avec la Nobleſſe temporelle : & peut-être ce mot n'a-t-il été employé, que dans la vue de les exclure. Néanmoins il n'y a point d'exemple qu'ils ayent ſiégé dans des Examens de crimes capitaux, même ſur dénonciation ou accuſation en plein Parlement : à plus forte raiſon dans la Cour dont nous parlons; car ils ont coutume de ſe retirer volontairement. Il eſt pourtant vrai qu'ils enregiſtrent une pro-

teſtation qui déclare le droit qu'ils prétendent avoir d'y ſiéger. Il eſt certain que, dans l'onzieme chapitre des Conſtitutions de Clarendon, faites en Parlement, la onzieme année du regne de Henri II, ils ſont expreſſément exclus de ſiéger ou de voter dans les Examens tendans à privation de vie ou de membres : *Epiſcopi, ſicut cæteri Barones, debent intereſſe judiciis cum Baronibus, quouſque perveniatur ad diminutionem membrorum, vel ad mortem.* Et la querelle de Thomas Becket avec ce Prince, ſur ce ſujet, ne rouloit point ſur l'exception. (qui étoit conforme au Droit canon) mais ſur la regle générale qui empêchoit les Evêques de ſiéger du tout. La détermination de la Chambre des Pairs, dans l'affaire du Comte de Danby, qui a ſervi de regle depuis, eſt même conforme à ces Conſtitutions, portant : que les Seigneurs ſpirituels ont droit de ſiéger & de reſter à la Cour dans les cauſes criminelles, juſqu'à ce que la Cour procede au ſuffrage de *guilty* ou *not guilty*, (coupable ou non coupable).

Il faut remarquer que cette réſolution ne s'étend que juſqu'aux Examens en plein Parlement : car à la Cour du grand Sénéchal, (où aucun autre ſuffrage que celui de coupable ou non coupable ne peut ſe donner)

jamais aucun Evêque n'a pu y être appellé, & n'y fut en effet jamais été appellé comme tel. Et, quoique le Statut du Roi Guillaume regle les procédures dans cette Cour, auſſi-bien que dans celle du Parlement, ſon but ne fut pourtant jamais d'altérer ou de refondre ſa Conſtitution. Par conſéquent, il ne donne aux Seigneurs ſpirituels aucun droit dans les cauſes de ſang, puiſqu'ils ne l'avoient point auparavant. Ce qui rend même leur excluſion d'autant plus raiſonnable, c'eſt qu'eux-mêmes n'ayant pas le droit d'être jugés à la Cour du grand Sénéchal, il eſt par conſéquent certain qu'ils ne peuvent y ſiéger comme Juges. Car le privilege d'être jugé de la ſorte eſt fondé ſur la nobleſſe de l'extraction, plutôt que ſur le droit de ſiéger dans la Chambre haute: comme on le voit dans les Examens des Seigneurs Papiſtes, des Seigneurs mineurs & depuis l'Union de la Nobleſſe d'Ecoſſe, [quoiqu'elle ne ſoit pas du nombre des ſeize Membres du Parlement] & par les Examens des femmes, telles que la femme du Roi ou de la Reine Douairiere, ainſi que toutes les filles de Pairs, & les femmes qui, ſans être elles-mêmes filles de Pairs, ont épouſé des Pairs: à moins que pendant qu'elles étoient Douairieres, elles ne ſe fuſſent méſalliées, en épouſant en ſecondes

nôces un Membre de la Chambre des Communes.

3. La Cour du Banc du Roi, dont nous avons examiné la nature en partie, dans le Livre précédent, étoit [comme nous l'avons dit] diviſée en *côté* de la Couronne, & *côté* de la plaidoyerie. Du côté de la Couronne, elle connoît de toutes les cauſes criminelles, depuis la haute trahiſon juſqu'à la malverſation ou infraction de paix la plus triviale. On peut auſſi, par un *writ* de *certiorari*, porter à cette Cour toutes les accuſations des Cours inférieures & les Examens, ſoit à la Barre, ou à *niſi priùs*, par une aſſemblée de Jurés du Comté d'où l'accuſation a été portée. Les Juges de cette Cour, ſont les ſuprêmes Coroners du Royaume. Et la Cour elle-même, eſt la principale Cour de juriſdiction criminelle, [quoique les deux premieres ayent plus de dignité] que les Loix d'Angleterre connoiſſent. C'eſt pourquoi, lorſque la Cour du Banc du Roi vient dans quelque Comté, [comme lorſqu'elle fut tranſférée à Oxford, à cauſe de la maladie épidémique, de 1665] toutes les commiſſions précédentes d'*oyer* & de *terminer*, & d'élargiſſement général des priſonniers, ſont à la fois abſorbées & annulées, *ipſo facto* : de la même maniere que par les anciennes Conſ-

titutions Gothiques & Saxonnes : *Jure vetuſta obtinuit, quieviſſe omnia inferiora judicia, dicente Jus Rege.*

A la Cour du banc du Roi a reflué tout ce qu'il y avoit de bon, & de ſalutaire dans la juriſdiction de la Cour de *Starchamber*, (*camera ſtellata*) qui étoit une Cour d'origine fort ancienne, mais qui avoit changé de face par le Statut 3, de Henri VII, ch. 1; & le 21, de Henri VIII, chap. 20. Cette Cour étoit compoſée de différens Seigneurs ſpirituels & temporels, leſquels étoient des Conſeillers privés, & de deux Juges des Cours de Coutume, ſans l'intervention d'aucune aſſemblée de jurés. Leur Juriſdiction s'étendoit légalement ſur les émeutes, le parjure, les malverſations des Shériffs, & autres malverſations contraires aux Loix du pays. Cependant ſon pouvoir s'étendit encore dans la ſuite, (au rapport du Lord Clarendon) juſqu'à ce qui concernoit le maintien de toutes les proclamations & ordres de l'Etat, à la défenſe des commiſſions illégales & octrois de monopoles : tenant pour honorable ce qui plaiſoit, pour juſte ce qui étoit utile, & devenant tout à la fois Cour de droit, pour juger les droits civils, & Cour de revenu pour enrichir le tréſor.

4. La Cour de Chevalerie, dont nous avons eu auſſi occaſion de parler, comme

d'une Cour militaire, ou Cour d'honneur, quand elle ne ſe tenoit que par-devant le grand Maréchal d'Angleterre, eſt auſſi une Cour criminelle quand elle ſe tient par-devant le le grand Connétable du Royaume, conjointement avec le grand Maréchal. Pour lors elle a juriſdiction ſur les cauſes de *vie & de membres*, qui réſulte de faits d'armes, ou d'exploits militaires, tant dans l'intérieur que dans l'extérieur du Royaume. Mais la partie criminelle, ainſi que la partie civile de ſon autorité, ne ſont aujourd'hui plus en uſage : n'y ayant plus eu de grand Connétable, [que pour les Couronnemens, & autres circonſtances d'éclat, ſeulement *pro hâc vice*] depuis le procès & l'exécution de Stafford, Duc de Buckingham, la trentieme année du regne de Henri VIII. Attendu que cette charge, & l'autorité qui l'accompagne ſoit en paix, ſoit en guerre, a été regardée comme trop conſidérable pour être confiée à un ſujet.

5. La grande Cour d'Amirauté, tenue devant le grand Amiral d'Angleterre, ou ſon députe, appellé Juge de l'Amirauté, eſt une Cour de juriſdiction, non-ſeulement civile, mais encore criminelle. Elle connoît de tous les crimes & offenſes qui ſe commettent, ou ſur la mer, ou ſur les côtes, hors des limites d'un Comté Anglois. Par le Statut 15, de

Richard II, chap. 3, elle connoît des cauſes de mort & de *mayhem* qui arrivent dans les grands vaiſſeaux, qui ſont dans le courant principal des grandes rivieres, au-deſſous des ponts de ces mêmes rivieres, qui ſont pour lors une ſorte de ports ou havres, [comme ceux de Londres ou de Gloceſter] quoiqu'ils ſoient fort éloignés de la mer. Mais, comme cette Cour procédoit ſans Jurés, d'une maniere très-conforme au Droit civil; l'exercice d'une juriſdiction criminelle y étoit contraire au génie du Droit d'Angleterre: en ce qu'un homme pouvoit y être privé de la vie par l'opinion d'un ſeul, Juge & ſans l'intervention de ſes Pairs. D'ailleurs, comme les innocens pouvoient ainſi devenir la victime du caprice d'un ſeul homme; de même des coupables inſignes pouvoient échapper, & échappoient réellement à la punition: car la regle du Droit civil eſt, qu'aucune ſentence de mort ne peut être rendue contre des coupables, ſans la preuve de deux témoins, ou l'aveu du fait par eux-mêmes: regle qui a toujours ſcandaliſé la nation Angloiſe, & à laquelle on s'eſt efforcé en Parlement, de remédier, la huitieme année du regne de Henri VI; mais ſans ſuccès, faute du conſentement du Roi. Cependant, par le Statut 28, de Henri VIII, chap. 15, il fut dit que ces crimes ſeroient examinés

examinés par des Commiſſaires nommés par le Lord Chancelier : ſavoir, l'Amiral ou ſon Lieutenant ; & trois ou quatre autres, [au nombre deſquels on nomme ordinairement deux Juges en Coutume, qui en effet examinent tous les priſonniers] l'accuſation étant formée d'abord par une grande aſſemblée de douze jurés, & examinée enſuite par une autre aſſemblée comme en Coutume ; & que le Cours des procédures ſeroient conformes aux Loix du pays. Telle eſt la méthode actuelle, & unique d'examiner les félonies maritimes en cette Cour, laquelle eſt toujours préſidée par le Juge de l'Amirauté, comme les ſeſſions de Londres le ſont par le Lord Maire.

Ces cinq Cours peuvent ſe tenir par tout le Royaume, & leur juriſdiction s'étend ſur les crimes qui ſe commettent dans toute ſon étendue. Celles qui ſuivent ſont auſſi d'une nature générale, & univerſellement répandues dans la nation ; mais leur juriſdiction eſt locale & reſſerrée dans des diſtricts particuliers. De cette eſpece eſt :

6. La Cour d'*Oyer & terminer* (*) & le *Gaol delivery* (**) général. Cette Cour ſé

(*) D'entendre & terminer.

(**) D'élargiſſement.

tient par-devant les Commiſſaires du Roi ; au nombre deſquels ſont ordinairement deux Juges des Cours de Weſtminſter, deux fois par an dans chaque Comté du Royaume ; excepté dans les quatre du Nord, où elle ne ſe tient qu'une fois tous les ans, & à Londres & dans le Comté de Middleſex, où elle ſe tient huit fois. Il en a été fait mention dans le livre précédent. Sur quoi nous avons remarqué, que dans ce qu'on appelle ordinairement les Aſſiſes, les Juges ſiegent en vertu de cinq autorités différentes : deux deſquelles, (la commiſſion d'Aſſiſe & la juriſdiction de *niſi priùs* qui l'accompagne) étant principalement de nature civile, ont été alors développées fort au long. J'y ajouterai ſeulement, que ces Juges ont auſſi en vertu de différens Statuts, une juriſdiction criminelle, en certains cas ſpéciaux. La troiſieme, qui eſt la Commiſſion de la paix, a été auſſi traitée dans un Volume précédent, à l'occaſion des recherches que nous avons faites ſur la nature, & la charge d'un Juge de paix. J'ajouterai ſeulement, que tous les Juges de paix de quelque Comté que ce ſoit, où ſe tiennent les Aſſiſes, ſont obligés par la Loi, d'y aſſiſter, pour faire le rapport des reconnoiſſances, &c. & aider les Juges dans les matieres, qui ſont de leur juriſdiction, ainſi que de leur connoiſſance, & dont il eſt probable, que quel-

ques-uns d'eux, ſe ſont mêlés par voie d'Examen antérieur. La quatrieme autorité, eſt la commiſſion d'*Oyer* & *terminer*, pour entendre & déterminer toutes les trahiſons, félonies & malverſations. Celle-ci eſt adreſſée aux Juges & à pluſieurs autres; mais les Juges ſeuls ſont, des *quorum* : de ſorte, que les autres ne peuvent agir ſans eux. Les termes de la commiſſion ſont: » de s'infor-» mer, d'entendre & de déterminer : « de ſorte, qu'en vertu de cette commiſſion, ils ne peuvent procéder que ſur une accuſation formée aux mêmes Aſſiſes : car ils doivent d'abord informer par le moyen de la grande aſſemblée de jurés ou enquête, avant que de pouvoir entendre & déterminer par le ſecours d'une petite aſſemblée de jurés. C'eſt pourquoi ils ont, en outre, (cinquiemement) une commiſſion d'élargiſſement général, qui leur donne le pouvoir d'examiner, & de délivrer tous les priſonniers qui ſeront dans la priſon, au moment de l'arrivée des Juges dans la ville, quelque ſoit la durée de leur détention, & la nature des crimes qu'ils ont commis. C'étoit autrefois l'uſage d'expédier des *writs* ſpéciaux d'élargiſſement pour chaque priſonnier particulier, & ces *writs* étoient appellés, *de bono & malo*; mais comme on trouva qu'ils étoient accompagnés d'inconvé-

niens oppreſſifs, il y a long-temps qu'on leur a ſubſtitué une commiſſion générale, pour tous les priſonniers. De ſorte que d'une façon, ou de l'autre, les priſons ſe vuident, les coupables ſont examinés, punis ou élargis, deux fois par an. Quelquefois auſſi, dans des occaſions preſſantes, le Roi expédie une commiſſion ſpéciale, & extraordinaire d'*oyer* & *terminer*, & d'élargiſſement, reſtreinte aux crimes qui demandent une information, & un châtiment immédiat; & dans ces cas, les Cours des procédures eſt le même que dans les commiſſions générales & ordinaires. On tenoit, autrefois, conformément aux Statuts 8, de Richard II, chap. 2, & le 33, de Henri VIII, chap. 4, qu'aucun Juge ou autre Avocat ne pouvoit agir avec la commiſſion d'*oyer* & *terminer*, ou de celle de l'élargiſſement, dans le Comté qu'il habitoit, ou qui l'avoit vu naître; de même qu'il leur eſt défendu d'être juges d'Aſſiſe, & de juger les cauſes civiles. Mais cette partialité locale, que la jalouſie de nos ancêtres avoit ſoin de prévenir, étant jugée devoir moins influer dans l'Examen des crimes & des malverſations qu'en matiere de propriété, & de diſputes entre des parties; il fut décidé, par le Statut 12, de George II, chap. 27, que tout homme pourroit obtenir une com-

miſſion d'*oyer* & *terminer* & d'élargiſſement, dans tous les Comtés d'Angleterre.

7. La Cour de *Quarter ſeſſions* (*) générale de la paix, doit ſe tenir dans tous les Comtés une fois, chaque quatier ; par le Statut 2, de Henri V, chap. 4, dans la premiere ſemaine, après la ſaint Michel : dans celle, après l'Epiphanie ; dans celle après la quinzaine dePâques ; & l'autre dans celle d'après la tranſlation de St. Thomas Becket, ou le ſept de Juillet. Elle ſe tient par-devant deux, ou un plus grand nombre de Juges de paix, l'un deſquels doit être des *quorum*. La juriſdiction de cette Cour, par le Statut 34, d'Edouard III, chap. 1, conſiſte à examiner, & juger toute ſorte de félonies & de délits : quoique rarement, pour ne pas dire jamais, il lui arrive d'examiner d'autre délits, que de petites félonies au profit du Clergé : leur commiſſion portant, que s'il ſurvient quelque difficulté, ils ne procéderont au jugement qu'en préſence d'un des Juges des Cours du banc du Roi, ou des Plaidoyers communs, ou d'un des Juges d'Aſſiſe. En conſéquence, les meurtres, & autres félonies capitales, ſont ordinairement remis à un Examen plus ſolemnel, aux Aſſiſes. Ils ne peuvent pas non

---

[*] Seſſions de quartier.

plus examiner aucun crime de nouvelle création, ſans un pouvoir exprès donné par le Statut qui les crée. Mais il y a pluſieurs crimes & pluſieurs cas extraordinaires, qui par des Statuts particuliers appartiennent proprement à cette juriſdiction, & doivent y être pourſuivis : telles ſont les malverſations peu conſidérables contre le public, ou contre l'Etat, qui ne vont point juſqu'à la félonie ; & particuliérement les fautes relatives au jeu, aux grands chemins, aux cabarets à bierre, aux enfans bâtards, aux établiſſemens pour les pauvres, aux vagabonds, aux domeſtiques à gages, aux apprentifs & aux Papiſtes récuſans. Dans quelques-uns de ces cas, on procéde ſur accuſation, & dans d'autres, d'une maniere ſommaire, par requête & par ordre., *ad hoc.* Cet ordre peut, pour l'ordinaire, être porté à la Cour du banc du Roi, par un *writ* de *certiorari facias*, & là être caſſé ou annullé : à moins que des Statuts particuliers ne renferment des diſpoſitions à ce contraires. Les regiſtres des ſeſſions, ſont confiés à la garde d'un Officier ſpécial, appellé *cuſtos rotulorum*, qui eſt toujours un Juge des *quorum*, & parmi ceux-ci, (dit Lambard) un homme toujours choiſi pour ſon mérite, pour ſon rang, ou pour ſon crédit. La nomination du *cuſtos rotulorum*, (qui eſt le principal Officier civil du Comté, comme le Lord Lieute-

nant eſt le Chef dans le commandement militaire) eſt ſigné de la main du Roi. C'eſt à lui qu'appartient la nomination du Clerc de la paix ; & il lui eſt très-expreſſément défendu de rendre cette charge vénale.

Dans la plupart des villes municipales, il y a des ſeſſions de *quartier*, tenues par-devant les Juges de ces mêmes villes dans l'étendue de leurs limites reſpectives. Ces ſeſſions ont exactement la même autorité, que celles du quartier général du Comté, excepté dans un petit nombre de cas; deſquels l'un des plus conſidérables eſt l'affaire des appels des ordres de la translation des pauvres, qui quoiqu'émanés de la part des Juges municipaux, doivent être portés aux ſeſſions du Comté, en vertu des Statuts 8 & 9, de Guillaume III, chap. 30. Il ſe tient quelquefois dans les villes municipales, & dans l'étendue des Comtés, une petite ſeſſion (ou ſeſſion ſpéciale) par quelques Juges, pour dépêcher des affaires de peu d'importance dans le voiſinage, dans les intervalles des ſeſſions générales : comme pour des permiſſions de lever un cabaret à bierre, pour recevoir les comptes des Officiers de paroiſſe & autres.

Le *Tourn* [ou Tournée] du Shériff, eſt une Cour avec greffe, tenue deux fois par an dans le courant du mois qui ſuit la fête de Pâ-

ques, & de celui qui ſuit la S. Michel, par-devant ce même Shériff, en différentes parties du Comté : comme étant, à la vérité, ſeulement le tour du Shériff de tenir une Cour fonciere dans chaque centaine ou *hundred* reſpectif. Cette Cour eſt la grande Cour fonciere du Comté, comme la *county Court* eſt celle du Baron : car c'eſt de celle-ci, que pour le ſoulagement du Shériff, elle a autrefois été tirée.

9. La *Court-leet*, ou *view of frank-pledge*, eſt une Cour avec greffe, tenue une fois par an, & jamais plus ſouvent, dans un *hundred* particulier, Seigneurie ou Manoir, par devant le Receveur de la Cour ; étant une Cour Royale, accordée par Charte aux Seigneurs de ces *hundreds* ou Manoirs. Le but de ſon inſtitution étoit d'examiner les *franck-pledges*, [*] c'eſt-à-dire, les hommes libres dans l'enceinte du privilege; qui [comme nous l'avons vu] ſuivant l'inſtitution du grand Alfred, étoient mutuellement garans de leur conduite reſpective. Outre cela, le maintien de la paix & le châtiment de différentes fautes légeres contre le bien public, ſont les objets de la *Court-leet* & du *Tourn* du Shériff : toutes deux ont exactement la même juriſ-

(*) Les cautions pour un Bourgeois.

diction, l'une n'étant qu'une eſpece plus étendue que l'autre, & qui embraſſe plus de territoires, ſans embraſſer un plus grand nombre de cauſes. Tous les francs-tenanciers de leur enceinte ſont obligés d'y aſſiſter, ainſi que toutes les perſonnes qui y ſont leur réſidence; & cette réſidence conſiſte ſeulement à y coucher : réglement qui doit ſon origine aux Loix du Roi Canut. Mais les perſonnes âgées de moins de douze ans & de plus de ſoixante, les Pairs, les Eccléſiaſtiques, les femmes & les tenanciers du Roi en ancien Domaine, ſont diſpenſés de ſuivre cette Cour. Tous les autres ſont obligés de comparoir à l'aſſemblée des Jurés, s'ils en ſont requis, & de faire leurs dénonciations. C'étoit auſſi, anciennement, la coutume de ſommer tous les ſujets du Roi, à meſure qu'ils atteignoient reſpectivement l'âge de diſcrétion & de force, de venir à la *Court-leet*, & là de prêter ſerment de fidélité au Roi. L'autre fonction générale de la *Court-leet* & du *Tourn*, étoit de dénommer dans une aſſemblée de Jurés, tous les crimes qui ſe commettoient dans l'étendue de leur juriſdiction; comme auſſi, non ſeulement de dénoncer, mais encore de punir toutes les fautes triviales, ainſi que toutes les dettes, qui ſe recouvroient à la *Court Baron* & à la *County-Court* : la juſtice, dans ces deux

eſpeces de fautes légeres, étant miſe à portée de chaque individu, par notre ancienne Conſtitution. De même, dans la Conſtitution Gothique, l'*Hæreda*, qui répondoit à notre *Court-leet*, *de omnibus quidem cognoſcit*, *non tamen de omnibus judicat.* Les objets de leur juriſdiction ſont donc inévitablement très-nombreux, puiſque ce ſont tous ceux qui affectent en quelque maniere, plus ou moins, les intérêts publics ou le bon gouvernement du diſtrict où elles ſiegent, depuis les nuiſances communes & autres attentats d'importance contre la paix du Roi & le commerce public, juſqu'aux goutieres, épaves & irrégularités dans les communes publiques. Mais la *Court-leet* & le *Tourn*, ont été, pendant long-temps, aſſez négligés : circonſtance que l'on doit attribuer, en partie, à la diſpenſe accordée par le Statut de Marlbridge, le 52, de Henri III, chap. 10, à tous les Prélats, Pairs & Eccléſiaſtiques, de ſuivre ces Cours : ce qui leur ôta une partie de leur réputation. C'eſt pourquoi leurs fonctions ont été pour la plupart graduellement dévolues aux ſeſſions de quartier : ce que le Statut 1, d'Edouard IV, chap. 2, enjoint particuliérement de faire, en certains cas.

10. La Cour du *Coroner*, eſt auſſi une

Cour avec greffe; pour informer, lorſqu'un homme meurt en priſon, ou d'une mort violente & ſoudaine, & s'aſſurer de la maniere qu'il a terminé ſa vie; & il n'a droit de faire cette recherche, que *ſuper viſum corporis.* Nous avons amplement parlé du *Coroner* & de ſa charge, dans un des Volumes précédens, en traitant des Officiers publics & des Miniſtres du Royaume. Nous ne voulons donc point répéter nos recherches, & nous nous contenterons de faire ici mention de cette Cour, pour ne pas déroger à la regularité, en ne la comptant pas parmi les Cours criminelles de la Nation.

11. La Cour du *Clerc du Marché*, eſt attachée à toutes les foires & marchés du Royaume; pour punir les malverſations qui s'y commettent, comme une Cour de *Pie-poudre* eſt établie pour vuider tous les différends relatifs à la propriété particuliere & civile. L'objet de cette juriſdiction eſt principalement la connoiſſance des poids & meſures, pour voir ſi elles ſont conformes à l'étalon ou non: lequel étalon étoit anciennement confié à la garde de l'Evêque, qui nommoit quelques Clercs au-deſſous de lui, pour examiner plus ſtrictement les abus qui pouvoient ſe commettre à cet égard. C'eſt de-là que cet Officier, [quoiqu'aujourd'hui ce ſoit ordinaire-

ment un laïc] s'appelle le Clerc du marché. Si les meſures ne ſe trouvent point conformes à l'étalon ; alors, outre la punition de la partie, qui doit payer une amende, les poids & les meſures doivent être brûlés. Cette Cour eſt la plus baſſe de toutes les Cours criminelles du Royaume, quoique les objets de ſon pouvoir coercitif fuſſent regardés par les Romains, comme étant d'une ſi grande importance pour le public, qu'ils étoient confiés au ſoin de quelques-uns des Magiſtrats les plus honorables de la République, c'eſt-à-dire, aux Ediles Curules.

12. Il y a encore un petit nombre d'autres Cours criminelles d'une dignité plus relevée que la plupart de celles que nous venons de nommer, mais dont la juriſdiction eſt plus reſtreinte, & que la faveur Royale, confirmée par acte du Parlement, a diſtinguées par le privilege des Cours particulieres, pour la punition des crimes & malverſations qui ſe commettent dans l'enceinte & les limites de leur reſſort. Attendu que ces Cours ne ſont point répandues univerſellement, & que leur uſage n'eſt point général, mais borné à certains endroits & à une eſpece déterminée de cauſes ; on peut les déſigner ſous les noms de Cours criminelles, particulieres ou ſpéciales.

Je ne parle point ici des Cours Eccléſiaſtiques, qui ſéviſſent contre les fautes ſpirituelles, plutôt que contre les crimes temporels, par la pénitence, la contrition & l'excommunication, *pro ſalute animæ*; ou par un équivalent, & par une ſomme d'argent au profit des Officiers de la Cour, par voie de commutation de peine : il en a été ſuffiſamment parlé dans le Livre précédent. Je vais maintenant examiner les Cours dont les procédures ſont conformes à la Coutume, qui ne connoît pas ces échanges inexplicables de la juſtice publique.

1. D'abord la Cour du grand Sénéchal, du Tréſorier ou Contrôleur de la maiſon du Roi, fut inſtituée par le Statut 3, de Henri VII, chap. 14, pour informer d'une félonie dont quelqu'un des ſerviteurs jurés du Roi, au-deſſous de la qualité de Lord, ſeroit coupable, dans le contrôle de la maiſon du Roi. Comme de comploter, tramer, conſpirer la mort ou la deſtruction du Roi, de quelque Seigneur ou Membre du Conſeil-Privé de Sa Majeſté, du grand Sénéchal, du Tréſorier ou Contrôleur de la maiſon du Roi. Et l'enquête, ainſi que l'examen ſur ce ſujet, doit ſe faire par une aſſemblée de Jurés, conformément à la Coutume, compo-

ſée de douze graves perſonnages de la maiſon de Sa Majeſté.

2. La Cour du grand Sénéchal de la maiſon du Roi, ou [en ſon abſence] du Tréſorier, du Contrôleur, & du grand Maréchal, fut érigée par le Statut 33, de Henri VIII, chap. 12, avec pouvoir d'informer, d'entendre & de juger toutes les trahiſons, ſilence de trahiſon, meurtres, aſſaſſinats, ſang répandu, & autres méchancetés qui auront cauſé effuſion de ſang dans quelqu'un des palais ou maiſons du Roi, ou dans toute autre maiſon qui ſervira de réſidence à la perſonne Royale. Les procédures s'y font auſſi par grande & petite aſſemblée de Jurés, comme en Coutume, compoſée des Officiers & Serviteurs Jurés de la maiſon du Roi. La forme & la ſolemnité de la procédure, particuliérement pour ce qui regarde l'exécution de la ſentence, portant que la main ſera coupée, qui eſt l'une des punitions pour l'effuſion du ſang dans la Cour du Roi, eſt longuement établie dans ce même Statut 33, de Henri VIII, où les différentes fonctions des ſerviteurs du Roi, relatives à cette exécution, ſont détaillées, depuis celles du ſergent de la baſſe cour, qui fournit le bloc, juſqu'à celles du ſergent maréchal, qui apporte les fers chauds, pour brûler l'extrêmité du moignon.

3. Attendu que, dans le Livre précédent.

nous avons parlé des Cours des deux Univerſités, ou de celles de leurs Chanceliers, pour la réparation des injures civiles ; il ne ſera pas hors de propos, maintenant, d'ajouter un mot touchant la juriſdiction de leurs Cours criminelles, qui n'a pas moins d'étendue. La Cour du Chancelier d'Oxford (celle des deux Univerſités que l'auteur a connue plus particuliérement, quoique probablement celle de Cambridge ait auſſi une ſemblable juriſdiction,) a droit de juger toutes les cauſes de propriété où une perſonne privilégiée ſe trouve l'une des parties : excepté ſeulement les cauſes de franc-fief : de même que de toutes les offenſes criminelles, ou malverſations au-deſſous de la trahiſon, la félonie & le *mayhem*. La défenſe de connoître du franc-fief, il eſt vrai, ſubſiſte encore : mais l'Examen de trahiſon, de félonie & de *mayhem*, eſt confiée par une charte particuliere à la juriſdiction de l'Univerſité, dans une autre Cour : ſavoir, celle du grand Sénéchal de l'Univerſité même.

Car, par la charte du 7 Juin, de la ſeconde année d'Henri IV, (confirmée, entr'autres, par le Statut 13, d'Eliſabeth, ch. 29) l'Univerſité d'Oxford peut connoître de toutes les accuſations de trahiſons, ſéditions, félonie & *mayhem*, qui ſeront formées dans

quelqu'une des Cours du Roi, contre un étudiant, ou perſonne privilégiée; leſquels doivent être examinées par-devant le grand Sénéchal de l'Univerſité ou ſon député, lequel doit être nommé par le Chancelier de l'Univerſité, pour le cas préſent. Mais quand ce grand Sénéchal eſt actionné pour ſon Office, il doit être approuvé par le grand Chancelier d'Angleterre; & par une commiſſion ſpéciale ſous le grand Sceau, qui lui eſt donnée, ainſi qu'aux autres, pour examiner l'accuſation pendante actuellement, conformément aux Loix du pays & aux privileges de cette Univerſité. Ainſi, lorſqu'une accuſation eſt reçue aux Aſſiſes ou ailleurs, contre un écolier de l'Univerſité, ou contre toute autre perſonne privilégiée; le vice-Chancelier peut en réclamer la connoiſſance; & lorſqu'il la réclame à temps, & de la maniere convenable, elle doit lui être accordée par les Juges des Aſſiſes. Pour lors, l'accuſation ſe porte à la Cour du grand Sénéchal, pour y être jugée. Mais avant que de réclamer cette connoiſſance, il faut que l'accuſation ait été reçue par une grande aſſemblée de jurés: car je tiens que le grand Sénéchal ne peut procéder originairement, *ad inquirendum*, mais ſeulement après l'enquête, dans les Cours de Coutume, *ad audiendum & determinandum*. De même que, quand

quand un Pair doit être examiné à la Cour du grand Sénéchal d'Angleterre, l'accuſation doit être reçue aux Aſſiſes, ou à la Cour du banc du Roi; & alors, [en conſéquence d'un *writ* de *certiorari*] tranſportée par-devant le grand Sénéchal, & les Pairs, pour y être entendue & jugée en dernier reſſort.

Quand la connoiſſance eſt ainſi accordée, ſi l'offenſe eſt *inter minora crimina*, ou ſeulement une malverſation; elle eſt examinée à la Cour du Chancelier par le Juge ordinaire. Mais ſi c'eſt pour trahiſon, félonie ou *mayhem*, elle doit alors [& alors ſeulement] être jugée par-devant le grand Sénéchal, ſous la commiſſion ſpéciale du Roi de l'*examiner*. Voici comme on procéde à cet Examen. Le grand Sénéchal expédie un ordre au Shériff du Comté, qui envoye une liſte de dix-huit francs-tenanciers; & un autre ordre aux bedeaux de l'Univerſité, leſquels envoyent une liſte de 18 laïcs immatriculés: *laïcos privilegio univerſitatis gaudentes*; & c'eſt par une aſſemblée de jurés formée *de medietate*, moitié de tenanciers & moitié de perſonnes immatriculées, que l'accuſation doit être examinée; & cela dans la maiſon-de-ville d'Oxford. Et s'il eſt néceſſaire de prononcer une exécution, en conſéquence de ce que la partie a été trouvée coupable; le Shériff du Comté doit faire exécu-

ter la procédure de l'Univerſité : ce dont il eſt tenu, annuellement, par ſerment.

Je me ſuis d'autant plus étendu ſur le détail de ces procédures, qu'il y a heureuſement plus d'un ſiecle qu'on n'a eu occaſion de les réduire en pratique : quoique ce droit ne ſoit pas au nombre de ceux qui ne ſe trouvent qu'inſcrits, ou dans la théorie, puiſqu'il a été, ci-devant, plus d'une fois, mis à exécution. Nous en avons même pluſieurs exemples : un ſous le regne d'Eliſabeth, deux ſous celui de Jacques I, & deux ſous celui de Charles I ; où les accuſations, pour meurtre, ont été portées par le vice-Chancelier aux Aſſiſes, & enſuite examinées par-devant le grand Sénéchal, dans une aſſemblée de jurés. Et les commiſſions ſous le grand Sceau, les liſtes du Shériff & des bédeaux, & toutes les autres procédures uſitées dans l'Examen des différentes accuſations, ſe trouvent encore dans les archives de cette Univerſité.

CHAPITRE XX.

Des Convictions ſommaires.

JE vais, conformément à mon plan, conſidérer les procédures des Cours criminelles, relativement à la punition des offenſes. Elles ſont ſimples, aiſées & régulieres ; d'autant que la Loi n'y admet point de fictions, comme dans les cauſes civiles, & qu'il s'y agit plus immédiatement de la vie, de la liberté & de la sûreté des ſujets. Ces procédures ſe diviſent en deux ſortes : en ſommaires, & en régulieres. Je dirai un mot des premieres avant que d'entâmer les dernieres, qui demandent un Examen particulier & plus réfléchi.

Par procédure ſommaire, j'entends principalement, celle qui eſt enjointe par différens actes du Parlement, [car la Coutume n'y entre pour rien, excepté en cas de défaut] pour la conviction des coupables, & l'infliction de certaines peines portées par ces mêmes actes. Ici, les jurés n'interviennent point ; mais la partie accuſée eſt acquittée, ou condamnée par le ſuffrage de la perſonne ſeulement, que le Statut lui a nommée pour Juge. Inſtitution, dont le but a pour objet le ſou-

lagement du ſujet, en lui faiſant rendre une prompte juſtice, & qui épargne aux francs-tenanciers des ſéances fréquentes, pour examiner chaque offenſe minutieuſe. Mais l'extenſion qu'on vient de lui donner, annonce, ſi l'on ne prévient ce malheur, la décadence de notre admirable Examen par juré, qui fait tant d'honneur à notre nation, & qui n'auroit plus lieu que dans les points capitaux.

1. De cette nature ſommaire, ſont tous les Examens d'offenſes & de fraudes contraires aux Loix de l'Exciſe & autres branches du revenu ; leſquelles doivent être informées & jugées par les Commiſſaires des départemens reſpectifs, ou par les Juges de paix du pays : Officiers qui tous ſont nommés, & peuvent être dépoſés ſelon le bon plaiſir de la Couronne. Et quoique de telles convictions ſoient abſolument néceſſaires pour la collection requiſe des deniers publics, & qu'elles ſoient une eſpece de grace pour les délinquans, dont la dépenſe & les délais des fréquentes pourſuites entraîneroient néceſſairement la ruine ; & quoique les Commiſſaires ſe ſoient toujours conduits de maniere à ne donner que peu d'occaſions de ſe plaindre de leur oppreſſion ; cependant en conſidérant de nouveau les différentes branches, & preſque innombrables de ce revenu, qui peuvent être des

objets de fraude, ſoumis à cette juriſdiction ſommaire & arbitraire ; nous trouvons que le pouvoir de ces mêmes Officiers de la Couronne ſur la propriété du peuple, eſt porté au degré le plus formidable.

II. Une autre branche de procédures ſommaires, eſt celle qui ſe fait par - devant les Juges de paix, pour infliger diverſes légeres amendes pécuniaires & corporelles, portées par actes du Parlement pour pluſieurs offenſes : telles que les juremens, l'yvrognerie, le brigandage, la fainéantiſe & une infinité d'autres objets ; & pour leſquels je dois renvoyer l'étudiant aux livres de juſtice ci-devant cités : leſquels délits étoient autrefois punis ſur le rapport d'une aſſemblée de jurés à la Cour fonciere. Ce changement dans l'adminiſtration de la juſtice, a pourtant eu de fâcheux effets : comme 1. La décadence & le mépris preſque total de la Cour fonciere, & de la tournée du Shériff, qui ſont les anciennes Cours Royales de Coutume, autrefois très-reſpectées. 2. L'accroiſſement onéreux de la fonction d'un Juge de paix, qui décourage tant de perſonnes d'un rang, & d'un caractere diſtingués, d'agir dans les commiſſions : de peur que le devoir de leur charge n'exige un temps trop conſidérable, qu'ils ne veulent point dérober aux affaires qu'exigent leur

famille, & leurs engagemens dans d'autres ſervices publics. Auſſi le pays a-t-il les plus grandes obligations aux perſonnes d'un certain rang qui veulent bien ſe charger des devoirs d'un office de cette eſpece.

Cependant cette répugnance réſultant particuliérement de cet accroiſſement de juriſdiction ſommaire, produit un troiſieme malheur : c'eſt que ce dépôt, quand d'honnêtes citoyens évitent de s'en charger, tombe néceſſairement entre les mains de gens, qui ne ſont rien moins que nobles; & qu'alors ce pouvoir extenſif d'un Juge de paix, qui eſt ſi reſpectable entre les mains de perſonnes d'honneur, ſera proſtitué & employé à remplir des vues ſcandaleuſes, à ſatisfaire les paſſions, l'ambition, l'avarice ou la vengeance. Funeſtes conſéquences, & leſquelles nous font réfléchir ſur la ſage prévoyance de nos anciens légiſlateurs, qui n'ont jamais ſouffert que la propriété ou la punition du ſujet, fuſſent déterminés par l'opinion d'un ſeul homme, ou même de deux! On peut également obſerver combien il eſt néceſſaire de ne plus s'écarter de notre ancienne conſtitution, en ordonnant l'inflidion de nouvelles peines pécuniaires, ſur des convictions ſommaires.

La procédure de ces convictions ſommaires, il faut l'avouer, eſt extrêmement promp-

te, quoique les Cours de Coutume leur aient donné atteinte, en établiſſant, comme une formalité néceſſaire, que la partie accuſée fût aſſignée, avant que d'être condamnée. Et cette formalité eſt aujourd'hui regardée comme indiſpenſable; quoique les Juges ſe ſoient longtemps débattus ſur ce point, en oubliant cette regle du Droit naturel, rapportée par Séneque:

Qui ſtatuit aliquid, parte inauditâ alterâ,
Æquum licet ſtatuerit, haud æquus fuit.

Regle à laquelle ſe ſont ſtrictement conformées toutes les Loix municipales qui ſont fondées ſur les principes de juſtice. Le Droit Romain requéroit, au moins, une aſſignation; & notre Coutume n'a jamais permis l'examen d'aucun fait, (ſoit criminel ſoit civil) qu'elle n'eût préalablement contraint la partie intéreſſée à comparoir. Après cette aſſignation, le Magiſtrat peut ſommairement procéder à l'examen d'un, ou d'un plus grand nombre de témoins, ſur leur ſerment, & de la maniere qu'il eſt requis par le Statut; & enſuite procéder, par écrit à la conviction du coupable. Sur quoi il expédie d'ordinaire l'ordre de le faire ſaiſir, dans le cas où une punition corporelle lui doit être infligée, ou de ſaiſir ſes biens & de les vendre. Telle eſt,

en général, la méthode des procédures ſommaires par-devant un Juge ou des Juges de paix : mais pour les circonſtances particulieres, il faut avoir recours aux différens Statuts qui établiſſent l'offenſe ou qui infligent la punition, & qui ordinairement tracent auſſi la méthode que l'on doit ſuivre pour la conviction des coupables : ſans quoi ils ſont naturellement ſous la regle générale, & ne peuvent être convaincus que par accuſation ou information, en Coutume.

III. On peut auſſi rapporter à ce chef de procédures ſommaires, la méthode immémoriale employée par les Cours ſupérieures de juſtice pour punir les délinquans par priſe de corps, & les procédures qui s'en enſuivent.

Les délits qui ſont punis de la ſorte, ſont directs, quand ils inſultent ouvertement ou qu'ils réſiſtent à l'autorité de la Cour, ou aux Juges qui y préſident : car ils tendent ouvertement à faire mépriſer l'autorité de la juſtice; & les principaux exemples de l'une & de l'autre ſorte de ces délits, qui ont été ordinairement punis par la priſe de corps, ſont ſur-tout ceux des eſpeces ſuivantes.

1°. Lorſqu'ils ſont commis par des Juges & Magiſtrats inférieurs, en agiſſant injuſtement, avec oppreſſion ou irrégularité, dans l'adminiſtration des portions de juſtice qui leur ont

été confiées; ou en désobéissant aux *writs* du Roi, émanés des Cours supérieures; en procédant dans une cause après qu'elle est suspendue ou portée ailleurs, par *writ* de prohibition, de *certiorari*, de *supersedeas*, & autres semblables. Car, comme les Cours Royales supérieures, (& spécialement la Cour du banc du Roi) ont la surintendance générale sur toutes les jurisdictions inférieures; toute pratique injuste ou corrompue de Juges subordonnés, est un mépris de cette autorité, dont le devoir est de les contenir dans les bornes de la justice. 2°. Ceux qui se commettent par les Shériffs, les huissiers, les geoliers, & autres Officiers de la Cour, en abusant de la procédure de la Loi, ou en trompant les parties par quelques actes d'oppression, d'extorsion, de collusion, ou par la négligence de leurs devoirs. 3°. Ceux commis par les Procureurs & Solliciteurs, qui sont aussi des Officiers des Cours respectives: par des exemples grossiers de fraude & de corruption, d'injustice envers leurs cliens, & de toutes autres pratiques déshonnêtes. Car le mauvais exemple des Officiers influe souvent sur ceux qui les employent: & si l'offense est fréquente & impunie, elle fait naître dans le peuple une espece de mépris pour les Cours mêmes. 4°. Ceux des Jurés, dans des ma-

tieres relatives à leurs fonctions : comme de faire défaut, lorsqu'ils sont sommés ; de refuser la prestation du serment, ou de faire aucun rapport ; de boire & manger sans la permission de la Cour, & particuliérement aux dépens de l'une ou de l'autre des parties, & autres malversations ou irrégularités de cette nature : mais non pas dans le pur & simple exercice de leur capacité judiciaire, comme en faisant un rapport faux ou erroné. 5°. Ceux qui sont commis par des témoins: en faisant défaut après avoir été assignés ; en refusant de prêter serment, ou en prévariquant dans leur témoignage, après l'avoir prêté. 6°. Ceux des parties dans un procès par-devant la Cour : comme par désobéissance à quelque regle ou ordre donné dans le cours de la cause ; par défaut de payement des frais ordonnés par la Cour sur requête ; ou par l'inobservance des sentences duement rendues par arbitres, après s'être soumis à leur décision, 7°. Ceux qui sont commis par toute autre personne d'un rang inférieur à celui de Pair, ainsi que par les Pairs mêmes, quand ils sont énormes & accompagnés de violence : comme dans le cas d'une récousse accompagnée de force, & autres excès semblables, de désobéissance aux *writs* de la grande Prérogative Royale, de prohibition, d'*ha-*

beas corpus, & autres. Quelques-uns de ces délits peuvent éclater à la face de la Cour même : comme par une conduite groſſiere & injurieuſe, par obſtination, par l'infraction de la paix, ou par quelque trouble volontaire que ce ſoit. D'autres peuvent ſe commettre dans l'abſence de la partie : comme en déſobéiſſant au *writ* du Roi ; en le traitant ſans reſpect, ainſi que les regles ou la procédure de la Cour ; en appropriant ce *writ* ou cette procédure à des vues de pure méchanceté, d'extorſion ou d'injuſtice ; en parlant ou en écrivant avec inſolence, ſur ce qui touche la Cour ou les Juges qui agiſſent dans leur capacité judiciaire ; en faiſant imprimer de faux mémoires, ou même de véritables, & ſans permiſſion, de cauſes pendantes en jugement ; & enfin en tout ce qui ſignale ce manque injurieux de reſpect, ſans lequel les Cours de juſtice, dont l'autorité eſt ſi néceſſaire pour le bon ordre du Royaume, ne peuvent abſolument la maintenir parmi le peuple.

La procédure de priſe de corps, pour ces délits & autres ſemblables, doit néceſſairement être auſſi ancienne que les Loix mêmes. Car les Loix, ſans l'autorité compétente, pour tenir leur adminiſtration à l'abri de la déſobéiſſance & du mépris, ſéroient vaines & frivoles. Ainſi, le pouvoir

qu'ont les Cours ſuprêmes de juſtice de punir ces manquemens, par la priſe immédiate des coupables, réſulte des premiers principes des établiſſemens judiciaires. Auſſi trouvons-nous que cette pratique eſt auſſi ancienne que notre Droit. Et quoiqu'un très-ſavant Auteur ſemble diſpoſé à faire dériver cette procédure, du ſecond Statut de Weſt. le 13 d'Edouard I, chap. 39, qui ordonne, que dans le cas où le pouvoir de quelque grand perſonnage réſiſteroit à la procédure des Cours Royales; le Shériff punira l'auteur de la réſiſtance, par l'empriſonnement: *A quâ non deliberentur ſine ſpeciali præcepto Domini Regis*; & que ſi le Shériff lui-même éprouve quelque réſiſtance, il fera mention dans ſon rapport à la Cour des noms des principaux coupables, de leurs complices & fauteurs; & par un *writ* judiciaire ſpécial, pourra faire arrêter leurs perſonnes pour être préſentées à la Cour, afin d'être punies au bon plaiſir du Roi : il conlud cependant enſuite, & avec plus de juſtice, que c'eſt une partie de la Loi du pays, & qui comme telle eſt confirmée par la grande Charte.

Si le délit s'eſt commis à la face de la Cour, le coupable peut à l'inſtant être arrêté & empriſonné, à la diſcrétion des Juges, ſans autre preuve ou examen. Mais dans les cas qui

ſurviennent, dans certain temps plus éloigné, & dont la Cour peut ne pas être auſſi bien informée, que par l'aveu de la partie, ou le témoignage des aſſiſtans; ſi les Juges trouvent dans un *affidavit*, un fondement ſuffiſant de ſoupçonner qu'il s'eſt commis un délit; ou ils ſont un réglement contre la partie ſuſpectée, pour faire dire pourquoi un décret de priſe de corps n'eſt point expédié contre elle; ou dans des cas de délits plus conſidérables, la priſe de corps s'expédie en premiere inſtance : ainſi que cela ſe pratique, ſi l'on ne produit pas une cauſe ſuffiſante de décharge : ſur quoi la Cour confirme & rend abſolu le réglement primitif. Cette procédure ſe tient uniquement, dans la vue d'obliger la partie à comparoir à la Cour; & dès quelle y eſt, elle doit être, ou empriſonnée, ou cautionnée, pour répondre, ſous ſerment, aux interrogatoires qui lui ſeront faits, pour que la Cour ſoit plus amplement informée des circonſtances particulieres du délit. Ces interrogatoires ſont de la nature d'une accuſation, & doivent être faits dans les quatre premiers jours; & ſi quelqu'un de ces mêmes interrogatoires eſt déplacé, le défendeur peut refuſer d'y répondre, & préſenter ſa requête à la Cour pour qu'il ſoit rejetté. Si la partie peut ſe juſtifier, ſur ſon ſerment, elle eſt

renvoyée abſoute ; mais ſi elle s'eſt parjurée ; elle peut être pourſuivie pour le parjure. Si elle avoue le délit, la Cour procédera à la punition, par une amende, ou par l'empriſonnement, ou par tous les deux, & quelquefois par une punition corporelle, & infâmante. Si le délit eſt de telle nature que le fait, une fois connu, la Cour ne puiſſe recevoir par les interrogatoires de plus amples informations, que celles dont elle eſt déja en poſſeſſion, (comme dans le cas de *recourſe* ;) le défendeur peut être admis à faire ce ſimple aveu, & à recevoir ſon jugement, ſans répondre à aucun interrogatoire : mais s'il refuſe de répondre, ou qu'il cherche des ſubterfuges dans ſes réponſes, alors il eſt manifeſtement coupable d'un délit conſidérable & réitéré, lequel doit être puni, à la diſcrétion de la Cour.

Le lecteur attentif ſe ſera ſans doute apperçu que cette méthode de prendre ainſi le ſerment d'un défendeur accuſé au criminel, n'eſt point conforme au génie de notre Loi commune, en toute autre occaſion. Elle ſemble à la vérité, avoir paſſé à travers les Cours d'Equité, juſqu'aux Cours du banc du Roi & des Plaids communs. Car toute la procédure des Cours d'Equité, dans les différens périodes d'une cauſe, & finalement pour faire exécuter ſes

décrets, fut, juſqu'à l'introduction des ſéqueſtrations, de la nature d'une procédure de délits : c'eſt-à-dire, agiſſant *in perſonam* ſeulement, & non pas *in rem.* Et là, auſſi-tôt que la partie en défaut, a répondu aux interrogatoires, ſa réponſe peut être contredite & déſapprouvée par des *affidavits* de l'adverſe partie. Au lieu, que dans les Cours de droit, l'admiſſion de la partie pour ſe juſtifier, par ſerment, eſt plus favorable à ſa liberté, quoique peut-être non moins dangereuſe pour ſa conſcience: car, ſi elle ſe juſtifie par ſes réponſes, la plainte eſt totalement au néant. Je me contenterai donc d'obſerver, relativement à cette méthode ſinguliere d'Examen, employée dans cette occaſion particuliere : que comme la procédure par priſe de corps, paroît en général d'une date fort ancienne, & a depuis la Reſtauration, été confirmée par un acte exprès du Parlement; de même la méthode d'examiner le délinquant lui-même, ſur ſon ſerment, relativement au délit allégué, eſt au moins d'une ancienneté auſſi reculée, & que par un long & immémorial uſage, elle eſt aujourd'hui devenue la Loi du pays.

CHAPITRE XXII.

Des Arrêts.

NOUS allons maintenant examiner la méthode réguliere & ordinaire, de procéder dans les Cours de juriſdiction criminelle; & que l'on peut la ranger ſous douze différens chefs qui ſe ſuivent l'un l'autre, dans un ordre progreſſif: ſavoir, 1. L'arrêt; 2. L'empriſonnement & cautionnement; 3. La pourſuite; 4. Le procès; 5. L'ajournement & ſes incidens; 6. La plaidoyerie & le point à décider; 7. L'Examen & la conviction; 8. Le Clergé; 9. Le jugement & ſes conſéquences; 10. La caſſation du jugement; 11. Le répit, ou le pardon; 12. L'exécution: leſquels articles vont faire la matiere du reſte de ce livre.

Premierement, arrêter quelqu'un, c'eſt prendre ou ſaiſir ſa perſonne, afin de la repréſenter pour répondre ſur un crime dont elle eſt accuſée ou ſoupçonnée. Toutes perſonnes, ſans diſtinction, ſont dans le cas d'être arrêtées pour tous les cas criminels. Mais on ne peut arrêter un homme, à moins qu'il ne ſoit chargé d'un crime, qui juſtifie au moins ſon cautionnement, dès qu'une fois

il

qu'il eſt pris. En général, un arrêt ſe fait de quatre manieres. 1. Par décret. 2. Par un Officier, & ſans décret. 3. Par un particulier, de même, & ſans décret. 4. Sur la clameur publique, & par le peuple même.

1. Le décret de priſe de corps, peut être accordé dans des cas extraordinaires, par le Conſeil privé, ou par les Sécrétaires d'Etat; mais ordinairement par les Juges de paix, qui y ſont autoriſés dans tous les cas où ils ont juriſdiction ſur l'offenſe; aux fins d'obliger l'accuſé à comparoir devant eux. Car il ſeroit abſurde de les autoriſer à examiner un coupable, s'ils n'avoient auſſi le pouvoir de l'obliger à comparoir & à ſe ſoumettre à l'Examen. Et ce pouvoir s'étend inconteſtablement ſur toutes les trahiſons, félonies & infractions de la paix; comme ſur toutes les offenſes que le Statut leur donne droit de punir. Sir Edouard Coke prétend, à la vérité, qu'un Juge de paix ne peut lâcher un décret de priſe de corps contre un félon, ſur un ſimple ſoupçon; qu'il faut que l'accuſation ſoit reçue; & que la pratique contraire, ſuivant d'autres, eſt fondée plutôt ſur la connivance que ſur la regle expreſſe de la Loi, quoiqu'elle ſoit établie aujourd'hui par un long uſage. Doctrine, qui dans bien des cas, faciliteroit aux félons les moyens de ſe ſouſ-

traire à la punition. Sur quoi Sir Matthieu Halle l'a combattu, avec une autorité invincible & par des fortes raisons, en soutenant: 1. Qu'un Juge de paix a le pouvoir de lâcher un décret de prise de corps contre un félon, avant même qu'il soit accusé. 2. Qu'il peut aussi lâcher un arrêt de prise de corps contre une personne soupçonnée de félonie, quoique le soupçon original ne soit pas en lui, mais dans la partie qui poursuit le décret: parce qu'il est Juge compétent de la probabilité qui lui est offerte d'un pareil soupçon. Mais dans l'un & dans l'autre cas, il convient de faire prêter serment à la partie qui requiert le décret, tant pour certifier qu'il s'est commis une félonie ou autre crime, (sans quoi le décret ne pourroit pas avoir lieu) que pour prouver & la probabilité de soupçonner la partie contre laquelle le décret est sollicité. Ce décret qui doit être signé & scellé du Juge, doit faire mention du temps & du lieu où il a été fait, & de la cause pour laquelle il est fait; il faut qu'il soit ensuite adressé au Connétable, ou autre Officier de paix, en lui enjoignant de produire la partie, soit généralement par-devant quelque Juge de paix du pays, soit seulement par-devant le Juge qui l'a lâché; & le décret, dans ce dernier cas, s'appelle un décret spécial. Un décret général pour prendre toute personne suspectée, sans nommer ou

désigner particuliérement qui que ce soit, est illégal & nul, par rapport à son incertitude : car c'est au Magistrat, non pas à l'Officier, de juger du fondement du soupçon. Un décret pour saisir toute personne coupable d'un crime qui n'y est point spécifié, n'est pas non plus décret légal : car le point sur lequel son autorité est appuyée, est un fait qui doit être décidé à l'Examen suivant ; pour savoir si la personne arrêtée en vertu de ce décret, est réellement coupable ou non. Dans le fait, ce n'est donc pas un décret : car il ne justifiera point l'Officier qui agit en conséquence ; au lieu qu'un décret légal autorisera, & mettra à couvert de tout événement l'Officier qui l'exécutera, en vertu de son ministere. Quand un décret est reçu par l'Officier, il est tenu de l'exécuter autant que peut le permettre la juriſdiction du Magistrat & la sienne. Un décret lâché par le Juge en chef ou autre Juge de la Cour du banc du Roi, s'étend sur tout le Royaume ; & il est toujours daté d'*Angleterre*, & non du Comté d'Oxford, de Berk ou autre Comté particulier. Mais le décret d'un Juge de paix, dans un Comté, comme celui d'Yorck, doit être endossé, ou signé par le Juge de paix d'un autre, (comme de celui de Middlesex,) avant de pouvoir y être exécuté. Autrefois, à dire vrai,

il devoit y avoir un nouveau décret pour chaque nouveau Comté; mais la pratique d'endoſſer les décrets avoit long-temps prévalut ſans Loi, & fut enfin autoriſée par les Statuts 23, de George II, chap. 26 & le 24, du même, chap. 55.

2. Les arrêts par Officiers, ſans décret, peuvent être exécutés. 1. Par un Juge de paix, qui peut arrêter lui-même ou faire arrêter, toute perſonne qui commet une félonie ou infraction de la paix, en ſa préſence. 2. Par le Shériff. 3. Par le Coroner, qui peut prendre tout félon dans le Comté, ſans décret. 4. Par le Connétable, des fonctions duquel il a été parlé, lequel a une autorité conſidérable, & inhérente à ſa place, relativement aux arrêts; puiſqu'il peut, ſans décret, arrêter tout infracteur de la paix, & le conduire chez un Juge de paix. Dans le cas de félonie actuellement commiſe, ou d'une bleſſure dangereuſe & d'où doit, ſuivant les apparences, s'enſuivre une félonie; il peut même, ſur un ſoupçon probable, arrêter le félon; & pour cette raiſon eſt autoriſé, (comme par décret d'un Juge) à effondrer les portes, & même à tuer le félon, s'il ne peut s'en ſaiſir autrement. Et ſi lui-même, ou ſes aidans, ſont tués en faiſant cet arrêt, c'eſt un meurtre qualifié à tous égards. Les gardes, tant celles qui ſont ordonnées par le Statut de Win-

chester, le treizieme d'Edouard I, chap. 4, pour garder & veiller dans toutes les villes depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, ainsi que celles qui ne sont que pour donner main forte au Connétable, peuvent, *virtute officii*, arrêter tous les offenseurs, particuliérement les coureurs de nuit, & les mettre en prison jusqu'au lendemain.

3. Tout particulier (& à plus forte raison, un Officier de paix) qui est présent au moment qu'il se commet quelque félonie, est tenu par la Loi, d'arrêter le félon, sous peine d'amende & d'emprisonnement, s'il s'échappe par la négligentce de ceux qui l'escortent. Ils peuvent justifier l'effondrement des portes, à la poursuite du coupable : & si même ils le tuent, (pourvu qu'il n'y ait pas eu d'autres moyens de s'en saisir) le cas se trouve justifiable ; quoique ce soit un meurtre, & que commettroient aussi ceux qui sont poursuivis, s'ils tuoient ceux qui tâcheroient de les arrêter. Tout particulier peut aussi arrêter un félon, sur un soupçon probable, ainsi que toute personne soupçonnnée de félonie ; mais il n'est pas autorisé à effondrer les portes pour l'arrêter. Et si l'une des parties tue l'autre dans la chaleur de la poursuite, c'est un homicide & rien de plus : parce qu'il n'y a point de dessein malicieux

de tuer : mais il n'eſt pas moins regardé comme tel, parce qu'il ſeroit de la plus pernicieuſe conſéquence, que ſous prétexte d'un ſoupçon de félonie, tout particulier pût enfondrer la porte d'une maiſon, ou tuer un autre; & parce qu'un tel arrêt, ſur un ſimple ſoupçon, n'eſt que ſimplement & non pas expreſſément enjoint par la Loi : comme dans le cas de ceux qui ſont préſens, quand une félonie ſe commet.

4. Il y a encore une autre eſpece d'arrêt, où les Officiers & les particuliers interviennent. C'eſt ſur une *clameur de haro* (*) à l'occaſion d'une félonie commiſe. La *huée* étoit l'ancienne maniere de pourſuivre, en Coutume, avec des cornets & des cris, tous les félons & ceux qui avoient dangereuſement bleſſé une autre perſonne. Il en eſt même fait mention dans le premier Statut de Weſtminſter, le troiſieme d'Edouard I, chap. 9 & le quatrieme d'Edouard I, *de officio coronatoris*. Mais le principal Statut, relatif à cette matiere, eſt celui de Wincheſter, le 13 d'Edouard I, chap. 1 & 4, qui enjoint que déſormais chaque pays ſoit gardé de maniere, que dès le moment qu'il ſe ſera commis quel-

---

[*] La clameur *de haro*, terme Normand, introduit lors de la Conquête.

que félonie ou vol, la pourſuite du félon ſoit faite & renouvellée de ville en ville, & de Comté en Comté, avec la *huée* & le cris de *haro*, par toutes les villes & juſques aux villes voiſines, & que ces cris de *haro* ſe continuent ainſi, juſqu'à ce qu'il ſoit pris & livré au Shériff. Et afin que ces clameurs ſe faſſent plus efficacement, le *hundred* (ou canton) eſt obligé par le même Statut, ch. 3, de répondre de tous les vols qui s'y commettent, à moins qu'il ne prenne le félon.

Par le Statut 27, d'Eliſabeth, chap. 13, les clameurs de *haro*, ſont déclarées inſuffiſantes, à moins qu'elles ne ſoient faites par des gens à pied & à cheval. Et par le Statut 8, de George II, chap. 16, le Connétable ou Officier ſemblable, qui refuſe ou néglige de faire exécuter la clameur de *haro*, paye cinq liv. d'amende; & toute la paroiſſe ou le diſtrict eſt même, à la rigueur, amendable, ſuivant la Loi d'Alfred, s'il s'y commet une félonie & que le félon s'échappe. Cette inſtitution a été long-temps en uſage dans pluſieurs contrées Orientales. Elle a même pénétré juſques dans l'Empire du Mogol, vers le commencement du dernier ſiecle; & l'on prétend qu'elle a effectivement délivré ce vaſte territoire du fléau des voleurs, en rendant dans quelques endroits les villages, & dans d'au-

tres les Officiers de juſtice reſponſables de tous les vols qui ſe commettoient dans leurs diſtricts reſpectifs. La clameur de *haro* peut être excitée, ou par l'ordre d'un Juge de paix, ou par un Officier de paix, ou par tout particulier qui a connoiſſance d'une félonie. La partie qui l'excite, doit inſtruire le Connétable de la paroiſſe de toutes les circonſtances qu'il ſait de la félonie, & de la perſonne du félon; ſur quoi le Connétable doit faire les pourſuites néceſſaires dans ſa ville, avertir toutes les paroiſſes voiſines & le pourſuivre à pied & à cheval. Et dans ces ſortes de cas le Connétable, & ſes gens, ont les mêmes pouvoirs, la même protection, & le même dédommagement que s'ils marchoient par l'ordre d'un Juge de paix. Mais ſi un homme, ſoit par étourderie, ſoit par malice, excite la clameur de *haro* ſans cauſe, il ſera ſévérement puni, comme perturbateur du repos public.

Afin d'encourager davantage la priſe de certains félons, différens actes du Parlement accordent des récompenſes, & des immunités à ceux qui les amenent en juſtice. Le Statut 4 & 5, de Guillaume & Marie, chap. 8, porte, que ceux qui arrêteront un voleur de grand chemin, & qui pourſuivront ſa conviction, recevront du public une récompenſe de quarante liv. ſt. qui leur ſera payée; ou,

s'ils ont été tués en tâchant de le prendre, à leurs exécuteurs, par le Shériff du Comté : à laquelle ſomme de 40 liv. le Statut 8, de George II, chap. 16, ajoute celle de dix, payable par le *hundred* (ou canton) pour le bien qu'il eſt cenſé recevoir d'une telle capture. Par le Statut 10 & 11, de Guillaume III, chap. 23, toute perſonne qui arrête ou pourſuit la conviction d'un félon coupable de *Burglary*, (vol avec effraction) ou d'un vol privé, de la valeur de 5 ſch. dans une boutique, magaſin, remiſe ou écurie, ſera exempt de toutes les charges de la paroiſſe. Et, par le Statut 5, d'Anne, ch. 31, toute perſonne qui arrête & pourſuit un *Burglar*, aura droit à une récompenſe de 20 liv.

CHAPITRE XXII.

De l'Empriſonnement & de la Caution.

LORSQU'UN coupable eſt arrêté par quelqu'une des façons mentionnées dans le Chapitre précédent, il doit conformément aux regles, être traduit par-devant un Juge de paix; & la maniere dont il doit y être traité, va faire la matiere de ce ſecond Chapitre.

Le Juge devant qui l'on traduit le priſonnier, eſt tenu d'examiner immédiatement les circonſtances du crime allégué; & à cet effet, le Statut 2 & 3, de G. & M. chap. 10, lui enjoint de prendre, par écrit, l'Examen de ce priſonnier & l'information de ceux qui le traduiſent. Ce Statut (ſelon l'obſervation de Mr. Lambard) fut le premier ordre donné pour l'Examen d'un félon, dans le droit Anglois. Car, en Coutume, *nemo tenebatur prodere ſe ipſum*; & l'aveu de ſa faute ne devoit point lui être arraché, mais elle devoit plutôt être découverte par d'autres moyens, & par d'autres hommes. Si dans ces recherches il appert, manifeſtement, ou qu'un tel crime ne s'eſt pas commis, ou que le ſoupçon que l'on conçu contre le priſonnier eſt tout-à-fait

deſtitué de fondement, ce n'eſt que dans ces cas qu'il eſt légal de le décharger totalement : ſans quoi il doit ou être mis en priſon, ou donner caution ; c'eſt-à-dire, produire des cautions ou garans qu'il ſe repréſentera pour répondre à l'accuſation intentée contre lui. Cet empriſonnement, n'étant que pour s'aſſurer de la perſonne du coupable, toutes les fois qu'une caution remplit les mêmes vues, on ne doit point la refuſer, ainſi que dans le cas de la plupart des crimes inférieurs. Mais dans le cas de félonies & autres offenſes d'une nature capitale, il n'y a point de caution qui puiſſe être l'équivalent de la détention actuelle de la perſonne. Car, que ne ſe réſoudroit-on pas à perdre, pour ſauver ſa vie ? Et quelle ſatisfaction ou indemnité, ſeroit-ce pour le public, de ſaiſir les effets de ceux qui auroient cautionné un meurtrier ? C'eſt par un principe ſemblable, que les Magiſtrats d'Athenes, lorſqu'ils prêtoient ſerment en public, de ne jamais retenir un citoyen en priſon, dans le cas où il pourroit fournir trois garans de ſa qualité & de ſon rang, eurent ſoin d'excepter ceux qui avoient altéré la monnoie, ou qui avoient tramé quelque trahiſon. On a établi, dans le Livre précédent, la nature du cautionnement : ſavoir, la délivrance d'une perſonne à ſes garans, moyennant que ceux-

ci, conjointement avec l'accuſé, donnent des sûretés ſuffiſantes pour ſa repréſentation : l'accuſé étant cenſé continuer de reſter ſous la garde de ſes amis, au lieu d'aller en priſon. Dans les cas civils, tous les défendeurs, ainſi que nous l'avons vu, ſont admis à fournir caution ; mais dans les cauſes criminelles, il en eſt tout autrement. Voyons donc dans quels cas l'accuſé doit, ou ne doit pas être admis à donner caution.

D'abord, tout Magiſtrat qui refuſe d'admettre à caution l'accuſé, qui n'eſt point par la Coutume exclus de cette reſſource, entreprend contre la liberté du ſujet. Telle eſt la diſpoſition de la Coutume, ainſi que du premier Statut de Weſtminſter, le 3me. d'Edouard I, chap. 15 & de l'acte d'*habeas corpus*, le 31 de Charles II, chap. 2. Et dans la crainte que l'intention de la Loi ne ſoit éludée par les Juges qui demanderoient une caution plus conſidérable que ne l'exige la nature de la cauſe ; il eſt expreſſément déclaré par le Stat. 1, de Guillaume & Marie, Stat. 2, chap. 1, qu'on ne doit point exiger une caution exceſſive ; & que ce ſoient les Cours, qui conſidérant les circonſtances du cas, puiſſent prononcer ſur ce que l'on appelle la caution exceſſive. D'un autre côté, ſi le Magiſtrat prend une caution inſuffiſante, il eſt amenda-

ble, au cas que le criminel ne comparoiſſe pas. Les cautions doivent ſe prendre, ou à la Cour, ou dans quelques lieux particuliers par le Shériff, le Coroner ou autre Magiſtrat; mais le plus ordinairement par les Juges de paix. Dans les regles, un accuſé ne doit point être admis à caution dans toutes les offenſes qui ſont commiſes, ou contre la Coutume, ou contre un acte du Parlement, qui ſont au-deſſous de la félonie; à moins qu'il ne ſoit défendu par quelque acte ſpécial de ce même Parlement. Afin donc de pouvoir déterminer quel genre d'offenſes peuvent être admiſes à caution:

Voyons d'abord quels ſont ceux qui ne ſont pas admis à la fournir, ou quelles ſont les offenſes, pour leſquelles on ne peut en fournir. Je n'enviſagerai ici aucun des cas où le Statut exclud de la caution les priſonniers convaincus d'offenſes particulieres; car alors un tel empriſonnement, ſans caution, fait partie de leur ſentence & de leur punition. Mais lorſque l'empriſonnement ne ſe fait que pour sûreté du priſonnier, avant la conviction, & non pour punition poſtérieure; dans ces ſortes de cas, on ne peut fournir de caution, ſur-tout ſi l'offenſe eſt énorme: car alors le public eſt autoriſé à ne demander rien de moins, que la plus grande

sûreté poſſible : c'eſt-à-dire, le corps de l'accuſé, afin d'aſſurer la juſtice qui doit en être faite, au cas qu'il ſe trouve coupable. Ces ſortes de perſonnes, ſelon l'obſervation de l'Auteur du *Mirror*, n'ont point d'autres garans que les quatre murs de la priſon même. Dans l'ancien Droit, avant & après la Conquête, toutes les félonies étoient admiſes à caution, juſqu'au moment où le meurtre fut excepté par un Statut : de ſorte que l'on pouvoit être admis à fournir caution avant la conviction, preſque dans tous les cas. Mais le premier Statut de Weſt. le 3 d'Edouard I, chap. 15, ſupprime la faculté de donner caution dans les cas de trahiſon & autres félonies. Les Statuts 1 & 2 de Ph. & M. chap. 13, vont encore plus loin ſur ce ſujet. Sur quoi nous pouvons conclure, qu'aucun Juge de paix ne peut recevoir à caution, 1. Pour une accuſation de trahiſon. 2. Pour meurtre. 3. Dans le cas de meurtre imprévu, ſi le priſonnier en eſt manifeſtement l'auteur, & qu'il n'en ſoit pas ſimplement ſoupçonné, ou ſi quelqu'accuſation eſt formée contre lui. 4. Ceux qui, étant confinés pour félonie, ont fait brêche à la priſon pour s'échapper : parce que, non ſeulement ils font préſumer par-là qu'ils ſont coupables, mais qu'ils ajoutent encore une félonie à une autre. 5. Les

perſonnes proſcrites. 6. Celles qui ont quitté le Royaume. 7. Les criminels qui accuſent leurs complices, dont nous aurons lieu de parler dans un des Chapitres ſuivans, ainſi que les perſonnes par eux accuſées. 8. Les perſonnes ſaiſies de leur larcin, ou priſes ſur le fait de félonie. 9. Les perſonnes accuſées du crime d'*Arſon*, (incendiaire). 10. Les excommuniées, & arrêtées par *writ*, de *communicato capiendo*. Les autres ſont d'une nature douteuſe comme, 11. Les voleurs publiquement diffamés & reconnus. 12. Les perſonnes accuſées d'autres félonies, ou d'offenſes énormes & manifeſtes, & qui ne jouiſſent pas d'une bonne réputation. 13. Les complices de félonie qui ſont mal famés. Car, ces ſortes de perſonnes ſemblent devoir être livrées à la diſcrétion des Juges de paix, pour ſavoir ſi elles ſont, ou ne ſont pas recevables à caution. De la derniere claſſe, ſont ceux qui doivent être reçus à caution, en donnant de bonnes & ſuffiſantes sûretés : comme 14. Les perſonnes de bonne réputation, accuſées ſur un ſimple ſoupçon de meurtre imprévu, ou d'autre homicide inférieur. 15. Celles qui ſont accuſées, de petit vol, ou d'autres félonies qui, juſqu'alors n'avoient point été ſpécifiées. 16. Celles qui ſont complices de quelque félonie. On eſt convenu enfin, que la Cour

du banc du Roi, (ou quelqu'un des Juges de cette Cour en temps de vacance) peut recevoir à caution pour quelque crime que ce ſoit, comme trahiſon, meurtre ou toute autre offenſe, ſuivant les circonſtances du cas. Ici, la ſageſſe de la Loi ſe manifeſte bien clairement : puiſque ce ſeroit chercher à éluder la juſtice publique, que de recevoir à caution pour des crimes énormes. Il eſt pourtant des cas, quoique rares, où il ſeroit cruel & injuſte de confiner un homme, quoiqu'accuſé du plus grand crime. La Loi a donc accordé à une Cour, ſeulement le pouvoir arbitraire de recevoir à caution dans tous les cas : à l'exception ſeulement, (même dans cette juriſdiction ſupérieure, & par conſéquent dans toutes les inférieures) des perſonnes qui ſont confinées, ou par la Chambre du Parlement, pendant la ſeſſion, où celles qui ſont confinées pour *Miſpriſion*, par quelqu'une des Cours Royales & ſupérieures de juſtice.

Au reſte, ſi l'offenſe n'eſt pas recevable à caution, ou que la partie ne puiſſe trouver de répondant, elle doit être miſe dans la priſon du Comté, par le *Mittimus* du Juge de paix, ou ordre ſigné & ſcellé, contenant la cauſe de ſon empriſonnement ; pour y demeurer juſqu'à ce qu'il ſoit juridiquement élargi. Mais cet empriſonnement comme on l'a dit,

dit, n'eſt que pour la sûreté, & non pour la punition. C'eſt pourquoi dans l'intervalle douteux qui s'écoule entre l'empriſonnement & l'Examen, le priſonnier doit être traité avec la plus grande humanité. Il ne doit pas même être chargé de fers, ni ſoumis à d'autres gênes que celles que comporte le ſeul empriſonnement. Quoiqu'à cet égard on ne ſoit que trop ſouvent obligé de s'en rapporter aux geoliers, qui pour l'ordinaire ſont gens ſans pitié, & qui familiariſés avec la miſere ſont devenus incapables d'aucun ſentiment de commiſération ; cependant la Loi ne les excuſera point de mettre aux fers un priſonnier, à moins qu'il ne ſoit intraitable & rebelle, ou qu'il n'ait cherché à s'enfuir. Tel eſt le langage humain de nos anciens légiſlateurs : *cuſtodes pœnam ſibi commiſſorum non augeant, nec eos torqueant ; ſed omni ſævitiâ remotâ pietateque adhibitâ, judicia debitè exequantur.*

CHAPITRE XXIII.

Des différentes ſortes de Pourſuites.

LEs procédures ſuivantes contre les coupables, ſont leur pourſuite ou la maniere de former leur accuſation. Celle-ci ſe fait, ou ſur la découverte antérieure du fait par enquête ou grand juré; ou ſans cette découverte antérieure. La premiere maniere s'opére, ou par dénonciation, ou par accuſation.

I. Le terme de dénonciation, pris en général, eſt d'une acception fort étendue, & qui renferme non-ſeulement les dénonciations ainſi proprement appellées, mais encore toutes les enquêtes d'office, & les accuſations par une grande aſſemblée de jurés. Une dénonciation, à proprement parler, eſt la notice priſe par une grande aſſemblée de jurés de quelque offenſe d'après leur connoiſſance ou obſervation, ſans aucun bill de dénonciation porté par-devant eux à la requête du Roi : comme celle d'une naiſſance, d'un libelle, &c. ſur quoi l'Officier de la Cour doit enſuite former une accuſation, avant que la partie qui a été dénoncée comme auteur de l'offenſe, puiſſe être admiſe à y réprondre. Une enquête d'office, eſt l'acte d'une aſſem-

blée de jurés ſommés par l'Officier à ce requis, pour informer des points relatifs à la Couronne, ſur les preuves portées par-devant eux. Quelques-unes de ces preuves ſont en elles-mêmes des convictions, qui ne peuvent enſuite être niées ou réfutées : c'eſt pourquoi l'enquête ou l'aſſemblée de jurés, doit écouter tout ce qui peut être allégué de part & d'autre. De cette nature, ſont toutes les enquêtes de *félo de ſe*; de fuite dans les perſonnes accuſées de félonie; de *Deodands*, &c. & les dénonciations d'offenſes légéres relatives aux tournées du Shériff, ou à la Cour fonciere; & ſur leſquelles l'Officier qui préſide, peut établir une amende. Les autres enquêtes peveunt être enſuite réfutées & examinées, comme, en particulier, l'enquête du Coroner, ſur la mort d'un homme, quand elle trouve quelqu'un coupable d'homicide : car dans ces cas le coupable dénoncé de la ſorte, doit être ajourné ſur cette même enquête, & peut en conteſter la vérité : ce qui eſt la maniere de pourſuivre la plus uſitée & la plus efficace, & à l'occaſion de laquelle nous allons entrer dans un détail plus circonſtancié.

II. Un *Indictement*, eſt une accuſation par écrit d'une ou de pluſieurs perſonnes, ſur crime ou malverſation, intentée par une grande aſſemblée de jurés. A ces fins, le

Shériff de chaque Comté eſt obligé de renvoyer à chaque ſeſſion de la paix, à toutes les commiſſions *d'oyer & terminer*, & délargiſſement général, vingt-quatre perſonnes honnêtes & légales du Comté, tirées de tous les différens cantons; pour informer, dénoncer faire & exécuter toutes les choſes qui leur ſeront ordonnées en temps & lieu par le Roi. Ils doivent être francs-tenanciers, mais de quel degré c'eſt ce qui n'eſt pas déterminé. Il ſemble que ce ſoit-là le *caſus omiſſus*, mais qui pourroit auſſi convénablement être ſuppléé par la législation, que les qualifications de la petite aſſemblée de jurés, qui autrefois étoient également vagues & incertaines, mais qui ſont aujourd'hui déterminées par différens actes du Parlement: cependant ce ſont pour l'ordinaire les perſonnes qui occupent le premier rang dans le Comté. Tous ceux dont les noms ſont inſcrits ſur la liſte, prêtent ſerment pardevant la grande aſſemblée de jurés, au nombre de douze au moins, & jamais au-deſſus de vingt-trois: afin que douze puiſſent être la majeure partie. On trouve dans les Loix d'Ethelred, une exacte deſcription de ce nombre, ainſi que de la conſtitution elle-même: *exeunt ſeniores duodecim Thani, & præfectus cum eis, & jurent ſuper ſanctuarium quod eis in manus datur, quod nolint ullum*

innocentem accuſare, nec aliquem noxium celare. Du temps du Roi Richard I, (ſuivant Hoveden) l'élection des grands jurés ordonnée par ce Prince, ſe faiſoit de cette maniere : on nommoit quatre Chevaliers du Comté, qui en choiſiſſoient deux dans chaque canton ; ces deux Chevaliers s'aſſocioient dix autres perſonnes libres entre les principales, & ces douze perſonnages devoient répondre ſur toutes les particularités relatives à leur diſtrict. On a vraiſemblablement trouvé que ce nombre étoit trop grand & trop incommode ; mais les traces de cette inſtitution ſubſiſtent encore, en ce que chaque canton doit concourir pour former l'aſſemblée des jurés. Cette grande aſſemblée de jurés, eſt préalablement inſtruite des articles de ſon enquête, par une accuſation du Juge qui préſide à la Cour du banc du Roi. Alors, ils ſe retirent pour ſiéger & recevoir les accuſations qui leur ſont déférées, au nom du Roi, mais à la requête de quelque particulier ; & ils doivent ſeulement entendre les preuves favorables à la pourſuite : car la réception d'une accuſation eſt ſeulement de la nature d'une enquête, ou accuſation, qui doit être enſuite examinée & jugée ; & les jurés doivent ſeulement informer, ſur leurs ſermens, s'il y a une raiſon ſuffiſante d'appeller la partie, pour

y répondre. Une grande assemblée de jurés doit être néanmoins intimement persuadée de la vérité d'une accusation, autant que le permettent les preuves qu'ils ont reçues, & ne doit pas se contenter de simples probabilités : car cette doctrine pourroit favoriser des vues très-oppressives.

La grande assemblée de jurés prête serment d'informer seulement pour le corps du Comté, *pro corpore comitatûs* ; en conséquence ils ne peuvent régulièrement informer d'un fait qui s'est passé hors du Comté pour lequel ils sont jurés, à moins qu'ils n'y soient autorisés par acte du Parlement. On portoit autrefois si loin la délicatesse à cet égard, que si un homme avoit été blessé dans un Comté, & qu'il fût mort dans un autre, l'offenseur ne pouvoit être accusé ni dans l'un ni dans l'autre ; parce qu'il ne s'étoit commis ni dans l'un ni dans l'autre, un acte de félonie complette. Mais par le Statut 2 & 3, d'Edouard VI, chap. 24, il peut aujourd'hui être déféré dans le Comté où la partie est morte. Il en est de même de quelques autres cas ; & particuliérement, lorsqu'il s'est commis une trahison hors du Royaume, il peut en être informé dans tous les Comtés du Royaume, suivant qu'il en sera ordonné par le Roi, conformément aux Statuts 26, de Henri VIII, chap. 13, le 35me. du même,

ch. 2, & les 5me. & 6me. d'Edouard VI, ch. 11. Mais en général, toutes les offenſes doivent être informées & examinées dans le Comté où le fait s'eſt commis.

Lorſque la grande aſſemblée de jurés avoit entendu les preuves ; s'ils croient que l'accuſation fût mal fondée, ils avoient coutume autrefois, de mettre au dos du bill d'accuſation, *ignoramus*, où nous n'y entendons rien : en donnant à entendre que quoique les faits puſſent être vrais, la vérité néanmoins ne s'en manifeſtoit point à eux. Mais aujourd'hui, ils aſſurent, en Anglois, d'une maniere plus abſolue, *faux bill* ; & alors la partie eſt déchargée, ſans être tenue de répondre. Mais un nouveau bill peut enſuite être déféré à une grande aſſemblée de jurés ſubſéquente ; & s'ils ſont ſatisfaits ſur la vérité de l'accuſation, ils écrivent au dos du bill, *bill vrai.* (Anciennement, *billa vera.*) Alors on dit, que l'accuſation eſt reçue, & que la partie eſt accuſée. Mais pour recevoir un bill, il faut que douze jurés, au moins, ſoient d'accord : car telle eſt la délicateſſe de la Loi d'Angleterre ſur ce qui concerne la vie des ſujets, que perſonne ne peut, à la requête du Roi, être convaincu d'aucun crime capital, que du conſentement unanime de vingt-quatre de ſes égaux & de ſes voiſins : c'eſt-à-dire, par douze,

au moins, de la grande assemblée de jurés, qui d'abord consentent à l'accusation ; & ensuite par la petite assemblée de jurés, toute entiere, de douze de plus, qui le trouvent coupable sur son examen. Mais si douze de la grande assemblée de jurés s'accordent, l'accusation est bonne, quoique le reste soit d'une opinion différente. Et l'accusation ainsi reçue, est publiquement délivrée à la Cour.

Les accusations doivent avoir une certitude précise & suffisante. Par le Statut 1, de Henri V, chap. 5. Toutes les accusations doivent contenir le nom de baptême, le surnom, la qualité, la profession, la ville ou le lieu, & le Comté de l'offenseur ; & cela pour identifier sûrement sa personne. Le temps & le lieu doivent aussi être certifiés, en nommant le jour & le territoire de la ville où le fait s'est commis, quoiqu'une méprise en ces points ne soit point regardée comme importante; pourvu que le temps soit spécifié antérieurement à la réception de l'accusation, & que le lieu désigné soit dans l'étendue de la jurisdiction de la Cour. Mais souvent le temps peut être de très-grande conséquence, lorsqu'il y a un certain temps fixé pour la poursuite des offenseurs : comme par le Statut 7, de Guillaume III, chap. 3, qui porte, qu'il ne sera fait aucune poursuite des

trahisons, ou du silence gardé à cet égard, (excepté l'assassinat prémédité, & l'atteinte contre la personne du Roi) à moins que le bill d'accusation ne fût reçu dans les trois ans après l'offense commise; & en cas de meurtre, que le temps de la mort doit être posé dans l'an & jour après que le coup mortel aura été porté: L'offense elle-même doit être désignée avec clarté & certitude; & dans certains crimes il faut employer certains termes particuliers de l'art, lesquels sont tellement appropriés par la Loi pour exprimer l'idée précise qu'elle se fait de l'offense, qu'ils ne peuvent être suppléés par aucuns autres, quelques synonimes qu'ils puissent paroître. C'est ainsi, qu'en fait de trahison, on doit exposer que les faits se sont commis, (*treasonably*, *an against his allegiance*) en trahison & contre la fidélité due au Prince, (anciennement, *proditorie & contra ligeantiæ suæ debitum*:) autrement l'accusation est nulle. Dans les accusations pour meurtre, il faut dire que la partie accusée a assassiné, & non pas tué ou égorgé l'autre: expression qui jusqu'au dernier Statut se rendoit par le terme Latin, *murdravit*. Dans toutes les accusations pour félonie, l'adverbe *feloniously*, (en félon) *félonice*, doit être employé; & pour les *burglaries*, de même *burglariter*, ou (en An-

glois) *burglariously*. Dans les rapts, le mot *rapuit* ou enleva, eſt néceſſaire, & ne doit ſe rendre par aucune autre périphraſe, pour rendre le crime certain. De même, dans les larcins, les mots *felonicè cepit & aſportavit*, ſont néceſſaires à toute accuſation : parce qu'ils peuvent ſeuls rendre raiſon de la nature de l'offenſe. De même dans les accuſations pour meurtre, la longueur & la profondeur de la bleſſure, doivent en général être exprimées ; afin que la Cour puiſſe juger quelle elle a du être. Mais ſi le coup a été porté au travers du corps, on peut négliger les dimenſions : parce que la cauſe de mort eſt alors ſuffiſamment connue. Mais lorſqu'un membre, ou autre partie du corps eſt coupé net; cette deſcription eſt impoſſible. Dans les accuſations enfin, la valeur de la choſe, qui eſt le ſujet ou l'inſtrument de l'offenſe, doit quelquefois être exprimée. Dans les accuſations pour vols, cette circonſtance eſt néceſſaire ; afin que l'on voye ſi le vol eſt conſidérable ou non ; & s'il a droit ou non au bénéfice du Clergé. Dans l'homicide de toute ſorte d'eſpece, cette circonſtance eſt auſſi néceſſaire : attendu que l'inſtrument avec lequel il s'eſt commis, eſt confiſqué pour le Roi, comme *Deodand*.

Les autres méthodes de pourſuites n'exi-

gent point que l'accuſation ſoit reçue préalablement par une aſſemblée de jurés, pour fixer le degré authentique de vraiſemblance de l'accuſation. Une de ces méthodes s'employoit en Coutume, quand un voleur étoit ſaiſi avec ſon vol : car alors, étant ſurpris, *flagrante delicto*, il pouvoit être amené à la Cour, aſſigné & examiné, ſans accuſation préalable : de même que par la Loi Danoiſe, il pouvoit être pris & pendu, ſans déplacer, & ſans accuſation ou Examen. Mais cette procédure fut ſupprimée par différens Statuts ſous le regne d'Edouard III ; quoiqu'en Ecoſſe elle ſubſiſte encore aujourd'hui. De ſorte que la ſeule eſpece de procédure, à la requête du Roi, ſans accuſation ou dénonciation préalablement faite par une grande aſſemblée de jurés, ſemble aujourd'hui être celle de l'information.

III. Il y a deux ſortes d'informations. Celles de la premiere eſpece, ſe font en partie à la requête du Roi, & en partie à la requête d'un ſujet. Celles de la ſeconde, ſont celles qui ne ſe font qu'au nom du Roi. Les premieres ſont ordinairement faites ſur des Statuts, qui infligent une peine ſur la conviction de l'offenſeur, dont une partie au profit du Roi, & l'autre au profit du dénonciateur : ce ſont des eſpeces d'actions, de *qui*

tam, (dont on a développé la nature dans un des Volumes précédens) lesquelles se poursuivent au criminel. Sur quoi je me contenterai d'observer, que par le Statut 31, d'Elisabeth, chap. 5, aucune poursuite sur aucun Statut pénal, dont la requête & le bénéfice sont assignés en partie au Roi & en partie au poursuivant, ne peut être intentée par aucun particulier un an après que l'offense a été commise; ni du côté de la Couronne après la révolution de deux ans; & que, dans le cas où la confiscation est originairement convertie au profit du Roi seul, cette poursuite ne peut s'obtenir après l'expiration de deux années depuis l'offense commise.

Les informations qui sont présentées au nom du Roi seulement [illegible]ssi de deux sortes. Les premieres sont c[illegible]s qui sont véritablement & proprement à sa requête, & faites *ex officio*, par son Officier immédiat, le Procureur général. Secondement, celles ou quoique la poursuite se fasse au nom du Roi, elle se trouve cependant relative à quelque particulier. Celles-ci sont commencées par le Coroner ou le Procureur du Roi, à la Cour du banc du Roi : car cet Officier est ordinairement appellé le Maître du bureau de la Couronne, & par cette raison l'Officier permanent du public. Les objets des poursuites propres du Roi, *ex officio*, par son

Procureur général, ſont proprement les malverſations énormes qui tendent à troubler ſon gouvernement, ou à le contrecarrer dans l'exercice régulier de ſes fonctions Royales. En fait d'offenſes ſi dangereuſes, & dont la punition différée d'un moment ne pourroit que devenir funeſte; la Loi a donné à la Couronne le pouvoir d'une pourſuite immédiate, & ſans qu'elle ſoit obligée de recourir, préalablement, à quelqu'autre tribunal. Ce pouvoir, ſi néceſſaire, non-ſeulement au bien-être & à la ſûreté, mais encore à l'exiſtence même du Magiſtrat exécutif, fut originairement réſervé dans le grand plan de la conſtitution Angloiſe, qui a ſagement pourvu au maintien néceſſaire de toutes ſes parties. Les objets de l'autre eſpece d'informations, commencées par le maître du bureau de la Couronne, ſur la plainte ou dénonciation d'un particulier, ſont les malverſations groſſieres & notoires, les émeutes, les batteries, les libelles & autres actes d'une nature atroce, qui ne vont pas néanmoins juſqu'à troubler le gouvernement, (& qui regardent proprement le Procureur général) mais qui, à cauſe de cette même atrocité, & de l'exemple pernicieux qu'elles donnent, méritent l'attention la plus publique. Ainſi, quand une information eſt commencée, ſoit de cette maniere, ſoit

par le Procureur général, *ex officio*, elle doit être examinée par une petite assemblée de jurés du Comté où l'offense s'est commise : après quoi, si le défendeur est trouvé coupable, il faut qu'il aille à la Cour pour recevoir sa punition.

On ne peut douter que cette méthode de poursuite par information, (ou suggestion) commencée au greffe par le Procureur général du Roi, ou par son Coroner, ou Maître du bureau de la Couronne à la Cour du banc du Roi, ne soit aussi ancienne que la Coutume elle-même. Car attendu que le Roi étoit obligé de poursuivre, (ou au moins de prêter la sanction de son nom à un poursuivant) toutes les fois qu'une grande assemblée de jurés l'informoit par serment qu'il y avoit un fondement suffisant pour établir un procès criminel : de même que quand ses Officiers immédiats étoient suffisamment assurés qu'un homme avoit commis une malversation considérable, soit contre la personne du Roi ou contre son gouvernement, soit contre la paix publique & le bon ordre, ils avoient la liberté, sans attendre d'autres instructions, de porter cette information à la Cour du banc du Roi, par une suggestion ou acte enregistré, & de continuer la poursuite au nom de Sa Majesté. Mais ces informations (de toutes

les eſpeces) ſont reſtreintes par la conſtitution, aux ſimples malverſations ſeulement: car, toutes les fois, qu'il s'agit d'un crime capital, la même conſtitution exige que l'accuſation ſoit certifiée par le ſerment de 12 hommes, avant que la partie ſoit admiſe à répondre. Et quant à ces offenſes dans leſquelles les informations étoient permiſes ainſi que les accuſations, tant qu'elles étoient attribuées à cette haute & reſpectable juriſdiction, & qu'elles étoient pouſuivies d'une maniere légale & réguliere à la Cour du banc Roi, le ſujet n'avoit aucun lieu de ſe plaindre. On y donnoit le même avertiſſement, la même procédure s'y expédioit, les mêmes plaidoyeries s'y accordoient, le même jugement étoit rendu par les mêmes juges, comme ſi la pourſuite s'y étoit faite originairement par accuſation. Mais lorſque le Statut 3, de Henri VII, chap. 1, eût étendu la juriſdiction de la Chambre Etoilée, dont les membres étoient les ſeuls Juges de la Loi, du fait & de la peine; & quand le Statut 11, de Henri VII, chap. 3, eut permis aux particuliers d'intenter des informations ſur quelque Statut pénal, qui ne s'étendoit point juſqu'à la perte de la vie ou de quelque membre, par-devant les Aſſiſes, ou par-devant les Juges de paix, qui devoient entendre & juger le point de fait à leur diſcré-

tion; ce fut alors que la juriſdiction légale, & réglée de la Cour du banc du Roi, commença à tomber dans l'oubli; & qu'Empſon & Dudley [coupables inſtrumens des cruautés du Roi Henri VII,] perſécuterent à leur gré les ſujets, & enrichirent honteuſement la Couronne, au moyen des accuſations abandonnées, qu'ils remirent en vigueur. Le dernier de ces actes fut, à la vérité, abrogé peu de temps après, par le Statut 1, de Henri VIII, chap. 6. Mais la Cour de la Chambre Etoilée ſe maintint toujours en vigueur, & accrut journellement ſon autorité pendant plus d'un ſiecle; juſqu'à ce que finalement elle fut abolie par le Statut 16, de Charles I, chap. 10.

Lors de cette diſſolution, on fit revivre dans la pratique, l'ancienne Coutume, l'autorité de la Cour du banc du Roi; & le *cuſtos morum* de la Nation. Et il eſt à remarquer, que dans le même acte du Parlement qui abolit la Cour de la Chambre Etoilée, on y compte expreſſément une conviction par information, au nombre des méthodes légales, pour les perſonnes qui contreviendroient pour la troiſieme fois aux diſpoſitions de ce Statut. On prétend, à la vérité, que Sir Matthieu Halle, qui préſida dans cette Cour, quelque temps après ſa réhabilitation, n'étoit

n'étoit point partiſan de cette méthode de pourſuite: & ſi cela eſt, la raiſon de ſon improbation étoit probablement fondée ſur le mauvais uſage que le Maître du bureau de la Couronne faiſoit de ſon autorité, en ſouffrant que les ſujets fuſſent en proie à des informations ſouvent vexatoires, faites par des perſonnes, ou perverſes, ou vindicatives, & non pas ſur le doute qu'il pouvoit avoir de leur légalité dans des occaſions urgentes. Car le pouvoir de commencer des informations ſans aucun contrôle, dépendant alors uniquement du maître, & commencée au nom du Roi, mettoit le pourſuivant à l'abri des dépens, quand même à l'Examen, elles ſe ſeroient trouvées mal fondées. L'uſage tyrannique qu'on en fit, dans les temps qui précéderent la Révolution, occaſionnerent un débat, peu de temps après l'avénement du Roi Guillaume, pour qu'elles fuſſent déclarées illégales par le jugement de la Cour du banc du Roi. Mais Sir John Holt, qui préſidoit pour lors dans cette Cour, conjointement avec tous les autres Juges, fut manifeſtement d'avis que cette procédure étoit fondée ſur la Coutume, & ne pouvoit être ſupprimée. Quelques années après, on employa un remede moins violent en Parlement, au moyen des Statuts 4 & 5, de Guillaume

& Marie, chap. 18, qui porte, que le Clerc de la Couronne ne commencera aucune information que par injonction expreſſe de la Cour du banc du Roi, & que tout pourſuivant à qui il ſera permis de faire cette information, donnera sûreté, par une reconnoiſſance de 20 liv. (ſomme qui paroît aujourd'hui trop modique) pour pouvoir pourſuivre l'information, & pour payer les frais au défendeur, dans le cas où il viendroit à être abſous; à moins que le Juge, après avoir examiné l'information, ne certifiât qu'il y avoit eu une cauſe raiſonnable de la commencer. Mais il ſe trouve dans ce Statut une clauſe qui porte, qu'elle ne s'étendra point à d'autres informations que celles qui ſeront produites par le Maître du bureau de la Couronne, & que par conſéquent les informations à la requête du Roi, commencées par ſon Procureur général, ne ſont par ce moyen en aucune façon reſtreintes.

Il y a une eſpece d'informations mieux réglées encore par le Statut 9, d'Anne, ch. 20: ſavoir celle de la nature d'un *writ* de *quo warranto*, que nous avons dit dans un des Volumes précédens, être un remede donné par la Couronne contre ceux qui avoient uſurpé quelque charge ou franchiſe. L'information moderne tend au même but que

l'ancien *writ*, en ce que l'on n'en fait uſage, en général, que pour examiner les droits civils de ces mêmes franchiſes.

Telles ſont les méthodes de pourſuites, à la requête du Roi. Il en reſte une autre, qui eſt ſimplement à la requête du ſujet, & que l'on nomme *appel*.

IV. *Appel*, dans l'acception que nous lui donnons ici, ne ſignifie aucune plainte à une Cour ſupérieure du mal jugé d'une Cour inférieure, (qui eſt la ſignification générale de ce mot.) Il ſignifie, ici, un procès, à partir de ſa premiere origine. Ainſi donc un *appel*, dans le ſens de pourſuite criminelle, ſignifie une accuſation intentée par un particulier contre un autre, pour quelque crime odieux, & méritant réparation, à cauſe de l'injure particuliere qu'il a ſoufferte, plutôt que pour l'offenſe faite au public. Et comme cette méthode de pourſuite eſt encore aujourd'hui en vigueur, je ne puis me diſpenſer d'en parler : mais attendu qu'elle eſt fort peu en uſage, & vu la grande délicateſſe qu'elle exige dans ſa conduite, je n'en dirai qu'un mot, en renvoyant le lecteur, pour les détails, à d'autres compilations plus volumineuſes.

Cette procédure particuliere, pour la punition des crimes publics, tire probablement ſon origine de ces temps où une ſatisfaction

particuliere, appellée, *weregild* ſe payoit conſtamment en argent à l'offenſé ou à ſes parens, pour expier de grandes offenſes. Elle nous a été tranſmiſe comme aux autres Nations du Nord, par nos ancêtres, les anciens Germains, parmi leſquels ſelon Tacite : *luitur homicidium certo armentorum ac pecorum numero ; recipitque ſatisfactionem univerſa domus.* De même dans les Loix Irlandoiſes, en cas de meurtre, le *Brehon*, ou Juge, avoit coutume de compoſer entre le meurtrier & les amis du défunt ; en obligeant le malfaiteur de leur donner, ou à la femme, ou à l'enfant de celui qui avoit été tué, une récompenſe, qu'ils appelloient *Eriach.* Et c'eſt ainſi que nous trouvons dans nos Loix Saxones (particuliérement, dans celles d'Athelſtan) les différens *weregilds* établis pour l'homicide, dans un ordre progreſſif, depuis la mort du Payſan juſqu'à celle du Roi. Nous avons dans les Loix de Henri *I*, un détail des autres offenſes qui étoient rachetables par *weregild*, ainſi que de celles qui ne l'étoient pas. Or, comme, durant le temps que cette Coutume a ſubſiſtée, on accordoit certainement une procédure, pour faire recouvrer le *weregild* à la partie à laquelle il étoit dû ; il ſemble que quand ces offenſes vinrent par degrés à n'être plus rachetables, la procédure particuliere ſe

continua néanmoins, afin d'assurer l'infliction de la peine à l'offenseur, quoique la partie lesée ne fût plus autorisée à prétendre aucun dédommagement pécuniaire pour l'offense.

Mais quoique ces *appels* fussent de la nature des poursuites pour quelque injure atroce commise contre un individu quelconque, on la permettoit cependant aussi, anciennement, afin que tout sujet pût ajourner un autre sujet pour crime de leze-Majesté, soit dans les Cours de Coutume, soit en Parlement, ou [pour trahisons commises au-delà des mers] à la Cour du grand Connétable, & du grand Maréchal. La connoissance des *appels* subsistoit même encore en l'année 1631, puisqu'il y eut un Examen par combat, ordonné par la Cour de Chevalerie, sur un *appel* de trahison. Mais elle fut virtuellement abolie, par les Statuts 5, d'Edouard III, chap. 9 & 25, du même, chap. 24, & en second lieu plus expressément par le Statut 1, de Henri IV, chap. 14: de maniere que les seuls *appels*, qui soient en vigueur, pour faits commis dans l'intérieur du Royaume, sont ceux de félonie & de *mayhem*.

L'*appel* ou l'ajournement, pour félonie, peut être intenté pour crimes commis, ou contre les parties mêmes, ou contre leurs parens. Les crimes contre les parties mêmes,

ſont, le larcin, le rapt & l'incendie. Ces crimes, ainſi que le *mayhem*, autoriſent les perſonnes volées, enlevées, mutilées, ou dont les maiſons ſont brûlées, à ſuivre cette procédure particuliere. Le ſeul crime contre les parens qui autoriſe l'ajournement, eſt la mort de ce même parent, ſoit par meurtre, ou par homicide imprévu. Cette procédure ne peut être intentée par tous les parens, mais ſeulement par la femme pour la mort de ſon mari, ou par l'héritier mâle, pour celle de ſon ancêtre. Et cette qualité d'héritier fut même reſtreinte par une ordonnance de Henri I, au quatrieme degré. On l'accorde à la femme, à cauſe de la perte qu'elle a faite de ſon mari. Mais ſi elle ſe remarie avant, ou pendant ſon *appel*, elle la perd; ou ſi elle ſe marie après le jugement, elle ne demandera pas l'exécution de la ſentence. L'héritier, comme on l'a dit, doit auſſi être mâle, & prochain héritier, ſuivant la Coutume au temps de la mort du défunt. Mais cette regle a trois exceptions. 1. Si la perſonne tuée laiſſe une femme innocente, cette femme ſeulement & non pas l'héritier, aura le droit d'*appel*. 2. S'il n'y a point de femme, & que l'héritier ſoit accuſé du meurtre; la perſonne qui eût été enſuite l'héritier, mâle, intentera l'*appel*. 3. Si la femme tue ſon mari, l'héritier peut

l'*appeller* pour la mort de ſon mari. Et par le Statut de Gloceſter, le 6 d'Edouard I, chap. 9, tous les *appels* doivent être pourſuivis dans l'an & jour après l'accompliſſement de la félonie. Ce qui ſemble n'être qu'une ſuite de l'ancienne Coutume ; car la même choſe ſe trouve dans les Conſtitutions Gothiques : *præſcriptio annalis, quæ currit adversùs auctorem, ſi de homicida ei non conſtat intra annum à cæde factâ, nec quemquam intereà arguat & accuſet.*

Ces *appels* peuvent être intentés, préalablement pour toute accuſation ; & ſi l'ajourné y eſt renvoyé abſous, il ne peut plus à l'avenir, être actionné pour la même offenſe. De même que par l'ancienne Conſtitution Gothique, ſi quelque offenſeur obtenoit un *verdict* en ſa faveur, quand il étoit pourſuivi par la partie injuriée, il étoit également cenſé abſous de toute pourſuite de la part de la Couronne pour la même offenſe. Mais, au contraire, s'il faiſoit ſa paix avec le Roi, il pouvoit néanmoins être pourſuivi à la requête de la partie léſée. Il en eſt de même parmi nous ; ſi un homme eſt renvoyé abſous dans une accuſation de meurtre, ou qu'il ait été trouvé coupable, & ait reçu ſon pardon du Roi ; il peut cependant, en vertu du Statut 3, de Henri VII, chap. 1,

être pourſuivi par *appel* pour la même félo nie, comme n'ayant pas encore été puni pou crime ; quoique, s'il a été trouvé coupa ble d'un homicide imprévu & qu'il ait joui d bér fice du Clergé, & par conſéquent ſub le jugement de la Loi, il ne puiſſe plus en ſuite être appellé. Car c'eſt une maxime d droit, que, *nemo bis punitur pro eodem delicto.*

Si l'ajourné eſt trouvé coupable, il ſubira le même jugement que s'il eût été convaincu par accuſation ; mais avec cette différence re- marquable, que dans une accuſation, qui eſt à la requête du Roi, le Roi peut pardonner & remettre l'exécution ; & que dans un *appel*, qui eſt à la requête d'un particulier, pour expier un tort particulier, le Roi ne peut pas plus faire grace qu'il ne peut remettre les dommages recouvrés dans une action de bat- terie : de même que, tant que le *weregild* continua à ſe payer, comme amende pour homicide, il ne pouvoit pas être renvoyé par l'autorité du Roi. L'ancien uſage étoit même, ſous le regne de Henri IV, que tous les pa- rens du mort devoient traîner l'appellé juſ- qu'au lieu de l'exécution : Coutume fondée ſur l'eſprit barbare de vengeance de famille qui regnoit dans l'Europe entiere, après l'ir- ruption des nations du Nord, qui eſt par- ticuliérement conſacrée dans les différens Co-

des de leurs Loix, & qui regne encore aujourd'hui parmi les habitans ſauvages de l'Amérique. Cependant la punition de l'offenſeur peut être remiſe, par la concurrence de toutes les parties intéreſſées ; & comme le Roi, par ſon pardon, peut anéantir une accuſation ; de même l'appellant ; par ſon abandon, peut décharger un coupable : *num quilibet poteſt renunciare juri, pro ſe introducto.*

Telles ſont les différentes méthodes de pourſuites inſtituées par les Loix d'Angleterre pour la punition des offenſes, & entre leſquelles, celle par accuſation, eſt la plus générale. Je renfermerai donc les obſervations ſuivantes, principalement, dans cette méthode de pourſuite ; & je remarquerai, en paſſant, les variations les plus importantes qui peuvent réſulter de la méthode de procéder, ſoit par information, ſoit par *appel.*

CHAPITRE XXIV.

De la Procédure ſur accuſation.

NOUS allons, en quatrieme lieu, examiner la maniere d'amener une procédure à un point de déciſion, après que l'accuſation eſt reçue & produite à l'accuſé, afin qu'il y réponde. Nous avons, juſqu'à préſent, ſuppoſé l'offenſeur en priſon, avant la réception de l'accuſation; &, dans ce cas, il doit immédiatement être aſſigné. Mais s'il s'eſt échappé, ou qu'il ſe cache, ſi ſon crime eſt capital; ou ſi, dans un cas moins grave, il n'a pu être ſommé de comparoir aux Aſſiſes ou ſeſſions; on peut toujours intenter contre lui une accuſation, en ſon abſence. Et ſi l'accuſation eſt reçue, la procédure doit ſe réduire à un ſeul point de déciſion, pour le faire comparoir à la Cour: car l'accuſation ne peut être examinée, qu'il ne comparoiſſe en perſonne; conformément aux regles d'équité & au Statut 28, d'Edouard III, chap. 3, qui dit, que pour les crimes capitaux, aucun homme ne ſera mis à mort, qu'il n'ait produit légalement ſes défenſes.

La procédure convenable dans une accu-

ſation pour quelque malverſation légere, ou ſur un Statut pénal, eſt un *writ* de *venire facias*, qui eſt de la nature d'une aſſignation, pour obliger la partie à comparoir. Et ſi, après n'avoir pas obéi à cette aſſignation, il paroît que la partie ait des terres dans le Comté que l'on puiſſe ſaiſir; alors, il s'expédiera un ordre à cet effet, juſqu'à ce qu'elle paroiſſe. Mais ſi le Shériff mentionne dans ſon rapport qu'elle n'a point de terres dans ſon reſſort; alors, au cas qu'elle ne comparoiſſe pas, il s'expédiera un *writ* de *capias*, lequel enjoint au Shériff de ſe ſaiſir de ſa perſonne & de la repréſenter aux Aſſiſes ſuivantes. Et ſi on ne peut la prendre, en vertu du premier *capias*, il s'en expédiera un ſecond & un troiſieme, appellés un *alias*, & un *pluries capias*. Mais, dans les accuſations pour trahiſon ou félonie, un *capias* eſt la premiere procédure; & pour trahiſon ou homicide, il ne s'en expédiera qu'un, ou deux dans le cas d'autres félonies, ſuivant le Statut 25, d'Edouard III, chap. 14, quoique l'uſage ſoit d'en expédier ſeulement un pour toute félonie; attendu que les diſpoſitions de ce Statut ſe trouvent impraticables, en pluſieurs cas. De même dans le cas de malverſations, c'eſt aujourd'hui la pratique ordinaire des Juges de la Cour du banc du Roi, d'expédier

ſur le certificat d'une accuſation reçue, un *writ* de *capias*, afin de produire le défendeur. Mais s'il ſe cache, & que l'on juge à propos de pourſuivre ſa proſcription, alors il eſt beſoin d'une plus grande exactitude. Car, en pareil cas, après l'expédition des différens *writs* dans un nombre régulier, ſelon la nature des crimes reſpectifs, s'ils ſe trouvent ſans effet, l'offenſeur ſe met dans le cas de la proſcription: c'eſt-à-dire, qu'il ſera ſommé, proclamé, ou requis de ſe rendre, dans cinq *County-courts*; & ſi le rapport mentionne *quinto exactus*, & qu'il ne comparoiſſe pas à la cinquieme requiſition; alors, on prononce ſa proſcription, il eſt déclaré privé de la protection des Loix, & incapable de profiter du bénéfice d'aucune d'elles, ſoit pour intenter des actions ou autrement.

La punition, pour les proſcriptions ſur accuſation de malverſation, eſt la même que pour les proſcriptions dans les actions civiles, (deſquelles il a été parlé dans un des Volumes précédens, ainſi que des procédures préalables, par *writs* de *capias*, *d'exigi facias*, & de proclamation,) ſavoir, la confiſcation des biens. Mais une proſcription pour trahiſon ou félonie, égale la conviction de l'offenſe portée dans l'accuſation, au même point que ſi l'accuſé avoit été trouvé coupable par

ſon pays. Mais ſa vie eſt pourtant encore ſous la protection de la Loi, comme on l'a remarqué ci-devant. Et quoiqu'anciennement un félon proſcrit, fût cenſé avoir *caput lupinum*, & pût être aſſommé comme un loup par le premier qui l'auroit rencontré : parce qu'ayant renoncé à toutes Loix, il étoit cenſé être dans l'état de nature, & que le premier venu pouvoit le tuer : aujourd'hui, cependant, pour obvier à cette inhumanité, on tient que perſonne n'eſt autoriſé à le tuer de propos délibéré, ſans ſe rendre coupable de meurtre; à moins que la choſe n'arrive forcément, lorſqu'on ſe met en devoir de le prendre. Car toute perſonne peut arrêter un proſcrit, ſoit de ſon propre mouvement, ou en vertu d'un *writ* ou ordre de *capias utlagatum*, afin de le préſenter pour être exécuté. Mais cette proſcription peut ſouvent être annullée, par un appel comme d'abus : en ce que les procédures d'une proſcription ſont (comme il convient qu'elles le ſoient) extrêmement délicates & circonſtanciées ; & que ſi l'on omet ou qu'on dirige mal la plus petite circonſtance, la proſcription devenant illégale, l'accuſé eſt admis à plaider & à ſe défendre de l'accuſation.

Telles ſont les procédures, en uſage, pour produire l'offenſeur après l'accuſation reçue.

Et c'eſt à ce point de la procédure, que l'on obtient ordinairement les *writs* de *certiorari facias*; quoiqu'on puiſſe les obtenir en tout temps avant l'Examen, pour certifier & tranſporter l'accuſation, avec les procédures qui l'accompagnent d'une Cour inférieure criminelle à celle du banc du Roi, qui eſt la Cour ordinaire de juſtice Souveraine dans les cauſes criminelles. Ce qui ſe fait ſouvent, pour l'une de ces quatre vues: 1°. Pour conſidérer & déterminer la validité des appels ou accuſations, & des procédures qui en dépendent; & pour les caſſer ou les confirmer, ſuivant l'exigence des cas. 2. Dans le cas où l'on ſoupçonne qu'on n'obtiendra probablement à la Cour inférieure qu'un Examen, ou partial, ou inſuffiſant; & qu'alors l'accuſation eſt tranſportée, afin que le priſonnier ou défendeur, ſoit jugé à la barre de la Cour du banc du Roi, ou par-devant les Juges de *niſi priùs*, 3. Afin d'y pouvoir implorer le pardon du Roi: 4. Pour faire plus promptement expédier la procédure de proſcription contre l'offenſeur, dans les Comtés, où les procédures des Juges inférieurs ne pourroient avoir lieu contre lui. Ce *writ* de *certiorari*, lorſqu'il eſt expédié & livré à la Cour inférieure, pour tranſporter quelque regiſtre, ou autres procédures tant ſur accuſation qu'autrement, ſuſpend

le pouvoir de la Cour inférieure, & rend toutes les procédures qui s'y feroient enſuite, abſolument illégales : à moins que la Cour du banc du Roi ne renvoyât le regiſtre à la Cour inférieure, pour y être examiné & jugé. Un *certiorari* peut s'accorder à la pourſuite, ou du pourſuivant, ou du défendeur : le premier comme un point de droit, le ſecond comme un point de diſcrétion. C'eſt pourquoi on l'accorde rarement pour tranſporter les accuſations des Juges d'Elargiſſement ou après l'aveu du fait dans quelqu'une des Cours inférieures.

C'eſt auſſi à ce point de pourſuite, que les accuſations reçues par la grande aſſemblée de jurés contre un Pair, doivent, en conſéquence d'un *writ* de *certiorari*, être certifiées & tranſmiſes à la Cour de Parlement, ou à celle du grand Sénéchal de la Grande Bretagne; & que dans les juriſdictions excluſives, comme les deux Univerſités, les accuſations doivent être délivrées (ſur récuſation ou prétention de connoiſſance) aux Cours qui y ſont établies par Charte, & confirmées par acte du Parlement, pour y être reſpectivement examinées & jugées.

CHAPITRE XXV.

De l'Ajournement au Criminel & de ſes incidens.

QUAND l'offenſeur, ou paroît volontairement ſur une accuſation, ou auparavant qu'il ait été mis en priſon, ou eſt traduit ſur une procédure criminelle pour fournir ſes réponſes dans la Cour convénable; ſon procès doit lui être fait, immédiatement. Et c'eſt le cinquieme point d'une procédure criminelle.

Inſtruire un procès criminel, n'eſt autre choſe que d'aſſigner le priſonnier à la barre de la Cour, pour répondre aux faits dont il eſt accuſé. Il doit être appellé à la barre, par ſon nom; & l'on trouve dans nos anciens auteurs, que dût l'accuſation être d'une nature très-grave, il doit être amené à la barre ſans fers, ni ſans aucune ſorte de liens; à moins qu'il n'y ait un danger évident qu'il ne puiſſe s'échapper; & que dans ce cas on peut s'aſſurer de ſa perſonne, en l'enchaînant. Cependant, dans la cauſe de Layer, en 1722, on fit une différence entre le temps de l'ajournement & celui de l'Examen; & en conſéquence, le priſonnier demeura enchaîné à la barre

barre durant tout le temps de l'instruction du procès.

Dès que l'accusé est amené à la barre, on l'appelle par son nom, en lui ordonnant de lever la main. Et quoique cette circonstance paroisse d'abord peu importante, elle a néanmoins cet avantage, qu'en levant la main, *constat de personâ*, & qu'il reconnoît par-là être celui qui vient d'être appellé. Cette cérémonie n'est pourtant point indispensable; car comme elle n'a été imaginée que pour identifier la personne, toute autre voie remplira également les mêmes vues. Donc si le prisonnier refuse opiniâtrément, & avec mépris de lever la main, mais qu'il se reconnoisse pour la personne nommée, cela est suffisant pour que l'on puisse passer outre. Pour lors, l'accusation doit lui être lue distinctement, & en Anglois (car telle étoit la Loi, dans le temps même que toutes les autres procédures se faisoient en Latin) afin qu'il puisse entendre clairement tous les faits dont il est chargé. Après quoi, on doit lui demander s'il est coupable ou non, du crime dont il est accusé? Dans l'ancienne Coutume, le complice ne pouvoit être ajourné au criminel, à moins que le principal auteur ne fût convaincu. C'est pourquoi, dans le cas où le principal auteur n'eût point été accusé, qu'il fût

reſté muet, qu'il eût recuſé plus de trente-cinq jurés peremptoirement, qu'il eût réclamé le bénéfice du Clergé, qu'il eût obtenu ſon pardon, ou qu'il fût mort avant la conviction ; le complice, dans aucun de ces cas, ne pouvoit être aſſigné au criminel : attendu que *non conſiſtit*, s'il s'eſt, ou ne s'eſt pas commis une félonie, juſqu'à ce que le principal auteur ſoit convaincu ; & qu'il pourroit arriver, que le complice fût convaincu un jour, & que le principal auteur fût abſous le lendemain ; ce qui ſeroit abſurde. Cette abſurdité néanmoins ne pourroit arriver que dans le cas, où il ſeroit poſſible que l'Examen du principal auteur ſuivroit celui du complice ; c'eſt pourquoi la Loi perſiſte à ne point vouloir que le complice ſoit examiné, tant que le principal auteur eſt ſujet à être examiné après. Mais par le Statut 1, d'Anne, chap. 9, ſi le principal auteur eſt une fois convaincu & qu'avant la conviction, [c'eſt-à-dire, avant qu'il ne reçoive ſa ſentence de mort ou de proſcription] il obtienne ſa grace par pardon, par bénéfice du Clergé, ou autrement ; ou ſi le principal auteur garde le ſilence, ou qu'il récuſe péremptoirement plus que le nombre légal de jurés, [de maniere à ne pouvoir jamais être convaincu ;] dans tous ces cas où il ne peut y

avoir d'Examen ſubſéquent de l'auteur principal, & lecomplice peut être pourſuivi, comme ſi le principal félon avoit été convaincu: attendu qu'il n'y a pas à craindre de contradiction dans la ſuite. Et dans l'examen du complice, ſoit devant, ſoit après la conviction du principal auteur, l'opinion la plus ſaine, & fondée ſur le véritable eſprit de juſtice, eſt que le complice ſoit libre, [ſi cela ſe peut] de conteſter le crime de ſon principal ſuppoſé, & de prouver ſon innocence dans le fait & dans le droit.

Quand un criminel eſt ajourné, ou bien il garde le ſilence, ou il avoue le fait. [C'eſt ce que nous pouvons appeller les incidens de l'ajournement] ou bien il plaide contre l'accuſation, ce qui doit être conſidéré comme le point ſuivant des procédures. Mais obſervons d'abord les incidens de l'ajournement, c'eſt-à-dire, le ſilence ou l'aveu de l'accuſé.

I. On dit qu'un priſonnier eſt muet, quand étant ajourné pour trahiſon ou pour félonie, 1°. Il refuſe de répondre : 2°. Si ſes réponſes ſont étrangeres à la queſtion, ou chargées de matieres qui n'y ont aucun trait. 3°. Si lorſqu'ayant plaidé qu'il n'étoit point coupable, il refuſe de ſe ſoumettre au jugement du pays. S'il s'obſtine à ne rien dire, la Cour doit, *ex officio*, nommer une

assemblée de jurés pour informer, savoir, si son silence vient d'obstination, ou s'il est muet, *ex visitatione Dei.* S'il est dans le dernier cas, les Juges de la Cour, [qui doivent favoriser le prisonnier, & veiller à ce qu'il lui soit fait droit & justice] procéderont à l'Examen, & en discuteront tous les points, comme s'il eût lui-même plaidé qu'il n'étoit pas coupable. Mais de savoir si l'on peut prononcer un jugement de mort contre un accusé de cette espece, & qui n'a pû rien dire qui dût déterminer les Juges à le condamner, c'est une question encore indécise.

S'il se trouve muet, par opiniâtreté, [l'on a regardé comme tel un prisonnier qui s'étoit coupé la langue ;] dans ce cas, s'il est accusé du crime de lése-Majesté, il est clair que ce silence équivaut à une conviction. Le silence équivaut aussi à la conviction dans les plus légeres especes de félonie : c'est-à-dire, dans les petits vols, & dans les simples malversations. Mais dans les appels, ou accusations pour d'autres félonies ou petite trahison, il ne sera point censé convaincu de maniere à pouvoir être jugé, pour la félonie ; mais il recevra pour punir son obstination, la sentence terrible de *penance* ou de *peine forte & dure.*

Avant que cette sentence se prononce, le

prisonnier doit avoir non-seulement *trina admonitio*, mais encore un répit convénable de quelques heures; & la sentence doit lui être lue, bien distinctement, afin qu'il connoisse tout ce qu'il risque. Et s'il persiste dans son obstination, & que son offense soit de nature à trouver des ressources dans l'Eglise, il aura le bénéfice du Clergé, malgré son entêtement à ne vouloir point le demander : tant la Loi répugne à infliger cette punition terrible ! Mais si les autres moyens se trouvent infructueux, & que le prisonnier [chargé d'une félonie capitale] persiste à garder le silence; pour lors cette sentence est rendue, sans aucune distinction, ou de sexe ou de rang. Jugement que la Loi semble avoir affecté d'accompagner d'une rigueur très-recherchée, afin que par-là même, il fût plus rarement mis à exécution.

La torture ou question, pour extorquer un aveu des criminels, est une pratique de différente nature; celle-ci ne s'emploie que pour forcer un homme à se soumettre à l'Examen, celle-là est elle-méme une espece d'Examen. Celui par la torture est entiérement inconnu dans le Droit Anglois; quoique les Ducs d'Exeter & de Suffolk, & les autres Ministres de Henri VI, eussent conçu le dessein d'introduire le Droit civil dans ce Royau-

me, comme regle de Gouvernement. Sur quoi ils débuterent par ordonner une eſpece de torture, qui fut enſuite, par dériſion, appellée la fille du Duc d'Exeter, laquelle exiſte encore aujourd'hui dans la tour de Londres; & que plus d'une fois, ſous le regne d'Eliſabeth, on s'en ſoit ſervi dans quelques occaſions, comme d'un inſtrument d'Etat, & non de droit. Lorſque, le Duc de Buckingham fut aſſaſſiné par Felton, on propoſa dans le Conſeil privé d'appliquer l'aſſaſſin à la queſtion, pour découvrir ſes complices. Mais les Juges conſultés déclarerent, unanimement, tant à leur honneur qu'à celui du Droit Anglois, que de telles procédures n'étoient point permiſes par les Loix Angloiſes. Il paroît bien étonnant que cet uſage d'appliquer à la torture ait été attribué à l'amour qu'inſpire la vie des hommes!.... Telle eſt cependant, la raiſon que l'on donne de ſon introduction dans le Droit civil, & de ſon adoption ſubſéquente par les François & autres Nations étrangeres : c'eſt-à-dire, parce que les Loix ne peuvent ſouffrir qu'un homme meure ſur la dépoſition d'un faux, ou même d'un ſeul témoin; & qu'en conſéquence elles imaginerent cette méthode, pour procurer à l'innocence le moyen de ſe manifeſter par un déni inébranlable, & au cas contraire,

pour forcer le crime à ſe décéler, par ſon aveu. C'eſt donc ainſi qu'elles jugeoient de la vertu d'un homme par la vigueur de ſa complexion, & de ſon crime par la ſenſibilité de ſes nerfs !... Mais pour parvenir plus efficacement à définir cette eſpece de pitié inhumaine, il ne s'agit que de la diſcuter avec préciſion. Cicéron, qui vivoit dans un Etat, où l'uſage étoit d'appliquer à la torture les eſclaves pour découvrir la vérité ; ce grand homme, dis-je, a très-élégamment démontré, combien cette voie étoit peu propre à la manifeſter. *Tamen*, [dit-il] *illa tormenta gubernat dolor, moderatur natura cujuſque tum animi, tum corporis, regit quæſitor, flectit libido, corrumpit; ſpes, infamat metus, ut in tot rerum anguſtiis nihil veritati loci relinquatur.*

Le jugement de *Penance* [de pénitence] que les Loix Angloiſes rendent contre le ſilence que gardent les criminels, conſiſte en ce qui ſuit : que le priſonnier ſera renvoyé dans la priſon d'où il eſt venu ; qu'il ſera mis dans une chambre baſſe & obſcure ; & que là, on le fera coucher par terre, ſur le dos, & tout nud, à l'exception des parties du corps, que la décence veut que l'on tienne cachées ; qu'on lui mettra ſur le corps un poids de fer auſſi lourd, & même plus lourd qu'il n'eſt

capable de porter ; qu'on le laiſſera ſans ſubſiſtance, à la réſerve du premier jour ſeulement, qu'on lui donnera trois morceaux du plus mauvais pain, & le ſecond jour trois verres d'eau croupiſſante ; & que dans cette ſituation, telle ſera alternativement ſa nourriture, juſqu'à ce qu'il expire, (quoiqu'anciennement ce fût) juſqu'à ce qu'il répondît.

On a douté ſi cette punition ſubſiſtoit en Coutume, ou ſi elle fut introduite en conſéquence du premier Statut de Weſtminſter, le troiſieme d'Edouard I, chap. 12 ; & ce dernier ſentiment eſt le plus vraiſemblable. Car il n'en eſt pas dit un mot, ni dans Glanvil, ni dans Bracton, ni dans aucun ancien auteur, ni dans aucune procédure ou regiſtre (qui ait été produit juſqu'à préſent) avant le regne d'Edouard I. Mais on trouve des exemples au greffe ſous le regne de Henri III, de perſonnes accuſées de félonie & d'un ſilence opiniâtre, leſquelles furent examinées d'une façon particuliere par deux aſſemblées ſucceſſives de jurés, & enfin convaincues. Les Juges qui étoient en place, la huitieme année du regne de Henri IV, aſſurent que dans la Coutume avant le Statut, le même ſilence opiniâtre ſur un appel, équivaloit à une conviction de félonie. Ce même Statut d'Edouard I,

enjoint, que les perſonnes qui ne voudront point ſe ſoumettre aux enquêtes de félonie par-devant les Juges, à la requête du Roi, ſeront miſes dans une priſon forte & dure, [*ſoient mys dans la priſone fort & dure*] comme ceux qui refuſent de ſe ſoumettre à la Coutume du pays. Et immédiatement après ce Statut, la forme du jugement paroît dans Fleta & Britton n'avoir été qu'une empriſonnement étroit, avec très-peu de nourriture; & ſans qu'il fut queſtion de mettre un poids ſur le corps de l'accuſé pour hâter ſa mort. Horne, dans le Mirror, regarde même comme une eſpece d'homicide très-criminel, toute augmentation de peine impoſée aux perſonnes condamnées à *Penance*, dans la vue d'abréger leur vie. A quoi nous pouvons ajouter, que le regiſtre, ſous la trente-cinquieme année d'Edouard I, (cité par un ſavant auteur) prouve autant clairement qu'il eſt poſſible, que le priſonnier pouvoit vraiſemblablement vivre quarante jours, dans cet affreux ſupplice. J'imagine donc que la pratique de charger le corps de poids, ou comme on l'appelle ordinairement, *de preſſer le criminel juſqu'à mort*, s'eſt graduellement introduite entre le regne d'Edouard I, & la huitieme année de celui de Henri IV, temps où nos auteurs en font mention pour la premiere

fois; & qu'on regardoit comme une espece de commisération en faveur du criminel, que de chercher à le délivrer plutôt de ses souffrances. C'est aussi de-là que je présume, que la durée de la *Penance* fut abrégée, pour la premiere fois; & qu'au lieu de la continuer jusqu'à ce qu'il répondît, il étoit enjoint de la continuer jusqu'à ce qu'il mourût: ce qui ne pouvoit manquer de bientôt arriver, en le chargeant d'un poids énorme.

L'incertitude de son origine, les doutes que l'on peut concevoir sur sa légalité, & la répugnance de sa théorie (car elle n'est mise que rarement en pratique) à l'honneur de l'humanité des Loix Angloises, tout concourt à demander l'abolition légale de cet affreuse procédure; ainsi que le rétablissement de l'ancienne Coutume, où le silence opiniâtre en félonie, aussi-bien qu'en trahison & en délit, équivaloit à un aveu de l'accusation.

II. Autre incident de l'ajournement, à l'exclusion du plaidoyer, est l'aveu que le prisonnier fait de la vérité, & sur lequel, dès qu'il est simple & clair, la Cour n'a plus qu'à prononcer le jugement. Mais elle est ordinairement fort lente à recevoir & à enregistrer cet aveu, par intérêt pour la vie du sujet, auquel elle conseilleroit plus volontiers de le retracter, en plaidant contre l'accusation.

Il eſt une autre eſpece d'aveu, dont il eſt beaucoup parlé dans nos anciens auteurs, mais d'une eſpece bien plus compliquée, & qu'ils appellent *Approvement* (amélioration.) C'eſt ce qui arrive, quand une perſonne accuſée de trahiſon ou félonie, & ajournée en conſéquence, avoue le fait avant que les raiſons ſoient plaidées, & qu'elle ajourne ou accuſe d'autres perſonnes d'être complices du même crime, afin d'obtenir ſon pardon. Dans ce cas, on appelle *approver* ou *prover* (*probator*) celui qui prouve ; & la partie ajournée ou accuſée, eſt nommée *appellée*. Cet *approvement* ne ſe fait guères que dans les crimes capitaux ; & il eſt, pour ainſi dire, équivalent à une accuſation, dès que l'appellé eſt légalement cité pour y répondre. Et s'il n'a point d'exceptions raiſonnables & légales à faire contre l'*approver*, il doit ſe faire examiner lui-même, ſoit par combat, ſoit par le pays ; & s'il eſt vaincu ou trouvé coupable, il doit ſubir le jugement de la Loi, & l'autre obtiendra ſon pardon, *ex debito juſtitiæ*. D'un autre côté, ſi l'*appellé* eſt vainqueur, ou renvoyé abſous, par l'aſſemblée des jurés, l'*approver* ſera condamné à être pendu ; attendu que la condition à laquelle étoit attaché ſon pardon, n'ayant pas été remplie, ſa conviction eſt demeurée abſolue.

Mais il eſt purement à la diſcrétion de la Cour de permettre à l'*approver* un ajournement de cette eſpece ; & dans le fait, cette pratique a été long-temps hors d'uſage. Car, à dire vrai, comme l'obſerve Sir Matthieu Halle, ces ſortes d'*approvemens* ont été plus nuiſibles à d'honnêtes gens, qu'il n'en eſt réſulté d'avantage pour le public par la découverte & la conviction des vrais offenſeurs. Dans le temps donc que ces ſortes d'ajournemens étoient plus fréquemment admis, on y obſervoit plus d'exactitude & de préciſion, quoique, depuis leur décadence, la doctrine de ces accuſations ſoit devenue plutôt matiere de curioſité qu'*approvemens* d'uſage. Ainſi je me contenterai d'obſerver que tout l'avantage que l'on pouvoit attendre de cette méthode, eſt amplement remplacé dans le cas du vol, avec effraction, & des larcins de la valeur de 5 ſchel. dans les boutiques, magazins, écuries & remiſes, par les Statuts 4 & 5, de Guillaume & Marie, chap. 8, 10 & 11, de Guillaume III, chap. 23, & le 5me. d'Anne, chap. 31, qui portent, que ſi un félon de cette eſpece, étant hors de priſon, vient à découvrir deux ou pluſieurs perſonnes qui ayent commis le même crime, & de maniere qu'elles puiſſent en être convaincues ; il recevra dans la plupart des cas dont il s'agit, une ré-

compenſe de 40 liv. & ſera, en général, autoriſé à ſolliciter le pardon de toutes les offenſes capitales qu'il pourroit avoir commiſes; à l'exception ſeule, du meurtre & de la trahiſon. Et que ſi un coupable de cette eſpece avoit dérobé ſoit du plomb, ſoit du fer, ou d'autres métaux, & venoit à découvrir, & à convaincre deux autres perſonnes de les avoir illégalement achetés ou recellés, il recevra, en vertu du Statut 29, de Georges II, chapitre 30, le pardon de toutes les félonies qu'il auroit commiſes avant cette découverte.

CHAPITRE XXVII.

Des Plaidoyeries & de l'Inſtruction.

NOUS allons maintenant conſidérer la maniere dont le priſonnier ſe défend ſur l'accuſation intentée contre lui, au cas qu'il n'avoue pas, ou qu'il garde le ſilence. Ce plaidoyer roule 1°. Ou ſur la juriſdiction. 2°. Ou ſur une exception dilatoire. 3°. Ou ſur une caſſaſſion de procédure. 4°. Ou le plaidoyer eſt ſpécial, à la barre. 5°. Ou tend à l'iſſue générale.

Anciennement, il y avoit un autre plaidoyer, qui eſt abrogé aujourd'hui : celui de *ſanctuaire*, & dont il eſt cependant bon de dire un mot ; parce qu'il peut jetter quelque jour ſur pluſieurs points de notre ancienne Coutume. Il s'introduiſit & ſe maintint durant la vénération ſuperſtitieuſe que l'on avoit pour les parties de terre que l'on regardoit comme ſacrées, dans les temps du Papiſme. Sur quoi il faut d'abord obſerver, que ſi une perſonne accuſée de quelque crime, (excepté la trahiſon qui regardoit la Couronne, & le ſacrilege qui regardoit l'Egliſe) s'étoit réfugiée dans quelque Egliſe ou cimetiere, & que quarante jours après elle ſe fut préſentée cou-

verte d'un ſac pour avouer ſon crime par-devant le Coroner ; & qu'elle déclarât, ſous ſerment, toutes les circonſtances particulieres de ſon délit, en offrant de ſortir du Royaume, par le port qui lui ſeroit aſſigné, pour n'y jamais rentrer ſans la permiſſion du Roi ; cette perſonne alors ſauvoit ſa vie. Mais étoit obligée de partir, une croix à la main, & d'aller ainſi juſqu'au lieu qui lui avoit été aſſigné pour ſon embarquement. Car ſi durant ce privilege de quarante jours, ou en ſe rendant au port déſigné, elle étoit priſe & ajournée dans quelque Cour pour cette même félonie, elle pouvoit plaider le privilege de Sanctuaire, & même avoit droit d'être renvoyée abſoute, au cas qu'elle eût été tirée par force de ſon azile. Cependant, ſon rang reſtoit flétri, & ſes biens confiſqués. L'immunité de ces lieux privilégiés fut d'abord extrêmement diminuée par les Stat. 27, ch. 19 & 32, ch. 22, de Henri VIII ; & le 21me. de Jacques I, chap. 28, a ſupprimé & entiérement aboli tous les privileges du Sanctuaire, ainſi que leurs dépendances.

Le bénéfice du Clegé ſe plaidoit ordinairement, autrefois, avant l'Examen ou la conviction ; & cela s'appelloit plaidoyerie déclinatoire : c'étoit auſſi le nom qu'on donnoit à celui du Sanctuaire. Mais comme le priſonnier, dans un Examen, peut être abſous, &

entiérement déchargé, & que s'il eſt convaincu d'une félonie qui puiſſe prétendre au privilege du Clergé, il peut également y prétendre, ſoit après, ſoit avant la conviction; cette pratique eſt extrêmement déſavantageuſe : ce qui fait que le bénéfice du Clergé ne ſe plaide que rarement aujourd'hui; mais la perſonne convaincue peut cependant, ſi on le juge néceſſaire, le réclamer avant que le jugement qui la regarde ſoit rendu.

Je reviens donc aux cinq eſpeces de Plaidoyers, ci-devant mentionnés.

I. Un plaidoyer concernant la juriſdiction, a lieu, lorſqu'une accuſation eſt portée pardevant une Cour qui n'a point de connoiſſance de l'offenſe : comme, ſi un homme eſt déféré pour rapt devant le Shériff, ou pour trahiſon aux ſeſſions de quartier. Dans ces cas ou d'autres ſemblables, il peut réclamer la juriſdiction de la Cour, ſans répondre du tout au crime qui lui eſt imputé.

II. Une exception dilatoire à l'accuſation. Celle-ci a lieu dans des cauſes criminelles, & civiles, quand le fait tel qu'il eſt allégué, eſt reconnu pour vrai par le priſonnier. Mais il faut que le priſonnier ramene la déciſion à un point de droit, de l'accuſation; & ſur lequel il perſiſte à prétendre que le fait, tel qu'il eſt établi, n'eſt ni félonie, ni trahiſon, ni autre crime

crime quelconque. Par exemple, ſi un homme eſt accuſé d'avoir, en félon, dérobé un lévrier, qui eſt un animal ſur lequel on ne peut avoir une propriété de quelque importance, ce n'eſt point une félonie, mais ſeulement un délit civil, de le voler : dans ce cas la partie accuſée peut alléguer une exception dilatoire à l'accuſation, en niant que ce ſoit une félonie, quoiqu'en avouant le fait. Quelques-uns ont cru que ſi, ſur une exception dilatoire, le point de droit eſt adjugé contre le priſonnier, il doit être jugé & exécuté, comme s'il eût été convaincu par *verdict*. Mais d'autres ſoutiennent la négative ; & prétendent, qu'en pareil cas, il ſera reçu à plaider l'iſſue générale, *not guilty* (non coupable) après que l'exception dilatoire aura été jugée contre lui. Ce qui paroît d'autant plus raiſonnable, qu'il eſt clair que ſi le priſonnier déclare librement le fait à la Cour, & qu'il s'en remette à ſon opinion, pour ſavoir ſi c'eſt une félonie ou non ; & que ſur cette expoſition du fait, on trouve qu'il y ait félonie ; la Cour n'enregiſtrera point l'aveu, mais l'admettra enſuite à plaider *not guilty*, non coupable. Ce cas paroît être de la même nature, en ce que c'eſt pour l'ordinaire une mépriſe en fait de droit, & dans la conduite du plaidoyer; & que quoiqu'un homme, en ſe trom-

pant de la ſorte, puiſſe en bien des cas perdre ſa propriété ; cependant la Loi ne ſouffrira pas que par ces délicateſſes, il perde ſa vie dans ce doute. Néanmoins, on ne fait que rarement uſage des exceptions dilatoires, en pareil cas : puiſqu'on peut retirer les mêmes avantages d'un plaidoyer, de *not guilty* ; où dans la ſuite, d'un arrêt de jugement, quand le *verdict* a établi le fait.

III. Un plaidoyer en caſſation, eſt principalement pour une mépriſe de nom, pour un faux nom, ou pour une fauſſe qualité attribuée au priſonnier. Comme ſi Jacques Allen, Gentilhomme eſt déféré ſous le nom de Jean Allen, écuyer ; il peut plaider qu'il s'appelle Jacques & non pas Jean, & qu'il eſt gentilhomme ; & non pas écuyer. Et ſi l'un ou l'autre de ces faits eſt reçu par une aſſemblée de jurés, alors l'accuſation ſera miſe au néant, comme les *writs* ou déclarations peuvent l'être dans les actions civiles, dont il a été parlé, dans le Volume précédent. Mais le priſonnier ne retire pourtant qu'un foible avantage de ces plaidoyers dilatoires ; parce que, ſi l'exception dilatoire eſt accordée, on peut refaire un nouveau bill d'accuſation ſous les vrais noms & qualités du priſonnier : car il eſt de regle, que ſur tous les plaidoyers en caſſation, celui qui tire avantage d'une nullité,

faſſe voir en même temps comment la faute peut ſe rectifier. Nous allons donc enſuite parler d'une eſpece de plaïdoyers plus ſubſtanciels, ſavoir :

IV. Le plaidoyer ſpécial, à la barre ; qui attaque les raiſons qui fondent l'accuſation, & qui démontre pourquoi le priſonnier ne doit point y répondre, ni ſe ſouniettre à l'Examen pour le crime dont il s'agit. Il en eſt de quatre ſortes : une premiere de décharge ; une premiere de conviction ; une premiere de proſcription, & une de pardon. Il y en a pluſieurs autres qui peuvent être plaidées en oppoſition d'un appel : mais celles-ci peuvent s'appliquer aux appels & aux accuſations:

1. Premiérement, le plaidoyer d'*autterfoits acquit*, ou d'une premiere décharge, eſt fondé ſur cette maxime univerſelle de la Coutume d'Angleterre : que perſonne ne doit courir deux fois, pour la même offenſe, le danger de perdre la vie. C'eſt de-là que dérive, en conſéquence, le pouvoir de plaider en oppoſition ſur toute accuſation ſubſéquente, pour le même crime ; d'où l'on tire la conſéquence qu'un homme, qui a été trouvé innocent dans une accuſation, ou autre pourſuite, & déchargé ſur un appel, a droit de s'oppoſer à une nouvelle accuſation ſur la même offenſe. La décharge d'une accuſation, étoit auſſi une

bonne oppoſition à un appel, ſuivant la Cou-
tume : d'où il s'introduiſit, en faveur des ap-
pels, une pratique générale, de ne juger per-
ſonne ſur une accuſation d'homicide; qu'a-
près la révolution de l'an & jour, durant leſ-
quels on peut en faire uſage, & que pendant
ce temps il arrivoit ſouvent, que les témoin
mouroient, ou que la choſe étoit miſe e
oubli. Pour remédier à cet inconvénient, l
Statut 3 de Henri VII, chap. 1, porte, qu'i
ſera procédé aux accuſations, immédiatement
à la requête du Roi, ſans attendre qu'il e
ſoit requis, & que le plaidoyer d'*auterfoit*
acquit ſur une accuſation, ne ſera point un
oppoſition à la pourſuite d'aucun appel.

2. Secondement, le plaidoyer d'*auterfoit*
convict, ou d'une premiere conviction pou
le même crime identique, quoiqu'il n'y ai
jamais eu de jugement rendu, ou que peu
être il n'y aura jamais (étant ſuſpendu pa
l'exemption du Clergé, ou autres cauſes) e
un bon plaidoyer en oppoſition à une accu
ſation. Ce qui eſt fondé ſur le même principe
qu'un homme ne doit point, & pour le mê
me crime, courir deux fois le riſque de
vie. En conſéquence, l'on a cru qu'une con
viction d'homicide involontaire ſur un appel
eſt une oppoſition même dans un autre a
pel, & à plus forte raiſon, dans une accuſ

tion de meurtre : car le fait pourſuivi eſt le même dans l'un & l'autre cas, quoique les offenſes différent par les circonſtances & le degré. Il eſt bon d'obſerver, que les plaidoyers d'*auterfoits acquit*, & d'*auterfoits convict*, d'une premiere décharge & premiere conviction, doivent ſe faire dans une pourſuite pour le même acte, & le même crime identique.

3. Mais il en eſt autrement, pour le plaidoyer d'*auterfoits attaint*, ou d'une premiere accuſation prouvée, qui eſt un bon plaidoyer en oppoſition, ſoit pour la même, ſoit pour toute autre félonie. Car toutes les fois qu'un homme eſt condamné pour félonie par jugement de mort rendu, ou ſur un verdict, ou ſur ſon aveu, par proſcription, ou par l'abandon du Royaume, ſoit en conſéquence d'un appel, ou d'une accuſation ; il peut plaider contre cette condamnation, en oppoſition à toute accuſation, ou appel ſubſéquent pour la même, ou pour toute autre félonie. Et cela, parce qu'en général, cette procédure ſur une ſeconde pourſuite, n'aboutit à rien ; car le priſonnier eſt mort civilement par la premiere condamnation ; ſon ſang eſt déja flétri, & tous ſes biens ont été confiſqués : de ſorte qu'il ſeroit abſurde & ſuperflu de travailler à le faire condamner une ſeconde fois. Cette re-

gle générale, comme toutes les autres, souffre néanmoins quelques exceptions, & dans lesquelles, *cessante ratione, cessat & ipsa Lex.* Comme 1. Lorsque la premiere condamnation est annullée, pour cause d'abus ; car c'est, pour lors, comme si elle n'avoit jamais existée. La même raison a lieu, quand la condamnation est annullée par le Parlement, ou que le jugement est cassé par le pardon du Roi, relativement aux félonies qui se commettent ensuite. 2. Quand la condamnation a été la suite d'une accusation, cette condamnation n'est point une opposition à un appel ; car la premiere sentence peut être pardonnée par le Roi, & si celle-là pouvoit être plaidée en opposition de l'appel, le Roi pourroit à la fin détruire le procès du sujet, en permettant que la premiere sentence arrêtât la poursuite d'une seconde, & en accordant le pardon au délinquant, quand le temps d'appeller seroit passé. 3. Une condamnation en félonie, n'est point une opposition à une accusation de trahison : parce que non-seulement le jugement & le genre de mort sont différens ; mais que la confiscation est plusétendue, & que la terre passe à différentes personnes. 4. Quand une personne condamnée pour une félonie, comme le vol, est ensuite déférée comme principale dans un autre crime, comme d'un meurtre, & dont

les complices ſont auſſi pourſuivis dans le même temps ; dans ce cas on croit que le plaidoyer d'*auterfoits attaint*, n'eſt point une oppoſition, mais qu'elle ſera forcée de ſubir l'Examen, en conſidération de la juſtice publique ; parce que les complices de cette ſeconde félonie ne peuvent être convaincus qu'après la conviction du principal auteur. De ces exemples, nous pouvons réſumer, que le plaidoyer d'*auterfoits attaint*, ne peut ſervir que lorſqu'un Examen ſeroit tout-à-fait inutile.

4. Enfin, un pardon peut être plaidé en oppoſition ; comme détruiſant à la fois le but & les fins de l'accuſation, en remettant la punition, que la pourſuite par ſon établiſſement doit infliger. Il y a un avantage qui accompagne l'action de plaider un pardon en oppoſition, ou en arrêt de jugement, avant que la ſentence s'exécute, & qui lui donne la préférence ſur l'action de le plaider après la ſentence ou la condamnation. Cet avantage eſt, qu'en arrêtant le jugement, il arrête la condamnation, & obvie à la flétriſſure du ſang ; lequel étant une fois flétri par condamnation, ne peut être enſuite rehabilité que par un acte du Parlement. Mais comme le titre des pardons eſt applicable à d'autres cas de pourſuite, & qu'ils ont leur force & leur

efficacité reſpective, ſoit avant, ſoit après la conviction, la proſcription, ou la condamnation ; je me réſerve à en donner le détail, après avoir parcouru tous les autres titres, excepté celui de l'exécution.

Avant que de finir ce Chapitre des plaidoyers ſpéciaux en oppoſition, il faut obſerver, derechef, que, quoique dans des actions civiles, lorſqu'un homme, à ſon choix, peut prendre le plaidoyer qu'il veut en oppoſition, il eſt obligé de s'en tenir à ce plaidoyer, & ne peut avoir recours à un autre, ſi celui-là eſt jugé contre lui : (comme ſi dans une action de dette le défendeur plaide une décharge générale, & qu'elle ne puiſſe pas ſe prouver, il ne peut enſuite plaider *l'iſſue* générale, *nil debet*, comme il le pouvoit d'abord : car il avoit fait choix du plaidoyer, auquel il vouloit s'en tenir, & que c'eſt ſa faute s'il a choiſi une défenſe fragile) quoique, dis-je, cette ſévérité s'obſerve dans les actions civiles, *quia intereſt reipublicæ ut ſit finis litium* ; cependant dans les pourſuites criminelles, *in favorem vitæ*, ſoit ſur appels, ſoit ſur accuſations, quand le plaidoyer en oppoſition par un priſonnier ſe trouve contre lui dans une iſſue examinée par une aſſemblée de jurés, ou jugé contre lui en fait de droit par la Cour ; il ne s'en tiendra néanmoins pas là,

mais il obtiendra un jugement de *respondeat ouster*, & pourra plaider l'issue générale, *non coupable*. Car la Loi accorde plusieurs plaidoyers par lesquels un prisonnier peut éviter la mort; mais elle n'en accorde qu'un en conséquence duquel elle puisse s'infliger: savoir, à l'issue générale, après un Examen & une décision impartiale des faits, par le rapport unanime d'une assemblée de jurés. Il reste donc à considérer:

V. L'issue générale, ou plaidoyer de *non coupable*, par lequel seul le prisonnier peut recevoir son jugement final de mort. Dans le cas d'une accusation de félonie, ou de trahison, il ne peut y avoir de justification spéciale mise en avant par la voie du plaidoyer. Comme dans une accusation pour meurtre, un homme ne peut pas plaider que c'étoit pour sa défense contre un voleur de grand chemin, ou un *Burglar*, (voleur avec effraction) mais il faut qu'il plaide l'issue générale, *non coupable*, & qu'il prouve la matiere spéciale. Car outre que ces plaidoyers équivalent en effet à l'issue générale; puisque si elle est vraie, il est clair que le prisonnier n'est point coupable, attendu qu'on établit dans la trahison que les faits sont commis, *proditorie & contra ligeantiæ suæ debitum*; & en félonie, que le meurtre a été commis *fe-*

lonicé; & que ces imputations d'une intention traîtreſſe ou félone, ſont les points & la vraie baſe de l'accuſation; il faut y répondre directement, par la négative générale, *non coupable*. Et l'aſſemblée des jurés, ſur les preuves, fera attention à tous les articles de défenſe, & fera ſon rapport en conſéquence, auſſi efficacement que s'il étoit, ou pouvoit être plaidé ſpécialement. De ſorte, qu'à tout prendre, ce plaidoyer eſt le plus avantageux au priſonnier.

Quand le priſonnier a plaidé ainſi, *non coupable*, (*non culpabilis* ou *nient culpable*) expreſſion qui s'abrégeoit ordinairement, autrefois, ſur les minutes de cette maniere: *non* (ou *nient*) *culp*; le Clerc de l'Aſſiſe, ou le Clerc de l'ajournement, réplique de la part de la Couronne, que le priſonnier eſt coupable, & qu'il eſt prêt à le prouver. Ce qui ſe fait par deux monoſyllabes, dans le même eſprit d'abréviation *cul. prît*, qui ſignifient d'abord, que le priſonnier eſt coupable, (*cul. culpable*, or, *culpabilis*) & enſuite que le Roi eſt prêt à le prouver: *prît*, *præſto ſum*, ou *paratus verificare*. C'eſt donc là une réplique de la part du Roi, *vivâ voce*, à la barre, & qui ſe pratiquoit autrefois dans tous les plaidoyers, tant dans les cauſes civiles, que dans les cauſes criminelles, de la

maniere la plus concise. Car, quand le plaideur avoit envie de faire une exception dilatoire, il l'exprimoit en un seul mot, *jugement*: ce qui signifioit qu'il demandoit jugement, pour savoir si le *writ*, la déclaration ou le plaidoyer, &c. soit en forme, soit en matiere, étoient suffisamment bons en droit: Et s'il avoit envie de s'en tenir à la vérité des faits plaidés, il l'exprimoit aussi en une seule syllabe, *prît*, signifiant qu'il étoit prêt à prouver ces assertions, ainsi qu'on peut le remarquer dans les annales, & les autres dépôts des Loix. Par cette réplique, le Roi & le prisonnier sont, par conséquent, à l'*issue*: car on peut avoir remarqué, dans ce que nous avons dit sur les plaidoyers dans le livre précédent, que quand les parties réduisent la contestation à un fait qui est affirmé d'une part, & nié de l'autre; alors on dit, qu'elles sont à l'issue, quant au fait. C'est ici évidemment le cas, dans le plaidoyer de *non cul.* de la part du prisonnier, & de la réplique de *cul.* par le Clerc. On peut aussi avoir vu, que la conclusion ordinaire de tous les plaidoyers affirmatifs, comme celui de *cul.* ou *coupable* est, se faisoit par une affirmation en ces termes, & *il est prêt à le vérifier.* C'est ce qu'exprime ici le seul mot *prît.*

Comment nos Cours vinrent elles à exprimer

une affaire de cette importance d'une maniere ſi obſcure & ſi bizarre, *rem tantam tam negligenter*! c'eſt ce qu'il n'eſt pas poſſible d'aſſurer, avec quelque certitude. On pourroit néanmoins en rendre compte, en ſuppoſant que ce n'étoit d'abord que des notes courtes pour aider la mémoire du Clerc, & lui rappeller ce qu'il avoit à répliquer ; ou bien, que c'étoit la méthode abrégée de prendre à la Cour, ſur les minutes, la réplique & la preuve, *cul. prît* : ce qui fut, dans la ſuite, adopté par l'ignorance des clercs pour les mots mêmes qu'ils devoient proférer. Mais, quelque puiſſe en être l'origine, la maniere d'amener l'affaire à un ſeul point de déciſion (qui eſt encore aujourd'hui la même dans tous les points de la procédure, quoiqu'on ait coutume de l'enregiſtrer) ſemble expliquer clairement cette obſcure expreſſion ; laquelle a embarraſſé nos étymologiſtes les plus ingénieux ; & qui s'entend ordinairement, comme ſi le Clerc des ajournemens, immédiatement après le plaidoyer, eût attaché un nom infâme au priſonnier, en lui diſant, *cul prît* : comment veux-tu être examiné ? Car même aujourd'hui, immédiatement après que l'affaire eſt amenée au point de déciſion, on demande au priſonnier par quelle ſorte d'Examen il veut faire paroître ſon innocence ? Mais cette formalité n'a maintenant

de rapport qu'aux ajournemens ſeulement, où l'accuſé a le choix de l'accuſation par combat, ou par aſſemblée de jurés. Mais dans les accuſations, depuis l'abolition de l'*Ordalie*, il ne peut y avoir d'autre épreuve que par l'aſſemblée de jurés, *per païs*, ou par le pays. Par conſéquent, ſi le priſonnier refuſe de ſe ſoumettre à l'enquête dans la forme ordinaire, c'eſt-à-dire, de répondre qu'il conſent à être examiné par Dieu & par le pays, s'il eſt membre des Communes; & ſi c'eſt un Pair, par Dieu & ſes Pairs; l'accuſation, dans le cas de trahiſon, eſt priſe *pro confeſſo*: & le priſonnier, pour félonie, eſt cenſé s'opiniâtrer dans le ſilence; & s'il perſévere dans ſon obſtination, il ſera condamné à *la peine forte & dure*.

Lorſque le priſonnier s'eſt ſoumis à être examiné de la ſorte, le Clerc répond dans le langage humain de la Loi, qui eſpere toujours que l'innocence de la partie pourra paroître plutôt que ſon crime: *Dieu vous donne une heureuſe délivrance*! Enſuite l'on procede à l'Examen, le plutôt que faire ſe peut; & c'eſt ce qui va faire le ſujet du Chapitre ſuivant.

CHAPITRE XXVII.

De l'Examen & de la Conviction.

LEs différentes méthodes d'Examen & de conviction des coupables, établies par les Loix d'Angleterre, étoient autrefois en plus grand nombre qu'à préſent; attendu la ſuperſtition des Saxons nos ancêtres; leſquels, ainſi les autres peuples du Nord, étoient fort addonnés à la divination : caractere que Tacite obſerve auſſi dans les anciens Germains. En conſéquence, ils imaginerent un nombre conſidérable de méthodes d'Examen, pour préſerver l'innocence du danger des faux témoins, & en partant du préjugé que Dieu interviendroit toujours miraculeuſement dans le procès, pour venger l'innocent.

1. La plus ancienne eſpece d'Examen étoit celle de l'*Ordalie*, qui étoit particuliérement déſignée par la dénomination de *judicium Dei*; & quelquefois par celui de *vulgaris purgatio*, pour la diſtinguer de l'Examen canonique, qui ſe faiſoit en exigeant le ſerment des parties. Cet Examen par l'*Ordalie*, étoit de deux eſpeces : l'*Ordalie* ou l'épreuve par le feu, & l'épreuve par l'eau. La premiere eſpece étoit réſervée aux perſonnes d'un rang élevé, & la

derniere pour le commun du peuple. L'une & l'autre pouvoient s'exécuter par députés ; mais le principal Acteur devoit répondre du ſuccès de l'Examen : car le champion ne s'expoſoit qu'à quelque peine corporelle, en qualité de mercénaire ou quelquefois d'ami. L'épreuve du feu ſe faiſoit, ſoit en levant avec la main, ſans ſe brûler, un morceau de fer rougi au feu, du poids d'une, de deux ou de trois livres ; ſoit en marchant, pieds nuds, & les yeux bandés, ſur neuf ſocs de charrues, qu'on ne tiroit du feu que lorſqu'elles étoient rouges, placées en long & à diſtances inégales. Si la partie échappoit ſans ſe brûler, elle étoit cenſée innocente ; mais s'il en étoit autrement, (ainſi qu'il arrivoit pour l'ordinaire, lorſqu'il n'y avoit point de colluſion) elle étoit condamnée comme coupable. Ce fut pourtant par cette derniere méthode, que la Reine Emma, mere d'Edouard le Confeſſeur, manifeſta, dit-on, ſon innocence & ſe purgea du ſoupçon des familiarités qu'on lui attribuoit avec Alwyn Evéque de Wincheſter.

L'épreuve de l'eau ſe faiſoit, ſoit en plongeant l'accuſé, le bras nud juſqu'au coude, dans l'eau bouillante, ſans qu'il en reçût aucun mal ; ſoit en le jettant dans une riviere, ou dans une étang d'eau froide. S'il ſe ſoutenoit au-deſſus de l'eau, ſans qu'il parût na-

ger, cette circonſtance étoit regardée comme une preuve de ſon crime; mais s'il alloit à fond, il étoit abſous. Il eſt aiſé de remonter à la ſource de cette épreuve de l'eau; on la trouvera dans l'uſage ignorant & barbare où l'on eſt encore dans pluſieurs pays, pour découvrir les ſorcieres, en les jettant dans une riviere & en riſquant de les y noyer, pour prouver leur innocence. Théodore Laſcaris, Empereur d'Orient, employa l'épreuve de l'eau au même uſage. Il attribuoit à la magie, une maladie dont il étoit attaqué, & obligea tous ceux qu'il ſoupçonnoit d'y avoir part, à manier un fer chaud; joignant (comme on l'a fort bien remarqué) au crime le plus douteux qu'il y eût, la preuve la plus douteuſe d'innocence.

En effet, cette juſtification par l'Ordalie, paroît dater de l'antiquité la plus reculée, & avoir été univerſellement adoptée dans les ſiecles de ſuperſtition & de barbarie. Elle étoit même connue des anciens Grecs: car nous liſons dans l'Antigone de Sophocle, qu'une perſonne ſoupçonnée de malverſation par Créon, s'offrit à manier un fer chaud & à marcher ſur des braſiers ardens, pour manifeſter ſon innocence; & le Scholiaſte ajoute, que c'étoit la méthode ordinaire de ſe juſtifier, de ces temps-là. Grotius nous rapporte pluſieurs

plusieurs exemples de l'épreuve de l'eau dans la Bithynie, dans la Sardaigne & autres endroits. On prétend qu'il existe aussi une espece très-particuliere d'épreuve par l'eau, chez les Indiens de la côte de Malabar; où une personnne accusée de quelque crime énorme, est obligée de nager dans une riviere remplie de crocodiles, & n'est réputée innocente, qu'au cas qu'elle en revienne. A Siam, outre les méthodes ordinaires du feu & de l'épreuve par eau, les deux parties sont quelquefois exposées à la furie d'un tigre déchaîné; & celle des deux que la bête épargne est regardée comme innocente. Au cas que toutes deux soient ses victimes, elles sont censées coupables; si elles n'en reçoivent aucun mal, l'épreuve est censée incomplette, & on procede à une autre recherche de la vérité, que l'on croit plus certaine.

On ne peut s'empêcher de s'étonner de la folie & de l'impiété qui se trouve à regarder un homme comme coupable, à moins que son innocence ne se manifeste par un miracle; & de penser que toutes les puissances de la nature seront suspendues par l'interposition immédiate de la Providence pour sauver l'innocent, chaque fois que la volonté présomptueuse des hommes voudra le requérir. Nous lisons, néanmoins, qu'en Angleterre, sous le

regne du Roi Jean, il fut permis aux Evêques & au Clergé d'employer le *judicium ferri*, *aquæ & ignis*. Et qu'en Angleterre, ainſi qu'en Suede, c'étoit le Clergé qui préſidoit à ces épreuves, leſquelles ne ſe faiſoient que dans les Egliſes ou autres lieux conſacrés à Dieu. Stiernhook en donne la raiſon : *Non defuit illis operæ & laboris pretium ; ſemper enim ab ejuſmodi judicio aliquid lucri ſacerdotibus obveniebat.* Mais nous ne pouvons mieux l'apprécier qu'en rapportant la déclaration du Droit canon même contre l'épreuve de l'eau, ou *vulgaris purgatio*, qu'il appelle une invention du diable : *cùm ſit contra præceptum Domini, non tentabis Dominum Deum tuum.* Et c'eſt ſur cette autorité, quoique les Canons eux-mêmes ne ſoient d'aucune force en Angleterre, qu'on a jugé à propos, (ainſi qu'on avoit fait en Danemarck, environ un ſiecle auparavant) d'abolir entiérement ces épreuves dans nos Cours de juſtice, par un acte du Parlement de la troiſieme année de Henri III, ſuivant Sir Edouard Coke, ou plutôt par un ordre du Roi en ſon Conſeil.

II. Une autre eſpece de juſtification, à-peu-près ſemblable à la premiere, mais qui probablement tiroit ſon origine d'un abus de la révélation dans les ſiecles ſuperſtitieux, étoit

le *corſned* ou morceau d'exécration. C'étoit un morceau de fromage ou de pain, du poids d'environ une once, qui étoit conſacré en forme d'exorciſme, en ſuppliant le Tout-Puiſſant que ce morceau pût cauſer des convulſions & la pâleur, & ne trouver aucune iſſue, au cas que l'accuſé ſe trouvât réellement coupable; mais qu'il tournât en bonne & ſaine nourriture, au cas qu'il fût innocent : comme l'eau de jalouſie chez les Juifs, laquelle devoit, par l'ordre ſpécial de la divinité, faire enfler le ventre, & corrompre la cuiſſe à la femme coupable d'adultere. Ce *corſned* ſe donnoit à la perſonne ſoupçonnée, en lui adminiſtrant l'Euchariſtie : ſi tant eſt que ce *corſned* ne fût pas réellement, ainſi que quelques-uns l'ont cru, le pain ſacramental lui-même. Nos Hiſtoriens aſſurent que Godwyn, Comte de Kent, ſous le regne d'Edouard le Confeſſeur, pour ſe purger de la mort du Roi ſon frere, en appella enfin au *corſned* : *per buccellam deglutiendam, abjuravit*, mais qui s'arrêta dans ſa gorge & l'étouffa. Cet uſage s'eſt dès long-temps aboli, par degrés, quoique le ſouvenir en ſubſiſte encore dans certaines phraſes d'abjuration retenues par la populace.

Nous ne pouvons pourtant nous empêcher de remarquer, que quoique dans les contrées

du Nord cette Coutume tirât, probablement ſa ſource de l'abus de la révélation ; la crédulité & la ſuperſtition ont néanmoins dans tous les ſiecles, & dans tous les climats, produit de ſemblables effets. Ne ſoyons donc pas ſurpris de trouver que dans le Royaume de Pégu, il exiſte encore aujourd'hui une épreuve par le *corſned*, très-ſemblable à celle de nos ancêtres. Ils ſubſtituent ſeulement au pain, une certaine quantité de ris cru. On trouve également dans le Monomotapa, une méthode de décider les procès, également ſinguliere & incertaine : le témoin du demandeur mâche l'écorce d'un arbre doué d'une qualité émétique. Cette écorce étant ſuffiſamment mâchée, on la fait infuſer dans l'eau & on fait boire cette eau au défendeur. Si ſon eſtomach la rejette, il eſt condamné ; & s'il la garde, il eſt abſous, à moins que le demandeur ne veuille à ſon tour faire la même épreuve ; & ſi celui-ci la fait également avec ſuccès, le procès demeure indécis.

Ces deux antiques méthodes d'Examen, étoient principalement en uſage parmi les Saxons nos ancêtres. La ſuivante, qui eſt encore en force aujourd'hui ; quoique très-rârement miſe en uſage, doit ſon introduction parmi nous aux Princes de la ligne Normande.

III. C'eſt l'épreuve par combat, duel ou combat particulier ; qui étoit une autre eſpece d'appel préſomptueux à la providence, dans l'eſpoir que le Ciel feroit indubitablement pencher la victoire du côté de la partie léſée ou innocente. La nature de cette épreuve dans les cas d'injure civile, ſur une *iſſue jointe* dans un *writ de droit*, a été amplement diſcutée dans le livre précédent. J'ajouterai ſeulement, que l'épreuve par combat peut être demandée au choix de l'accuſé, dans un ajournement ; & qu'elle s'exécute avec autant de ſolemnité que celle ſur un *writ de droit*. Mais avec cette différence, que dans celle-là les parties pouvoient ſe ſuppléer par un champion, mais qu'ici elles doivent combattre en perſonne. Si donc l'appellant eſt une femme, un prêtre, un enfant, ou un ſexagenaire, ou un boiteux, ou un aveugle ; il peut refuſer de combattre, & forcer l'accuſé à ſe ſoumettre à l'Examen du pays. Les Pairs du Royaume, portant appel, ne peuvent être provoqués au combat, à cauſe de la dignité de leurs perſonnes ; ni les citoyens de Londres, en vertu d'une Charte ſpéciale : parce que le combat ſemble étranger à leur éducation & à leurs fonctions. De même, ſi le crime eſt notoire : comme, ſi le voleur eſt pris ſaiſi de ſon vol, ou le meurtrier avec un poignard enſanglan-

té, l'appellant peut refuſer l'offre de bataille de la part de l'accuſé; car il ne ſeroit pas raiſonnable qu'un innocent exposât ſa vie contre un homme plus qu'à demi convaincu.

La forme & la maniere d'offrir le combat ſur des ajournemens, ſont à peu-près les mêmes que ſur un *writ de droit*: les ſermens des deux combattans ſont ſeulement beaucoup plus ſolemnels & plus frappans. L'accuſé qui eſt ajourné pour félonie, plaide *non coupable*, jette ſon gant par terre, & déclare qu'il le ſoutiendra au péril de ſa vie: l'appellant ramaſſe le gant, & réplique qu'il eſt prêt à faire valoir l'ajournement corps pour corps. Sur quoi l'accuſé, prenant le livre de ſa main droite, & de ſa gauche la main droite de ſon antagoniſte, jure, à cet effet: *hoc audi, homo quem per manum teneo*, &c. » Ecoute ceci, ô » homme que je tiens par la main, dont le » nom de baptême eſt Jean! que moi dont » le nom de baptême, eſt Thomas, n'ai point » en félon, maſſacré ton pere appellé Guil- » laume, & ne ſuis en aucune façon coupable » de cette félonie. Ainſi que Dieu & ſes » Saints me ſoient en aide; car je ſuis prêt » à le ſoutenir contre toi par mon corps, de » la maniere que cette Cour l'ordonnera. A quoi l'appellant, réplique en tenant la bible, & la main de ſon antagoniſte, de la maniere

qu'il vient d'être dit : » Ecoute ceci, ô hom-
» me que je tiens par la main dont le nom
» de baptême eſt Thomas ! que tu es, par-
» jure ; parce que tu as, en félon, maſſacré
» mon pere, nommé Guillaume. Ainſi que
Dieu & ſes Saints me ſoient en aide : car,
je ſuis prêt à le prouver contre toi par mon
corps, de la maniere que cette Cour l'ordon-
nera. Pour lors le combat doit s'engager avec
les mêmes armes, (des bâtons) avec la mê-
me ſolemnité, le même ſerment contre les
amulettes & les ſortileges, que dans le com-
bat civil. Et ſi l'accuſé eſt vaincu au point
qu'il ne puiſſe ou ne veuille plus combattre,
il ſera condamné à être pendu, ſur le champ.
Alors, & de même que s'il eût été tué dans
le combat, la providence eſt cenſée s'être dé-
clarée en faveur de la vérité, & ſon ſang eſt
flétri. Mais s'il tue l'appellant, ou qu'il puiſſe
tenir le champ de bataille depuis le lever du
ſoleil juſqu'au lever de la premiere étoile du
ſoir, il ſera abſous. De même auſſi, ſi l'ap-
pellant lâche le pied, & qu'il prononce l'hor-
rible mot de *craven*, il perdra ſa *liberam Le-*
gem, deviendra infâme, l'accuſé recouvrera
ſes dommages, & ſera pour toujours décharg-
gé, non-ſeulement de l'Appel, mais encore
de toutes accuſations pour la même offenſe.

IV. La quatrieme méthode uſitée dans les

cauſes criminelles, eſt celle qui ſe fait par les Pairs de la Grande-Bretagne, à la Cour de Parlement, ou à la Cour du grand Sénéchal, quand un Pair eſt déféré pour crime capital. Il en a été ſuffiſamment parlé dans un Chapitre précédent, & je me contenterai d'ajouter, que dans la méthode & les réglemens de ces procédures, elle differe peu de l'épreuve *per patriam* ou par aſſemblée des Jurés, excepté que les Pairs n'ont pas beſoin d'être tous de même avis dans leur rapport; mais que le plus grand nombre, lequel doit être de douze au moins, l'emportera ſur l'autre & ſera concluſif.

V. L'épreuve par aſſemblée de Jurés ou par le pays, *per patriam*, eſt auſſi celle par les Pairs de tout Anglois, laquelle, comme le grand boulevard de ſes privileges, lui eſt aſſurée par la grande Charte : *Nullus liber homo capiatur vel impriſonetur, aut exulet, aut aliquo alio modo deſtruatur, niſi per legale judicium Parium ſuorum, vel per Legem terræ.*

L'antiquité & l'excellence de cette épreuve, pour l'établiſſement de la propriété civile, a été ci-devant expliquée amplement. Elle ſe manifeſte encore davantage dans les cauſes criminelles; puiſque, dans des temps de difficultés & de troubles, il y a plus à redouter

de la violence & de la partialité des Juges nommés par la Couronne dans les procès entre le Roi & le ſujet, que dans les conteſtations entre un individu & un autre, pour fixer les limites & les bornes de la propriété particuliere. Notre Loi a donc ſagement placé cette forte & double barriere d'une Accuſation & d'un Examen par aſſemblée de Jurés, entre les libertés du peuple & les prérogatives de la Couronne. Il étoit néceſſaire, pour maintenir l'admirable balance de notre Conſtitution, de revêtir le Prince du pouvoir d'exécuter les Loix. Ce pouvoir, néanmoins, pouvoit être dangereux & renverſer cette même Conſtitution, s'il s'exerçoit ſans frein ou contrôle, par les Juges d'*Oyer* & *terminer*, nommés occaſionnellement par la Couronne, qui pourroient alors, comme en France ou en Turquie, empriſonner, dépêcher ou exiler un homme odieux au Gouvernement, par une déclaration publique, que *telle eſt leur volonté & leur bon plaiſir.* Mais les fondateurs du Droit Anglois ont ſagement imaginé, qu'aucun homme ne ſeroit appellé pour répondre au Roi ſur un crime capital, qu'après avoir été préalablement accuſé par douze ou par un plus grand nombre de ſes compatriotes, dans la grande aſſemblée de Jurés, & que la vérité de toute accuſation,

intentée ſous la forme, ſoit d'un *indictement* ou d'une information, ou d'un ajournement, ſeroit enſuite confirmée par le ſuffrage unanime de douze de ſes égaux ou voiſins, choiſis indifféremment & d'une réputation integre. De ſorte, que les libertés d'Angleterre ne peuvent manquer de ſubſiſter tant que ce *Palladium* demeurera inviolable & ſacré. Parlà, elles ſont garanties, non-ſeulement des attaques ouvertes, (que perſonne ne ſera aſſez hardi pour tenter) mais encore de toutes les intrigues cachées qui pourroient les ſaper & les miner ſourdement, en introduiſant de nouvelles méthodes arbitraires d'épreuve par des Juges de paix, des Commiſſaires & des Cours de conſcience. Mais, quelqu'avantageuſes que ces libertés puiſſent d'abord paroître, (comme, ſans contredit, tous pouvoirs arbitraires, bien exécutés, ſont les plus convenables) cependant ſouvenons-nous que les délais & les petits inconvéniens qui accompagnent les formalités de juſtice, ſont le prix que toutes les Nations libres payent pour leur liberté dans des affaires plus ſubſtantielles. Que les incurſions, ſur ce boulevard ſacré de la nation, ſont fondammentalement oppoſées à l'eſprit de notre Conſtitution ; & que, quoique frivoles dans leurs commencemens, elles peuvent s'augmenter & s'étendre par

dégrés, juſqu'à l'extinction totale des aſſemblées de Jurés dans les queſtions de la plus grande importance.

Ce qui a été dit des aſſemblées de Jurés, en général, & de l'épreuve qui s'y fait dans les cauſes civiles, abrégera de beaucoup nos remarques actuelles, relativement à l'épreuve des procès criminels, des accuſations, des informations & ajournemens : & je ſuivrai dans la conſidération de cette épreuve, la même méthode que j'ai ſuivie pour la premiere, en ſuivant l'ordre & le cours des procédures mêmes, comme la voie la plus claire de la traiter.

Quand donc un priſonnier, ſur ſon ajournement, a plaidé *non coupable*, & qu'il s'eſt ſoumis à l'Examen du pays, qui n'eſt autre choſe que l'aſſemblée des jurés ; le Shériff du Comté doit renvoyer la liſte des jurés, *liberos & legales homines, de vicineto*, c'eſt à-dire, des francs-tenanciers, du Comté où le fait s'eſt commis. Si les procédures ſe font par-devant la Cour du banc du Roi, on accorde un temps, entre l'ajournement & l'épreuve, pour faire la liſte des jurés par un *writ* de *venire facias* au Shériff, comme dans les cauſes civiles. Et l'épreuve, en cas de malverſation, ſe fait, à *niſi prius* ; à moins que par ſon importance, elle ne demande une

épreuve au barreau ; laquelle ſe fait toujours ; invariablement, quand le priſonnier eſt examiné pour quelque crime capital. Mais avant les Commiſſaires d'*Oyer* & *terminer* & d'élargiſſement, le Shériff, en vertu d'un ordre général, qui lui eſt d'avance adreſſé, envoye dans ſon rapport à la Cour, une liſte de 48 jurés, pour examiner tous les félons, qui peuvent ſubir l'Examen à cette ſeſſion. En conſéquence, il eſt ordinaire d'y juger tous les félons immédiatement, ou peu de temps après leur ajournement. Mais il n'eſt pas d'uſage ni conforme au Cours général des procédures ; [à moins que les parties n'y conſentent] de juger des perſonnes accuſées de légeres malverſations à la même Cour où elles ont plaidé *non coupable*, ou formé oppoſition à l'accuſation. Mais ordinairement, elles donnent sûreté à la Cour de comparoître aux Aſſiſes ou à la ſeſſion ſuivante, & là de diſcuter, pour lors, l'oppoſition, en en donnant avis au pourſuivant.

Dans les cas de haute trahiſon, d'où peut s'enſuivre la flétriſſure du ſang, ou dans le cas du ſilence ſur cette trahiſon ; il eſt porté par le Statut 7, de Guillaume III, chap. 3, 1°. Que perſonne ne ſera examiné pour cette trahiſon, ſi ce n'eſt dans le cas où il auroit été attenté à la vie du Roi ; à moins que l'ac-

cuſation ne fût reçue dans les trois ans qui ſuivent l'offenſe commiſe. 2°. Que le priſonnier aura une copie de l'accuſation, mais non pas les noms des témoins, cinq jours au moins avant l'Examen : c'eſt-à-dire, ſur la vraie conſtruction de l'acte, avant ſon ajournement. Et enfin, qu'il aura la même procédure compulſive pour produire les témoins en ſa faveur, que celle qui étoit accordée d'ordinaire pour les forcer à comparoître contre lui. Par le Statut 7, d'Anne, ch. 21, (& qui ne commença à s'introduire, qu'après la mort du dernier Prétendant) toute perſonne accuſée de haute trahiſon, ou de ſilence à cet égard, aura non-ſeulement une copie de l'accuſation, mais encore une liſte de tous les témoins qui doivent être produits, & des jurés portés ſur la liſte, avec leurs profeſſions & le lieu de leur réſidence, leſquelles lui ſeront délivrées dix jours avant l'Examen, & en préſence de deux témoins; afin de le mettre plus à portée de propoſer ſes récuſations & ſes défenſes. Mais ce dernier acte, [en ce qui regardoit les accuſations d'eſpece inférieure de haute trahiſon, relativement à la monnoie & aux Sceaux Royaux] vient d'être annullé par le Statut 6, de George III, chap. 53. Sans quoi, il eût été impoſſible d'examiner ces offenſes dans le même département où l'accu-

sation seroit intentée : car dix jours pleins entre l'acceptation & l'Examen de l'accusation, excéderoient le terme ordinairement accordé pour les sessions d'*Oyer & terminer*. Mais nulle personne accusée de félonie, n'est, ou (suivant la Loi) ne peut être en droit d'exiger ces copies, avant le temps de son Examen.

Lorsque l'Examen est appellé, les jurés doivent prêter serment, à mesure qu'ils comparoissent, au nombre de douze, à moins qu'ils ne soient récusés par la partie.

Les récusations peuvent s'y faire, ou de la part du Roi, ou de celle du prisonnier; soit contre toute la liste, soit contre des individus en particulier, & pour les mêmes raisons qui les autorisent dans les causes civiles. Car il est au moins aussi nécessaire ici que là, que le Shériff ou l'Officier de rapport, soit totalement indifférent; que quand un étranger est accusé l'assemblée de jurés soit *de medietate*, ou à moitié composée d'étrangers; (ce qui à la vérité n'a pas lieu dans les trahisons, les étrangers n'étant point juges compétens du manque de fidélité au Roi) & que sur chaque liste il y ait un nombre compétent de hundredors, & que les jurés particuliers soient, *omni exceptione majores*; à l'abri de tout reproche : *propter honoris respectum*, *propter defectum*, *propter affectum*, & *propter delictum*.

Les récuſations ſur quelqu'un des motifs précédens, ſont appellées récuſations pour cauſe : ce qui n'eſt point limité dans les Examens criminels & civils. Mais dans les cauſes purement criminelles, ou au moins dans les cauſes capitales, il y a, *in favorem vitæ*, une eſpece arbitraire & capricieuſe de récuſation, que l'on accorde au priſonnier contre un certain nombre de jurés, ſans en produire aucune raiſon : ce qui s'appelle une récuſation peremptoire : diſpoſition pleine d'humanité en faveur des priſonniers, & qui, à juſte titre, fait beaucoup d'honneur à nos Loix. Cette faveur eſt fondée ſur deux raiſons. 1. Comme chacun fait les impreſſions ſubites, & les préjugés que nous pouvons concevoir, ſur les plus ſimples regards, & les geſtes d'un autre ; & combien il eſt néceſſaire qu'un priſonnier, qui eſt dans le cas de défendre ſa vie, ait une bonne opinion de ſes jurés, faute de quoi il peut totalement ſe déconcerter ; la Loi ne veut pas qu'il ſoit examiné par un homme contre lequel il a conçu des ſoupçons, même dans le cas où il lui ſeroit difficile de rendre compte du motif de ſa récuſation. 2. Parce que dans les récuſations pour cauſe produite, ſi la raiſon qui en eſt apportée, devient inſuffiſante pour écarter le juré, il

peut arriver que la ſeule queſtion qui lui eſt faite ſur ſon indifférence, puiſſe quelquefois provoquer le reſſentiment. Et pour prévenir toutes les conſéquences fâcheuſes qui pourroient en réſulter, le priſonnier a la liberté, s'il le juge à propos, de l'écarter péremptoirement de l'Examen.

Ce privilege de récuſation péremptoire, quoiqu'accordé au priſonnier, eſt refuſée au Roi, par le Statut 13, d'Edouard I, Statut 4, qui porte, que le Roi ne récuſera aucun juré, ſans en aſſigner une cauſe certaine, laquelle doit être examinée & approuvée par la Cour. On tient cependant, que le Roi n'a pas beſoin d'articuler ſa cauſe de récuſation juſqu'à ce que toute la liſte ne ſoit parcourue, & à moins qu'il ne puiſſe y avoir une aſſemblée complette de jurés, ſans compter les perſonnes ainſi récuſées. Et que c'eſt pour lors & non plutôt, que l'Avocat du Roi doit démontrer la cauſe; ſans quoi le juré dont il s'agit, prêtera ſerment comme les autres.

Les récuſations péremptoires du priſonnier doivent néanmoins avoir quelques bornes raiſonnables, autrement il ne pourroit jamais être examiné. Et cette borne raiſonnable eſt fixée par la Coutume au nombre de trente cinq, c'eſt à-dire, un au-deſſous du nombre de trois aſſemblées complettes de

de jurés. Car la Loi juge que ce nombre eſt plus que ſuffiſant pour fournir à l'homme le plus timide, le moyen de récuſer par pur caprice; & que celui qui en récuſe péremptoirement un plus grand nombre, c'eſt-à-dire, aſſemblées complettes de jurés, n'a pas envie d'être examiné du tout. C'eſt pourquoi elle en agi avec celui qui récuſe péremptoirement au-deſſus de 35, & qui ne veut pas rétracter ſa récuſation, comme avec celui qui s'opiniâtre dans le ſilence, ou qui refuſe de ſe ſoumettre à l'Examen, en le condamnant à la peine forte & dure en *félonie*, & en le flétriſſant en trahiſon. Telle eſt aujourd'hui la Loi, relativement à toutes les eſpeces de trahiſon.

Mais par le Statut 22, de Henri VIII, chap. 14, (lequel relativement aux félonies, eſt conſervé dans ſa force par les Statuts 1 & 2, de Phil. & Marie, chap. 10.) Par ce Statut, dis-je, aucune perſonne, ajournée pour félonie, ne peut être admiſe à faire plus 20 récuſations péremptoires. Mais ſi le priſonnier en récuſoit péremptoirement 21, qu'eſt-ce que l'on feroit?.. L'ancienne opinion étoit que le jugement de la *peine forte & dure*, ſeroit rendu, comme lorſqu'il en récuſoit 36 en Coutume. Mais la meilleure opinion ſemble être, qu'on ne doit donner aucune attention à cette

récuſation. Parce que, 1°. La Coutume n'inflige point le jugement de la torture pour récuſer vingt & un jurés ; que le Statut ne l'inflige pas non plus ; & qu'un jugement ſi terrible ne ſe rendra point par implication : 2°. que les termes du Statut ſont, qu'il ne ſoit point admis à récuſer plus de vingt jurés : ce qui s'explique évidemment ainſi ; que toute récuſation ultérieure ſera rejettée, & que par conſéquent, étant nulle dès le commencement, & ne pouvant devenir dans le fait une récuſation, elle ne peut aſſujettir le priſonnier à aucune punition ; mais que le juré prêtera régulièrement ſerment.

Si, à cauſe des récuſations ou du défaut des jurés, on ne peut avoir ſur la liſte originale un nombre ſuffiſant, il ſera ordonné *un tales*, comme dans les cauſes civiles juſqu'à ce que le nombre de douze ait prêté ſerment, de bien & dûment examiner, & dire la vérité entre le Roi notre Souverain & le priſonnier, dont ils ſont chargés, & de faire leur rapport, conformément à l'évidence.

Quand le juré a prêté ſerment, ſi c'eſt une cauſe de quelque conſéquence, l'accuſation eſt ordinairement ouverte, & les preuves ordonnées, examinées, & fortifiées par l'Avocat de la Couronne ou de la partie pourſuivante.

Mais c'eſt une regle établie en Coutume, qu'il ne ſera point accordé d'Avocat à un priſonnier à Examen ſur l'*iſſue générale*, dans aucun crime capital, à moins qu'il ne s'éleve quelque queſtion de droit. Regle qui, (quelque palliatif qu'elle puiſſe recevoir de cette noble déclaration de la Loi, quand elle eſt bien entendue, que le Juge ſera l'Avocat du priſonnier; c'eſt-à-dire, qu'il aura ſoin que les procédures qui ſe font contre lui ſoient légales & ſtrictement régulieres) ſemble déroger aux traitemens humains faits aux priſonniers par les Loix. Car avec quelle apparence de raiſon peut-on refuſer ce ſecours, pour ſauver la vie d'un homme; tandis qu'on le lui accorde dans des pourſuites pour tous les petits délits? Et certes, à la rigueur, elle ne fait point partie de notre ancien droit: car le *Mirror* ayant obſervé la néceſſité des Avocats dans les procès civils, qui ſavent comment pourſuivre & défendre la cauſe, par les regles du droit & les Coutumes du Royaume, ajoute immédiatement enſuite: *ils ſont encore plus néceſſaires pour la défenſe dans les accuſations & ajournemens de félonie que dans d'autres cauſes venielles.* Et, à dire vrai, les Juges eux-mêmes ſentent ſi bien cette défectuoſité dans notre pratique moderne, qu'ils ne ſe font point ſcrupule d'accorder à un pri-

ſonnier un Avocat pour être à côté de lui à la barre, afin de l'inſtruire des queſtions qu'il doit faire, ou même pour faire les queſtions pour lui, dans des matieres de fait. Car les queſtions de droit qui ſurviennent pendant l'Examen, appartiennent de droit au ſecours de l'Avocat. C'eſt cependant une affaire de trop grande importance pour être abandonnée au bon plaiſir d'aucun Juge, & qui demande l'interpoſition de la légiſlation; laquelle a fait voir ſon inclination à favoriſer les priſonniers de ce ſecours raiſonnable, en ordonnant par le Statut 7, de Guillaume III, chap. 3, que les perſonnes accuſées de cette haute trahiſon, qui entraîne la flétriſſure du ſang ou de ſilence à cet égard, peuvent fournir toutes leurs défenſes par des Avocats, qui ne doivent pas excéder le nombre de deux, que le priſonnier peut nommer, & que la Cour ou le Juge doit lui aſſigner. Cette indulgence, s'étend par le Statut 20, de George II, chap. 30, juſqu'aux accuſations parlementaires, même pour haute trahiſon, leſquelles étoient exceptées dans le premier acte.

1°. Dans tous les cas de haute trahiſon, de petite trahiſon & de ſilence de trahiſon, les Statuts 1, d'Edouard VI, chap. 12, 5 & 6 du même, chap. 11, & 1 & 2 de P.

& M. chap. 10, réquierent deux témoins légaux pour convaincre un prisonnier; excepté dans les cas de fausse monnoie & de contrefaction des sceaux; ou à moins que la partie n'avoue le fait de son plein gré & sans violence. Cette même regle est encore fortifiée par le Statut 7, de Guillaume III, chap. 3, dans les poursuites pour les trahisons auxquelles cet acte a trait, avec cette addition: que l'aveu du prisonnier, qui contrebalancera la nécessité de cette preuve, devant se faire en pleine Cour, il est déclaré que les deux témoins doivent être pour le même acte public de trahison, ou l'un pour un acte public, & l'autre pour un autre acte public de la même espece de trahison, & non de différentes sortes: & qu'aucune preuve ne sera admise pour prouver un acte public, qui ne sera pas expressément mentionné dans l'accusation. C'est pourquoi, dans l'affaire de Sir John Fenwick, sous le regne de Guillaume, où il n'y avoit qu'un témoin, il fut fait à cette occasion un acte du Parlement pour le convaincre de trahison, & lequel fut exécuté. Mais dans presque toutes les autres accusations, un seul témoin positif suffit. Le Baron de Montesquieu pose pour regle, que les Loix qui condamnent un homme à mort, dans quelqu'affaire que ce soit, sur la déposition

d'un ſeul témoin, ſont fatales à la liberté. Et il ajoute pour raiſon, que le témoin qui affirme & l'accuſé qui nie, font une balance égale; & que c'eſt par conſéquent une néceſſité de faire intervenir un tiers qui faſſe pencher la balance. Mais c'eſt porter, ce me ſemble, les choſes un peu loin: car il y a des crimes dont la nature exclud la poſſibilité d'avoir plus d'un témoin. Faut-il donc pour cela qu'ils reſtent impunis? D'ailleurs, la ſimple négative d'un accuſé n'eſt pas équivalente au ſerment poſitif d'un témoin déſintéreſſé. Dans les cas d'accuſations pour parjure, cette doctrine eſt encore mieux fondée; & notre Loi l'adopte: car un ſeul témoin n'eſt point admis à convaincre un homme accuſé de parjure; parce que, dans ce cas, il n'y a qu'un ſerment contre un autre. De même, dans les cas de trahiſon, il y a le ſerment de fidélité de l'accuſé, pour contrebalancer l'information d'un ſimple témoin; & c'eſt peut-être là une des raiſons pourquoi la Loi exige un double témoignage pour le convaincre: quoique la principale raiſon, ſans contredit, ſoit d'empêcher que le ſujet ne ſoit la victime des fauſſes conſpirations, lorſqu'elles ont, dans tous les temps, été les inſtrumens des politiques adroits & pervers.

2°. Quoique la conviction du Colonel Sid-

ney, annullée par acte du Parlement en 1689, donne lieu de préſumer que la ſimple reſſemblance d'écriture, ſur deux papiers différens, produite aux Jurés, ſans être accompagnée d'aucun témoignage, ne ſoit point une preuve que les deux écritures ſont de la même main; cependant le témoignage de témoins qui connoiſſent l'écriture de la partie, & qui dépoſent qu'ils croient que les papiers en queſtion ſont écrits de ſa main, eſt, ſans contredit, une preuve qui doit auſſi être donnée aux Jurés.

3°. Par le Statut 21 de Jacques I, ch. 27, la mere d'un bâtard qui a caché ſa mort, doit prouver par témoins, que l'enfant eſt venu mort au monde; ſinon ſon ſilence ſera conſidéré comme une preuve qu'elle l'a tué.

4°. Toute preuve préſomptive de félonie ne devroit s'admettre qu'avec précaution: car la Loi juge qu'il vaut mieux que dix coupables ne ſoient pas punis, qu'un innocent ſouffre le moindre dommage. Sir Matthieu Hale donne deux regles, dont par prudence, on ne devroit jamais s'écarter.

1°. De ne jamais déclarer atteint & convaincu du vol du bien d'une perſonne inconnue, celui qui ne veut pas déclarer comment il a acquis la poſſeſſion de ce bien,

à moins qu'il n'y ait des preuves effectives qu'il en a fait le vol.

2°. De ne jamais condamner comme meurtrier ou homicide involontaire, avant que le cadavre ne soit trouvé & mis sous les yeux de la justice. Sir Hale rapporte deux exemples d'accusés de meurtres, qui furent jugés coupables & exécutés, & justifiés ensuite par la preuve acquise, que les personnes absentes, de la mort desquelles on les accusoit, étoient vivantes.

Enfin suivant la pratique du Droit Romain, & qui subsiste encore en France ; comme on n'accordoit point d'Avocat à aucun prisonnier d'Etat accusé de crime capital, on étoit anciennement dans l'usage de ne pas admettre en leur faveur la preuve par témoins. C'est à Marie, dont les sentimens ont toujours été humains & généreux jusqu'à son mariage avec Philippe d'Espagne, que nous devons la réforme de cet usage abusif. Car lorsqu'elle nomma Sir Morgan, Chef du Tribunal des *Plaids Communs*, elle lui enjoignit d'abandonner l'ancien usage de n'admettre aucun témoin, & de refuser de recevoir leur déposition pour la justification de l'accusé, lorsque le Souverain étoit sa partie adverse ; l'intention d'Anne étant que toutes les raisons qui pourroient être alléguées en

faveur de l'accuſé, fuſſent écoutées; & que les Juges ne miſſent aucune différence dans leurs jugemens entre le Souverain & le ſujet. Lorſque par le Statut 31 d'Eliſabeth, chapitre 4, la diſſipation des fonds deſtinés au ſervice militaire fut déclarée félonie, il fut réglé, à l'occaſion d'un procès relatif à cette diſſipation, que toute perſonne accuſée de félonie, ſeroit reçue à fournir pour ſa juſtification toutes eſpeces de preuves, ſoit par témoins, ſoit autrement. A cette époque, tous les Juges d'Angleterre rougirent de la doctrine abſurde & oppreſſive qu'on avoit ſuivi auparavant; de maniere que l'uſage d'entendre des témoins lors de l'Examen de l'accuſé de préférence à le juger ſur ſon ſerment, s'établit généralement. Les Jurés abandonnerent auſſi l'uſage où ils étoient de donner plus d'attention aux preuves alléguées par la Couronne contre l'accuſé, qu'à celle que celui-ci produiſoit. Sir Edouard Coke, s'eſt fortement élevé contre cette pratique qu'il qualifie de tyrannique, déclarant n'avoir jamais lu en aucun acte du Parlement, ni trouvé dans aucun regiſtre public qu'on ne devoit pas admettre aucuns témoins jurés en faveur des accuſés; & qu'il n'y avoit contre l'uſage contraire la moindre *ſcintilla juris*.

La Chambre des Communes ſentit telle-

ment l'abſurdité de l'ancien uſage, que, par le Bill donné pour la ceſſation des hoſtilités entre l'Angleterre & l'Ecoſſe, il fut ordonné que les félonies ordinaires commiſes par des Anglois en Ecoſſe ſeroient examinées dans un des trois Comtés du Nord. Malgré tous les efforts de la Couronne, malgré tous ceux de la Chambre haute, ne conſidérant ni l'uſage des Tribunaux, ni même la Loi de l'Ecoſſe. Les Communes inſiſterent & s'obſtinerent à vouloir; *que dans tous les Examens d'accuſés on leur permît de produire pour leur juſtification des témoins qui ſeroient admis à déposer, après avoir exigé d'eux le ſerment de dire vérité, afin de mieux découvrir la vérité & que les conſciences des Jurés & des Juges fuſſent mieux éclairées.* Enfin l'admiſſion des témoins fut établit dans tout le Royaume par le Statut 7 de Guillaume III, chap. 3, pour tous les cas de trahiſon mentionnés dans l'acte. Le Statut 2, chap. 9 d'Anne, ordonna que dans tous les cas de trahiſon & de félonie, les témoins produits, tant pour que contre l'accuſé, ſeroient examinés ſur leur ſerment.

Quand toutes les preuves ſont produites de part & d'autre, les jurés ne peuvent plus être déchargés qu'ils n'ayent fait leur rapport; & ils doivent le faire dans la même forme & de la même maniere que dans les

affaires purement civiles ; la ſeule différence qu'il y a ; c'eſt que dans une affaire criminelle le rapport doit être fait en public & non en particulier, qu'il peut être ſimple & contenu dans ces mots *coupable*, ou *non coupable* ; ou circonſtancié, c'eſt-à-dire, un expoſé de toutes les circonſtances, & requérant le jugement de la Cour ; pour ſavoir ſi elle croyoit ſur les faits rapportés & établis, qu'il y eût meurtre ou homicide involontaire, ou point de crime ; cela arrive toutes les fois que les Jurés doutent du point de droit, & en ce cas le parti qu'ils prennent, c'eſt de s'en rapporter à la déciſion de la Cour. Quoiqu'ils ayent le droit inconteſtable de décider dans toutes les circonſtances, & de faire un rapport général, s'ils jugent à propos de hazarder l'infraction de leurs ſermens, mais ſi leur rapport eſt notoirement faux, ils peuvent être punis & leur rapport rejetté après conviction, à la requête du Roi, mais non pas à la requête de l'accuſé. Mais la pratique autrefois uſitée, d'amender, d'empriſonner ou de punir les Jurés de quelqu'autre maniere, uniquement à la diſcrétion de la Cour, parce qu'ils avoient faits leur rapport contraire à la direction du Juge, étoit arbitraire, illégale & contraire à la conſtitution. Sir Thomas Smith la jugea telle, il y a deux cens ans ;

il regardoit ces procédés à l'égard des Jurés ; comme violens, tyranniques & contraires à la liberté & à la Coutume du Royaume d'Angleterre. D'ailleurs comme l'obſerve Sir Matthieu Hale, il ſeroit fort malheureux pour le Juge comme pour l'accuſé que le ſort de celui-ci dépendit de celui-là ; car s'il faut que l'opinion du Juge regle le rapport, l'Examen des Jurés eſt inutile. Cependant on a pluſieurs exemples, où contre les preuves, les Jurés ont trouvé l'accuſé coupable, leur rapport alors a été rejetté, & un nouvel Examen a été accordé par la Cour du banc du Roi ; car en pareil cas, comme on l'a dit, la conviction ne peut le rectifier. Mais on n'a pas juſqu'ici d'exemple qu'on ait accordé un nouvel examen, quand l'accuſé auroit été abſous par les Jurés.

Si donc les Jurés ne trouvent point l'accuſé coupable, alors il eſt pour toujours déchargé de l'accuſation ; excepté qu'il ne ſoit ajourné pour félonie, dans le temps preſcrit par la Loi Mais ſi les Jurés le trouvent coupable, alors il eſt cenſé convaincu du crime dont il eſt accuſé. Cette conviction peut ſe faire de deux manieres ; ſoit par l'accuſé même en avouant l'offenſe & plaidant comme coupable, ſoit par le rapport des Jurés.

Dès que l'accuſé eſt convaincu, il s'éleve

immédiatement deux circonſtances collatéra-les. 1°. En général, dans toute conviction de félonie, les frais raiſonnables de la pour-ſuite, doivent, ſuivant le Stat. 25 de George II, chap. 36, être accordés au pourſuivant ſur les revenus du Comté, s'il préſente ſa re-quête au Juge à ce ſujet; & ſuivant le Statut 27, de George II, chap. 3, les pauvres, obligés à fournir des preuves, ont également droit au rembourſement de leurs frais, ſoit qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas de convic-tion. 2°. Dans une conviction de larcin en particulier, le pourſuivant aura la reſtitution de ſes biens, en vertu du Statut 21 de Hen-ri VIII, chap. 11 : car en Coutume il n'y avoit pas de reſtitution de biens ſur une ac-cuſation, parce qu'elle eſt à la requête du Roi ſeulement; & en conſéquence la partie eſt autoriſée à ajourner pour vol, afin de ra-voir ſes biens. Mais ayant été conſidéré que la partie qui pourſuivoit l'offenſeur par accu-ſation, méritoit abſolument autant d'encou-ragement que celui qui pourſuit par ajour-nement, on fit ce Statut qui porte, que ſi une perſonne eſt convaincue de larcin par les preuves de la partie à qui le vol a été fait, celle-ci aura reſtituion pleine & entiere de ſon argent, ſes biens ou *chattels*, ou leur valeur, qui ſe prendra ſur les biens de l'of-

fenſeur, s'il en a, par un *writ* qui doit lui être accordé par les Juges. Et ce *writ* de reſtitution comprendra les biens ainſi volés, malgré les efforts qui tendront à en altérer la propriété par la vente en plein marché. Quoique ceci paroiſſe au déſavantage de l'acheteur, cependant la regle de droit eſt que : *ſpoliatus debet, ante omnia, reſtitui.* Sur-tout quand il n'a rien négligé de ce qui étoit en ſon pouvoir pour convaincre le félon. Et puiſque la choſe eſt réduite à la dure néceſſité de faire tort ou au propriétaire ou à l'acheteur; la Loi préfere le droit du propriétaire, qui a fait un acte méritoire, en pourſuivant un félon, pour lui faire ſubir la punition qu'il a méritée, au droit de l'acheteur, dont le mérite eſt purement négatif, & ſe réduit à ce qu'il n'eſt point coupable d'une tranſaction malhonnête.

Sans ce *writ* de reſtitution, la partie peut paiſiblement reprendre ſes biens par-tout où elle les trouve, à moins qu'une nouvelle propriété n'ait été légitimement acquiſe ſur ces biens. Ou enfin, ſi le félon eſt convaincu & pardonné, ou qu'on lui accorde le privilege du Clergé, la partie dérobée peut intenter ſon action de *trover* contre lui, pour ſes biens, & recouvrer une ſatisfaction en dommages. Mais cette action n'a pas lieu avant la pour-

ſuite ; car de cette maniere les félonies ſeroient compoſées & anéanties : la repriſe eſt de même illégale, ſi elle ſe fait dans l'intention d'étouffer ou de compoſer pour le larcin ; alors elle devient l'action odieuſe de receler, comme on l'a dit dans un des Chapitres précédens.

Quand une perſonne eſt convaincue d'une malverſation qui affecte principalement & plus immédiatement quelqu'individu, comme une batterie, un empriſonnement ou autres choſes ſemblables, il eſt aſſez ordinaire que la Cour permette au défendeur de communiquer avec le pourſuivant, avant qu'il y ait aucun jugement prononcé ; & que ſi le pourſuivant ſe déclare ſatisfait, elle n'inflige qu'une punition légere. Cela ſe fait pour rembourſer les frais du pourſuivant, & lui faire quelque dédommagement particulier, ſans lui donner la peine de former une action civile. Mais c'eſt aſſurément une pratique dangereuſe ; & quoiqu'on puiſſe la livrer à la prudence & à la diſcrétion des Juges dans les Cours ſupérieures avec greffe, elle ne doit jamais être permiſe dans les juriſdictions locales ou inférieures, comme les ſeſſions de quartier, où l'on ne commence que trop ſouvent par ce moyen des pourſuites, plutôt pour l'intérêt particulier que pour celui de la juſ-

tice publique! Sur-tout on ne devroit jamais la ſouffrir dans le cas où le témoignage du pourſuivant lui-même eſt néceſſaire pour convaincre le défendeur : car par ce moyen les regles de preuve ſont entiérement renverſées, le pourſuivant devient en effet un demandeur, & cependant on ſouffre qu'il rende témoignage en ſa faveur. Il y a plus, le pardon volontaire, par la partie injuriée, ne doit point intercepter le coup de la juſtice. C'eſt peut-être (dit un écrivain, qui plaide avec une égale force pour la certitude & pour la douceur de la punition) un acte de bienveillance & d'humanité; mais il eſt contraire au bien public. Car, quoiqu'un particulier puiſſe diſpenſer, l'offenſeur de lui faire réparation, cependant il ne peut ſe diſpenſer de la néceſſité de faire un exemple public. Le droit de punir n'appartient point à aucun individu en particulier, mais à la ſociété en général, ou au Souverain, qui repréſente cette ſociété : un homme peut bien renoncer à ſa portion de ce droit, mais il ne peut céder celle des autres.

CHAPITRE

CHAPITRE XXVIII.

Du Bénéfice du Clergé.

DANS le jugement rendu sur les preuves du crime & la conviction du coupable, il peut arriver que l'exécution du jugement soit suspendue & même arrêtée par quelques circonstances qui interviennent. La principale de ces circonstances est ce qu'on appelle le *Bénéfice du Clergé.* Son origine & son usage sont également dignes de notre curiosité, & méritent par conséquent que nous examinions avec attention tout ce qui peut y avoir rapport. 1°. Son origine & les différens changemens qu'on y a fait, seront d'abord l'objet de nos recherches. 2°. Ensuite nous considérerons quelles sont les personnes qui peuvent & doivent en jouir. 3°. Nous examinerons en quel cas la jouissance de ce privilege leur est accordée. 4°. Enfin ce qu'il en résulte par rapport à eux.

Le privilege du Clergé, *privilegium clericale*, que nous nommons vulgairement le bénéfice du Clergé, *the benefci of Clergy*, doit son origine à la nécessité où se virent les Princes Chrétiens de chercher les moyens

de remédier aux abus que les Ecclésiastiques faisoient des marques d'honneur & de distinction, & des privileges que, dans les premiers temps de l'Eglise, on leur avoit accordé. Les principaux privileges accordés aux Eglises étoient de deux especes. 1°. Le droit d'asyle, au moyen duquel les criminels qui se retiroient dans les Eglises, ne pouvoient être ni poursuivis ni arrêtés. 2°. L'exemption pour la personne des Ecclésiastiques dans les affaires criminelles de toutes jurisdictions séculieres, excepté dans certains cas particuliers: & c'est principalement de cette immunité que le *privilegium clericale* a pris son origine.

Car le Clergé devenu riche & puissant, & jouissant d'ailleurs de beaucoup d'honneurs & de distinctions particulieres, prétendit qu'il ne tenoit pas ses privileges, & ses immunités de la bonté & de condescendance du Prince, mais *de jure divino*, & que par conséquent ils étoient inhérens à son caractere. Les Ecclésiastiques appuyoient leurs prétentions sur ces paroles de l'écriture. *Ne touchez point à mon oint*, & *ne faites aucun mal à mes Prophetes*. Pour rendre ces prétentions plus respectables, ils les consignerent dans le code de leurs Loix, & les firent valoir toutes les fois qu'ils en trouverent l'occasion. Non contens d'en jouir, ils leur donnerent peu-à-peu

une nouvelle extention. Ils prétendirent que leurs perſonnes étoient exemptes de la juriſdiction des Cours de juſtice ſéculieres. Et que celle de ceux qui étoient attachés au Clergé, devoient auſſi jouir de la même immunité, quand bien même ils ſeroient laïques.

Mais quelque grand que fût en Angleterre le pouvoir du Pape juſqu'au regne de Henri VIII, qui le détruiſit entiérement, il arriva ſouvent qu'on conteſta au Clergé Anglois ſa prétendue immunité, & que dans pluſieurs occaſions on n'y eut même point d'égard. Mais lorſque cela arrivoit, l'Evêque réclamoit ceux du Clergé, dont les Cours de juſtice s'étoient emparées, & ſouvent même après la ſimple dénonciation du délit faite à ces Cours. Comme il n'y avoit alors aucune regle fixe & déterminée ſur ces réclamations, il fallut, pour mettre fin aux conteſtations qui s'élevoient à leurs occaſions, qu'on fit une Loi. Cette Loi eſt du regne d'Henri VII, elle établit que les membres du Clergé pourront à l'avenir décliner la juriſdiction éculiere, auſſitôt qu'ils ſeront aſſignés pour omparoître devant elle, ou après ſon jugenent, mettre oppoſition à ſon exécution. ette derniere maniere de procéder fut la plus énéralement ſuivie, parce qu'il parut avantaeux, même pour l'accuſé de ſubir ce pre-

mierjugement, puiſqu'il pouvoit lui être favorable, & que dans ce cas il n'avoit pas beſoin de réclamer ſon immunité. D'abord pour pouvoir jouir de cette immunité, il falloit au moins avoir quelque marque diſtinctive qui déſignât qu'on étoit membre du Clergé, tel que l'habit Eccléſiaſtique où la tonſure, *habitum & tonſuram Clericalem*. Dans la ſuite on exigea que le coupable, qui ſe diſoit membre du Clergé, en donnât la preuve en faiſant voir qu'il ſavoit lire, car dans ces temps l'ignorance & la ſuperſtition étoient ſi grandes, que quiconque pouvoit lire & écrire, étoit appellé Clerc, *Clericus*, & dès-lors ſans être dans les Ordres ſacrés, il jouiſſoit des immunités du Clergé. L'établiſſement de l'Imprimerie ayant multiplié les livres, & par conſéquent les moyens de s'inſtruire, trop de perſonnes ſe trouverent dans le cas de jouir du privilege du Clergé. Pour éviter cet abus le Statut 4, chap. 13 de Henri VII, les reſtreignit aux écoliers, aux véritables Clercs & à ceux qui étoient dans les Ordres ſacrés qui, les uns comme les autres, ne pouvoient en faire uſage qu'une ſeule fois, & avec la condition que ceux qui ſeroient laïques, ſubiroient, au lieu de la peine de mort à laquelle ils ſeroient condamnés par le Juge ſéculier, celle d'être marqués d'un fer chaud au pouce

de la main gauche. Cette distinction que faisoit le Statut de Henri VII du laïque, & de celui qui étoit dans les Ordres sacrés, fut abolie par les Statuts 28 & 32 de Henri VIII, & rétablie ensuite par celui d'Edouard VI son fils : ce même Statut ordonne, que les Pairs du Royaume qui sauront lire, jouiront, une fois seulement, comme les membres du Clergé, *du privilege du Clergé*, sans subir la peine d'être marqué d'un fer chaud au pouce comme les autres, tant pour le crime de vol domestique, de grand chemin, de cheval & même de vol d'Eglise.

Le criminel, soit qu'il fût simplement attaché au Clergé ou seulement laïque, après avoir subi la peine d'être marqué d'un fer chaud au pouce, étoit déchargé de celle de mort à laquelle il avoit été condamné par le Tribunal séculier ; mais on le remettoit avec l'instruction du procès entre les mains de l'ordinaire, pour y être jugé suivant les Loix Ecclésiastiques. La Cour Ecclésiastique alors commençoit une nouvelle procédure, & instruisoit le procès comme s'il ne l'eut pas déja été par la justice séculiere. Cette instruction du procès se faisoit devant l'Evêque ou son député & par un Juré de douze Clercs. On prenoit le serment de l'accusé qui déclaroit toujours qu'il étoit innocent ; les Jurés prêtoient aussi

ſerment, ainſi que les témoins qu'on entendoit, & on avoit toujours grande attention de n'admettre au ſerment que ceux qui étoient favorables à l'accuſé. Si les Jurés déclaroient l'accuſé innocent, il étoit renvoyé. Et dans le cas coutraire, ce qui arrivoit rarement, le Clerc étoit dégradé & mis en pénitence. Au commencement du dernier ſiecle, un ſavant Juriſconſulte s'éleva avec force contre le parjure, & la ſubornation des témoins ſi ordinaire, dans ces ſortes de procédures. Il traita de pures farces ces mêmes procédures, faites pour innocenter un accuſé déclaré coupable auparavant par la juſtice ſéculiere, & qui lui-même ſouvent après avoir reconnu ſon crime devant le Tribunal ſéculier, aſſuroit avec ſerment devant le Tribunal Eccléſiaſtique qu'il étoit innocent, & au moyen du jugement que ce Tribunal rendoit, étoit mis en liberté, rentroit dans la poſſeſſion de ſes terres, & dans tous les droits qu'il avoit perdu par le premier jugement, qui l'avoit déclaré atteint & convaincu du crime dont il étoit accuſé. Cette profanation du ſerment, & la maniere de procéder dans l'inſtruction des procès, dont il réſultoit preſque toujours l'impunité du crime, fit que les Juges ſéculiers ne remirent plus aux Juges Eccléſiaſtiques l'inſtruction du procès; mais ils en firent dé-

ivrer une copie, ainſi que de la ſentence au coupable, afin qu'il ne pût être déchargé du crime, qu'il fût obligé de garder priſon le reſte de ſa vie, qu'il reſtât incapable d'acquérir aucune propriété perſonnelle, de recevoir même ſes revenus. Le Roi ſeul pouvoit lui faire grace & le réhabiliter.

Cette grande rigueur de la juſtice ſéculiere, l'abus des ſermens qui ſe commettoient dans les Tribunaux Eccléſiaſtiques, plus encore la conſidération que c'étoit le grand crédit de la Cour de Rome qui avoit fait donner aux Eccléſiaſtiques le privilege ridicule d'être jugés dans leur propre cauſe, détermina la Reine Eliſab. à donner le Stat. 18, ch. 7, par lequel elle aboliſſoit le renvoi des condamnés, qui avoient profité du privilege du Clergé devant les Cours Eccléſiaſtiques. Depuis ce Statut, ils ne furent plus remis, comme auparavant à l'Ordinaire après leur jugement dans les Tribunaux ſéculiers; ils furent élargis immédiatement après avoir ſubi la peine d'être marqués au pouce, excepté cependant, lorſque les Juges les condamnoient à garder encore priſon pour tel temps qu'ils croyoient convénable; pourvu cependant que la durée de leur captivité ne paſsât pas une année. Jacques I, ajouta enſuite par ſon Statut 21, chap. 6, que les femmes convaincues

d'un vol dont la valeur ſeroit au-deſſous de 10 ſchel., ſeroient admiſes à réclamer le privilege du Clergé, quand bien même elles ne ſauroient pas lire; mais qu'elles ſeroient marquées au pouce, fouettées enſuite ou miſes en priſon; mais non pour plus d'une année. Les Statuts 3, 4 & 5 de Guillaume & de Marie furent encore plus favorables aux femmes, car ils leur accorderent le droit de réclamer, comme les hommes & aux mêmes conditions, le privilege du Clergé, & pour les mêmes crimes. Ainſi après ce Statut les femmes, les Pairs, les Bourgeois & les Clercs, pouvoient réclamer, pour telle félonie que ce fût, le privilege du Clergé; les Eccléſiaſtiques & les Pairs, ſans être marqués au pouce, mais tous indiſtinctement, excepté les Pairs obligés de garder priſon, ſi le Juge le vouloit, & pour le temps qu'il jugeroit à propos, pourvu qu'il ne paſsât pas une année. A moins qu'ils ne ſuſſent pas lire; car dans ce cas, tous, à l'exception des Pairs, devoient être pendus.

Mais lorſque dans la ſuite on eut conſidéré que le défaut d'inſtruction des coupables n'étoit pas une raiſon pour qu'on fût plus ſévere à leur égard, qu'on ne l'étoit pour ceux qui avoient été ſoigneuſement inſtruits, qu'au contraire même, l'ignorance devoit être un

motif d'être indulgent pour ceux dont l'éducation avoit été négligée; on fit, ſous la Reine Anne, le Statut 5, chap. 6, qui abolit la néceſſité de ſavoir lire pour ceux qui avoient droit de réclamer le privilege du Clergé. Après quelques années d'expérience, on s'apperçut que la grande facilité que tant de perſonnes avoient de réclamer ce privilege étoit un puiſſant encouragement qui rendoit plus communes les félonies, & on penſa que, pour y remedier, il falloit donner un Statut. C'eſt le premier, chap. 11, de George I, par lequel, il fut ordonné, qu'à l'avenir toutes perſonnes convaincues de petits & grands vols, pourroient, après avoir réclamé le privilege du Clergé, être, au choix des Juges, marquées d'un fer chaud, fouettées ou tranſportées pour dix ans dans les colonies, ſous la peine, ſi elles en revenoient avant ce temps, d'être traitées comme félons, & ſans pouvoir réclamer le privilege du Clergé.

C'eſt ainſi, qu'après un long eſpace de temps, la Légiſlation Angloiſe, dégagée des parties vicieuſes qui l'avoient gangrenée, mit le privilege du Clergé dans un état bien différent de celui où il étoit originairement, & qu'elle a détruit peu-à-peu le droit abuſif introduit par les Prêtres de Rome, de n'ê-

tre pas ſoumis, comme les autres citoyens, aux Tribunaux ordinaires de la juſtice, pour ce qui regardoit le criminel. Une pareille abſurdité ne pouvoit ſubſiſter que dans des temps d'ignorance & de ſuperſtition. La religion nationale, plus propre à éclairer les eſprits que celle dont elle a pris la place, a enſeigné aux hommes que par le contrat primitif qu'ils avoient fait, pour s'aſſurer une protection réciproque, ils avoient tous pris indiſtinctement les uns avec les autres les mêmes engagemens, & par conſéquent devoient être ſoumis aux mêmes regles & remplir les mêmes obligations.

II. Je dois maintenant examiner quelles ſont les perſonnes qui, préſentement, doivent jouir du privilege du Clergé; & ce ſera dans l'article qui précede celui-ci que je viens de donner que je puiſerai le plus ſuccinctement poſſible, ce que j'ai à dire ſur cela. Je dirai d'abord en général, que tous ceux qui ſont dans les Ordres ſacrés ont le droit, ſuivant ſon inſtitution, de jouir du privilege du Clergé, & d'être déchargés de l'offenſe de quelque nature qu'elle ſoit, ſans être ſoumis à ſouffrir la marque du fer chaud, & ſans être tranſportés : car l'une & l'autre de ces deux peines ont été ſubſtituées au privilege lui-même, & n'en fait pas partie. Il en eſt de même des

Pairs du Royaume, ſuivant le Statut 1 d'Edouard VI; mais cependant ſeulement pour la premiere fois de la punition ordonnée par jugement de la Loi. Tous ceux qui ſont partie de ce que nous nommons les Communes, jouiſſent du même droit, avec la différence, qu'ils doivent être marqués d'un fer chaud & empriſonnés pour une année au plus, à la volonté du Juge, ou tranſportés pour dix ans, s'il le veut. Comme les Juifs & les hérétiques ne peuvent entrer dans les Ordres ſacrés, ils ont toujours été regardés comme incapables de jouir du bénéfice du Clergé : cependant après que les Juifs eurent été rétablis par Oliviers Cromwell, on les en a laiſſé jouir, & tout ce que fit le Statut 4 de la Reine, fut d'ordonner qu'ils n'en jouiroient que lorſqu'ils ſauroient lire.

III. On ne peut faire uſage du privilege du Clergé, ni pour le crime de haute trahiſon, ni pour celui de malverſation, ni enfin pour les petits vols : ainſi nous pouvons poſer pour regle, que pour toute autre eſpece de félonie, on peut le réclamer. Le Statut 25, chap. 3 & 4 d'Edouard III, dit que tout clerc, convaincu de trahiſon pour tout autre que contre la perſonne du Roi, pourra réclamer le privilege du Clergé. L'uſage cependant paroît avoir été contraire à la diſpo-

fition de ce Statut ; car la Loi commune prive les coupables des crimes ſuivans, de la jouiſſance du privilege du Clergé : Savoir, *inſidiatio viarum*, les vols de grands chemins, *depopulatio agrorum*, les ravages ou dévaſtation des campagnes, *ambuſtio domorum*, les incendies des maiſons. Cette exception paroît d'autant plus raiſonnable, que tous ceux qui commettent ces excès, peuvent être juſtement placés dans la claſſe des ennemis, & de ceux qui ſe rendent coupables de haute trahiſon. Tous ces crimes & pluſieurs autres ont cependant été reiatés dans des actes particuliers du Parlement, avec ceux pour leſquels le Clergé jouiſſoit du droit de réclamer ſon privilege. J'obſerverai ſeulement qu'ils ne ſont rien autre que la reſtauration de la Loi ; & la même rigueur de punition capitale, à laquelle eſt condamné celui qui réclame le *privilegium Clericale*, qui eſt remiſe pour la premiere fois ; mais qui, pour la ſeconde, eſt toujours infligée dans toutes les eſpeces de félonie quelconque. Nous remarquerons encore que le privilege du Clergé n'a point ſon effet pour tous les crimes qui concernent la Marine, ainſi que cela eſt dit dans le Statut 8, chap. 15, d'Henri VIII. Mais il eſt d'uſage que s'ils

ſont commis ſur terre, les coupables peuvent réclamer le bénéfice du Clergé.

De tout ce que nous avons dit, on peut conclure : 1°. Que par des actes particuliers, le Clergé a le droit de jouir de ſon privilege ; même pour des crimes qui ſeroient exceptés par la Loi commune. 2°. Que, quand le Clergé eſt privé du principal, il ne l'eſt pas de l'acceſſoire, & qu'il doit ſe renfermer dans les paroles expreſſes du Statut. 3°. Que, quand le privilege du Clergé eſt ôté à ceux qui commettent le meurtre, la ſodomie, le brigandage, le rapt, le vol domeſtique; le Clergé n'eſt pas excepté. 4°. Que ſi ceux qui commettent le crime, c'eſt-à-dire, par exemple, qui poignardent, ſe battent en duel, ſont privés, par un acte du Parlement, du droit de jouir du privilege du Clergé, & que ceux qui les ayant aidé, aſſiſté ou excité, ne ſont pas privés du privilege; attendu que, n'étant pas compris dans la Loi, ils doivent profiter du bénéfice antérieur que la Loi leur donne.

IV. Il ne nous reſte plus qu'à conſidérer les effets que produit l'uſage du bénéfice du Clergé pour ceux qui ont le droit de le réclamer. Je ne parlerai point de la marque du fer chaud, de l'empriſonnement & de la tranſportation, qui ſont plutôt des conditions concomittantes, que des conſéquences du privi-

lege, qui ſont telles qu'elles affectent ſon intérêt préſent & futur, ſa capacité actuelle & ſa capacité à venir : avant, le coupable étoit félon, & après il eſt innocent. De maniere qu'on peut regarder l'uſage du bénéfice du Clergé comme un acte de pardon : & nous devons obſerver ; 1°. que la conviction de ſon crime entraîne après elle la confiſcation du bien du coupable au profit du Roi ; de maniere qu'il ne peut lui être rendu. 2°. Qu'après la conviction, juſqu'au moment qu'il a ſubi la peine de la marque du fer chaud, il eſt réputé félon, & comme tel, revêtu de toutes les incapacités qui en ſont la ſuite. 3°. Qu'après qu'il a ſubi la peine du fer chaud, il eſt déchargé pour toujours du crime, & que tous les caracteres d'incapacité ſont effacés en lui. Suivant le Statut 8, chap. 4, d'Eliſabeth, il doit rentrer dans la jouiſſance de tous ſes biens, & en jouir comme s'il n'eut jamais été convaincu de crime. 5°. Que tout ce qu'opere la jouiſſance du privilege du Clergé ſur les bourgeois, qui ſont marqués d'un fer chaud, eſt égal comme pour les Pairs, pour les gens du Clergé, qui ſont exempts d'être marqués à la main ; attendu qu'ils jouiſſent du privilege tel qu'il étoit originairement, & que la brûlure n'eſt qu'un acceſſoir ſubſéquent.

CHAPITRE XXIX.

Du Jugement & de ſes conſéquences.

NOus allons examiner l'effet de la pourſuite criminelle, après l'Examen & la conviction du coupable, de crimes ou malverſations, ou trop conſidérables ou trop légers pour que celui qui en eſt convaincu puiſſe réclamer le privilege du Clergé. C'eſt le jugement qui réſulte de ſa conviction & du rapport des Jurés ; car dans toute affaire capitale, après que les Jurés ont déclaré, en ſa préſence, l'accuſé coupable ; le Juge doit lui demander s'il a quelque choſe à alléguer, qui puiſſe empêcher que le jugement ne ſoit rendu.

Mais ſi le défendeur, après avoir comparu, s'abſente, & que pendant ſon abſence on ait continué, comme cela ſe peut, l'inſtruction de ſon procès, & qu'il ſoit trouvé coupable ; on expédie un *capias*, pour l'obliger à comparoître & recevoir ſa ſentence. Si alors il ne ſe préſente point, on procede à ſon jugement ; mais toutes les fois qu'il comparoît, en perſonne, ſoit que ſon accuſation ſoit capitale ou non, il peut alors, comme il l'a pu lors de ſon ajournement, fournir des exceptions à

l'accuſation, ſoit pour ſuſpendre, ſoit pour arrêter le jugement. Tel, par exemple : en alléguant le défaut de certitude dans l'expoſé du fait, ſoit par rapport à la perſonne, le lieu, le temps, ſoit à la nature de l'offenſe. Si les allégations ſont trouvées juſtes & qu'elles aient de la force, la procédure eſt miſe au néant: ce qui n'empêche pas qu'on ne puiſſe former contre lui une nouvelle accuſation. Nous remarquerons 1°. Qu'aucun des Statuts, donnés ſur les erreurs qui peuvent ſe commettre dans l'inſtruction des procès, ne ſe ſont expliqués ſur celles dans leſquelles on peut tomber dans l'inſtruction des procès criminels; c'eſt pourquoi une accuſation défectueuſe ne reçoit pas, du rapport des Jurés, les mêmes ſecours, que les procédures en matiere civile en reçoivent. 2°. Que lorſqu'il s'eſt agi de la vie, on a de tout temps obſervé la plus grande exactitude ſur tout les points de l'accuſation. Sir Matthieu Hale, à la vérité, ſe plaint de cette même exactitude, qui a été pouſſée ſi loin, ſuivant lui, qu'elle eſt devenue un défaut dont même il a réſulté de grands inconvéniens, & même des abus conſidérables; d'où il a réſulté que quantité de coupables ſe ſont ſouſtraits au châtiment, bien moins par leur innocence que par la trop grande facilité qu'on a eu à admettre des exceptions

ceptions dans les accuſations formées contre eux, que de-là il en étoit arrivé l'impunité d'un grand nombre de meurtres, de vols, de larcins ou autres crimes odieux & atroces, à la honte de la Loi & du Gouvernement, au déshonneur même de Dieu & à l'encouragement du crime. Ce même Matthieu Hale qui s'élevoit ainſi & avec tant de zele contre la trop grande délicateſſe des Juges, dans les accuſations graves, étoit cependant un homme bon & humain, à qui la vie des hommes étoit, on ne peut pas plus précieuſe; il étoit auſſi un Juge excellent.

On peut auſſi, comme nous l'avons dit ci-devant, plaider le pardon pour empêcher le jugement; & il en réſulte le même effet que d'une plaidoyerie ſur l'ajournement; c'eſt-à-dire, de ſouſtraire l'accuſé à la conviction, par conſéquent à la flétriſſure du ſang. Mais quand le pardon n'eſt plaidé qu'après la ſentence, il n'y a que le Parlement ſeul qui puiſſe réhabiliter le coupable, & c'eſt auſſitôt que le coupable a obtenu le pardon qu'il peut demander ſa réhabilitation.

La réclamation du bénéfice du Clergé doit auſſi être miſe au nombre des requêtes ſuſpenſives de jugement; & ſur cela nous renvoyons au Chapitre précédent. Si toutes les reſſources dont nous venons de parler man-

quent à l'accuſé, la Cour doit prononcer le jugement que la Loi lui ordonne de prononcer contre l'eſpece de crime dont l'accuſé s'eſt rendu coupable : ſi ce jugement, eſt capital, il va à la mort, & ordonne ordinairement que le coupable ſera pendu par le cou, juſqu'à ce que mort s'enſuive; à quoi la Loi, ſuivant que le crime eſt plus atroce, ajoute quelquefois des circonſtances, ſoit pour rendre la punition plus douloureuſe, ſoit pour qu'elle inſpire plus de terreur, ſoit enfin pour qu'elle ſoit plus infâmante. Comme, par exemple, pour toutes eſpeces de trahiſon, d'ordonner que le criminel ſera traîné au lieu où il doit ſubir ſon ſupplice : pour la haute trahiſon, qu'il ſera éventré, décapité, & écartelé; pour le meurtre, que ſon corps ſera coupé par morceaux; ſi la trahiſon eſt commiſe par une femme, la Loi veut qu'elle ſoit brûlée vive; mais, par humanité, la Loi Angloiſe, a permis tacitement, que ces peines qui rendent plus terrible celle de la mort, ſoient adoucies & elle les a dépouillé d'une partie de leur cruauté. Au lieu de faire traîner ſur le pavé juſqu'au lieu de ſon ſupplice, celui qui a commis la trahiſon, elle veut bien ſouffrir qu'il y ſoit conduit ſur un traîneau ou ſur une claie. On n'a que très-peu d'exemples de coupables éventrés ou brûlés

vifs, ſans avoir été étranglés auparavant. Les autres punitions que la Loi Angloiſe impoſe aux coupables, ſont l'exil, le banniſſement hors du Royaume, ou la tranſportation dans les colonies de l'Amérique; la perte de la liberté par l'empriſonnement, à temps ou perpétuel; la ſaiſie des immeubles, ou celle des meubles ſeulement, & quelquefois de tous les deux en même temps; quelquefois auſſi pour la vie ſeulement du coupable; l'inhabilité aux charges, aux emplois & à hériter; à être exécuteurs teſtamentaires, gardiens, &c. Quelquefois, mais cela eſt bien rare, la Loi condamne à la mutilation; c'eſt-à-dire, à avoir la main ou les oreilles coupées; dans certains cas, elle veut que le coupable ſoit flétri par une marque viſible; qu'il ait les narines fendues, le viſage ou la main brûlés avec un fer chaud : ſouvent ſa punition ſe borne à une amende que la Loi détermine elle-même, ou qu'elle laiſſe déterminer au Juge. Les autres peines, dont nous ne parlons point, conſiſtent principalement dans l'ignominie dont elles couvrent le coupable, & en lui faiſant ſubir quelques légeres peines corporelles, telles que celles du fouet, du piloris, de la cage, dans laquelle les femmes de mauvaiſe vie ſont enfermées pour être plongées dans l'eau; de l'empriſonnement dans les

maiſons de force, pour y travailler. Ces punitions s'infligent ordinairement aux mendians, vagabonds, & libertins.

Quelque dégoûtante que puiſſe être l'énumération que nous venons de donner des punitions ordonnées par la Loi Angloiſe, nous ſommes perſuadés qu'elle plaira aux Lecteurs de ma Nation, car elle ne peut faire qu'honneur à la Législation Angloiſe, puiſqu'en comparant ſon Code criminel à celui des autres Nations, on n'y trouve pas, comme dans ceux-ci, cet appareil révoltant de ſupplice, qui fait horreur & afflige l'humanité. Mais qui diſtingue encore d'une maniere bien honorable notre Code criminel, c'eſt que la nature de la punition eſt toujours relative à celle du crime. Que ſi le degré de peine n'eſt pas toujours déterminé, il eſt toujours proportionné à celui du crime : de maniere même qu'il n'eſt pas au pouvoir du Juge, ni d'une aſſemblée de Jurés de porter la peine au-deſſus ni au-deſſous de ce que la Loi a ordonné ; & cela ſans acception des perſonnes. Quand les jugemens ſont laiſſés à l'arbitrage du Juge, les citoyens ſont dans l'eſclavage & dans la dépendance des Miniſtres de la Loi ; ils vivent alors en ſociété, mais ſans connoître ni leurs devoirs à ſon égard, ni les obligations qu'ils ont à remplir envers elle.

D'ailleurs cette clarté, cette préciſion de la Loi empêchent l'oppreſſion en même temps qu'elle ôte au crime toute eſpérance d'impunité, même toute eſpérance d'indulgence; & il auroit l'une & l'autre, s'il ſavoit qu'il fût au pouvoir du Juge d'être plus ou moins ſévere à ſon égard. Quand la Loi a déterminé la peine de chaque offenſe, celui qui peut être porté à la commettre, ſait quelles en ſeront les conſéquences; & il les craint, parce qu'il ſait auſſi que la Loi eſt invariable, qu'il l'aura pour juge, & qu'elle ſera un Juge inflexible.

Les amendes arbitraires & les empriſonnemens, que nos Cours ſemblent impoſer à diſcrétion, paroiſſent une exception à cette regle; mais la nature générale de la punition, par amende ou empriſonnement, eſt, dans ces cas, fixée & déterminée: quoique la durée & la quantité de chacune doivent varier, par la qualité aggravante de l'offenſe ou la qualité & la condition des parties, & auſſi par quantité d'autres circonſtances. Le *quantum* en particulier des amendes pécuniaires, ne peut ni ne doit être fixé invariablement par la Loi. Puiſque la valeur de l'argent change, & que cette variation a pour cauſe mille événemens. Une amende d'ailleurs qui ſera la cauſe de la ruine d'un homme, peut n'être

qu'une bagatelle pour une autre. La Loi des douze tables condamnoit à Rome toute perſonne qui en frappoit une autre, à une amende de 25 deniers; cette amende, devint par la ſuite une punition ſi légere qu'Aulus Gelle raconte, qu'un certain Lucius Neratius ſe divertiſſoit à frapper qui bon lui ſembloit, & lui préſentoit enſuite l'amende ordonnée par la Loi. Nos actes parlementaires, ainſi que la Coutume, n'ont, en conſéquence, déterminé que rarement la quantité des amendes; elles ont dit en général que telle offenſe ſeroit amendable, mais ſans ſpécifier la ſomme; ce qui ſuffit, comme on peut le voir, pour montrer que quelqu'arbitraire que puiſſe paroître le pouvoir du Juge, il eſt fort éloigné de l'être en effet, & qu'il eſt réglé par la Loi. Car le Bill des droits a particuliérement déclaré, qu'on ne doit point condamner à des amendes exceſſives, ni infliger des punitions cruelles & extraordinaires : (ce qui avoit trait à quelques procédures ſans exemple & uſage, à la Cour du banc du Roi, ſous le regne de Jacques II.) Le même Statut déclare en outre que toutes les conceſſions & promeſſes d'amende & de confiſcations des perſonnes particulieres, avant la conviction, ſont illégales & nulles. Le Bill des droits n'étoit dans toute ſon étendue que déclaratoire de l'ancienne conſtitu-

tion du pays: & nous trouvons que, long-temps auparavant, on tenoit pour maxime que toutes ces conceſſions antérieures doivent être nulles; puiſque ſouvent par-là on employeroit pour ſon intérêt particulier des moyens illégitimes, & une pourſuite plus violente que ne le permettroit la juſte & tranquille procédure de la Loi.

La juſte proportion des amendes, dans les cas criminels, a auſſi été réglée par la grande Charte, concernant les amendes impoſées pour malverſation dans les matieres de droit civil. On y lit: *liber homo non amercietur pro parvo delicto, niſi ſecundùm modum ipſius delicti; & pro magno delicto, ſecundùm magnitudinem delicti; ſalvo contenemento ſuo: & mercator eodem modo, ſalvâ mercandisâ ſuâ; & villanus eodem modo amercietur, ſalvo wainagio ſuo.* Cette regle s'obſerva du temps même de Henri II, & ne veut dire autre choſe, ſinon qu'on n'impoſera à perſonne une amende plus conſidérable que ſes facultés ou ſon bien perſonnel ne le comportent: ſans toucher au tenement du tenancier, à la marchandiſe du commerçant, ni à la charrette, attelage, ou train du laboureur; & afin de fixer ſes diſpoſitions, la grande Charte enjoint auſſi, que l'amende, qui eſt toujours infligée en termes généraux (*ſit in miſericordiâ*) ſoit mis,

ponatur ou ſoit réduit à une certitude par les Jurés. Cette méthode de liquider l'amende à une ſomme préciſe, ſe fuit ordinairement à la *court-leet* ou *court-baron*, par les Jurés, qui ont prêté ſerment pour taxer & modérer l'amende générale, ſelon les circonſtances particulieres de l'offenſe & de l'offenſeur. C'eſt à leur imitation que dans les Cours ſupérieures à celle-ci, l'ancienne pratique étoit de s'informer par Jurés, quand une amende étoit impoſée à quelqu'un, *quantum indè Regi dare valeat per annum, ſalvâ ſuſtentatione ſuâ, & uxoris & liberorum ſuorum.* Et depuis que cette enquête n'eſt plus en uſage, on n'a jamais impoſé une amende exorbitante à perſonne qui puiſſe intéreſſer ſa ſubſiſtance; mais au lieu on inflige une punition corporelle ou un empriſonnement déterminé, ce qui vaut mieux que d'impoſer une amende exceſſive, car elle équivaut à un empriſonnement pour la vie. Voilà la raiſon pourquoi les amendes, à la Cour du banc du Roi, ſont ſouvent nommées rançons, parce que la peine devant retomber ſur la perſonne du coupable, il eſt juſte qu'il la rachete par une amende pécuniaire, ſelon cette ancienne maxime, *qui non habet in crumend luat in corpore.* Cependant quand un Statut parle d'amen-

de & de rançon, on tient que la rançon doit tripler au moins l'amende.

Lorſque la ſentence de mort, qui eſt le plus fort & le plus terrible jugement des Loix d'Angleterre, eſt prononcé, la conſéquence immédiate & inſéparable en Coutume, eſt la flétriſſure : car lorſqu'il eſt inconteſtablement manifeſte que le criminel n'eſt plus propre à reſter ſur la terre, mais qu'il doit être exterminé comme un monſtre & une peſte de la ſociété humaine ; la Loi le note d'infâmie, le met hors de ſa protection, & ne prend d'autre ſoin que de ſon exécution. Il eſt alors flétri, *attinctus*, taché, noirci. Il n'a plus ni crédit ni réputation ; il ne peut plus ſervir de témoin dans aucune Cour ; & eſt de même incapable de faire les fonctions d'un autre : car, par une anticipation de ſa punition, il eſt déja mort en droit. Tout ceci n'a lieu qu'après le jugement ; car il y a une grande différence entre un homme *convicted.* (convaincu) & *attainted* (flétri) quoique, par ignorance, on les confonde ſouvent l'un avec l'autre. Après la conviction ſeulement, un homme n'eſt encore point dans le cas de toutes ces incapacités ; car il y a poſſibilité de le trouver innocent. On peut alléguer quelque choſe qui ſuſpende le jugement ; l'accuſation peut être erronée, ce qui rendroit alors

ſon crime incertain ; en conſéquence de quoi la conviction actuelle pourroit être détruite. Il peut d'ailleurs obtenir auſſi ſon pardon, ou le bénéfice du Cleigé ; ce qui ſuppoſe quelque lueur de mérite qui plaide en ſa faveur pour affoiblir ſa faute. Mais dès que le jugement eſt une fois prononcé, le fait & le droit conſpirent à prouver ſon crime, & il ne reſte pas la moindre poſſibilité d'alléguer quelque choſe en ſa faveur. Ce n'eſt donc qu'après le jugement de mort que commence la flétriſſure d'un criminel ; ou après quelques circonſtances qui équivalent à un jugement de mort ; comme le jugement de proſcription, ſur un crime capital, prononcé contre ceux qui ſe cachent & veulent ſe ſouſtraire à la juſtice ; ce qui eſt un aveu tacite de leur crime. Un homme eſt donc flétri, après un jugement de proſcription ou de mort, pour trahiſon ou félonie.

Les conſéquences de la flétriſſure, ſont la confiſcation des biens & la corruption du ſang.

1. La confiſcation eſt de deux ſortes ; celle des biens réels, celle des biens perſonnels. Quand un homme eſt flétri pour haute trahiſon, toutes ſes terres & tenemens d'héritage, ſoit fief ſimple ou fief ſubſtitué, & tous ſes droits d'entrée ſur les terres ou tenemens, qu'il tenoit dans le temps que le crime s'eſt

commis, ou après qu'il s'eſt commis, dans quelque temps que ce fût, ſont confiſqués au profit de la Couronne, de même que les revenus de toutes les terres & tenemens qu'il avoit à vie ou à terme, & tant que cet intérêt ſubſiſtera. Cette confiſcation rétrograde au temps que la trahiſon s'eſt commiſe ; de maniere qu'elle annulle toutes les ventes intermédiaires, mais non pas celles qui ont eu lieu avant le fait : c'eſt pourquoi le préciput d'une femme n'eſt point confiſcable pour la trahiſon de ſon mari, parce qu'il lui a été aſſigné avant que la trahiſon fut commiſe. Mais ſon douaire eſt confiſqué par la diſpoſition expreſſe du Statut 5 & 6 d'Edouard VI, chapitre 11. Néanmoins le mari ſera tenancier par faveur des terres de ſa femme, ſi la femme eſt flétrie pour trahiſon ; car cela n'eſt point défendu par le Statut. Mais quoiqu'après la flétriſſure la confiſcation ait un effet rétroactif au temps où la trahiſon s'eſt commiſe, elle n'a lieu néanmoins qu'après la flétriſſure opérée, dont elle eſt le fruit ; par conſéquent ſi un traître meurt avant que ſon jugement ſoit prononcé, ou qu'il ſoit tué dans une émeute publique, ou qu'il ſoit pendu par arrêt du conſeil de guerre ; ſes terres ne peuvent être confiſquées ; car il n'a point été flétri pour trahiſon.

La juſtice naturelle de ſaiſie ou confiſcation des propriétés pour trahiſon, eſt fondée ſur cette conſidération : que celui qui a violé les principes fondamentaux du Gouvernement, & qui a enfreint ſa partie du contrat, paſſé originairement entre le Roi & le peuple, a abandonné ſes connexions avec la ſociété, & n'a plus de droit aux avantages qui lui appartenoient auparavant, comme membre de la communauté. L'un des principaux avantages que procure la ſociété, eſt le droit que chacun a de transférer ſa propriété en d'autres mains : de plus, ces confiſcations qui réjailliſſent ſur la poſtérité du ſujet, contribueront à le maintenir dans les bornes, non-ſeulement par le ſentiment de ſon devoir & par la crainte de la punition perſonnelle, mais auſſi par ſes paſſions & ſes affections naturelles, & il ſera de l'intérêt de tous ſes proches, & de tous ceux qui dépendront de lui, de l'empêcher de mal faire ; ſelon cette belle penſée de Cicéron : *Nec verò me fugit quàm ſit acerbum, parentum ſcelera filiorum pœnis lui : ſed hoc præclarè Legibus comparatum eſt ut charitas liberorum amicio-res parentes reipublicæ redderet.* C'eſt pourquoi Aulus Caſcellius, Avocat Romain, pendant le Triumvirat, ſe vantoit ordinairement qu'il avoit deux raiſons de mépriſer le pou-

voir des tyrans, ſa vieilleſſe & ſon manque d'enfans; car les enfans ſont pour le Prince des garans de l'obéiſſance du pere. Pluſieurs Nations ont cru néanmoins que cette punition, qu'on pourroit nommer poſthume, avoit quelque choſe de dur pour l'innocent; particuliérement pour les crimes qui ne ſappent pas la ſociété juſques dans ſes fondemens, comme le fait expreſſément toute trahiſon contre le Gouvernement. En conſequence de quoi les confiſcations furent plus fréquentes du temps des premiers Empereurs; cependant Arcadius & Honorius, dans toute autre occaſion que celle de la trahiſon, crurent qu'il étoit plus juſte, *ibi eſſe pœnam ubi & noxa eſt*; & ordonnerent que *peccata ſuos teneant autores, nec ulterius progrediatur metus quàm reperiatur delictum*. Juſtinien a fait de même une Loi pour reſtreindre la punition des proches; cette Loi ordonne que la confiſcation, excepté dans le cas de *crimen Majeſtatis*, aille au plus proche parent du coupable. D'un autre côté les Loix de Macédoine étendoient même la punition capitale de trahiſon, non-ſeulement aux enfans, mais à tous les parens du coupable: & par conſéquent leur biens devoient être auſſi confiſqués, puiſqu'il n'y avoit perſonne pour en hériter. Et en Allemagne la fameuſe Bulle d'or, (copiée preſque *verbatim* du Co-

de de Juſtinien) épargne la vie des fils de ceux qui conſpirent contre un Electeur, comme il eſt expreſſément porté par la bonté particuliere de l'Empereur; mais ils ſont privés de tous leurs effets & droits de ſucceſſion, & ſont rendus incapables de tout honneur eccléſiaſtique ou civil : » afin (comme » le porte cet édit impitoyable) qu'étant tou» jours pauvres & néceſſiteux, l'infâmie de leur » pere les accompagne continuellement; qu'ils » puiſſent languir dans une continuelle indi» gence, & trouver leur punition dans cette » vie, & leur ſoulagement dans la mort. »

Parmi nous, en Angleterre, la confiſcation des terres & tenemens au profit de la Couronne, pour haute trahiſon, ne dérive en aucune maniere de la Loi féodale; (comme on l'a déja obſervé) mais eſt antérieure à l'établiſſement de ce ſyſtême dans cette iſle, nous ayant été tranſmiſe par les Saxons, nos ancêtres, & formant une partie de l'ancienne Conſtitution de Scandinavie. Mais dans quelques trahiſons relatives à la monnoie, (qui, comme on l'a déja obſervé, ſemblent plutôt une eſpece du *crimen falſi*, que du *crimen læſæ Majeſtatis*) il eſt porté par la plupart des Statuts modernes, qu'elle n'emportera pas confiſcation des terres. Et, afin d'abolir entiérement cette punition héréditaire,

le Statut 7, d'Anne, chap. 21, porte qu'après la mort du dernier prétendant, la flétriſſure pour trahiſon ne s'étendroit plus à déshériter aucun héritier, ni au préjudice d'aucun autre, que du traître lui-même. Par ce Statut, la Loi des confiſcations, pour haute trahiſon, auroit diſparu dans ce temps-là, ſans l'intervention d'un Statut ſubſéquent qui la prolongeoit. L'hiſtoire de cette particularité a quelque choſe de ſingulier & digne de remarque. Au temps de l'Union, le crime de trahiſon, en Ecoſſe, étoit, par la Loi du pays, différente, à pluſieurs égards; de celle de trahiſon en Angleterre; & particuliérement dans ſes conſéquences de confiſcation de biens ſubſtitués, qui étoit plus particuliérement Angloiſe. Cependant il paroiſſoit néceſſaire qu'un crime, qui affectoit le Gouvernement de ſi près dans ſon eſſence & dans ſes conſéquences, fut mis ſur le même pied dans les deux parties des Royaumes réunis. En donnant une nouvelle forme à ces Loix, il y eut un grand débat entre la Nation Ecoſſoiſe & la Chambre des Communes d'Angleterre; l'une pour maintenir, l'autre pour acquérir une exemption totale de confiſcation & corruption de ſang: c'eſt à quoi la Chambre des Pairs réſiſta avec autant de fermeté. A la fin il y eut un compromis établi par ce Statut: ſavoir,

que ce qui ſera cenſé ſera auſſi trahiſon en Angleterre, le ſera auſſi en Ecoſſe, & que les confiſcations & corruptions du ſang, qui avoient lieu en Angleterre, ſeroient adoptées en Ecoſſe, juſqu'à la mort du Prétendant actuel, & qu'alors elles ſeroient anéanties dans toute la Grande-Bretagne: les Pairs ne propoſant artificieuſement cette clauſe momentanée que dans l'eſpérance, dit-on, que la prudence des Parlemens ſuivans la rendroit perpétuelle. Ceci ſe fit en partie par le Statut 17, de George II, chap. 39, (qui avoit été porté l'année avant la derniere rebellion) l'opération de ces clauſes dédommageantes étant par-là encore différée juſqu'à la mort des fils du Prétendant.

En petite trahiſon & félonie, l'offenſeur perd auſſi tous ſes intérêts de bien abſolument, & les profits de tous les biens de franc-fief durant ſa vie; & après ſa mort, toutes ſes terres & tenemens en fief ſimple (mais non pas ceux en biens ſubſtitués) ſont confiſqués à la Couronne pour un très-court eſpace de temps; car le Roi les aura pendant un an & un jour, & peut y commettre tout le dégât qu'il juge à propos, ce qui s'appelle, *l'an & le jour & le dégât du Roi.* Autrefois le Roi n'avoit la liberté de commettre du dégât que ſur les terres des fé lons,

félons, en faisant démolir leurs maisons, effondrer leurs jardins, labourer leurs prés, & couper leurs bois. Cette sorte de punition paroît avoir pris naissance dans les Contrées Orientales, & empruntées des Loix de Nabuchodonosor & de Cyrus, comme on peut le voir par les livres de Daniel & d'Ezra; ces Loix, outre la peine de mort infligée aux coupables & dont elles désignent le genre, portent que leurs maisons seront réduites en cendres. Mais comme il n'y avoit qu'à perdre pour le public, il fut arrêté dans ce Royaume, sous le regne de Henri I, que le Roi auroit les profits de la terre pendant un an & un jour, au lieu & place de la destruction qu'il avoit la liberté d'en faire : en conséquence la grande Charte porte que le Roi, après avoir tenu ces terres, pendant un an & un jour seulement, les rendra au Seigneur du fief; sans faire aucune mention du dégât. Mais le Statut 17 d'Edouard II, du *prærogativâ Regis*, semble supposer que le Roi aura son an, son jour & son dégât, & non pas l'an & le jour au lieu du dégat, ce que Sir Edouard Coke, (&, avant lui, l'auteur du *Mirror*) regarde avec raison, comme une usurpation, quoique très-ancienne, de la prérogative Royale. On compose ordinairement aujourd'hui pour cet an, ce jour & ce dégât; mais autrement

ils appartiennent réguliérement à la Couronne: & après leur expiration, la terre doit être rendue à l'héritier, (comme cela ſe pratique encore dans la Coutume de *Gavelkind*) (*) ſi ſa qualité féodale, n'intercepte point cette ſucceſſion, & ne la fait pas adjuger comme aubaine au Seigneur. Ces confiſcations pour félonie ont auſſi lieu pour la flétriſſure ſeulement; par conſéquent un *felo de ſe*, ne confiſque point des terres d'héritage ou de franc-fief; car il n'eſt jamais flétri comme félon. Elles rétrogradent au temps de l'offenſe commiſe, auſſi-bien que les confiſcations pour trahiſon; de maniere qu'elles éludent toutes les charges & tranſports intermédiaires. Cela eſt dur, je l'avoue, pour ceux qui ont imprudemment contracté avec l'offenſeur; mais la cruauté & le reproche doivent retomber, non ſur la Loi, mais ſur le criminel; qui a ainſi volontairement & de mauvaiſe foi enveloppé les autres dans ſa diſgrace.

Telles ſont toutes les confiſcations des biens réels, créés par la Coutume, en conſéquence des flétriſſures par jugement de mort ou de proſcription. Je ne parle point ici des

(*) Loi ou Coutume établie en certaines Provinces d'Angleterre, particuliérement dans celle de Kent, par laquelle les fils après la mort de leur pere, partagent également ſon bien.

confiſcations particulieres créées par les Statuts de *præmunire* & autres ; parce que je les regarde plutôt, comme une partie du jugement & de la peine, infligés par les Statuts reſpectifs, que comme des conſéquences de ce jugement, comme elles en ſont en trahiſon & en félonie. Mais je me contenterai, dans cette diviſion des biens réels, de parler de la confiſcation des revenus des terres durant la vie : elle s'étend encore à deux autres cas, outre ceux dont on a déja parlé ; le ſilence gardé au ſujet d'une trahiſon, & l'action de frapper dans le Palais de Weſtminſter, ou de ſe mettre en devoir de frapper un Juge, qui ſiége dans les Cours de juſtice.

Il y a confiſcation de biens & de chattels dans chaque offenſe, de l'eſpece la plus conſidérable, en haute trahiſon ou ſilence à cet égard ; en petite trahiſon & félonies de toutes ſortes, ſoit qu'elles ayent ou n'ayent pas le privilege du Clergé ; en ſuicide ou félonie *de ſe* ; en petit larcin ; dans le ſilence opiniâtre & dans l'offenſe, ci-deſſus mentionnée, de frapper dans le Palais de Weſtminſter : de même auſſi pour fuite, ſur une accuſation de trahiſon, félonie ou même de petit larcin, ſoit que la partie ſoit trouvée coupable ou ſoit abſoute. Si les Jurés découvrent qu'il y ait eu fuite, la partie confiſquera ſes biens &

chattels : car la fuite ſeule eſt une offenſe, qui emporte avec elle une forte préſomption du crime, & c'eſt au moins un effort pour éluder & empêcher le cours de la juſtice preſcrit par la Loi. Mais les Jurés ne déclarent que très-rarement qu'il y a fuite : la confiſcation depuis l'accroiſſement prodigieux de la propriété perſonnelle qui s'eſt fait depuis quelques années, étant regardée comme une punition trop forte pour une offenſe que ſuggere à un homme l'amour naturel de la liberté.

Il y a une ou deux différences remarquables entre la confiſcation de terres, & celle de biens & chattels. 1°. Les terres ſe confiſquent après la flétriſſure & non auparavant. Les biens & chattels ſe confiſquent par conviction. Parce que dans la plupart des cas où les biens ſont confiſqués, il n'y a jamais de flétriſſure ; ce qui n'a lieu que quand le jugement de mort ou de proſcription eſt rendu : c'eſt pourquoi dans ces cas la confiſcation doit ſe faire après la conviction, ou elle ne doit pas ſe faire du tout ; & comme elle ſe fait néceſſairement après la conviction dans ces cas-là, il en eſt de même dans tous les autres ; car la Loi aime l'uniformité. 2°. Dans les proſcriptions pour trahiſon ou félonie, les terres ſont confiſquées ſeulement par le ju-

gement ; mais les biens & chattels ſont confiſqués pour un homme qui s'eſt mis une fois dans le cas d'être cité ſans attendre qu'il ſoit finalement preſcrit, car quand on ſe ſouſtrait pendant ſi long-temps à la juſtice, on eſt cenſé, en droit, avoir pris la fuite. 3°. La confiſcation des terres eſt relative au temps où le fait s'eſt commis, & eſt faite pour éviter toutes les ventes & tous les embarras ſubſéquens : mais la confiſcation de biens & chattels n'a point d'effet rétroactif ; de ſorte qu'il n'y a que ceux qu'un homme poſſede au temps de ſa conviction qui ſoient confiſcables. C'eſt pourquoi un traître ou félon peut de bonne foi vendre quelqu'un de ſes biens réels ou perſonnels, pour ſa propre ſubſiſtance & celle de ſa famille entre le fait & la conviction : car la propriété perſonnelle eſt d'une nature ſi incertaine, qu'elle paſſe en peu de temps dans pluſieurs mains, & les acheteurs ne ſeroient pas en ſûreté, s'il falloit qu'ils rendiſſent les biens qu'ils auroient acheté légitimement, dans le cas où quelqu'un des premiers vendeurs auroient commis une trahiſon ou une félonie. Néanmoins ſi on s'en étoit défait colluſoirement & non *bonâ fide* uniquement pour fruſtrer la Couronne ; la Loi (particuliérement le Statut treize, d'Eliſabeth, chapitre cinq, s'en ſaiſit ; car

pendant tout ce temps-là ils ſont véritablement & foncièrement les biens de l'offenſeur: & comme, dans les cas où il ſeroit abſous, il pourroit les récouvrer lui-même, en ce qu'il ne s'en ſeroit pas défait pour une bonne conſidération; de même au cas qu'il vienne à être convaincu, la Loi les récouvrera pour le Roi.

II. Une autre conſéquence immédiate de la flétriſſure eſt la corruption du ſang, tant en montant qu'en deſcendant; de ſorte qu'une perſonne flétrie ne peut ni hériter des terres, ou autres choſes de ſes ancêtres, non plus qu'il ne peut garder les terres dont il eſt déja en poſſeſſion, ni les tranſmettre par voie de ſucceſſion à aucun héritier; mais elles retournent par voie d'aubaine au Seigneur du fief, ſujet au droit ſupérieur de confiſcation du Roi. Toute perſonne flétrie exclut auſſi ſa poſtérité de toute ſucceſſion, dans le cas où elle ſeroit obligée de remonter par lui à un ancêtre plus éloigné, pour avoir un titre à l'héritage.

Voilà un des principes que nos Loix ont adoptés des Conſtitutions féodales au temps de la conquête des Normands, comme le témoigne le *Gavelkind*, où ces tenures qui ſont inconteſtablement Saxonnes, & où elles étoient inconnues. Ici, quoiqu'en ſuivant les

anciennes Loix Saxonnes, la terre ſoit confiſcable au profit du Roi pour cauſe de trahiſon, cependant il ne s'enſuit point de corruption de ſang, point d'inhabilité à ſuccéder; &, ſur un jugement de pure félonie, il n'y auroit point profit d'aubaine au Seigneur. Or, comme toutes les traces oppreſſives de tenure féodale ſont heureuſement aujourd'hui effacées dans ces Royaumes, il faut eſpérer que cette corruption de ſang, avec toutes ſes conſéquences, non-ſeulement d'aubaine actuelle, mais de future inhabilité à ſuccéder méme à la vingtieme génération, pourra dans la ſuite des temps s'abolir par acte parlementaire, d'autant qu'elle eſt ſur un pied très-différent de la confiſcation de terres pour haute trahiſon, qui affecte la perſonne ou le gouvernement du Roi. En effet la Législation a, de temps en temps, paru très-portée à cette diſpoſition ſi équitable, en ordonnant que dans les trahiſons qui concernent la ſuprématie papale, le faux monnoyage, & dans la plupart des félonies nouvelles, créées depuis le regne de Henri VIII, par actes parlementaires, la corruption de ſang ſera ſupprimée. Mais comme dans quelques-uns des actes pour la création des félonies, (non pas de celles de l'eſpece la plus atroce) on a négligé ou oublié de mentionner cette

ſuppreſſion, il ſemble auſſi raiſonnable qu'avantageux de faire tomber cette doctrine dans un entier oubli, en s'autoriſant ſur une Loi, quoique non préciſe, ſpécialement par le Statut ſeptieme d'Anne, ch. 21, ci-deſſus mentionné, (dont l'effet a été ſuſpendu par le Statut 17 de George II, chap. 39) après la mort des fils du dernier Prétendant, qui a ordonné qu'aucune flétriſſure pour trahiſon ne s'étendroit à aucun héritier, & ne porteroit préjudice qu'à l'offenſeur; ce qui abolit virtuellement toute corruption de ſang pour trahiſon, qui, à moins que la Légiſlation ne la détruiſe tout-à-fait, ſubſiſtera encore pour pluſieurs autres eſpeces de félonies.

CHAPITRE XXX.

De la Caſſation du Jugement.

NOUS allons maintenant examiner comment les jugemens, avec leurs différentes conſéquences de flétriſſure, de confiſcation & de corruption de ſang peuvent être annullés. Il y a deux manieres d'y procéder, ſoit par la caſſation du jugement, ſoit par le pardon.

1. Un jugement peut être annullé d'abord, ſans un appel comme d'abus, pour des choſes étrangeres au regiſtre; c'eſt-à-dire, qui ne ſe trouvent point dans le regiſtre, de maniere qu'elles ne peuvent être portées comme abus dans la Cour ſupérieure, qui ne peut juger que par ce qui paroît ſur le regiſtre; c'eſt pourquoi ſi tout le regiſtre n'eſt pas certifié, ou véritablement certifié par la Cour inférieure, la partie léſée par ce jugement, (dans les cauſes criminelles & civiles) peut alléguer une ſouſtraction du regiſtre & le faire rectifier. C'eſt ainſi que ſi un jugement eſt rendu par des perſonnes qui n'étoient pas légalement commiſſionnées pour procéder contre la perſonne condamnée, eſt nul, & peut être annullé en produiſant la matiere

ſpéciale, ſans appel comme d'abus. Comme quand une commiſſion eſt expédiée à A, à B & à douze autres, ou à deux d'entr'eux, dont A ou B ſeront un, de prendre & d'examiner les accuſations; & que quelqu'un des douze autres procedent, ſans l'interpoſition ou la préſence d'A ou B : dans ce cas, toutes les procédures, les examens, les convictions, & les jugemens ſont nuls par défaut d'autorité dans les Commiſſaires, & peuvent être annullés à la ſeule inſpection, ſans que l'on ſe donne la peine d'en appeller comme d'abus; c'eſt une haute malverſation dans les Juges qui procedent de la ſorte, & qui approche fort, pour ne pas dire qu'elle équivaut à un meurtre, au cas que la perſonne ainſi flétrie, ſoit exécutée & ſouffre la mort. De même ſi un homme achete la terre d'un autre, & que le vendeur ſoit enſuite, par proſcription ou par ſon aveu, convaincu & flétri de trahiſon ou de félonie, avant la vente ou l'aliénation, ce qui rend cette terre confiſcable ou ſujette à l'Aubaine, pour lors l'acheteur a la liberté, dans un examen, ſans appeller comme d'abus, de faire voir la fauſſeté, non-ſeulement du temps de la félonie mais auſſi de la trahiſon elle-même; il n'y a point de concluſion contre lui par l'aveu de la proſcription du vendeur; quoiqu'il y en ait contre

le vendeur lui-même, qui ne peut désormais nier le fait qu'il a avoué par son aveu ou par sa fuite. Mais si cette flétrissure du vendeur étoit l'effet d'un rapport, sur le serment de ses Pairs, l'acheteur n'est plus admis à contredire ou à faire voir la fausseté du fait du crime commis, quoiqu'il soit en liberté de prouver une mépriſe dans le temps, ou que l'offense s'est commise après l'aliénation, & non auparavant.

2. Un jugement peut être annullé par un appel comme d'abus, qui s'interjette de toutes les Cours inférieures de juriſdiction criminelle à celle du banc du Roi, & de celle-ci à la Chambre des Pairs. Il peut s'interjetter, pour des mépriſes notoires dans le jugement ou autres parties du regiſtre; comme lorſqu'un homme est trouvé coupable de parjure, & qu'il reçoit le jugement de félonie, ou pour autres erreurs moins palpables; telles qu'une irrégularité, omiſſion ou manque de forme dans la procédure de proſcription ou de réclamation; le défaut de qualité ajouté au nom du défendeur, conformément au Statut des qualités; pour manquer à donner le vrai nom du Shériff ou autre Officier de la Cour; ou pour ne pas déſigner exactement le lieu où se tenoit sa *County-Court* (Cour du Comté); pour ex-

poſer qu'une affaire commiſe ſous le regne du feu Roi, tend à troubler la paix du regne actuel, & pour pluſieurs autres cauſes ſemblables, qui [encore bien qu'elles ne ſoient accordées que par tendreſſe pour la vie & la liberté des ſujets] ne contribuent pas beaucoup au crédit ou au progrès de la juſtice nationale. Ces appels comme d'abus, pour annuller les jugemens en cas de malverſations, ne doivent point s'accorder comme une ſuite néceſſaire, mais ſur des bonnes & ſuffiſantes raiſons produites à l'Avocat Général; & alors ils ſont cenſés devoir être accordé de commun droit & *ex debito juſtitiæ.* Mais les appels comme d'abus, pour annuller les flétriſſures dans les cas capitaux ne s'accordent que *ex gratiâ*, & non ſans un ordre exprès du Roi, ſigné de ſa main, ou au moins par le conſentement du Procureur-Général. Ces appels ne peuvent donc que rarement être interjettés par la partie elle-même, ſpécialement dans le cas où elle eſt flétrie pour une offenſe contre l'Etat : mais ils peuvent être interjettés par ſon héritier ou exécuteur après ſa mort, dans des temps plus favorables, ce qui peut être de quelque conſolation pour ſa famille. Mais la voie la plus aiſée & la plus efficace eſt de faire annuller la flétriſſure par acte du Parlement. Ceci ſe

fait & s'eſt très-ſouvent fait par les motifs de pure compaſſion, ou peut-être par le zele des temps, après une révolution ſoudaine dans le Gouvernement, ſans examiner de trop près la vérité ou la validité des appels interjettés. Et quelquefois auſſi, quoique le crime fût univerſellement reconnu & avoué; mais par conſidération pour la famille du criminel, après ſa mort, obtenu du Parlement la réhabilitation du ſang, des honneurs & du bien, ou de quelques-uns ou d'un ſeul de ces avantages; ce qui (autant qu'il peut s'étendre) a tout l'effet de la caſſation de la flétriſſure, ſans faire aucune attention ſur la juſtice de la ſentence qui avoit flétri.

CHAPITRE XXXII.

Du Délai & du Pardon.

LEs ſeuls moyens qui reſtent d'éviter l'exécution du jugement, ſont le délai & le pardon, le premier n'eſt que momentané, mais le ſecond eſt permanent.

1. Un délai, (d'exécution) eſt l'action de ſuſpendre, on peut encore dire de retirer une ſentence pour un certain temps; ce qui ſuſpend l'exécution. Elle peut ſe faire d'abord, *ex arbitrio judicis*; ſoit devant, ſoit après le jugement: comme lorſque le juge n'eſt point ſatisfait du rapport, ou que les preuves ſont ſuſpectes, ou qu'il eſt douteux que l'offenſe ſoit dans le cas du privilege du Clergé; ou quelquefois s'il y a une petite félonie, ou que quelques circonſtances favorables paroiſſent dans le caractere du criminel, pour donner lieu de s'adreſſer à la Couronne, ſoit pour un pardon abſolu, ſoit conditionnel. Ces délais arbitraires peuvent être accordés par le Juge, quand bien même la ſeſſion ſeroit finie & leur commiſſion expirée. Mais cela plutôt par l'uſage ordinaire, qu'en vertu d'un droit réel.

L'effet qui réſulte d'une proſcription an-

nullée eſt que la partie ſera au même point que ſi elle avoit paru ſur le *capias* : & ſi c'eſt avant que la cauſe ſe plaide, elle ſera admiſe à plaider à l'accuſation ; ſi c'eſt après la conviction, elle recevra la ſentence de la Loi : car toutes les autres procédures, excepté ſeulement la procédure de proſcription pour ſon défaut, demeurent bonnes & efficaces comme auparavant. Mais quand le jugement prononcé ſur conviction eſt annullé, toutes les procédures précédentes ſont abſolument miſes de côté, & la partie eſt comme ſi elle n'avoit jamais été accuſée ; elle eſt réhabilitée dans ſon crédit, ſa capacité, ſon rang & ſes biens : relativement à ces derniers, quoiqu'ils ſoient accordés par la Couronne, cependant le propriétaire peut entrer ſur les terres du donataire avec auſſi peu de cérémonie qu'il pourroit le faire ſur celles d'un raviſſeur. Mais il eſt toujours dans le cas d'être pourſuivi de nouveau pour la même offenſe ; car, la premiere pourſuite étant erronée, elle ne l'expoſoit à aucun danger.

Les délais peuvent auſſi être *ex neceſſitate legis* : comme quand une femme eſt convaincue d'un crime capital & qu'elle déclare qu'elle eſt enceinte ; quoiqu'il n'y ait pas de cauſe pour arrêter le jugement, néanmoins c'en eſt aſſez pour ſurſeoir l'exécution juſqu'à

ce qu'elle ſoit délivrée. C'eſt une indulgence dictée par la Loi naturelle, *in favorem prolis*; c'eſt pourquoi aucune des ſanglantes procédures qui ont eu lieu ſous le regne de Marie, n'a été à plus juſte titre deteſtée, & abhorrée que la cruauté qui s'exerça dans l'Iſle de Guernſey, de brûler une femme enceinte : quand par la violence des flammes l'enfant s'élança du ſein brûlé de ſa malheureuſe mere, ſur le braſier du bucher, on l'en retira, mais il y fut rejetté immédiatement par l'avis des prêtres qui aſſiſtoient à cette cruelle exécution. Ces barbares, après avoir délibéré entr'eux, jugerent qu'en qualité d'hérétique cet enfant méritoit ce traitement affreux, ce n'étoit pas là la doctrine des Loix de l'ancienne Rome ; qui avoient la même humanité que les nôtres, & ordonnoient *quod prægnantis mulieris damnatæ pœna differatur, quoad pariat*, telle a auſſi été de tout temps la doctrine ſuivie dans ce Royaume. Au cas que cette déclaration ſe faſſe pour arrêter l'exécution ; le Juge doit ordonner une aſſemblée de douze matrones ou femmes diſcretes pour vérifier le fait : & ſi elles l'ont déclaré par leur rapport, groſſe d'un enfant vivant (car groſſe ſimplement, à moins qu'il ne ſoit en vie dans la matrice, ne ſuffit pas) l'exécution doit être ſuſpendue juſqu'à la ſeſ-

ſion

ſion prochaine, & ainſi de ſeſſion en ſeſſion, juſqu'à ce que la femme ſoit délivrée, ou qu'elle prouve par le cours de la nature qu'elle n'a point été groſſe du tout. Mais ſi une fois elle a obtenu le privilege du délai, & qu'elle ait été délivrée, & qu'enſuite elle redevienne enceinte, elle ne pourra plus prétendre au privilege d'un nouveau délai pour ce ſujet. Car elle peut dès-lors être exécutée avant que l'enfant ſe meuve dans la matrice; & ſon incontinence ne pourra la ſouſtraire à la ſentence de la juſtice.

Une autre cauſe de délai régulier eſt que l'offenſeur devienne *non compos* entre le jugement & l'ordre de l'exécution: car régulièrement, comme on l'a ci-devant obſervé, quoiqu'un homme ſoit *compos* quand il commet un crime capital, cependant ſi après, il devient *non compos*, il ne ſera point déféré; s'il le devient après avoir été déféré, il ne ſera point convaincu; s'il le devient après la conviction, il ne ſubira pas de jugement; s'il l'eſt après le jugement, il ne ſera point condamné à être exécuté: car, *furioſus ſolo furore punitur*, & la Loi peut croire qu'il auroit allégué quelque raiſon pour ſa défenſe, s'il avoit été en ſon bon ſens, & auroit pu par-là arrêter les procédures reſpectives. C'eſt une regle invariable, quand il

y a quelqu'intervalle entre la flétriſſure & l'ordre de l'exécution, de demander au priſonnier ce qu'il a à alléguer pour empêcher que l'exécution ne ſoit ordonnée contre lui : & s'il paroît inſenſé, le Juge peut & doit à ſa diſcrétion lui accorder un délai, ou bien il peut plaider en oppoſition à l'exécution ; ce plaidoyer peut être, ſoit la groſſeſſe, le pardon du Roi, un acte de grace ou diverſité de perſonne, c'eſt-à-dire, qu'il n'eſt pas la même perſonne, qui a été flétrie, &c. Dans ce dernier cas il ſera nommé une aſſemblée de Jurés pour examiner ce point collatéral de déciſion, nommément l'identité de ſa perſonne ; & non pour ſavoir s'il eſt coupable ou innocent ; car cela a été décidé auparavant & dans ces points collatéraux de déciſion l'Examen ſera fait à l'inſtant même, & il ne ſera point accordé de temps au priſonnier pour fournir ſes défenſes, ou produire ſes témoins, qu'il n'eſt point la perſonne flétrie : il ne ſera point non plus accordé au priſonnier de récuſer péremptoirement ſes Jurés ; quoique autrefois ces ſortes de récuſations s'accordaſſent, toutes les fois qu'il s'agiſſoit de la vie d'un homme.

II. Si la groſſeſſe, la folie, la non-identité ou quelque autre raiſon ne peuvent faire éviter le jugement, ni arrêter l'exécution qui

s'enſuit, le dernier moyen & le plus sûr, eſt dans le pardon très-gracieux du Roi ; qui eſt une des plus belles prérogatives de la Couronne. Les Loix, (dit un ſavant Ecrivain) ne peuvent être faites ſur des principes de compaſſion pour le crime : cependant, par la conſtitution d'Angleterre, la juſtice doit s'y adminiſtrer avec indulgence. C'eſt ce que promet le Roi avec ſerment à ſon couronnement, & c'eſt cet acte d'autorité qui lui eſt le plus perſonnel & qui lui eſt entiérement propre. Le Roi ne condamne perſonne par lui-même ; il laiſſe ce ſoin à ſes Cours de Juſtice. Les Saxons nos ancêtres prétendoient que ce pouvoir de pardonner dérivoit *à lege ſuæ dignitatis* : & il fut déclaré par le Statut 27 de Henri VIII, chap. 24, qu'aucune autre perſonne n'avoit le pouvoir de pardonner ou de remettre aucune trahiſon ou félonie que le Roi, qu'à lui ſeul appartient ce pouvoir, qui eſt uni & annexé inſéparablement à la Couronne Impériale de ce Royaume.

Voilà, ſans doute, un des grands avantages que la Monarchie en général a ſur toutes les autres formes de Gouvernement : qu'il y ait un Magiſtrat qui ſoit revêtu du pouvoir d'uſer d'indulgence & d'étendre ſon pardon par-tout où il juge qu'il eſt mérité ; de tenir toujours une Cour d'Equité dans ſon cœur,

pour adoucir la rigueur de la Loi générale; dans les cas criminels qui méritent une exemption de punition. Cependant des obſervateurs politiques prétendent que les pardons devroient être exclus d'une légiſlation parfaite, ou diſent-ils, les punitions ſont douces, mais inévitables : parce que la clémence du Prince paroît tacitement déſapprouver les Loix. Mais l'excluſion des pardons doit néceſſairement introduire un pouvoir très-dangereux dans le juge ou les Jurés, celui d'interpréter la Loi criminelle par le ſens & non par la lettre; ou du moins il faut convenir d'une choſe, que perſonne ne pourra ſérieuſement ſoutenir, que la ſituation & les circonſtances de l'offenſeur (quoiqu'elles ne changent point l'eſſence du crime) ne doivent point faire de diſtinction dans la punition. Dans les Démocraties néanmoins ce pouvoir de pardonner ne peut jamais ſubſiſter; car on n'y connoît rien au-deſſus du Magiſtrat qui adminiſtre les Loix : & ce ſeroit manquer à la politique que de concentrer le pouvoir de juger, & de pardonner dans une ſeule & même perſonne. Si cela étoit (comme l'obſerve le Préſident de Monteſquieu) il ſeroit très-ſouvent obligé de ſe contredire lui-même, de faire & défaire ſes déciſions. Cela iroit à confondre toute idée de droit dans l'eſprit du peuple, en ce qu'il

auroit de la peine à dire ſi un priſonnier eſt redevable de ſa décharge, ou à ſon innocence, ou à un pardon obtenu par faveur. C'eſt pourquoi, en Hollande, s'il n'y a point de Statholder, aucun autre Membre de l'Etat n'a le pouvoir de pardonner. Mais, dans les Monarchies, le Roi agit dans une ſphere ſupérieure; &, quoiqu'il regle tout le Gouvernement, comme premier moteur, il ne paroît jamais néanmoins dans aucune de ſes parties qui cauſent du déſagrément ou de l'envie : toutes les fois que la Nation le voit perſonnellement engagé, ce n'eſt qu'à des actes de légiſlation, de munificence ou de compaſſion. Le peuple ne l'enviſage donc que comme une ſource de bonté & de grace; & ces actes de bonté répétés, venant immédiatement de ſes mains, rendent le Souverain cher à ſes ſujets, & contribuent plus que toute autre choſe à fixer dans leurs cœurs cette affection filiale & cette fidelité perſonnelle, qui font la ſûreté du Prince.

Examinons maintenant en peu de mots, 1°. l'objet du pardon. 2°. La maniere de pardonner. 3°. La méthode d'accorder le pardon. 4°. L'effet de ce pardon, quand il eſt accordé.

1. Le Roi peut pardonner toutes les offenſes qui concernent purement la Couronne

ou le public, excepté 1°. que, pour maintenir la liberté du ſujet, l'empriſonnement d'un ſujet hors du Royaume ſe fait par l'*habeas corpus*, act. 31 de Charles II, ch. 2, qui devient un *præmunire*, & que le Roi même ne peut pardonner. 2°. Le Roi ne peut pas non plus accorder de pardon dans les cas où la juſtice particuliere eſt principalement intéreſſée à la pourſuite des offenſeurs : *non poteſt Rex gratiam facere cum injuriâ & damno aliorum.* C'eſt pourquoi, dans toutes ſortes d'appels, [qui ſont à la requête, non pas du Roi, mais de la partie léſée] le pourſuivant peut ſe déſiſter, mais non pas le Roi pardonner. Il n'eſt pas non plus en ſon pouvoir de pardonner un tort commun, tandis qu'il ſubſiſte, ni empêcher qu'on ne le détruiſe, quoiqu'enſuite il puiſſe remettre l'amende; parce qu'encore bien que le Roi ſoit en droit de pourſuivre, pour éviter la multiplicité des procès; cependant cette offenſe, tant qu'elle ſubſiſte, reſſemble plus à une injure particuliere, faite à chaque individu du voiſinage, qu'à un tort public. Enfin le Roi ne peut point pardonner une offenſe contre un Statut populaire ou pénal, après que l'information eſt portée; car, par ce Statut, l'informateur a acquis une propriété particuliere ſur cette partie de la peine.

Il y a auſſi une reſtriction d'une nature particuliere qui affecte la prérogative de pardonner, dans le cas d'accuſations parlémentaires : ſavoir, que le pardon du Roi ne peut ſe plaider à cette ſorte d'accuſation, de maniere à empêcher l'enquête, & à arrêter la pourſuite d'offenſeurs notoires & conſidérables. C'eſt pourquoi lorſque, ſous le regne de Charles II, le Comte de Danby fut accuſé, par la Chambre des Communes, de haute trahiſon & autres malverſations, & qu'il plaida le pardon du Roi; en oppoſition, les Communes alleguerent, qu'il n'y avoit point d'exemple que jamais aucun pardon eût été accordé à une perſonne accuſée par les Communes de haute trahiſon ou autres hauts crimes, l'accuſation étant pendante; & en conſéquence déciderent, que le pardon, ainſi plaidé, étoit illégal & nul; & ne devoit point s'accorder en oppoſition de l'accuſation des Communes d'Angleterre. La raiſon qu'elles apporterent de cette réſolution à la Chambre Haute, étoit que l'établiſſement d'un pardon en oppoſition à une accuſation, détruiſoit entiérement l'uſage & l'effet des accuſations : car ſi ce point étoit admis, ou qu'il reſtât douteux, il décourageroit totalement d'en intenter déſormais de nouvelles; ce qui renverſeroit entiérement la principale inſtitu-

tion pour le maintien du Gouvernement. Quelque temps après la révolution, les Communes renouvellerent les mêmes prétentions, & conclurent qu'on ne pouvoit plaider un pardon en oppoſition d'une accuſation. Enfin il fut porté par l'acte d'établiſſement, le 12 & 13 de Guillaume III, chap. 2, qu'on ne pourroit plaider aucun pardon ſcellé du grand ſceau d'Angleterre, à une accuſation par les Communes en Parlement. Mais après que l'accuſation auroit été ſolemnellement entendue & déterminée, on n'entend pas que la grace du Roi ſoit plus long-temps reſtreinte ou reſſerrée; car après l'accuſation & la condamnation des ſix Lords rebelles, en 1715, trois d'entre eux obtinrent de la Couronne des délais momentanés, & à la fin ils reçurent du Roi leur pardon.

2. Quant à la maniere de pardonner, c'eſt une regle générale, que toutes les fois qu'on peut raiſonnablement préſumer que le Roi a été trompé, le pardon eſt nul. C'eſt pourquoi toute ſuppreſſion de vérité, ou ſuggeſtion de fauſſeté, dans une Charte de pardon, viciera le tout; car le Roi n'a pas été bien informé. Les termes généraux ont auſſi un effet fort imparfait dans les pardons; un pardon pour félonie ne peut ſervir pour une conviction ou condamnation de félonie; (car

on préſume que le Roi n'a rien ſu de ces procédures) & la conviction & la condamnation doivent être particuliérement mentionnées : un pardon pour félonies ne renferme point la pyraterie, car cette ſorte de félonie n'eſt point du reſſort de la Coutume. Il eſt auſſi porté par le Statut 13 de Richard II, Statut 2, chap. 1, qu'il ne ſera accordé aucun pardon pour trahiſon, meurtre ou rapt que l'offenſe s'y ſoit particuliérement ſpécifiée ; & dans le meurtre ſur-tout il ſera exprimé s'il a été commis de guet à pens, à force ouverte ou par malice préméditée. Sur quoi Sir Edouard Coke remarque que ce n'étoit pas l'intention du Parlement que le Roi pardonnât jamais le meurtre accompagné de ces circonſtances aggravantes ; & c'eſt pourquoi, les actes parlementaires ont aſſujettis prudemment le pardon à ces reſtrictions, parce qu'il n'étoit pas préſumable, que jamais le Roi voulût excuſer une offenſe qui ſeroit accompagnée de circonſtances aggravantes : on peut aiſément remarquer qu'il n'y a ſur les regiſtres aucun exemple de pardon accordé pour d'autre homicide que pour celui qui arrive *ſe defendendo* ou *per infortunium*. C'eſt à ces deux eſpeces de meurtres que le pardon du Roi fut expreſſément reſtreint par les Statuts 2 d'Edouard III, chap. 2, & le 14me. d'E-

douard III, chap. 15, qui déclarent, qu'il ne ſera point accordé de pardon pour l'homicide que dans le cas où un homme en tue un autre pour ſa défenſe ou par malheur. Mais le Statut de Richard II, ci-devant mentionné, étend cependant le pouvoir du Roi; pourvu que le Roi ne ſoit point trompé dans l'objet de ſon pardon. C'eſt pourquoi les pardons de meurtre ſe ſont toujours accordés avec un *non obſtante* depuis le Stat. du Roi Richard, juſqu'au temps de la révolution; que la doctrine de *non obſtante* ceſſant, l'on douta ſi un meurtre pouvoit ſe pardonner généralement; mais il fut déterminé par la Cour du banc du Roi, que le Roi pouvoit pardonner ſur une accuſation de meurtre, de la même maniere qu'un ſujet pouvoit ſe déſiſter d'un ajournement. Sous ces reſtrictions & ſous un petit nombre d'autres, c'eſt une regle générale, que le pardon ſe prendra dans le ſens le plus favorable pour le ſujet, & dans le ſens le plus rigoureux contre le Roi.

Un pardon peut auſſi être conditionnel: c'eſt-à-dire, que le Roi peut étendre ſon pardon ſous telles conditions qu'il juge à propos; on peut annexer à ſa bonté une condition ſoit précédente, ſoit ſubſéquente, de l'exécution de laquelle dépendra la validité du pardon, & cela ſelon la Coutume. Cette

prérogative s'exerce journellement dans le pardon des félons, ſous la condition d'être tranſporté dans quelque pays étranger (& c'eſt ordinairement dans quelques-unes des colonies & plantations de Sa Majeſté en Amérique) pour la vie, ou pour un certain nombre d'années; ce tranſport ou banniſſement eſt accordé & ordonné par l'acte 31 de Charles II, chap. 2, §. 14, & rendu encore plus aiſé ou plus efficace par le Statut 8, de George III, chap. 15.

3. Pour ce qui eſt de la maniere d'accorder les pardons; nous pouvons remarquer qu'un pardon par acte de Parlement eſt plus favorable que par la Charte du Roi : car un homme n'eſt point tenu à le plaider, mais la Cour *ex officio*, doit en prendre connoiſſance; & il ne peut point en perdre le bénéfice par ſa faute ou par ſa négligence, comme il le pourroit de la Charte de pardon du Roi. La Charte de pardon du Roi doit être ſpécialement plaidée, & cela dans un temps convénable : car, ſi un homme eſt accuſé, & qu'il ait ſon pardon dans ſa poche, & qu'enſuite il ſe ſoumette à l'Examen en plaidant l'iſſue générale, il a renoncé au bénéfice de ce pardon. Mais ſi un homme en profite auſſi-tôt qu'il le peut par le cours du droit,

il peut plaider un pardon ſur accuſation ou en arrêt de jugement, ou au point actuel des procédures en oppoſition de l'exécution. Anciennement par le Statut 10 d'Edouard III, chap. 2, on ne pouvoit accorder aucun pardon de félonie que le coupable ne donnât des garans de ſa bonne conduite, par-devant le Shériff & les Coroners du Comté. Mais ce Statut eſt annullé par le Statut 5 & 6 de Guillaume & de Marie, chap. 13, qui en place donnerent au Juge de la Cour, un pouvoir arbitraire de lier le criminel, plaidant ce pardon, moyennant ſa bonne conduite avec deux garans pour un terme qui n'excédera point ſept ans.

4. Enfin l'effet de ce pardon par le Roi, eſt de transformer l'offenſeur en un homme nouveau, de l'abſoudre de toutes les peines corporelles & confiſcations annexées à l'offenſe pour laquelle il obtient ſon pardon; & de le rétablir, non-ſeulement dans ſon premier crédit, mais de lui en donner un nouveau. Mais rien ne peut réhabiliter ou purifier le ſang une fois qu'il eſt corrompu, ſi le pardon n'eſt accordé qu'après la condamnation, ſi ce n'eſt le pouvoir du Parlement. Cependant ſi une perſonne condamnée reçoit le pardon du Roi, & qu'il ait

enſuite un fils, ce fils pourra hériter de ſon pere; parce que le pere, étant transformé en un homme nouveau, pourroit tranſmettre un nouveau ſang habile à ſuccéder, qui, s'il étoit né avant le pardon, n'auroit jamais pu hériter du tout.

CHAPITRE XXXII.

De l'Exécution.

IL ne me reſte plus qu'à traiter de l'exécution qui complette la punition, tant capitale qu'autre; elle doit ſe faire en préſence d'un Officier de Loi, qui eſt le Shériff, ou ſon député, qui reçoit du Juge l'ordre de faire faire l'exécution : cela s'eſt toujours pratiqué anciennement ; & lorſqu'il s'agit d'un Pair du Royaume, c'eſt le grand Sénéchal qui donne l'ordre, en vertu de celui donné auparavant par le Roi. Dans la ſuite on a établi que, pour les exécutions à mort, le Juge ſeul pourroit ordonner qu'elles fuſſent faites, ſans qu'il fût beſoin de prendre auparavant celui du Roi. L'uſage préſentement eſt que c'eſt le Juge qui fixe le jour où ſe doit faire l'exécution, & qui remet au Shériff les noms des priſonniers qui doivent être exécutés. Quand ils ſont condamnés à mort, on met à côté de leurs noms qu'ils ſeront pendus par leur col. Anciennement cela étoit exprimé en abrégé, & on ſe contentoit de mettre : *ſuſ. per coll.* pour *ſuſpendatur per collum.* Il doit paroître étonnant que, lorſ-

qu'il s'agit de faire perdre la vie à un homme, un ordre, qui n'en eſt pas un dans le vrai, ſoit auſſi court & auſſi bref, tandis que pour des objets d'une bien moindre importance, tel, par exemple, lorſqu'il s'agit de faire payer une ſomme d'argent due au Roi, du recouvrement de laquelle on charge le Shériff, il faille que l'ordre qu'on lui envoie pour cela, ſoit ſcellé du ſceau de la Cour de juſtice.

Quand le Shériff eſt autoriſé à faire faire l'exécution, c'eſt à lui à fixer le temps où elle doit être faite, ſuivant qu'il juge que cela eſt plus convenable pour le canton. Pour les exécutions qui ſe font à Londres, l'ordre s'en donne avec plus de ſoin & d'exactitude; la maniere & le temps où elle doit ſe faire ſont marqués. Le Greffier qui porte au Roi les jugemens des priſonniers, pour qu'il donne ſon conſentement à ce qu'ils ſoient exécutés, prendra auſſi ſes ordres pour le temps & le lieu où doit ſe faire l'exécution. C'eſt ſur ces ordres du Roi qu'il envoie au Shériff, que celui-ci fait exécuter les criminels. La même choſe s'obſerve pour ceux d'entre eux qui, en vertu d'un *habeas corpus*, ſont mis dans les priſons de la Cour du banc du Roi, & jugés par elle; mais quelquefois auſſi on laiſſe au Shériff la liberté

de déterminer le temps & le lieu de l'exécution. Cependant le Statut 25, de George II, chap. 37, ordonne que l'exécution des meurtriers ſera entiérement déterminée par le Juge, tant pour le lieu que pour le temps où elle ſe fera, & toujours le plus près poſſible de celui où a été rendue la ſentence : & cela par la conſidération que cette célérité a paru pouvoir être un frein pour empêcher de commettre le crime. Il eſt certain que plus la punition du coupable s'éloigne, moins auſſi les ſpectateurs font attention à l'énormité du crime; ils ne voyent que le ſupplice, & ne penſent pas à ce qui l'a occaſionné.

Le Shériff peut changer ce qu'il juge à propos à la maniere dont ſe fera l'exécution, pourvu, cependant que la mort du coupable s'enſuive, & cela ſans ſe rendre lui-même coupable ducrime de félonie. Mais, comme le dit Sir Edouard Coke & Sir Matt. Hale, le Roi peut changer à ſa volonté le jugement de la Loi. Par exemple, ſi la Loi condamne le coupable à être pendu ou brûlé, le Roi peut commuer ſa peine en celle d'avoir la tête coupée ; il peut auſſi adoucir la peine & lui en remettre une partie. Tous les Juriſconſultes n'admettent point ce pouvoir Royal, & Sir Edouard Coke lui-même dit, *judicandum*

ex

ex legibus non exemplis : mais les autres Juriſconſultes regardent que cette prérogative de commuer les peines, a été exercée de temps immémorial; de maniere qu'il ne leur paroît pas douteux que le Roi ne puiſſe accorder au coupable la remiſe de ſa peine, à la condition cependant qu'il en ſubira une autre plus douce; il eſt vrai, que celle à laquelle il avoit été condamné par la Loi. Lorſque ſous Charles II, le Lord Stafford fut condamné à perdre la tête, les Shériffs de Londres, chargés de faire faire l'exécution, ne ſe contenterent pas d'en avoir reçu l'ordre du Roi; à la ſollicitation du Lord Ruſſel, ennemi déclaré de la Royauté, ils en demanderent un à la Chambre des Seigneurs qui déclara que l'ordre du Roi ſuffiſoit, & que la ſentence devoit être exécutée.

Le Lord Ruſſel, non content de cette déciſion, en fit part aux Communes, qui, après avoir délibéré pendant deux jours, déclarerent *que la Chambre étoit contente que les Shériffs fiſſent exécuter Guillaume, auparavant Vicomte de Stafford, par la ſeule ſéparation de ſa tête.* Le même Lord Ruſſel, qui avoit paru ſi fort douter du pouvoir du Roi, de faire grace, fut lui-même, dans la ſuite, lorſqu'il fut condamné à la mort, obligé de le reconnoître, en ſolli-

citant le Roi de lui remettre la plus ignominieuſe partie de la ſentence que la Loi prononce contre les traîtres. Le Lord Ruſſel, dit alors le Roi, *éprouve aujourd'hui que je poſſede la prérogative qu'il a jugé à propos de me diſputer dans l'affaire du Comte de Stafford.*

Si le criminel condamné à être pendu juſqu'à ce que mort s'enſuive, ſurvit à l'exécution, le Shériff doit le faire pendre une ſeconde fois. Si cela étoit autrement il pourroit en réſulter de grands inconvéniens, & lors même que l'azile des Egliſes avoit lieu, le criminel qui, après avoir été pendu, ſurvivoit à ſon exécution & ſe retiroit dans une Egliſe, étoit regardé alors par la Loi comme ſorti du Royaume.

Nous voilà parvenus à ce qui doit terminer ce qui regarde la réparation des torts publics, qui eſt l'exécution des coupables, & qui termine auſſi la punition encourue pour réparation de ces mêmes torts. L'auteur de ces Commentaires croit pouvoir les borner-là; il craint bien de ne s'être que trop étendu; mais les étudians pourront ne s'attacher qu'à ce qui peut avoir rapport aux principes ſans s'efforcer de charger leurs mémoires des traits qui ont rapport à l'établiſſement des différentes branches de notre légiſlation, il

ſuffira qu'ils ayent une idée des différentes révolutions qui lui ſont arrivées depuis ſon origine, juſqu'à préſent, à quoi leur aidera beaucoup le 33me. & dernier Chapitre de cet Ouvrage.

CHAPITRE XXXIII.

De l'Origine des Loix Angloiſes & de leurs Progrès graduels.

CE Chapitre ſervira de ſupplément aux Commentaires ſur les Loix d'Angleterre : mais, avant que de traiter hiſtoriquement des différens changemens qui ont été faits à ces Loix, je crois devoir rappeller à mes lecteurs que j'ai déja parlé de ces mêmes changemens dans les Chapitres qui précédent celui-ci, qu'en conſéquence je penſe être diſpenſé d'entrer dans de grands détails ſur tout ce qui y peut avoir rapport : d'ailleurs mon objet principal eſt de mettre dans ce Chapitre, ſous les yeux du lecteur, une Hiſtoire abrégée & chronologique de ce qui s'eſt paſſé dans notre Isle à l'occaſion des Loix ; & pour donner plus de clarté à cette hiſtoire, je la diviſerai en ſix époques.

La premiere commencera au premier temps de l'établiſſement de notre Monarchie & finira à la Conquête des Normands, qui fera le commencement de la ſeconde époque, laquelle prendra fin au regne d'Edouard I. Depuis ce temps juſqu'à celui de la réformation comprendra la troiſieme. La quatriemo

époque ſera compoſée par les événemens arrivés depuis la réformation juſqu'à la Reſtauration : la 5me. comprendra l'eſpace de temps qui a ſuivi la Reſtauration juſqu'à la révolution de 1688. Depuis cet événement, juſqu'à nos jours, ce qui s'eſt paſſé par rapport à nos Loix, formera la ſixieme & derniere époque.

1ere. Epoque : ce qui a été écrit des premiers temps de notre pays, c'eſt-à-dire, de celui où il étoit habité par les Bretons, qui doivent en être regardés comme les premiers habitans; eſt ſi peu de choſe, & ſur-tout ſi obſcure qu'il n'eſt pas poſſible de s'étendre beaucoup ſur les événemens qui arriverent alors. Céſar eſt le ſeul qui nous donne quelques lumieres ſur ce qui regarde la partie occidentale de notre Iſle dans ces temps reculés. Comme ce fut dans cette partie qu'il débarqua, il fut à portée de connoître la doctrine des mœurs & les uſages des Druides qui habitoient principalement l'Iſle de Mona ou d'Angleſey, & de nous en parler avec quelque certitude. Les détails que l'on trouve dans cet auteur, nous ont fait voir qu'il y avoit un grand rapport entre nos Loix modernes & les anciennes Loix de ces Prêtres Gaulois, que c'étoit d'après ces Loix orales que nos différentes Coutumes s'étoient établies.

Les Druides n'écrivoient point leurs Loix, & les Bretons n'ayant point comme nous l'uſage des caracteres, ne purent point avoir de Loix écrites. Leurs uſages & leurs Coutumes voilà à proprement parler ce qui formoit leurs Loix, dont pluſieurs ont paſſés juſqu'à nous, on peut en juger par la grande reſſemblance qui ſe trouve entre pluſieurs de nos Coutumes & celles des anciens Bretons, Tel eſt, par exemple, la Coutume que nous nommons Coutume de *Gavelkind*, qu'on ſuit encore dans pluſieurs Provinces de l'Angleterre, & qu'avant le regne d'Henri VIII, on ſuivoit dans toutes les parties du pays de Galles. Les diſpoſitions du Statut des partages, par rapport aux veuves, aux enfans & aux plus proches parens, ſont conformes à ce qui ſe pratiquoit dans la petite Bretagne, dont les Bretons étoient originaires. Nous trouvons dans Céſar, que ceux-ci condamnoient à la peine du feu la femme qui aſſaſſinoit ſon mari, & notre Code criminel inflige la même peine pour le même crime.

Les invaſions faites dans notre Isle par les Romains & par les Picts, & enſuite par les Saxons & les Danois, ont été la cauſe ſucceſſivement de la deſtruction des Bretons; mais en même temps, ces mêmes invaſions ont dû néceſſairement produire une grande

confuſion dans les Loix, & ſur-tout jetté une grande obſcurité ſur les événemens qui arriverent alors. Ces Nations dévaſtatrices & conquérantes, formoient rapidement leurs établiſſemens; les vainqueurs ſe méloient avec les vaincus; & de ce mêlange, il dut s'enſuivre auſſi un mêlange de Loix, de Coutumes & d'uſages, tant par rapport à la propriété, que par rapport à la punition des crimes: & comme il n'y a rien de certain ſur le temps des différens changemens qui ſe ſont faits dans notre droit coutumier actuel, il n'eſt pas poſſible de diſtinguer quelle a été l'origine des différens points qui le compoſent. Les uns ont pu avoir été établis par les Bretons, réformés, enſuite par les Romains, remis en vigueur par les Saxons, à cauſe du voiſinage inquiétant des Picts; abandonnés de nouveau par les Danois, & rétablis enſuite par les Normands. Ce qui augmente encore la difficulté d'aſſeoir un jugement certain ſur l'établiſſement de nos anciennes Loix, c'eſt qu'il a pu être fait par des raiſons de convenances dont la connoiſſance n'eſt pas parvenue juſqu'à nous: que les circonſtances qui ont pu occaſionner quelque changement, peuvent nous être également inconnues, ſur-tout après un laps de temps de 500 ans. Vouloir connoître les vrais motifs de ces mêmes chan-

gemens, nous paroît auſſi peu raiſonnable que de vouloir acquérir la connoiſſance des cauſes des différens changemens qui ſe ſont ou qui ſe ſont faits dans le lit d'une riviere, dont le cours change à chaque moment. Ce qui rendra encore infructueuſes toutes les recherches qu'on voudra faire ſur la véritable origine de nos anciennes Loix, c'eſt la forme de notre ancien Gouvernement. Notre pays étoit diviſé en pluſieurs Etats, qui chacun avoient leurs Loix particulieres, qui devoient différencier entre elles, en beaucoup de points. Nous avons, il eſt vrai, quelques monumens qu'on pourroit juger être capables de nous ſervir de guides; mais qui, en les examinant avec attention, ne peuvent pas plus nous ſervir, que l'hiſtoire des Juifs peut ſervir de guide pour ceux qui veulent écrire celle de notre pays. L'établiſſement de la religion chrétienne, faite parmi nous par des étrangers, a dû contribuer auſſi aux différens changemens qui ſe ſont faits dans nos Loix. Ces changemens ont pu être produits par l'intérêt qu'avoient les Miſſionnaires qui les conſeilloient, & être relatifs à ce qui ſe pratiquoit à Rome, dont ils étoient originaires. D'ailleurs les Loix que ſuivoient les habitans du pays, leurs Coutumes, leurs uſages, pouvoient être oppoſés aux principes de la nou-

velle religion qu'ils embraſſoient, & dès-lors il fallut qu'ils changeaſſent ces Loix & ces Coutumes, & qu'ils en établiſſent de nouvelles, plus conformes aux regles de leur foi. Voilà pourquoi notre droit coutumier eſt un mêlange du droit coutumier des Juifs, du droit Romain & du droit canon.

En recherchant la cauſe de la grande variété de nos Loix & de l'incertitude de leur origine, on la trouve auſſi dans l'établiſſement de l'Eptarchie Saxonne. Les ſept Etats qui le compoſoient étoient indépendans les uns des autres, peuplés de différentes colonies, compoſées de Juſtes, d'Angles & de Saxons, qui tous, par la ſuite, lorſque l'Eptarchie fut détruite, ne furent plus connus que ſous le nom de Saxon. Ces peuples, venus tous du Nord, ſe répandirent, dans le ſixieme & ſeptieme ſiecles, dans toutes les parties ſeptentrionales, & comme chaque Nation de ces mêmes Saxons avoit des mœurs & des uſages différens, les Loix qu'ils établirent dans les pays qu'ils occuperent, durent être relatives à leur caractere national, & auſſi au caractere des peuples conquis & au climat & ſol du pays. Ces mêmes Loix, fondées toutes ſur la même baſe, eſſuyerent des changemens que différentes circonſtances ont pu exiger.

Tous les Royaumes de l'Eptarchie s'étant fondus dans celui des Saxons Occidentaux, ſous le regne d'Egbert, ſon petit-fils Alfred, devenu maître de tout ce vaſte Etat, entreprit le grand ouvrage de donner à la Conſtitution une forme nouvelle & plus parfaite que celle qui avoit exiſté juſqu'alors, & de rendre en même temps cette Conſtitution univerſelle pour toutes les parties ſoumiſes à ſa domination. Pour effectuer ce projet, il mit tous ſes ſujets ſous une réguliere & gradulle ſubordination; de maniere que chacun d'eux avoit un ſupérieur immédiat, envers lequel il étoit non-ſeulement reſponſable de ſes propres actions, mais encore de celles de ſon voiſin. Toute l'Angleterre fut diviſée en Comtés, chaque Comté en Centaines & chaque Centaine en Dixaines. Toute l'autorité exécutrice fut réunie dans la main d'un ſeul, d'où, comme d'un grand réſervoir, elle ſe répandoit enſuite, par différens canaux, dans toutes les parties du Royaume. Cette diviſion avantageuſe & ſage ſe conſerva pendant plus de cent ans ſans aucune altération. Ainſi que l'Empereur Théodoſe l'avoit fait pour les Loix de l'Empire: Alfred forma un Code des différentes Coutumes que chaque partie ſoumiſe à ces Loix obſervoit. Il en changea pluſieurs, & en ajouta un grand

nombre de nouvelles : il confia le ſoin de faire obſerver ces Loix aux différentes Cours de juſtice qu'il établit, qui furent celle du Seigneur, celle de la Comté, autrement nommée Cour fonciere, & celle du Shériff. Il attribua à ces différens Tribunaux la connoiſſance de toutes les affaires civiles & criminelles; mais en méme temps il ſoumit ces mémes Tribunaux à la ſurveillance des Cours ſupérieures de juſtice ou du Roi, donnant à celle-ci le droit de réformer les jugemens des Cours inférieures. Les Cours de juſtice du Roi ſe tenoient alors dans le palais même du Roi, elles le ſuivoient dans tous ſes voyages; ſes voyages étoient fréquens. Alfred, actif & vigilant, alloit continuellement d'une Province dans une autre, tant pour veiller à la conſervation du pays contre les entrepriſes des ennemis, que pour maintenir le bon ordre parmi ſes ſujets.

Les invaſions des Danois, & la conquête qu'ils firent d'une partie de notre Isle, porterent un rude coup à l'édifice qu'Alfred avoit élevé; mais comme cet édifice étoit bâti ſur une baſe très-ſolide, il fut ébranlé ſans pouvoir être détruit. De nouvelles Coutumes furent alors établies, ſans cependant qu'on détruisît les anciennes. Après l'expulſion des Danois, on conſerva une partie des Loix

qu'ils avoient faites, on en forma un recueil qu'on nomma le *Code Danois*, pour le distinguer de celui qu'avoit formé Alfred, & qu'on appelloit le *Code des Saxons Occidentaux*. Il y avoit encore un troisieme Code, qui se nommoit le *Code de Mercy*, du pays où les Loix qui le composoient, avoient été établies. Au commencement du onzieme siecle, ces trois Codes subsistoient dans toute leur intégrité, ils eurent ensuite le même sort que le Gouvernement, & essuyerent comme lui différens changemens.

Le Roi Edgar, qu'on peut regarder comme le fondateur de la Marine Angloise, possédoit supérieurement la science du Gouvernement civil, croyant appercevoir de grands inconvéniens dans la diversité de ses Loix, & voyant d'ailleurs combien il étoit nuisible à l'administration, qu'une partie de son Royaume fût soumise aux Loix Danoises, une autre à celles de Mercy ou à celles des Saxons Occidentaux, il forma la résolution de réfondre toutes ces Loix & de n'en faire qu'un seul & unique Code, qui fut également celui de toutes les différentes parties de ses Etats. Edgar ne put achever ce grand ouvrage, & ce fut son petit-fils (Edouard le Confesseur) qui y mit la derniere main. Le corps de Loi que forma Edouard, compre-

noit toutes les Loix d'Alfred, quelques-unes des Codes Danois & Merciens : c'eſt ce qui forme encore aujourd'hui notre droit coutumier, dont l'origine par conſéquent doit être regardée comme Saxone.

Parmi les Loix Saxones, nous devons principalement faire attention à celles qui ont rapport à l'établiſſement de notre Parlement, on y voit quelle étoit, du temps de ces mêmes Saxons, ſa forme & ſa conſtitution. C'étoit du temps des Saxons l'aſſemblée générale des principaux & des ſavans de la nation, on l'appelloit le *Vitteha gemote*, & il étoit ſemblable au *commune concilium* des anciens Germains, fut le modele duquel il avoit été ſans doute établi. Le *Vitteha gemote* différoit beaucoup, & pour la forme & pour la conſtitution de nos Parlemens modernes; mais il leur reſſembloit parfaitement, quant à ce qui regarde la légiſlation : Car dans ce temps, comme dans celui-ci, aucune Loi ne pouvoit exiſter ſans le conſentement du *Vittena gemote*, qui ſeul avoit le pouvoir légiſlatif, & par conſéquent le droit de faire, de changer ou d'annuller la Loi.

Le droit d'élire ſes Magiſtrats, dont jouiſſoit le peuple, eſt d'inſtitution Saxone, & le peuple parmi nous, en a joui, pour les Magiſtrats ſubordonnés, les Officiers mili-

taires, les Shériffs, les Juges de paix, les Coroners, les Baillifs, les Juges des Cours foncieres, &c. juſqu'à la Conquéte des Normands. Anciennement, il jouiſſoit auſſi du droit d'élire ſes Rois; & parmi les Saxons, le Trône ne fut héréditaire qu'après qu'on ſe fût apperçu qu'il importoit beaucoup à l'Etat & au peuple que l'hérédité du Trône fût établie : ainſi la ſucceſſion à la Couronne, attachée à la même famille, eſt d'inſtitution Saxone avec cette différence; que du temps des Saxons, lorſqu'il arrivoit que celui qui devoit ſuccéder au Trône étoit mineur, à la mort de ſon prédéceſſeur, ſon plus proche parent montoit ſur le Trône & l'occupoit juſqu'à ſa mort, auquel cas, celui à qui le Trône appartenoit de droit, s'il étoit pour lors majeur, ſe ſaiſiſſoit du bien dont ſa minorité l'avoit privé. Suivant les Loix Saxones, tout crime, quel qu'il fut, pouvoit s'expier par une amende, & le coupable qui ne pouvoit pas la payer, étoit réduit à l'eſclavage. Le privilege du Clergé a pris parmi nous, la place de ſes compenſations pécuniaires. C'eſt encore des Saxons que nous avons pris le droit appellé *hériot*, exercé par le Seigneur d'un fief, les ſervices militaires que les vaſſaux étoient obligés de rendre au Seigneur en temps de guerre; enfin tous les droits de la féodalité

que les Juriſconſultes Normands ont rendu beaucoup plus étendu & beaucoup plus rigoureux qu'ils ne l'étoient du temps des Saxons ; ſuivant leurs Loix féodales, la confiſcation du bien ne pouvoit avoir lieu que pour crime de trahiſon ; nous y avons ajouté la ſimple félonie. Chez les Saxons les terres devoient paſſer aux mâles par droit de deſcendance ; mais le droit de primogéniture n'étoit point établi chez eux, il ne l'avoit pas été non plus du temps des Bretons, qui, en cela, s'étoient conformés aux diſpoſitions du Droit Romain. Il eſt probable que ce fut des Bretons que les Saxons ont emprunté cet uſage qui s'eſt conſervé chez nous juſqu'à la Conquête des Normands ; après laquelle on enviſagea qu'il ſeroit très-important pour la conſervation des grandes familles d'admettre le droit de primogéniture, qui eſt fondé ſur la néceſſité qu'il y ait dans une Monarchie un Corps de Nobleſſe toujours ſubſiſtant, afin qu'il y ait un Corps intermédiaire entre le peuple & le Roi. Du temps des Saxons, la Cour fonciere ſe tenoit tous les mois, par le Shériff ou par ſon délégué ; les Cours du Roi tenoient leur aſſiſe devant lui & dans le temps où le Parlement étoit aſſemblé, c'eſt-à-dire, à Pâque, à Noël & à la Pentecôte. Alphonſe III, Roi de Caſtille avoit pris de nous

l'uſage d'aſſembler à ces trois grandes fêtes de l'année la Nobleſſe & les Evêques de ſes Etats, pour juger des procès & écouter les plaintes des ſujets.

Nos Rois Saxons prenoient connoiſſance des différens procès qui s'élevoient entre leurs ſujets, écoutoient leurs plaintes, & en renvoyoient le jugement & la déciſion aux Cours foncieres. La plus grande altération qu'a ſouffert la forme judiciaire des Saxons, a été lorſqu'on a ſéparé les juriſdictions ſéculieres des juriſdictions Eccléſiaſtiques. Avant ce temps l'Evêque & le Shériff ſiégoient enſemble dans la Cour fonciere, les procédures étoient ſimples & non point embarraſſées, comme elles le furent depuis; les jugemens preſque toujours juſtes & prompts, tels qu'ils ſont ordinairement au temps de la défenſe des Loix. Chez un peuple auſſi ſuperſtitieux que l'étoient les Saxons, il n'eſt pas étonnant qu'on ait admis les preuves du feu & de l'eau concurremment avec la dépoſition des témoins; lorſque l'accuſé l'exigeoit pour ſe juſtifier du crime dont il étoit accuſé, cela n'empêchoit pas au reſte que les jugemens ne ſe rendiſſent alors par un Juré compoſé de douze perſonnes, qui devoient tous être du même ſentiment, pour que leur jugement ſoit valable; les Saxons penſoient comme

nous,

nous, que l'uſage d'être jugé par ſes peres étoit le véritable ſoutien de la liberté. Voilà quelle étoit notre forme judiciaire lors de l'invaſion des Normands, à laquelle commence auſſi la ſeconde époque de l'hiſtoire de nos Loix.

Seconde Epoque. La Conquête des Normands eſt un événement remarquable qui a produit un grand changement dans nos Loix, & fait paſſer le Sceptre dans une autre famille que celle à laquelle il appartenoit. Il ne faut pas croire que ce fut à titre de Conquête que la famille Normande l'a poſſedé, elle l'a reçu du conſentement du peuple, auquel, il eſt vrai, il fut en quelque ſorte extorqué, perſonne ne voyant alors les conſéquences que pouvoient avoir pour la ſuite ce changement de Maître.

1°. A la tête des altérations que cauſa à nos Loix cette grande révolution, on doit placer la ſéparation de la juſtice civile de la juſtice Eccléſiaſtique. Le motif qui engagea Guillaume le Conquérant à accorder cette grace au Clergé, fut le beſoin qu'il crut avoir de lui pour gagner l'affection du peuple, ſur lequel le Clergé exerçoit un empire abſolu; d'ailleurs le Clergé jouiſſoit déja dans preſque toutes les parties de l'Europe du privilege de n'être point ſoumis au pouvoir ſé-

culier ; & il auroit pu être par conſéquent dangereux pour le Conquérant de ne pas ſuivre l'exemple des autres Souverains, pour s'aſſurer encore davantage le Clergé, Guillaume s'attacha à ne nommer aux Evêchés & aux Archevêchés que des Normands & des Italiens, qui par la reconnoiſſance devoient naturellement lui être entiérement dévoués.

2°. La ſeconde altération que ſouffrirent nos Loix, après la Conquête, fut à l'occaſion des forêts & de la chaſſe. On introduiſit chez nous les Loix rigoureuſes qui étoient en uſage alors dans le continent : par ces Loix la peine de mort fut établie pour tous ceux qui tuoient le gibier. *Du* temps des Saxons, perſonne ne pouvoit chaſſer ni prendre aucune des bêtes qui appartenoient au Roi, ſi ce n'étoit lorſqu'elles ſe trouvoient égarées ſur les terres des particuliers, qui alors avoient le droit de s'en rendre les maîtres. Les nouvelles Loix qu'établit Guillaume, donna au Roi ſeul la propriété des Epaves, de quelque nature quelles ſuſſent ; elles réſerverent auſſi au Souverain ſeul le droit de chaſſe, de façon qu'aucun de ſes ſujets ne pouvoit chaſſer, ſans une permiſſion expreſſe de lui, & quand il l'accordoit, c'étoit plutôt dans l'intention de conſerver le gibier, que d'obliger ſes ſujets. On a, dans la ſuite, mitigé ſi fort la rigueur de

nos Loix forestieres, qu'on les a, pour ainsi dire, réduites à rien ; mais la Loi des Epaves s'est conservée dans toute sa vigueur, elle a pour principe, comme toutes nos Loix forestieres, la conservation du gibier : mais elle differe des Loix forestieres, en ce que celles-ci ne donnoient le droit de chasse, pour tout le Royaume, qu'à un seul, au lieu que, par la Loi des Epaves, ce droit est donné à chaque Seigneur de fief. Au reste, cette Loi des Epaves me paroît beaucoup moins raisonnable que celles des forêts, en ce que celles-ci accordoient le droit de chasse à tous ceux qui jouissoient du droit de Garenne ou d'une franchise de chasse, au lieu qu'aujourd'hui, en se conformant à la Loi des Epaves, le possesseur d'un franc-fief, dont le revenu n'est pas de 100 liv. sterl. ne peut point jouir du droit de chasse sur ses propres terres, à moins qu'il n'en ait obtenu une permission expresse du Seigneur dont releve son fief.

3°. La troisieme altération qu'ont souffertes nos Loix, depuis la Conquête, regarde les Cours foncieres, qui, du temps des Saxons, étoient les premiers Tribunaux de la justice. Cette primauté fut transférée à la Cour de justice du Roi; on étendit sa jurisdiction sur tout le Royaume, & on lui attribua la connoissance de toutes les causes,

de quelqu'eſpece qu'elles fuſſent. Ce fut Guillaume le Conquérant qui établit cette Cour, qu'on nommoit *Aula Regis*. Le pouvoir qu'il lui attribua fut ſi étendu, qu'il en naquit, dans la ſuite, des abus ſi conſidérables, que ce Tribunal devint le tyran du peuple, plutôt que ſon défenſeur, & qu'il ſe rendit même redoutable au Souverain. La conſtitution de l'*Aula Regis* fut établie ſur le modele des Tribunaux de juſtice de la Normandie; & tous les Juges qui le compoſerent furent pris parmi les Normands. Ses procédures étoient écrites en langue Normande; & cela ne pouvoit guères être autrement, puiſque la langue du pays étoit inconnue à ces mêmes Juges. Victorieux des François, Edouard III voulut enſuite ſoumettre leur langue à la nôtre, qui alors devint celle de nos Tribunaux de juſtice. Cette réforme utile ne délivra pas nos Tribunaux de la ſubtilité de la chicane Normande, elle y étoit trop bien enracinée, & ſur-tout dans la Cour *Aula Regis*, pour qu'on pût l'en faire ſortir. Toutes les affaires d'une grande conſéquence étoient portées devant ce Tribunal; & la chicane la plus ſubtile & la plus rafinée trouvoit continuellement des occaſions d'exercer toute ſa malignité. On peut dire en général que cet âge a été le triomphe du monſtre odieux de la chicane: on le con-

cevra aiſément, ſi on ſe rappelle que ces mêmes Normands, venus du Nord, & conquérans des principales parties de l'Europe ſeptentrionale, avoient paſſé rapidement de la plus grande ignorance à de très-grandes connoiſſances, au point qu'à l'époque de la conquête, les Normands étoient bien ſupérieurs aux Anglois dans tous les genres de littératures. Les Moines ſeuls alors recevoient chez nous quelques inſtructions, le reſte des citoyens étoient cultivateurs ou ſoldats : d'ailleurs la philoſophie d'Ariſtote fut le premier rudiment dont nos ancêtres firent uſage. Les ouvrages de ce philoſophe avoient été apportés de l'Orient par les Sarraſins dans la Paleſtine & en Eſpagne ; ils avoient été traduits en un latin barbare, qui étoit celui de ce ſiecle. L'uſage qu'on fit de la philoſophie d'Ariſtote (quoique pour deux objets de la plus grande conſéquence, la religion & la juſtice,) fut de s'attacher moins aux grands principes de l'un & de l'autre, qu'à ce qu'elles ont de moins important. On réduiſit l'étude de ces deux grandes ſciences à des diſtinctions de pure logique, à des ſubtilités métaphyſiques, qui ſervoient plus à faire briller l'eſprit qu'à l'inſtruire. Les Loix, qui ſont établies pour tous les hommes, & qui par conſéquent doivent être entendues par tous indiſtinctement,

devinrent de la plus grande obſcurité, & par conſéquent il fut très-difficile d'en acquérir la connoiſſance, & encore plus de les expliquer; ſur-tout quand les Juriſconſultes Normands eurent ſubſtitué, à la ſimplicité de la Loi féodale des Saxons, la fineſſe & la ſubtilité de celle de leur pays. Les maximes de la juſtice diſtributive furent bientôt inintelligibles. Ces réformateurs ſcholaſtiques tranſmirent à leur poſtérité, non-ſeulement leur dialecte, mais encore toute la ſubtilité de leur eſprit de chicane: de proche en proche cette fineſſe infecta tous les Juriſconſultes; on a depuis vainement eſſayé de remédier à ſon effet; pluſieurs Statuts ont été donnés pour arrêter ſes progrès, & pour rendre à notre droit coutumier ſon ancienne & noble ſimplicité: on y a réuſſi dans quelques parties, mais le mal n'a point été détruit en entier; de maniere, qu'aujourd'hui encore, on eſt obligé dans nos Cours de juſtice d'avoir recours à des moyens extraordinaires pour rendre la juſtice avec équité, & pour rendre aux Loix l'activité qu'elles doivent avoir, & que les ſubtilités de la juriſprudence Normande lui avoient ôté.

4°. L'uſage des combats ſinguliers, que les Nations du Nord ſuivoient pour la déciſion des affaires civiles & criminelles, fut

apporté par elles en France, & par les Normands dans notre Isle, & à la fin du cinquieme ſiecle on avoit aſſujetti en France ces ſortes de combats à des regles & des formes; mais ces formes & ces regles n'empêchoient pas qu'ils ne fuſſent contraires aux principes & à la morale de la religion chrétienne. Cette conſidération, qui auroit dû être d'un grand poids, n'empêcha ni leur établiſſement ni leur durée, ils étoient plus analogues au génie d'une Nation guerriere & conquérante, que les longueurs des juſtices ordinaires.

5°. La cinquieme & derniere altération que ſouffrirent nos Loix fut certainement la plus importante, ſoit qu'on la conſidere relativement à l'Etat civil ou à l'Etat militaire; ce fut l'établiſſement des tenures féodales dans toutes les terres. Il s'en enſuivit une multitude de droits oppreſſifs, tels que ceux d'aubaine, d'aide, de relief, de premiere ſaiſine, de curatelle, de mariage & d'aliénation. La légitimité de ces droits étoit fondée ſur la maxime, que toutes les terres en Angleterre étoient tenues médiatement ou immédiatement de la Couronne.

L'époque de l'établiſſement de cette doctrine fut auſſi celle d'une eſpece d'eſclavage, ſous lequel gémiſſoit toute la Nation; elle

étoit telle, il eſt vrai, qu'il convenoit à un Prince guerrier, ambitieux & politique de l'établir. Les conſciences elles-mêmes ne jouiſſoient d'aucune eſpece de liberté, elles étoient dirigées vers la crainte & la ſoumiſſion par les Eccléſiaſtiques, qui tous étoient dévoués au pouvoir de l'étranger. Mais ces mêmes Eccléſiaſtiques, ſe croyoient & vouloient qu'on les crût indépendans du pouvoir civil. Cette prétention, apportée de Rome, étoit ſoutenue par la ſuperſtition, & cet eſprit ſuperſtitieux fut toujours nourri avec le plus grand ſoin, depuis l'arrivée du Moine Auguſtin juſqu'à la conquête des Normands, par des pratiques & des opinions qui n'avoient point d'autre but que de rendre les peuples ſuperſtitieux, & qui en même temps favoriſoient les vues ambitieuſes du Clergé, & ſur-tout celles des Papes; telles, par exemple, la ſuprématie & l'infallibilité de ceux-ci.

Nos Loix, après la conquête, étoient écrites, ainſi que les priéres, en langue étrangere; de maniere que ni les unes ni les autres ne pouvoient être entendues du plus grand nombre des citoyens. A l'ancienne forme de juger les procès par un Juré, & d'après les dépoſitions des témoins, on avoit ſubſtitué, comme nous l'avons dit, les combats ſinguliers. La Loi des

forêts avoit ôté aux poſſeſſeurs des terres les moyens de diſſipation & d'amuſement; les habitans mêmes des villes étoient dans l'oppreſſion : à huit heures du ſoir, il falloit qu'ils éteigniſſent leur feu & leur lumiere, au ſon de la cloche que l'on appelloit, le *couvre-feu*. Au défaut de propriétaires, toutes les terres revenoient au Roi, une grande partie du produit de ces mêmes terres lui étoit donné par la Loi; il pouvoit en diſpoſer, & en diſpoſoit en effet en faveur des Normands, de préférence aux autres; & au moyen de ces conceſſions, ces Normands devenoient vaſſaux immédiats de la Couronne, & étoient eux-mêmes impunément les tyrans de leurs vaſſeaux en exercant arbitrairement les droits de confiſcation, de taillage, d'aides, &c. que la Loi féodale leur donnoit. Au moyen du ſervice de Chevalerie, que la Couronne étoit en droit d'exiger, elle avoit toujours à ſa diſpoſition une armée de 60000 ſoldats, qui, ſous peine de confiſcation de leurs terres, devoient toujours être prêts à marcher, en cas d'invaſions étrangeres ou de troubles domeſtiques. C'étoient les Juifs & les Lombards qui nous fourniſſoient les productions des arts & manufactures étrangeres. Notre flotte, qui, du temps du Roi Edgar, nous avoit rendu re-

doutables ſur mer, étoit à peine connue de l'Europe. Lors de la conquête, le Clergé, les Barons & les ſoldats, tous étoient vaſſaux & par conſéquent ſubordonnés. Les bourgeois & les marchands détailleurs, qui habitoient les villes & les bourgs, étoient ſeuls réputés libres; le reſte des citoyens, qu'on nommoit *vilains*, étoient dans leurs dépendances.

Pour détruire un ſyſtême de ſervitude auſſi bien combiné, il fallut beaucoup de peine & de temps; pluſieurs générations ſe paſſèrent avant que nos ancêtres ayent pu recouvrer la liberté naturelle, à laquelle ils avoient droit de prétendre, & pour l'aſſurer à leur poſtérité, telle qu'elle eſt aujourd'hui & telle que nous en jouiſſons. Cette liberté, de quelque maniere qu'on l'enviſage, ne peut jamais être conſidérée comme une uſurpation faite à la Couronne. Cette odieuſe opinion a cependant été admiſe par quelques écrivains du dernier ſiecle, vendus au pouvoir Royal. Notre état de liberté, tel qu'il eſt aujourd'hui, étoit celui dont jouiſſoient nos ancêtres, les Saxons; ils en avoient été injuſtement privés avec beaucoup de peine & de ſoins. Nous avons rétabli notre liberté dans ſon état primitif; mais il nous a fallu

beaucoup d'années pour achever ce grand ouvrage.

Guillaume le Roux adoptant le ſyſtême de ſon pere, l'étendoit même pour ce qui regardoit les forêts, Henri I, ſon ſucceſſeur voulant regagner l'amitié de ſes peuples & ſe les attacher; remit en vigueur les Loix ſages & modérées d'Edouard le Confeſſeur, il donna une Charte par laquelle il ſe dépouilloit du droit de mariage, de tutelle, de relief; mais il conſerva le ſervice militaire dû par le Vaſſal & introduit par Guillaume le Conquérant; il détruiſit auſſi l'odieuſe Loi du couvre feu, car quoiqu'il en ſoit fait mention plus d'un ſiecle après, le ſon de cette cloche n'étoit plus employé que comme toxin, & pour avertir les citoyens d'être ſur leur garde, lorſqu'il arrivoit quelque événement qui demandoit du ſoin & de la vigilance. Le Code des Loix de Henri I, n'étoit à proprement parler qu'une compilation de celle d'Edouard le Confeſſeur dont il avoit changé quelques-unes, & ſupprimé pluſieurs relativement aux temps & aux circonſtances; ſur-tout pour celle qui regardoit les Cours foncieres. Ces Loix de Henri I, renferment auſſi pluſieurs diſpoſitions nouvelles pour ce qui regarde la punition des crimes, ſur-tout celle du larcin, que ces Loix placent au nombre des crimes capi-

taux. Il y a auſſi dans le Code de Henri I, quelque diſpoſition relative aux terres, & ſur-tout au droit de deſcendance ; par les Loix Saxones, les biens fonds étoient, après la mort du pere, partagés également entre tous les enfans mâles. Les Loix Normandes, en établiſſant le droit de primogéniture, donnoient à l'aîné ſeul la poſſeſſion des biens du pere. Henri I, reſtreignit ce droit & ne donna à l'aîné, excluſivement à ſes freres, que le bien principal du pere, *primum patris feudum*. Tout le reſte de la ſucceſſion devoit être partagé également entre tous les enfans. Le même Henri I, rendit au Clergé le droit d'élire les Evêques & les Abbés croſſés & mitrés, réſervant cependant dans tout ſon entier le droit de patronage, il conſerva auſſi à la Couronne la garde du temporel des Eccléſiaſtiques dans le cas de vacance, & réunit les juriſdictions Eccléſiaſtiques aux juriſdictions civiles ; mais cette réunion fut de peu de durée ; les Eccléſiaſtiques parvinrent bientôt à les faire de nouveau ſéparer, & en même temps ils firent aſſurer à leur Cour de juſtice d'une maniere irrévocable, la connoiſſance & l'exécution des diſpoſitions teſtamentaires. De tout ce que nous venons de dire, on peut juger combien les Loix de Henri I,

étoient encore éloignées de celles d'Edouard & des Saxons.

Etienne, ſuivant l'uſage des uſurpateurs, promit beaucoup, & tint peu, ſur-tout à l'égard des Loix foreſtieres; il faut cependant convenir que c'eſt à lui que nous devons principalement la diſtinction du droit civil & du droit canonique. De l'uſage qu'on fit de ce dernier, il s'enſuivit la doctrine des appels à la Cour de Rome.

Sous le regne de Henri II, à peine ſe reſouvenoit-on encore (tant elle étoit négligée) de la Charte de Henri I. Le droit de mariage, de tutelle & de relief s'exerçoit dans toute ſa rigueur; le droit de primogéniture n'étoit plus reſtreint. On s'attacha auſſi ſous le regne de ce Prince à mettre dans un nouvel ordre les Loix & à leur donner une forme plus réguliere: on peut juger de ce qu'on fit pour cela, par l'excellent ouvrage de Glanwill. Au reſte, quoique toutes les Loix de ce temps ne ſoient plus aujourd'hui d'aucun uſage, on peut cependant, en les comparant avec celles de Henri I, connoître combien elles leur étoient ſupérieures. Les diſputes à l'occaſion des Loix de Rome & de celles d'Angleterre continuerent avec plus de force que jamais; Rome vouloit dominer, & nos Loix s'oppoſoient à ſa domination; le Clergé

vouloit l'emporter ſur la Nobleſſe, & cette prétention, qui avoit commencé ſous le regne d'Edouard, étoit devenue en vieilliſſant plus forte & plus étendue. Quatre choſes principales furent faites ſous Henri II, contre la prétention du Clergé; contre celle de la Cour de Rome, & en faveur de la liberté nationale; 1°. Les Conſtitutions de Clarendon, 1164, qui ſapent par les fondemens le pouvoir Papal; qui annéantiſſent preſque en entier la prétention que le Clergé avoit d'être indépendant des juriſdictions ſéculieres; prétention qu'il avoit fait valoir avec force, & même avec une ſorte de ſuccès pendant les démêlés du Roi avec l'Archevêque Becket. 2°. L'inſtitution des Cours de gruerie *initinere*, pour l'établiſſement deſquels le Royaume fut diviſé en ſix diſtricts. Chaque diſtrict eut ſa Cour de gruerie particuliere, & chaque Cour eut des Juges nommés par le Roi; des Jurés y concouroient avec eux à l'inſtruction des procès; ces Cours de gruerie tenoient lieu des Cours foncieres, qui, du temps des Saxons, jugeoient ſommairement les affaires. Après l'anéantiſſement des Cours foncieres on en avoit tranſporté la connoiſſance à la Cour du Roi, *Aula Regis*, d'où elle paſſa aux Cours de gruerie. Comme la Cour *Aula Regis* n'étoit point ſéden-

taire, les plaideurs étoient exposés à de grandes dépenses, ils essuioient des longueurs considérables dans l'instruction & dans le jugement des procès, ce qui, dans les affaires de petite discussion, fait plus de mal que la justice même : & d'un autre côté les affaires de peu de conséquence ne demandent point d'avoir pour Juge des hommes qui ayent une connoissance étendue des Loix. Ce furent toutes ces considérations réunies, qui engagerent sans doute à faire l'établissement des Cours de gruerie sous Henri II. 3°. Les grandes assises qui furent établies sous le regne de ce Prince, pour juger les affaires qui auparavant se décidoient par le combat singulier. 4°. L'introduction de la redevance en argent pour tenir lieu du service militaire que le Vassal devoit à son Seigneur lorsqu'il marchoit à la guerre. C'est de ces redevances que sont venus les subsides accordés par le Parlement au Roi, puis après l'établissement de la taxe des terres.

Richard I, Prince brave & magnanime, aimoit avec une égale passion la guerre & la chasse, qui en est l'image : il remit en vigueur les Loix forestieres, & ajouta même à leur vigueur, ce qui produisit un mécontentement général dans toute la Nation. Cependant, suivant Matthieu Paris, ce fut ce Prince qui abolit la peine de la mutilation

qu'on infligeoit auparavant aux braconiers, auxquels on crevoit les yeux, on coupoit les pieds & les mains. Le même Prince fit auſſi un Code maritime; c'eſt la Loi d'Oleron, dont on fait encore uſage. Nous commençions alors à entrevoir que les vaiſſeaux ſont la force & la défenſe naturelle d'une Isle. Pour ce qui regarde la juſtice civile, Richard ne changea preſque rien à ce qui s'étoit pratiqué ſous ſes prédéceſſeurs, les Cours de gruerie, dont nous avons parlé, & les Loix concernant les Juifs qu'il promulgua, ſont les ſeuls établiſſemens remarquables qu'il fit, concernant la juſtice civile. La manie des croiſſades occupoient trop ce Prince, pour qu'il donnât une grande attention aux affaires du gouvernement. Sous le Roi Jean & Henri III ſon fils, les tenures féodales & les Loix foreſtieres furent obſervées avec la plus grande rigueur; il en arriva pluſieurs ſoulevemens de la part des grands Barons feudataires de la Couronne, l'effet de ces ſoulevemens furent l'établiſſement de ces deux Chartes fameuſes, qu'on peut appeller avec raiſon les Chartes de notre liberté; l'une fut la *grande Charte*, l'autre *Charte des Foréts*, données par Jean, & confirmées par Henri III. La Charte des forêts réforma pluſieurs abus qui ſe commettoient en faveur de la Couronne, & que l'ancienne Loi

Loi foreſtiere autoriſoit. La grande Charte, rétablit les Egliſes dans l'exercice de leur liberté; elle redreſſa pluſieurs griefs qui regardoient les tenures féodales, qui peut-être aujourd'hui nous paroîtroient de peu de conſéquence; elle aſſura au ſujet une protection décidée & sûre contre l'oppreſſion; elle mit ſa perſonne à couvert des punitions outrées & ſes biens des ſaiſies illégales, auxquelles il étoit auparavant expoſé, ſoit pour les actions injuſtes qu'on lui intentoit pour dette & pour les ſervices qu'il devoit à la Couronne, ſoit par l'exercice des prérogatives Royales dont la principale & la plus tyranniquement exercée, étoit le droit de pourvoirie & de premier achat. La même Charte rétablit la peine de confiſcation pour crime de félonie; elle déclara nulles toutes les franchiſes de chaſſe excluſive qui ſeroient par la ſuite accordées; elle défendit l'établiſſement des nouveaux péages; elle rendit au teſtateur la liberté de diſpoſer comme il voudroit de ſon bien mobilier, ordonnant d'ailleurs que les parties de bien, dont il n'auroit pas diſpoſé, fuſſent partagés entre ſa veuve & ſes enfans; elle établit le douaire des femmes ſur le pied où il eſt préſentement; elle interdit aux femmes toute eſpece d'appel du vivant du mari; elle fixa un poid & une meſure uniforme

pour tout le Royaume; elle donna de grands encouragemens au commerce par la protection qu'elle accorda aux marchands étrangers, & par la défense qu'elle fit d'aliéner les biens de main morte; elle défendit aux Juges d'apporter aucun délai à rendre la justice & surtout de la vendre; elle rendit sédentaire dans Westminster les Cours de justice; elle ordonna aux grands Juges du Royaume, de faire deux fois par an leur tournée dans tout le Royaume pour la tenue des assises; elle corriga les abus qui s'étoient introduit à l'occasion des témoins, des sermens & des preuves par combat; elle défendit aux Shériffs de tenir les plaids de la Couronne, & de prendre connoissance des affaires criminelles, soit pour la confiscation des biens, soit pour les peines corporelles; elle fixa le lieu & détermina le temps où devoit se tenir les Cours inférieures de justice; elle confirma tous les privileges de la Ville de Londres, ceux des autres Villes, Bourgs & Ports. De toutes ces dispositions on peut juger si c'est avec raison qu'on a donné le nom de grande à cette Charte, puisqu'elle empêche qu'un homme libre soit emprisonné, dépossédé de ces tenemens, franchises, &c. qu'il soit proscrit, banni, & lésé de quelque façon que ce soit dans sa personne & dans ses biens, si ce n'est

par un jugement légal de ſes Pairs & conformément au droit Coutumier, du lieu qu'il habite, ou de celui où eſt ſitué ſon bien.

Quelque grand que fut l'aſcendant que le Pape avoit en Angleterre, ſous les regnes des Rois Jean & Henri III, ſon fils, il ne put empêcher que l'uſage de l'Ordalie (épreuve par le feu & par l'eau) ne fût aboli. Si on lit avec attention le Traité de Bracton, on apperçoit aiſément que ce fut dans ce temps de trouble & de criſe que ſe perfectionna davantage notre ancien coutumier, ſurtout pour ce qui regarde l'inſtruction des procès. Nous ne devons pas non plus négliger d'obſerver que c'eſt dans la grande Charte qu'on trouve les premieres traces de la diſtinction de la grande & de la petite Nobleſſe, relativement à la réforme des Parlemens; &, quoiqu'il n'en ſoit point parlé dans la Charte de Henri III, nous avons, pour nous en tenir lieu, les ſommations faites aux Chevaliers, bourgeois & autres membres du Parlement, pour qu'ils ſe trouvent aux aſſemblées de ces mêmes Parlemens. Nous terminerons ici la ſeconde époque de l'hiſtoire de nos Loix.

La troiſieme époque commence au regne d'Edouard I, qu'on peut à juſte titre appeller le Juſtinien des Anglois; car ce fut ſous le re-

gne de ce Prince & par ſes ſoins que nos Loix furent les plus perfectionnées : auſſi Matthieu Hale dit-il, que ce Prince a plus fait pendant les treize années que dura ſon regne, en faveur de la juſtice diſtributive, que tout le reſte de nos Rois enſemble.

Il ſeroit trop long de détailler ici tous les réglemens différens qui furent faits pendant le regne de ce Prince. Il ſuffira de rapporter les principaux & les plus eſſentiels. 1°. Il confirma & rendit irrévocable la grande Charte & celle des forêts. 2°. Il poſa une barriere inſurmontable aux entrepriſes du Pape & du Clergé, & fixa les limites du pouvoir des Cours eccléſiaſtiques, & obligea les Evêques dépoſitaires des biens de ceux qui mouroient *ab inteſtat*, de payer leurs dettes. 3°. Il attribua à chaque Cour ſupérieure la juriſdiction qu'elle devoit avoir ; de maniere que celles du banc du Roi, des Plaids communs & de l'Echiquier ne puſſent plus, à l'avenir, avoir entre elles aucune conteſtation. 4°. Il fixa les bornes des Cours inférieures des Comtés, & reſtreignit leur juriſdiction à ce qu'elles étoient primitivement ; & par conſéquent, ne leur laiſſa que la connoiſſance des affaires de peu d'importance, dont l'objet, proportion gardée de la valeur de la monnoie, étoit approchant le même de ce

qu'il eſt préſentement. 5°. Il aſſura la propriété des ſujets par l'abolition des taxes arbitraires, auxquelles il ſubſtitua une levée d'impôt libre, volontaire & conſenti par le Conſeil général de la Nation. 6°. Il aſſura à la juſtice civile toute ſon intégrité, en empêchant qu'aucun ordre particulier arrêtât ſon exercice. 7°. Il établit une forme fixe pour les procédures faites à la Cour des Plaids communs; il détermina les amendes que ce Tribunal pouvoit prononcer, & cela relativement à ce qui ſe pratiquoit du temps des Saxons. 8°. Il établit un dépôt des actes publics; de maniere que nous avons peu d'autres actes authentiques avant ceux qui furent paſſés ſous ſon regne, à l'exception cependant de quelques-uns du regne de ſon pere. 9°. Il fit revivre l'uſage, ſuivi du temps du Roi Alfred, d'obliger les particuliers à veiller à la conſervation de la paix publique, & empêcher les vols par les gardes qu'il faiſoit, ſoit dans les villes, ſoit dans les campagnes. 10°. Il réforma pluſieurs abus relatifs aux tenures; & par le Statut *Quia emptores*, il ôta les entraves miſes ſur les aliénations. 11°. Il facilita aux créanciers le recouvrement de leurs créances, en leur donnant le pouvoir de faire vendre, non-ſeulement les biens mobiliers, mais auſſi les biens

immobiliers de leurs débiteurs, ce qui fut très-avantageux d'établir chez un peuple commerçant; ce fut auſſi en faveur du commerce qu'il donna un Statut, pour qu'à l'avenir les terres puſſent être grévées des dettes du commerce, ce qui ne ſe pouvoit auparavant ſuivant les Loix féodales. 12°. Il déclara le droit de patronage, un droit purement ſéculier, ce qui étoit contraire aux prétentions du Clergé, qui voulant ſe l'approprier, prétendoit qu'il étoit un droit purement ſpirituel. 13°. Par le Statut de main morte, Edouard ferma le gouffre de l'Egliſe, dans lequel toutes les propriétés du Royaume auroient été entraînées ſans ce Statut, tant étoient grandes & multipliées les fraudes qu'avoit imaginé le Clergé. 14°. Il permit la ſubſtitution des biens, qui lors de ſon établiſſement fut conſidéré comme plus important qu'elle ne l'eſt préſentement. 15°. Il mit tout le pays de Galles ſous la dépendance du gouvernement & des Loix des Anglois, ce qui a été confirmé depuis ſous le regne de Henri VIII. Il paroît que le deſſein d'Edouard étoit auſſi de réunir les cauſes en Angleterre, afin que toute l'Isle ne formât plus qu'un ſeul & même Royaume.

Je pourrois pouſſer plus loin ce détail, ſi je ne croyois que ce que je viens de dire eſt ſuffiſant pour faire connoître quel étoit le

plan d'Edouard pour l'adminiſtration de la juſtice ; ce plan au reſte, à quelque changement près, que les circonſtances ont obligé de faire, a été ſuivi juſqu'à nos jours. Les regles établies ſous ce regne, ſoit pour commençer une action juridique, ſoit pour l'inſtruction des procès, ont ſervi de modele, pour celles qui ont été établies depuis. Ces regles étoient ſimples, claires & fortes, point diffuſes & embarraſſées. Les traités qui ont été faits dans ce temps ſur les Loix, tels que ceux de Fleta, de Brittone, de Hengham & autres, ont ſervi de guide juſqu'au temps où l'on toucha aux tenures militaires. Au reſte, tout ce qu'a fait Edouard, ne peut être regardé que comme une confirmation de la grande Charte, & on peut avec raiſon donner à ce Prince le nom de glorieux, de pere de la liberté Angloiſe, qui commença alors à lever hardiment la tête, quoiqu'elle fut encore accablée du poids des tenures militaires, qui pendant pluſieurs ſiecles ſuivans l'ont encore oppreſſé.

Je ne puis donner des preuves plus convaincantes de la bonté des Loix d'Edouard, que les ſoins qu'on a pris juſqu'au régne d'Henri VIII pour empêcher leur altération. Les changemens qu'on y fit ont été peu conſidérables, ſur-tout pour ce qui concerne les formes judiciaires.

Sous Edouard II & Edouard III, le peuple avoit jouit du droit d'élire les Magiſtrats ſubordonnés, les Shériffs & les Juges de paix : ſous Edouard III, les juſtices de paix furent établies, la Chambre des Communes du Parlement fut ſéparée de celle des Seigneurs ; on abolit l'uſage d'écrire les procédures en François, elles furent écrites en Latin. Sous le même Edouard III, on commença à s'occuper ſérieuſement du commerce. Pour favoriſer les manufactures, on défendit l'exportation des laines du pays, & l'importation des toiles & des fourures étrangeres ; on attira les ouvriers des Nations voiſines, & on excita leur induſtrie par des encouragemens puiſſans. La légiſlation entiérement occupée des moyens d'étendre le commerce extérieur, facilita les établiſſemens des marchés des tapes, & pour aſſurer le crédit des Marchands, elle donna un Statut qui leur permettoit d'hypothéquer leur terre pour sûreté de leurs emprunts. L'augmentation du commerce produiſant néceſſairement celle du mobilier des citoyens ; on donna une Loi pour obliger les adminiſtrateurs nommés par la Loi, d'employer le produit des biens de ceux, qui mouroient *ab inteſtat* à payer leurs dettes, & le reſte à être diſtribué à leurs héritiers ; auparavant les Officiers de la juſtice de

l'Evêque, maîtres de ces biens, les employoient en des œuvres pies. Le Statut de *præmunire* fut donné pour arrêter les entrepriſes des Papes, & en même temps on ordonna que les Egliſes qui appartenoient aux Monaſteres ſeroient déſervis à l'avenir par des prêtres ſéculiers ; ce ſont tous ces différens établiſſemens qui donnerent à notre législation du quatorzieme ſiecle un luſtre qu'elle n'avoit pas auparavant, & qui fut cependant un peu terni par l'eſprit de perſécution qui, à l'aide du Clergé, s'introduiſit dans nos Loix.

Depuis ce temps juſqu'au regne de Henri VII. Les guerres civiles, les conteſtations qui s'éleverent à l'occaſion des droits de la Couronne nous occuperent tellement, que nous ne pensâmes point améliorer nos Loix ; *nam ſilent legis inter arma* ; c'eſt cependant à ces conteſtations que nous devons l'heureuſe perte des riches & vaſtes domaines que nous poſſédions dans le continent, je dis heureuſe, car nos Princes n'étant plus diſtraits, & par le Gouvernement des poſſeſſions qu'ils avoient en France, s'occuperent davantage du Gouvernement intérieur de ce pays. Ce fut auſſi dans ce temps que pour empécher l'effet des ſubſtitutions, nous employâmes les mêmes moyens, dont le Clergé s'étoit ſervi avec ſuccès, pour empêcher l'effet du Stat. de main-

morte. Le but d'Edou. IV, en délivrant les biens des entraves de la ſubſtitution, fut de les rendre plus ſuſceptibles des confiſcations, par un motif différent les propriétaires, à l'exemple du Clergé, admirent les jouiſſances ſimulées.

Les Miniſtres de Henri VII, pour ne pas dire lui-même, tout occupés du ſoin de remplir les coffres de leur Maître, mirent tout en uſage pour faire revivre pluſieurs Loix pénales qui étoient preſque oubliées. La paſſion de Henri VII, pour l'argent fut le principe de pluſieurs changemens qui ſe firent alors dans nos Loix, ce fut auſſi pour ſatisfaire cette paſſion avec plus de facilité que fut établie la Chambre étoilée, & qu'on revêtit cette juriſdiction tyrannique d'un pouvoir ſans borne auſſi dangereux qu'inconſtitutionnel, tant pour les perſonnes que pour les propriétés : on y recevoit toutes les plaintes qui auroient dû être portées devant la Cour des aſſiſes ou devant les juſtices de paix; par ce moyen on multiplioit les peines pécuniaires. On fit le Statut des amendes, on détruiſit les ſubſtitutions, afin que les propriétaires euſſent plus d'occaſion de forfaiturer & d'être enſuite attaqués en juſtice, & y être condamnés à payer l'amende pécuniaire fixée par la Loi pour la réparation de la forfaiture. L'uſage du privilege du Clergé, au moyen duquel la vie

& l'héritage du coupable étoit mis à couvert de la confiſcation, fut réduite à une ſeule fois ſeulement. Pour les poſſeſſeurs des terres l'ordre de *capiás* fût introduit afin de multiplier les proſcriptions, & par conſéquent les confiſcations faites au profit de la Couronne; il eſt vrai que le Statut qui établit le *capiás*, ne fut qu'une modification d'une Loi plus ancienne donnée auſſi pour groſſir les produits de l'Echiquier.

Ce fut au regne de Henri VIII, lors de la réformation, que commença la quatrieme époque de l'hiſtoire de nos Loix : cette réformation commencée & achévée par ce Prince, & perfectionnée par ſes enfans, ouvrit une nouvelle ſcene relativement à tout ce qui regardoit les affaires Eccléſiaſtiques. L'autorité du Pape fut entiérement & pour toujours anéantie dans ce pays; toute eſpece de liaiſon entre notre Iſle & la Cour de Rome fut tout-à-fait interdite; nos Souverains furent revêtus d'une ſuprématie entiere, tant ſur les perſonnes Eccléſiaſtiques que ſur les affaires ſpirituelles. La Couronne exerça ſeule & entiérement le droit de nommer aux Evéchés, & à tous les bénéfices vacans, auxquels les Papes auparavant nommoient ou donnoient leur conſentement à la nomination qui en étoit faite. Les juriſdictions Eccléſiaſtiques ne furent plus ſéparées

des juriſdictions ſéculieres, & les choſes à cet égard furent rétablies comme elles l'étoient du temps des Saxons. Tels furent les changemens que la réformation occaſionna dans nos Loix, pour ce qui regardoit les affaires des Eccléſiaſtiques.

Il y eut auſſi alors pluſieurs changemens dans nos inſtitutions civiles, relativement ſurtout aux propriétés, tels furent le Statut des teſtamens & celui des jouiſſances. Le premier de ces Statuts permit de diſpoſer de ſes biens immobiliers par teſtament, ce que le teſtateur ne pouvoit faire auparavant; le ſecond détruiſit les entraves miſes aux jouiſſances par le droit coutumier, & contre leſquelles il falloit avoir recours aux Cours d'équité; le pouvoir qu'exerçoit ces Cours juſte & raiſonnable, dans ſon principe, étoit ſouvent exercé trop arbitrairement: avec le temps leur juriſdiction devenue plus modérée, plus juſte & plus légale, ſe perfectionnerent, & parvinrent au point où elles ſont aujourd'hui. Le Statut des uſages & un autre de la même antiquité, faite pour favoriſer la réverſion des biens donnés en uſufruit, produiſit un changement conſidérable dans la maniere de tranſporter les biens. L'ancienne maniere d'aſſurer la poſſeſſion par donation à perpétuité, & l'acte de ſe mettre en poſſeſſion de la terre donnée, eſt devenue

plus rare, depuis que par le Statut des jouiſſances, on peut transférer la propriété d'un bien par hipothéque ou par contrat de mariage.

Sous Henri VIII, on attaqua auſſi les ſubſtitutions, elles furent réduites à ce qu'elles étoient avant le Statut *de donis*, & aſſujetti à l'hypothéque pour dette. Sous ce regne fut auſſi faite la Loi qui permet aux créanciers de vendre les biens des banqueroutiers, & qui ordonne la punition de ceux qui ſont reconnus être banqueroutiers frauduleux. Cette Loi convenoit très-fort à un pays commerçant. La réunion parfaite du pays de Galle à l'Angleterre produiſit encore ſous ce regne un grand changement dans l'adminiſtration de la juſtice, puiſqu'au moyen de cette réunion pluſieurs privileges abuſifs étant détruits. L'adminiſtration de la juſtice fut uniforme pour tout le Royaume. Pluſieurs autres améliorations qui furent faites, & pluſieurs abus qui s'étoient gliſſés dans l'adminiſtration ſous le regne de Henri VII qui furent réformés, rendront à jamais mémorable celui de ſon fils Henri VIII, qui eſt une époque remarquable dans l'hiſtoire de nos Loix.

On doit cependant obſerver que pendant les dernieres années de ce regne, la prérogative royale fut ſouvent exercée d'une maniere

tout-à-fait tyrannique, & ce qu'il y eut de pis ce fut que cette tyrannie étoit autorisée par la Loi, tel par exemple, par celle que donna un lâche Parlement, pour que les proclamations Royales eussent la même force que les actes parlementaires. A cette Loi oppressive on peut ajouter les Loix ridicules, qui mirent au nombre des crimes de haute trahison, des actions, qui en elles-mêmes n'avoient aucun des caracteres de ce crime : nous en avons parlé dans un des Chapitres précédens. Heureusement pour la Nation qu'au regne despotique de ce Prince succéda celui d'un Prince, dont le caractere étoit doux & qui pendant son regne de trop peu de durée, abolit les Loix extravagantes qui avoient été faites pendant celui de son pere. Sous le regne de Marie, on fit plusieurs Loix salutaires & favorables au peuple, qui purent faire oublier les mesures cruelles & sanguinaires, que prit cette Princesse fanatique pour établir l'ancienne religion ; tout ce qu'elle fit pour cela fut détruit par l'Auguste Reine qui lui succéda, Elisabeth.

L'avénement de cette Princesse au Trône fut pour nous un événement heureux, auquel nous devons le rétablissement de notre liberté religieuse. Les Loix qui furent faites alors contre les papistes & les non conformistes

étoient, il eſt vrai, auſſi cruelles & auſſi oppreſſives que celles, qui avoient été faites en leur faveur ſous le regne précédent. L'exécution des Loix des forêts fut confiée à l'adminiſtration de la juſtice civile, elles furent miſes ſur un pied régulier & conformément à ce que ces Loix étoient du temps d'Edouard I. Tous les abus qui s'étoient introduits après la Conquête, furent réformés ou entiérement abolis. L'ancienne Conſtitution Saxone perfectionnée fut rétablie, à l'exception cependant de ce qui regardoit les tenures féodales, introduites par les Normands pour donner plus de force & d'étendue à la prérogative Royale; tels furent les changemens qui ſe firent pendant le regne d'Eliſabeth. Nous devons ici remarquer, qu'à l'abus ancien d'enrichir le Clergé & les maiſons religieuſes, il s'en établit un autre après la réformation; car les premiers Princes de la Maiſon de Tudor, s'étant emparés de tous les biens de l'Egliſe, les diſtribuerent avec une ſorte de profuſion à leurs favoris, au point qu'ils laiſſerent pluſieurs de nos Evéques & des menbres de notre nouvelle Egliſe ſans moyens de ſubſiſter convénablement & décemment : il en réſulta un Statut pour empêcher à l'avenir l'aliénation des terres & des dimes appartenant aux Egliges & aux Univerſités. La deſtruction

des Monaſteres produiſit une diminution conſidérable d'aumône, de maniere que le nombre des néceſſiteux étant conſidérablement augmenté, on fut obligé de faire un nouveau plan d'adminiſtration plus humain & plus utile, que celui qu'on ſuivoit auparavant pour les ſecourir, les pauvres ne furent plus nourris ni habillés, au dépend du public mais on leur fournit les moyens de ſubſiſter, en leur fourniſſant les moyens de travailler, par-là on empêcha qu'ils ne fuſſent à charge à l'Etat, & on les mit dans l'impoſſibilité de troubler, comme par le paſſé, la tranquillité publique.

Si on conſidere tout ce qu'a fait la Reine Eliſabeth, relativement à la politique & à l'adminiſtration de la juſtice, on doit lui pardonner les changemens qu'elle a faits relativement à ſon autorité. Eliſabeth fut une grande Princeſſe, elle aima ſon peuple, fit fleurir le commerce nationnal, accru les richeſſes de l'Etat, maintint l'adminiſtration de la juſtice dans toute ſon intégrité, força nos voiſins à reſpecter la Nation, & rendit ſes ſujets heureux. Le rétabliſſement de la Chambre étoilée, le pouvoir illimité qu'elle accorda à la Cour de haute commiſſion pour les affaires Eccléſiaſtiques, ternirent ſon regne, ainſi que la grande diſtance qu'elle mit toujours entre elle & ſon Parlement. Elle exerça,

exerça, il eſt vrai, le pouvoir arbitraire, c'eſt un reproche qu'on peut juſtement lui faire; mais en méme temps il faut convenir qu'elle ne s'en eſt ſervi que rarement pour opprimer les individus : ſon goût ne la portoit point à la tyrannie, elle avoit le pouvoir de l'exercer, & on doit lui ſavoir gré d'avoir malgré cela rendu ſes peuples heureux. On ne peut cependant point diſconvenir que ſous ſon regne la liberté Angloiſe ne fût encore bien éloignée de ce qu'elle étoit anciennement, car enfin la liberté du ſujet ne conſiſte pas dans la modération du Souverain, mais dans les limites de ſon autorité; de maniere que ſi le Souverain d'un pays a une autorité ſans borne, on ne peut pas dire que ce pays ſoit un pays libre, parce que ſon Souverain ne fait pas uſage de ſon pouvoir.

Le grand changement fait dans les Coutumes & dans les propriétés, préparent par degrés les révolutions qui ſe font dans les gouvernemens, & juſqu'à ce que ces révolutions ſoient arrivées à leur point, les Souverains ordinairement exerçent un pouvoir preſque arbitraire, & plus le moment approche de la révolution, plus auſſi ce pouvoir eſt grand & étendu, & par conſéquent plus les moyens employés pour effectuer cette révolution, ſont forts & puiſſans. On peut s'en convaincre en liſant l'hiſtoire des guerres que ſe ſont faites les

Maiſons d'Yorck & de Lancaſter, pendant leſquelles tout le pouvoir fut partagé entre le Roi, la Nobleſſe & le Clergé. Le peuple étoit plongé alors dans la plus grande ignorance : avant les progrès du commerce, ſon mobilier étoit bien peu conſidérable en comparaiſon de ce qu'il a été depuis : les biens mobiliers étoient alors dans l'indépendance abſolue du Seigneur féodal, ce Seigneur étoit un Baron puiſſant ou une forte Abbaye, ou quelquefois auſſi le Roi lui-même ; alors on avoit des notions générales de la liberté : celle de la Conſtitution occupoit ſeule les perſonnes qui s'intéreſſoient à la liberté des individus, au point même qu'on croyoit que la protéger, c'étoit ſe rendre coupable du crime de ſédition & de rébellion. Nos ancêtres n'entendirent qu'avec une eſpece d'horreur les déclamations outrées d'un Cade & d'un Tyler ; ils s'indignerent même contre leurs entrepriſes téméraires, peu-à-peu l'eſprit des peuples s'eſt éclairé & il a connu les vrais principes de la liberté ; mais ſon zele pour elle n'eſt devenu plus ardent, que quand on lui a préſenté avec modération les dangers qu'elle couroit & ſur-tout quand les Sydney, les Lock & les Milton, ont employé pour le convaincre des argumens ſolides.

L'invention de l'Imprimerie donna aux

hommes plus de moyens d'acquérir des connoiſſances & de les tranſmettre à leur poſtérité : la réforme qui vint enſuite aiguillonant l'amour-propre des hommes, les excita à acquérir de nouvelles lumieres : le commerce & la navigation s'accrurent & ſe perfectionnerent, tant par l'uſage de la Bouſſole que par la découverte des Indes ; l'eſprit alors éclairé par les ſciences, aggrandi par les obſervations, fortifié par le travail, il arriva que l'homme connut mieux quels étoient ſes véritables droits, & il ſentit toute la dignité de l'eſpece humaine. Le marchand opulent poſſéda de grandes richeſſes, le peuple connut l'aiſance & ſut en jouir : mais le Clergé & la Nobleſſe, qui auparavant avoient pu luter contre l'autorité Royale, & qui jouiſſoient ſeuls de la richeſſe & de la puiſſance, perdirent alors beaucoup de l'une & de l'autre. Les fraudes du Clergé étant découvertes, on connut l'abus qu'il avoit fait de ſon pouvoir, tant pour le ſpirituel que pour le temporel, & il fut expoſé à tout le reſſentiment du peuple, dépouillé de ſes riches poſſeſſions dont pluſieurs étoient uſurpées, il ſe trouva réduit à craindre même pour ſa propre exiſtence. La Nobleſſe déja appauvrie par les rafinemens du luxe auquel elle s'étoit inconſidérément livrée, & que l'introduction des arts étrangers

lui avoit fait connoitre, rougiſſoit d'être égalée, & quelquefois même ſurpaſſée en magnificence par le bourgeois. Pour pouvoir ſoutenir la concurrence, la Nobleſſe aliéna ſon patrimoine, ſon pouvoir diminuant alors en proportion que diminuoit auſſi la conſidération, elle perdit preſque toute l'influence qu'elle avoit dans le gouvernement. Le Roi au contraire, enrichi par la poſſeſſion des biens des Monaſteres, dont il s'étoit emparé; par l'établiſſement d'une foule de nouveaux droits, étoit preſque indépendant: il avoit beaucoup de fierté; & les Communes qui faiſoient peu d'attention à l'étendue du pouvoir Royal, favoriſoient encore ſon accroiſſement par le peu de ſoin qu'elles prenoient d'examiner ſur quoi étoit fondé ce pouvoir, lors même qu'il exigeoit ſans ceſſe d'elle de nouveaux impôts & de nouvelles taxes pour remplir l'Echiquier. Cette indifférence des Communes venoit du deſir que ceux qui les compoſoient avoient d'acquérir de nouvelles richeſſes: tout entiers au ſoin de conſerver celles qu'ils poſſédoient, ils ne s'occupoient que des moyens d'en jouir. D'ailleurs les Communes s'eſtimoient heureuſes d'être délivrées de l'inſolence & de la tyrannie des Gentils-hommes, & faiſoient peu d'attention aux ſuites que pourroient avoir les entrepriſes multipliées de la prérogative

Royale, ni au droit qu'elles avoient de s'y oppoſer. Auſſi depuis la mort de Guillaume le Conquérant, on n'avoit jamais vu le pouvoir deſpotique s'exercer avec autant de force & d'étendue qu'on le vit pendant les dernieres années du regne de Henri VIII. La Prérogative Royale que la Loi Commune donnoit au Roi, étoit alors portée au plus haut point qu'il fût poſſible, d'autant qu'elle étoit autoriſée par les actes même du Parlement.

La Reine Eliſabeth & les autres Princes de la Maiſon de Tudor, ont tous joui d'un pouvoir ſemblable à celui de leurs peres, ils l'ont même quelquefois exercé avec plus de dureté que lui. La ſituation critique de la Reine Eliſabeth, tant par rapport à ſa légitimité, qu'on pouvoit lui conteſter, que par rapport à la Religion; ſa haine pour l'Eſpagne, la jalouſie qu'elle avoit conçue pour la Reine d'Ecoſſe, tout cela fut, plutôt que ſon impuiſſance, la cauſe de la modération qu'elle fit paroître dans pluſieurs occaſions. Elle avoit trop de lumiere pour ne pas connoître les droits de ſon peuple, & ſes Conſeillers étoient trop bons politiques pour lui conſeiller de provoquer les Communes. Eliſabeth eut la ſageſſe de jetter même un voile ſur la partie la plus odieuſe de ſa prérogative, quoique moins riche depuis que les biens Eccléſiaſti-

ques avoient été distribués à ceux qu'on avoit voulu enrichir, elle ne demanda des subsides qu'avec la plus grande modération. Son économie d'ailleurs étoit si grande & l'emploi qu'elle faisoit de ses revenus paroissoit si raisonnable, que les Communes s'estimoient hereureuses toutes les fois qu'elles lui accordoient des subsides, & quelques grands qu'aient été les besoins de cette Princesse pendant un demi-siecle qu'elle regna, elle sut par sa sagesse, sa bonne conduite & les dispositions favorables qu'elle paroissoit avoir pour la Nation, conserver l'affection de ses peuples à un point qu'il est difficile de le croire.

Lorsque Jacques I, monta sur le Trône, il ne chercha point à augmenter la prérogative Royale, pour une main aussi foible que la sienne : le Sceptre dont il avoit hérité n'étoit déja que trop pesant, aussi ne fut-on pas long-temps à s'appercevoir de sa pesanteur ; & quoiqu'il n'exerça qu'un pouvoir que l'usage sembloit avoir rendu inhérent à sa dignité & le lion endormi se reveilla ; le peuple alors s'étonna d'entendre le Roi & ses Ministres soutenir une doctrine qui lui paroissoit tout-à-fait contraire à la liberté, au droit de la propriété & à tous les droits même de l'humanité ; examinant avec attention cette doctrine, le peuple trouva qu'elle étoit

appuyée ſur de frivoles raiſonnemens, & que toutes les prétentions du Roi étoient mal fondées : il crut que le ſens commun ſeul ſuffiſoit pour croire que l'origine du pouvoir ne pouvoit venir que de lui ; & que s'il l'avoit pu donner, il pouvoit le retirer ; que ni le temps, ni tout ce qui s'étoit paſſé, ne le privoit point du droit de révoquer ce qu'il avoit précédemment concédé ou toléré. Les Chefs du parti oppoſé à la Cour, ayant, pour ainſi dire, tâté le pouls du peuple, trouverent qu'il avoit une ſorte de diſpoſition à ſeconder leurs vues, & qu'il ſe porteroit facilement à la réſiſtance : profitant alors de la foibleſſe de l'ame du Souverain, ils formerent de petites attaques qui leur réuſſirent ; ils obtinrent d'abord qu'on ſupprimeroit les priviléges des Monopoleurs ; qui n'avoient point été cancélés, & le pouvoir de diſpenſe ; ils forcerent le Roi à inviter tous ſes ſujets à lui faire des repréſentations, lorſque par malheur le miniſtere ſaiſiroit quelque idée préjudiciable à l'Etat. Au reſte, on fit peu de choſe ſous le regne de ce Prince, relatif à la juſtice civile. Les aſyles furent ou fort limités ou abolis, & on régla les circonſtances qui pouvoient faire excuſer les banqueroutes. Quant à la juſtice criminelle, la maniere dont devoit ſe faire les informations, fut réglée ; on établit

toutes les peines réfervées à la félonie contre les ſorciers & les magiciens ; mais ce qui contribua le plus à l'avancement de la juſtice, fut la diſpute qui s'éleva ſous le regne de Henri VII, entre Sir Edouard Cocke & le Lord Elleſmer.

Lorſque Charles I, monta ſur le Trône, il entreprit de mettre en vigueur pluſieurs droits abuſifs, que le Roi Jacques ſon pere avoit négligé d'exercer, entr'autres les prêts forcés & de bienveillance; les empriſonnemens arbitraires de ceux qui refuſoient de prêter au Roi ; l'exercice du pouvoir de la Loi martiale, en temps de paix tout cela fut fait au commencement du regne de ce Prince. Le milieu de ſon regne fut auſſi obſcurci par des actes encore plus contraires à la liberté de la nation, & ſa fin fut marquée de ſang, ſuivie de troubles & de confuſions. Il eſt bon de remarquer que la pétition de droit qui fut donnée ſous ce regne, abolit tous les droits injuſtement exercés par le Roi, & que cette pétition de droit produiſit un grand changement dans notre Conſtitution ; mais ne détruiſit point le pouvoir tyrannique des Loix foreſtieres, qui avoient été remiſes en vigueur par ce Prince, très-mal à propos ; elle ne ſupprima point non plus la juriſdiction de la Chambre étoilée & celle de la haute

commiſſion, quoique toutes deux reconnues pour être entiérement contraires à la liberté, & n'être qu'une uſurpation de la Couronne. Si à cela nous joignons l'uſage de ne pas aſſembler les Parlemens; les procédures injuſtes & tyranniques des Cours Eccléſiaſtiques, dans ce qui n'étoit point de leur compétence, enfin la levée arbitraire du droit de pronadage & tonnage, & la taxe des vaiſſeaux, nous jugerons combien, malgré la pétition de droit, il reſtoit encore de réforme à faire en faveur de la Conſtitution nationale. Il eſt vrai cependant qu'avant que la rébellion éclatât, le Roi s'étoit déſiſté de toutes ſes prétentions illégales, & qu'il avoit même conſenti à l'abolition de tous les prétendus droits de la Couronne; qu'on avoit donné un Statut pour qu'à l'avenir les Parlemens fuſſent triennaux; pour que la Chambre étoilée & la Cour de haute Commiſſion fuſſent abolies; pour fixer l'étendue des forêts; pour limiter le pouvoir de la Loi foreſtiere; pour anéantir la taxe des vaiſſeaux, ainſi que toutes autres exactions; enfin pour donner les prérogatives de la Chevalerie à tous les tenans *in capite* du Roi. Il eſt vrai que toutes ces conceſſions étoient forcées, & que perſonne n'ignoroit qu'elles n'étoient faites que pour regagner l'affection du peuple, & éloigner le danger que

couroit le Roi ; de maniere qu'on ne lui fu aucun gré de ſa condeſcendance ; & la méfiance qu'on avoit de ſa ſincérité fit qu'on s'éloigna de plus en plus de lui. Cette réputation de mauvaiſe foi eſt le plus grand malheur qui puiſſe arriver à un Prince ; celle de Charles I, étoit telle que, ne faiſant nulle attention aux entraves qu'il donnoit lui-même à ſa prérogative, on ne put perdre le ſouvenir de l'extenſion qu'il lui avoit donné au commencement de ſon regne. On jugea que ſa conduite étoit tout-à-fait contraire à ſes principes, & quelqu'actions inconſidérées & quelques expreſſions peu meſurées qu'il ſe permit dans ces momens critiques, acheverent de le rendre tout-à-fait odieux. Les chefs de la rebellion, profitant de ces diſpoſitions du peuple, ſe rendirent maîtres de ſon eſprit, furent abſolus dans le gouvernement, devinrent d'une inſolence extrême, cacherent leurs vues ſous le maſque de l'hypocriſie, rendirent les ſoldats enthouſiaſtes, &, à leur aide, détruiſirent l'Egliſe & la Monarchie, & firent mourir ſur un échafaud leur Souverain. Dans les temps de confuſions & de déſordres, qui ſuivirent ce funeſte événement, les principales Loix qu'on fit, furent pour rétablir de nouvelles épreuves, abolir les tenures féoda-

les, rétablir l'art de la navigation & quelqu'autres de moins de conſéquence.

V. La cinquieme époque de l'hiſtoire de nos Loix commence immédiatement après la Reſtauration. Les tenures militaires avoient toujours paru contraires à la liberté nationale, tant par rapport au principe de leur doctrine, tout-à-fait oppoſé à la liberté, qu'à cauſe des ſuites fâcheuſes que cette même doctrine pouvoit avoir. Auſſi-tôt après ſon établiſſement ſur le Tróne, Charles II abolit ces tenures, en conſervant cependant le droit de confiſcation, en cas de haute trahiſon & de félonie; & de réverſion à la Couronne, à défaut d'héritier légitime ou capable de poſſéder les fiefs. Le rétabliſſement de ce Prince & celui de notre ancien Gouvernement fut l'événement le plus heureux qui pût arriver à la Nation; car, quoique le regne de Charles II ait été impie, ſanguinaire & turbulent, pluſieurs circonſtances qui ſe ſont réunies pendant ſa durée en faveur de notre liberté, ont concouru pour en aſſurer la durée. Le rétabliſſement du Trône fut ſuivi de celui de la religion, & la liberté nationale redevint ce qu'elle étoit avant la Conquête; temps où elle avoit été détruite, ou conſidérablement altérée par la rigueur des tenures militaires auxquelles cette rigueur avoit

donné un caractere de tyrannie & d'oppreſſion, tant par le fardeau qu'elle faiſoit porter aux biens, que par les embarras qu'elle cauſoit aux ſujets. L'abolition de ces tenures militaires que fit Charles II, dégagea les biens & affranchit leurs poſſeſſeurs par l'établiſſement de l'*habeas corpus*, que fit ce même Prince; les perſonnes acquirent une nouvelle sûreté, même dans le cas de l'empriſonnement : ainſi on peut regarder le Statut qui détruiſit les tenures militaires, & celui qui a établit l'*habeas corpus*, comme une nouvelle grande Charte. Celle du Roi Jean n'avoit fait que reſtreindre le ſyſtême féodal, celle de Charles II ôta aux tenures toutes les marques de l'eſclavage qu'elle avoit reçu des Normands, excepté cependant pour les arriers-fiefs, dont les charges & obligations ont été depuis fort affoiblies par l'attention que nos Cours de juſtice & notre droit coutumier lui ont donné. La grande Charte de Jean avoit déclaré nuls tous les empriſonnemens contraires à la Loi; l'acte de l'*habeas corpus* de Charles fit plus, puiſqu'il donna aux priſonniers un moyen d'obtenir leur liberté, lors même que leur empriſonnement ſeroit fait par ordre du Roi. Il a même établi des punitions pour ceux qui

exécuteroient l'ordre injuſte & illégal d'empriſonner un citoyen.

A cela je dois ajouter l'abolition des prérogatives uſurpées de la Couronne, tel que le droit de pourvoierie & préemption, ou droit de premier achat; l'établiſſement des Parlemens triennaux, du *teſte* & des Corporations, qui tous ont aſſuré notre liberté civile & religieuſe; l'abolition de l'ordre *hæretico cumburendo*; le Statut des fraudes & des faux témoins; celui des partages des biens de ceux qui mouroient ſans teſter; celui qui ôte les formes ſuperflues de la juſtice diſtributive, & qui par-là rendit à la juſtice toute ſon activité; enfin pluſieurs autres actes excellens qui furent donnés, tant pour le commerce qu'en faveur de la navigation. Tous ces actes, ainſi que la maniere dont ſe faiſoit l'impoſition des taxes & la levée des ſoldats, prouve combien le regne de Charles fut favorable à liberté Angloiſe; d'où on peut dire que la Conſtitution de l'Angleterre étoit alors dans toute ſa force, & qu'elle jouiſſoit de toute ſa vigueur. Enfin ce fut ſous ce même regne que la balance du pouvoir Royal, & de la liberté nationale fut miſe dans ſon plus parfait équilibre.

Je ne prétends point cependant excuſer ni défendre pluſieurs procédures injuſtes & con-

traires à la Loi, qui se firent dans ce temps; à l'instigation des scélérats dont Charles étoit entouré; cela n'empêche pas qu'on ne soit forcé de convenir que le peuple Anglois jouissoit alors de toute la liberté dont les hommes réunis en société peuvent jouir, & en même temps de tout le pouvoir nécessaire pour la conservation de cette liberté & de celle de tous ces droits, qui auparavant avoient été attaqués si souvent par la prérogative Royale : rien ne le prouve mieux que ce qui s'est passé sous le regne suivant. Le frere de Charles, excité par de mauvais conseils, & porté par son goût vers le pouvoir arbitraire, essaya vainement de mettre la Nation dans l'esclavage; il éprouva alors combien son pouvoir étoit au-dessous d'une telle entreprise. La résistance qu'il trouva, l'obligea, non-seulement à l'abandonner, mais encore à descendre de son Trône. C'est à cet événement que commence la sixieme & derniere époque de l'histoire de nos Loix.

VI. Ce fut l'an 1688, temps où se fit la derniere révolution que commença cette époque qui va jusqu'à nos jours. Les actes qui furent faits alors furent celui qui renouvella l'acte du bill des droits, celui de la tolérance, celui de la réunion de l'Ecosse à l'Angleterre, celui qui donne au Par-

lement le pouvoir de régler la ſucceſſion au Trône, ſuivant que peut l'exiger la conſervation de la liberté civile & religieuſe ; celui qui confirme & étend le droit de réſiſtance que peut exercer le ſujet, quand le Magiſtrat chargé du pouvoir exécutif, s'en ſert pour attaquer les Conſtitutions nationales, celui qui maintient la ſupériorité de la Loi ſur celle du Roi, & qui défend d'obéir à celui-ci, quand ſon commandement eſt illégal. Pendant cette époque les conſciences les plus timorées furent raſſurées, ſur ce qui regarde la liberté religieuſe. Pour donner plus de ſolidité à la sûreté des perſonnes, on confirma l'établiſſement des Parlemens triennaux, qui depuis ont été changés en ſeptennaux ; on chaſſa de la Chambre des Communes pluſieurs de ſes membres, reconnus indignes d'y être, les repréſentans du peuple ; on reſtreignit le droit de pardonner, qu'exerce le Roi ; & cela en donnant au Parlement le droit de prendre connoiſſance de ce qu'il pourroit y avoir de juſte ou d'injuſte dans ſes graces ; on donna à tous les Lords le droit d'être jugés par leurs Pairs ; on régla les preuves qu'on devoit admettre pour le crime de haute trahiſon ; on fixa la liſte civile, & ceux qu'on chargea de l'adminiſtration des revenus de l'Etat furent rendus reſponſables envers le Par-

lement de l'emploi qu'ils en feroient ; on laiſſa au Roi le droit de nommer les Juges ſes Miniſtres & ſon ſucceſſeur. Quoique ces différens établiſſemens ayent beaucoup diminué le pouvoir exécutif, il eſt cependant arrivé que nos Rois ont aujourd'hui autant de pouvoir par l'influence qu'ils en avoient autrefois par l'exercice de leur prérogatoire. Cette influence leur eſt venue par l'établiſſement d'une armée permanente, par les moyens qu'ils ont acquis de ſe faire beaucoup de créatures & de ſe les attacher, enfin par une dette nationale, dont l'énormité oblige une levée perpétuelle de pluſieurs millions néceſſaires pour en payer annuellement les intérêts.

Il ſeroit trop long d'entrer ici dans tous les détails de changemens qu'ont eſſuyés nos Loix, depuis 1688 ; je me contenterai de rapporter les principaux. On aſſura les droits & immunités des Ambaſſadeurs, que le droit des gens & des nations ordonne; on fixa ces droits tels qu'ils devoient être, & non pas tels qu'on les avoit multipliés & amplifiés : on protégea les droits des corporations, en réglant le temps & les cas où l'ordre appellé *mandamus* pouvoit être donné, & les informations faites en vertu d'un *quo warranto*; on fit des réglemens pour les Jurés, pour les témoins & pour la maniere d'exiger & de faire

faire prêter les sermens; on restreignit ce qui regardoit l'aliénation des terres de main-morte; on étendit l'exercice du bénéfice du Clergé, en permettant à ceux qui ne sauroient pas lire d'en jouir; mais en même temps on balança l'effet que pouvoit faire cette extension par la multiplication des peines capitales; on rendit plus facile le recouvrement des rentes; on donna un crédit aux papiers des particuliers, en établissant les endossemens, dont l'effet a été de prouver qu'il étoit facile de donner une valeur réelle à une chose qui n'en avoit pas; on établit que toutes les procédures se feroient à l'avenir en langue Angloise; on érigea des Cours de conscience pour faciliter les payemens de petites dettes, ce qui est la meilleure institution qui ait été faite depuis la réformation des *counti courts*; on établit aussi une jurisprudence maritime, au moyen de laquelle les polices d'assurances furent justement établies. Le sentiment généreux qui s'est emparé de toutes nos Cours de justices, les a portés à adopter les mêmes principes que les Cours d'équité pour le redressement des torts, & cela sur-tout depuis que le Lord Nottingham a été à la tête de ces Cours; on a même beaucoup perfectionné ces principes pour ce qui regarde les obligations & les hypothéques, au moyen de quoi

on s'eſt fort rapproché de l'ordre établi par Edouard I. Ce ſont-là au reſte, les ſeuls changemens qui ont été faits de nos jours dans l'adminiſtration de la juſtice.

J'ai tâché, tant pour l'inſtruction, que pour ſatisfaire la curioſité du lecteur, de donner dans cet eſſai une idée de l'hiſtoire de nos premieres Loix, d'en faire connoître l'origine & les progrès graduels, tant chez les Bretons que chez les Saxons, nos ancêtres, & les différens changemens qui y ont été faits après la Conquête des Normands; ceux que ces mêmes changemens ont éprouvés, & par leſquels elles ont été amenées au point de perfection où elles ſont préſentement. Nous avons fait voir dans le cours de nos recherches, & dans le premier Volume de ces Commentaires que les regles & maximes fondamentales de la Loi étoient la conſervation des droits des perſonnes & des choſes; qu'ils avoient pour but principal, les injures particulieres que les individus pouvoient ſe faire les uns aux autres; les crimes & la punition de ces mêmes crimes faits envers le public. Ces principes ſe ſont peu-à-peu perfectionnés, & s'ils ſont aujourd'hui plus parfaits, c'eſt qu'ils ſont aujourd'hui plus conformes à ceux d'Edouard I, qu'ils ne l'étoient autrefois: au reſte, ſi la grande perfection de nos Loix,

relativement à la liberté religieuſe, s'eſt faite depuis la réformation rapidement, il a fallu beaucoup plus de temps pour perfectionner nos Loix civiles, & ce fut depuis la Reſtauration qu'elles ont acquiſes plus de perfection; mais ce n'a été que depuis la révolution de 1688, qu'elles ſont parvenues au point de perfection où elles ſont préſentement; car ce fut alors que notre Conſtitution fut ſi ſagement combinée, ſi fortement établie, ſi parfaitement terminée, qu'il ſeroit difficile de l'ébranler & de la louer autant qu'elle le mérite; quiconque l'examinera avec attention en deviendra forcément le panégyriſte. Ces Commentaires n'ont été faits que pour en faire connoître toutes les parties & en même temps toute l'harmonie qui regnoit entre ces différentes parties; nous n'avons pas négligé, dans le cours de cet Ouvrage, de louer toutes les fois que l'occaſion s'en eſt préſentée, les nobles monumens élevés pour notre liberté par notre antique ſimplicité, auxquels les rafinemens de l'art moderne n'ont rien ajouté de plus parfait. Au reſte, comme il eſt de la nature de l'homme de ne rien faire qui ſoit parfait; il n'eſt pas étonnant qu'il exiſte encore dans notre Conſtitution des imperfections qui, quelquefois dérangent l'harmonieux accord qui doit regner entre toutes ſes

parties : c'eſt ſur-tout à la Nobleſſe de ce Royaume, réunie en corps dans le Parlement, & aux Gentils-hommes qui ſont chargés par les Comtés de les repréſenter, qu'appartient le droit de protéger la liberté nationale : ils le doivent à eux-mêmes, puiſqu'ils en jouiſſent ; ils le doivent auſſi à la mémoire de leurs ancêtres qui la leur a tranſmiſe. Enfin ils le doivent à leur poſtérité, qui la tiendra d'eux, comme le plus bel héritage de leur naiſſance & même du genre humain.

BIBLIOTHEQUE ROI
FIN

PERMISSIO.

IMprimi poteſt. Actum Bruxellis hac 25 Aprilis 1776.

G. J. DE LIMPENS,
Conſil. & Proc. Gen.

TABLE Du contenu dans ce Volume.

CHAPITRE X.
Des Offenses contre la Justice publique.
CHAPITRE XI.
Des Offenses contre la Paix publique.
CHAPITRE XII.
Des Offenses contre le Commerce public.
CHAPITRE XIII.
Des Offenses contre la Santé, la Police et l'Economie publiques.
CHAPITRE XIV.
De l'Homicide.
CHAPITRE XV.
Des Offenses contre la personne des Individus.
CHAPITRE XVI.
Des Crimes contre les habitations des individus.
CHAPITRE XVII.
Des Offenses contre les Propriétés particulieres des Individus.
CHAPITRE XVIII.
Des moyens de prévenir les crimes.
CHAPITRE XIX.
Des Cours de jurisdiction criminelle.
CHAPITRE XX.
Des Convictions sommaires.
CHAPITRE XXI.
Des Arrêts.
CHAPITRE XXII.
De l'Emprisonnement et de la Caution.
CHAPITRE XXIII.
Des différentes sortes de Poursuites.
CHAPITRE XXIV.
De la Procédure sur accusation.
CHAPITRE XXV.
De l'Ajournement au criminel et de ses incidens.
CHAPITRE XXVI.
Des Plaidoyeries et de l'Instruction.
CHAPITRE XXVII.
De l'Examen et de la Conviction.
CHAPITRE XXVIII.
Du Bénéfice du Clergé.
CHAPITRE XXIX.
Du Jugement et de ses conséquences.
CHAPITRE XXX.
De la Cassation du Jugement.
CHAPITRE XXXI.
Du Délai et du Pardon.
CHAPITRE XXXII.
De l'Exécution.
CHAPITRE XXXIII.
De l'origine des Loix Angloises.
Fin de la Table